

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1997-1998

6 DECEMBER 1997

**Parlementaire commissie van onderzoek
betreffende de gebeurtenissen in
Rwanda**

VERSLAG

NAMENS DE ONDERZOEKSCOMMISSIE
UITGEBRACHT DOOR
DE HEREN **MAHOUX** EN
VERHOFSTADT

BIJLAGE 5

**VERSLAG
VAN DE COMMISSIE KIGALI**

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

1. Leden:

— De heer Swaelen, voorzitter.
— De heren Mahoux en Verhofstadt, ondervoorzitters en rapporteurs.
— Mevrouw Bribosia-Picard, de heren Caluwé, Ceder, De Decker, Destexhe, Goris, Hostekint, Hotyat, mevrouw Lizin, de heer Moens, de dames Thijs en Willame-Boonen.

2. Leden met raadgevende stem:

— De heer Anciaux, mevrouw Dua en de heer Jonckheer.

*Zie:***Gedr. St. van de Senaat:****1-611 - 1996/1997:**

Nr. 1: Voorstel van de heer Swaelen.
Nr. 2: Amendement.
Nr. 3: Voorstel van het Bureau.
Nr. 4: Tekst aangenomen door de Senaat.

1-611 - 1997/1998:

Nr. 5: Voorstel van het Bureau aangenomen in plenaire vergadering.
Nr. 6: Voorstel van de voorzitter aangenomen in plenaire vergadering.
Nr. 7: Verslag.
Nrs. 8 tot 11: Bijlagen.

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1997-1998

6 DÉCEMBRE 1997

**Commission d'enquête parlementaire
concernant les événements du Rwanda**

RAPPORT

FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE
PAR MM. **MAHOUX** ET
VERHOFSTADT

ANNEXE 5

**RAPPORT
DE LA COMMISSION KIGALI**

Ont participé aux travaux de la commission :

1. Membres:

— M. Swaelen, président.
— MM. Mahoux et Verhofstadt, vice-présidents et rapporteurs.
— Mme Bribosia-Picard, MM. Caluwé, Ceder, De Decker, Destexhe, Goris, Hostekint, Hotyat, Mme Lizin, M. Moens, Mmes Thijs et Willame-Boonen.

2. Membres avec voix consultative:

— M. Anciaux, Mme Dua et M. Jonckheer.

*Voir:***Documents du Sénat:****1-611 - 1996/1997:**

N° 1: Proposition de M. Swaelen.
N° 2: Amendement.
N° 3: Proposition du Bureau.
N° 4: Texte adopté par le Sénat.

1-611 - 1997/1998:

N° 5: Proposition du Bureau adoptée en séance plénière.
N° 6: Proposition du président adoptée en séance plénière.
N° 7: Rapport.
N° 8 à 11: Annexes.

TABLE DES MATIÈRES

	Page	
Tome I	Texte	
	Liste des abréviations	3
	Introduction	4
Section 1 ^{re}	Situation initiale	
1.0	Le Rwanda — Cadre général	4
1.1	Les accords de paix d'Arusha	5
1.2	Rapport du secrétaire général de l'O.N.U. sur le Rwanda	6
1.3	La Résolution 872 du Conseil de Sécurité	7
1.4	L'engagement de la Belgique	7
Section 2	Évolution de la situation de novembre 1993 au 6 avril 1994	
2.0	Déroulement des événements	
	a. Situation interne au Rwanda	8
	b. Situation à l'O.N.U. et aux Forces belges	9
	c. Activités de KIBAT	9
2.1	Analyse de la préparation	
	a. Généralités	9
	b. La prise de décision belge	9
	c. La préparation du deuxième commando	10
2.2	Analyse de la menace	10
2.3	Analyse de la mission et des moyens	
	a. Description de la mission et des moyens	10
	b. Analyse de la mission	12
	c. Analyse des moyens	12
2.4	Analyse du dispositif	
	a. Description du dispositif	12
	b. Analyse du dispositif	13
2.5	Analyse de l'attitude « Maintien de la paix » et des règles d'engagement	
	a. L'attitude « Maintien de la paix » et les règles d'engagement	14
	b. Critique envers l'attitude et les R.O.E.	17
2.6	Analyse des liaisons et du commandement	
	a. Description et analyse des liaisons	18
	b. Description et analyse du commandement	18
Section 3	Évolution de la situation à partir du 6 avril 1994	
3.0	Déroulement des événements	
	a. Chronologie	19
	b. Soirée du 6 avril	19
	c. Journée du 7 avril	21
	d. À partir du 8 avril jusqu'au ReGpt des belges à l'Aer (15 avril)	28
3.1	Analyse	
	a. Évaluation du danger	31
	b. Mission — Moyens	32
	c. Dispositif	32
	d. Règles d'engagement	32
	e. Commandement (inclus Tr et Ln)	33
Section 4	Conclusions et recommandations	
4.1	Circonstances et responsabilités côté belge	36
4.2	Enseignements	37
Tome II	Annexes	

LISTE DES ABRÉVIATIONS

Seules figurent les abréviations non reprises au Registre IF 47C

- A.N.R. : Armée nouvelle rwandaise
- B.P.C. : Brigade para-commando
- C.D.G. : Conseiller en droit de la guerre
- C.D.R. : Coalition pour la défense de la République
- C.H.K. : Centre hospitalier de Kigali
- C.N.D. : Centre national de défense
- C.T.M. : Coopération technique militaire
- D.F.C. : Deputy Force commander
- D.M.Z. : Demilitarized zone
- E.M.G. : État-major général
- E.O.D. : Emergency ordnance disposal
- E.S.M. : École supérieure militaire
- F.A.R. : Forces armées rwandaises
- F.P.R. : Front patriotique rwandais
- G.O.M.N. : Groupe d'observateurs militaires neutres
- G.T.B.E. : Groupement transitoire à base élargie
- K.W.S.A. : Kigali weapon secure area
- MINUAR : Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda
- M.N.D. : Ministre de la Défense nationale
- M.N.R.D. : Mouvement national républicain pour la démocratie et le développement
- O.P.O. : Operational partial order
- R.F.I. : Radio France International
- R.O.E. : Rules of engagement
- R.R.T. : Rapid reaction team
- R.T.L.M. : Radio télévision libre des Mille Collines
- Rw. : Rwanda, rwandais, rwandaise
- UNAMIR : United Nations assistance mission in Rwanda
- UNCIVPOL : United Nations civil police
- W.S.A. : Weapon secure area

INTRODUCTION

1. Le 2 mai 1994, le chef d'État-Major général a décidé de mettre sur pied une commission d'enquête interne.

2. Le mandat de cette commission est de faire toute la lumière sur les circonstances de l'assassinat des dix para-commandos à Kigali le 7 avril 1994, en vue :

a. d'une part, de déterminer si d'éventuelles fautes professionnelles ont été commises à quelque échelon que ce soit;

b. d'autre part, de rechercher tous les enseignements utiles pour l'avenir.

La détermination des responsabilités pénales dans l'assassinat du lieutenant Lotin et de ses hommes n'est pas du ressort de la commission, mais est laissée à la discrétion des autorités judiciaires.

De même, la commission n'est pas chargée d'enquêter sur les circonstances qui ont conduit à la destruction de l'avion présidentiel rwandais. Ce dernier point fait l'objet d'une enquête conduite par les instances de l'O.N.U.

3. Composition de la commission

a. président: Lt Gen Uytterhoeven

b. membres: col B.E.M. Vanderheyden
col B.E.M. Legrain

c. secrétaire: col B.E.M. Marchetti

4. Méthode de travail

Après une description de la situation de base (du Rwanda, des accords O.N.U. et de l'engagement de la Belgique) dans la section 1, cette étude présente deux parties traitant respectivement des événements antérieurs et postérieurs au 6 avril, ceci au vu de la nature totalement différente des problèmes rencontrés sur place avant et après cette date. Dans chacune de ces parties, on trouvera une synthèse du déroulement des événements, une description des actions prises par les E.M. ainsi qu'une analyse critique des mesures qui furent — ou non — prises. Cette étude se termine par des conclusions, d'abord sur les circonstances de l'assassinat du lieutenant Lotin et de ses hommes, sur les responsabilités du côté belge, et par des leçons à tirer sur le déroulement général des opérations.

5. Limites

a. Afin de répondre correctement aux questions reprises au mandat, la commission a estimé indispensable d'élargir le champ de ses investigations aux événements antérieurs (à partir de la préparation de la mission jusqu'au retour de Kibat I) et légèrement postérieurs au 7 avril. De cette manière, elle a pu mieux cerner le cadre général et les causes à tous les niveaux de commandement, mais aussi déterminer si l'assassinat des dix para-commandos était dû à des circonstances particulières et isolées. L'étude d'un seul événement ne lui eût pas permis de tirer certains enseignements.

b. Dans l'analyse critique de l'attitude de certains chefs, de leurs décisions et du travail de certains E.M., la commission a tenu compte du caractère émotionnel qui a prévalu lors de certains témoignages.

Ceux-ci se sont par ailleurs limités à l'audition de militaires belges: la commission n'a entendu aucun représentant d'autres pays, aucun expatrié ni aucun membre de la presse. Les conclusions exposées à la fin du présent rapport ne peuvent donc être que partielles.

Les documents divers établis par les Det belges (journaux de campagne,...) ou mis à la disposition de la commission par ceux-ci ont constitué l'autre source importante d'information.

SECTION 1 — SITUATION INITIALE

1.0. Le Rwanda — Cadre général

a. Milieu

(1) Situation

Pays peu étendu, le Rwanda se situe en Afrique Centrale. Le pays est entouré du Zaïre à l'Ouest, de l'Ouganda au Nord, de la Tanzanie au Nord-Est et du Burundi au Sud.

(2) Terrain

Le terrain se caractérise par des collines à fortes pentes, et aux crêtes aplanies. Le Nord est dominé par une puissante chaîne de montagnes (Virunga), dont le sommet culmine à environ 4 500 m. Les cours d'eau à l'Est coulent vers le Nil et à l'Ouest vers le Niger. Il y a neuf lacs, dont six se trouvent sur la frontière.

(3) Végétation

La végétation varie des forêts tropicales à l'Ouest à des prairies herbeuses à l'Est.

(4) Climat

Le climat est doux et largement influencé par l'altitude, le pays ne se trouvant qu'à 2° sud de l'équateur. La température majeure est de 20 °C.

b. Population

(1) Ethnies

La population rwandaise se compose de trois ethnies : les Hutus (85 %), les Tutsis (14 %) et les Twas (1 %). À Kigali, cette proposition est différente : environ 60 % de Hutus et 40 % de Tutsis.

(2) Religion

45 % de la population est de croyance traditionnelle, 45 % catholique romaine, 9 % protestante et 1 % musulmane.

(3) Langue

Si le français est la langue officielle, tous les Rwandais parlent le kinyarwanda.

c. Historique (succinct)

(1) Conséquence d'un comportement féodal archaïque, des heurts sont apparus entre la majorité hutue et la minorité tutsie, ce qui entraînera la révolte de 1959 et la fin de la monarchie tutsie.

(2) De 1962 à 1973, les Hutus dirigèrent le pays. Mais leur gouvernement se distingua par son inefficacité et sa corruption. En conséquence, le peuple se désolidarisa du parti.

(3) C'est alors que le ministre de la Défense Nationale (et chef de la Garde Nationale), le Gen Maj hutu Juvenal Habyarimana mena un coup d'État — sans effusion de sang — et proclama la Deuxième République, sous administration militaire.

(4) Le Rwanda entra dans la guerre civile à partir d'octobre 1990, avec l'invasion de troupes du F.P.R. à partir de l'Ouganda. Après l'invasion, la Belgique et la France envoyèrent des Para-Cdos pour évacuer leurs ressortissants.

Aussitôt l'opération terminée, la Belgique retirait son contingent. C'est ainsi que le régime rwandais se sentit « lâché ». Par contre, la France les maintint sur place, alors que la menace contre les expatriés avait disparu. À la veille de l'arrivée des forces de maintien de la paix de l'O.N.U, quelque 900 militaires français étaient encore présents au Rwanda. L'armée rwandaise regrettait ouvertement leur départ (et leur remplacement par des casques bleus belges,...).

(5) Après un second assaut lancé le 8 février 1993, un cessez-le-feu fut signé entre les F.A.R. à la fin mars 1993, ce qui entraînera des accords de paix connus sous le nom d'accords d'Arusha.

1.1. Les accords de paix d'Arusha

Le 4 août 1993, le gouvernement de la République rwandaise et le F.P.R. signent les accords de paix d'Arusha, qui mettent officiellement fin à la guerre, et qui contiennent essentiellement les points suivants :

a. Le partage du pouvoir dans le cadre de l'installation d'un gouvernement à base élargie, avec la participation de tous les partis politiques importants.

b. Mise sur pied d'institutions de transition.

c. Déploiement d'une force internationale neutre, dans laquelle le Gp d'observateurs militaires neutres (G.O.M.N.) sera intégré.

d. Retrait de toutes les troupes étrangères, stationnées au Rwanda.

e. Déploiement d'un bataillon du F.P.R. pour assurer la protection et la sécurité des déplacements des autorités politiques F.P.R. dans et autour de Kigali.

f. Intégration de la Gendarmerie au sein de l'Armée Nationale.

g. Désengagement, désarmement, démobilisation et maintien du personnel militaire des deux parties à intégrer dans l'Armée Nationale.

h. Protection de la communauté des expatriés et sécurité de la distribution des aides humanitaires.

i. Rapatriement des réfugiés rwandais et réinstallation des personnes déplacées.

j. Assurer un climat de sécurité pour l'organisation des élections.

1.2. Rapport du secrétaire général de l'O.N.U. sur le Rwanda

Dans son rapport du 24 septembre 1993 sur le Rwanda, le secrétaire général fait part de ses recommandations suite à la reconnaissance qui y fut organisée, sous la conduite du Gen Maj Dallaire. De ce rapport circonstancié, il convient de noter les points suivants :

a. Deux conditions essentielles doivent être remplies pour que l'O.N.U. puisse remplir sa mission au Rwanda :

(1) Les deux parties doivent coopérer pleinement, dans le respect des engagements pris dans les accords d'Arusha.

(2) L'O.N.U. doit se voir apporter en temps voulu les ressources humaines et financières nécessaires.

b. Tâches à confier à la mission de maintien de la paix.

(1) Contribuer à la sécurité de la ville de Kigali, notamment à l'intérieur de la zone de consignation des armes (K.W.S.A. — Kigali Weapon Secure Area) établie par les parties dans la ville et ses alentours.

(2) Superviser l'accord du cessez-le-feu par la mise en place de points de cantonnement et de rassemblement et la délimitation d'une nouvelle zone démilitarisée et d'autres procédures de démobilisation.

(3) Superviser les conditions de sécurité générale pendant la fin de la période du mandat du gouvernement de transition, jusqu'aux élections.

(4) Contribuer au déminage, essentiellement au moyen de programmes de formation.

(5) Enquêter, sur demande des parties ou d'initiative, sur les cas de non-application des mesures contenues dans les accords d'Arusha.

(6) Contrôler le processus de rapatriement des réfugiés rwandais et de la réinstallation des personnes déplacées.

(7) Aider à la coordination des activités d'assistance humanitaire.

(8) Enquêter et faire rapport sur les incidents relatifs aux activités de la gendarmerie et de la police.

c. Plan d'opérations

(1) Assurer la sécurité de la ville de Kigali par l'établissement d'une zone de consignation des armes (K.W.S.A.). Pour ce faire,

a. déployer un bataillon d'infanterie (avec au moins une des Cie sur Veh BI Tpt Tp) dans tout le secteur de Kigali afin :

— d'assurer la sécurité de l'aéroport international;

— d'assurer la sécurité du camp du bataillon F.P.R. et des bâtiments publics;

— de contribuer à la récupération des armes détenues par les civils.

b. surveiller et vérifier la consignation des armes et les mouvements des deux parties dans le secteur Kigali, avec des éléments d'infanterie et des observateurs militaires;

c. surveiller les activités liées à la mise en place des nouvelles forces de défense et de la nouvelle gendarmerie rwandaise au moyen d'officiers de liaison, détachés auprès des E.M. de ces nouvelles structures;

d. prendre des mesures qui s'imposent pour aider à assurer la sécurité des membres du gouvernement de transition.

(2) Surveiller l'application du cessez-le-feu dans la zone démilitarisée élargie par le déploiement d'observateurs militaires et d'un deuxième bataillon d'infanterie.

(3) Fournir des escortes pour les activités humanitaires.

(4) S'occuper des opérations de déminage (formation, éventuellement à confier à une société spécialisée).

(5) Préparer une infrastructure de base pour la « mission » au moyen d'une compagnie du Génie.

d. Structure et moyens demandés

(1) Zone répartie en cinq secteurs, c.-à-d. :

— Secteur Kigali (un Bn Inf à quatre Cies)

— Secteur zone démilitarisée (un Bn Inf à quatre Cies)

— Secteur « F.P.R. » (uniquement observateurs militaires)

— Secteur « gouvernemental » (uniquement observateurs militaires)

— Secteur Kabale (Uganda) (uniquement observateurs militaires)

(2) Moyens demandés :

— Deux Bn Inf (800 hommes)

— Une Cie Gn (203 hommes)

— Une unité aérienne

— Une unité Tr

— Une unité Med (50 hommes)

— Une Cie Log (200 hommes)

Au total, l'effectif prévu était de 2 548 hommes, dont 931 observateurs militaires.

e. Calendrier de mise en place

Déploiement progressif en quatre phases :

(1) Phase 1

À partir de l'adoption de la Résolution 872 jusqu'au moment de l'installation du gouvernement à base élargie (Jour J, au plus tôt fin 1993).

a. Objectif

Réunir les conditions essentielles permettant d'installer le gouvernement à base élargie.

b. Effectifs

À la fin de la phase 1 : 1 428 hommes, dont 211 observateurs.

(2) Phase 2

De J à J + 90 (ou début de la démobilisation et de l'intégration dans les nouvelles structures militaires).

a. Objectif

Continuer les différentes tâches prévues dans le mandat.

b. Effectifs

À la fin de la phase 2 : 2 548 hommes, dont 331 observateurs.

(3) Phase 3

Dès la fin de phase 2, jusqu'à J + 360 ou jusqu'au moment où le processus d'intégration sera achevé.

Effectifs : Réduction progressive à 1 240 hommes à la fin de la phase 3.

(4) Phase 4

Dès la fin de phase 3. Durée environ dix mois.

a. Objectif

Continuer à assurer un climat de sécurité nécessaire à la tenue d'élections.

b. Effectifs limités à 930 hommes (dont 80 observateurs).

1.3. La Résolution 872 du Conseil de Sécurité

Par la Résolution 872 du 5 octobre 1993, le Conseil de Sécurité décide d'exécuter une opération de maintien de la paix, appelée la « Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda » (MINUAR) pour une période de 6 mois (renouvelable).

Cette résolution approuve l'essentiel des recommandations du rapport du Secrétaire Général du 24 septembre 1993. Elle exige explicitement « que les parties prennent toutes les mesures voulues pour garantir la sécurité de l'opération et du personnel qui y participe ».

1.4. L'engagement de la Belgique

a. Suite à l'adoption de la Résolution 872, une contribution militaire belge à la MINUAR est demandée par les Nations Unies. Cette demande portait essentiellement sur un détachement composé d'un

bataillon d'un effectif de 800 hommes, logistiquement indépendant, d'une section de 11 policiers militaires et d'une participation au sein de l'état-major. Ce bataillon devait former l'unité clé de la MINUAR.

b. L'E.M.G. signale au ministre de la Défense nationale que les forces armées ont la possibilité technique de répondre à ce besoin. L'attention du ministre est attirée sur le fait que, au cas où la Belgique déciderait de ne pas mettre la totalité de ces effectifs à la disposition des Nations Unies, il serait fait appel à une nation africaine (le Togo probablement) pour compléter ce détachement. « Dans cette éventualité, signale l'E.M.G., il est probable qu'il faudra leur apporter un appui logistique et en matériel, ce qui entraînera de grands frais supplémentaires ». Une autre conséquence, si la Belgique ne fournissait pas plus de la moitié du contingent : les Belges à Kigali seraient sous commandement togolais.

c. Conformément à une décision gouvernementale du 14 octobre, un élément de reconnaissance, sous la conduite du Col Bem Flament, se rend à Kigali du 21 octobre au 1^{er} novembre 1993 « pour évaluer les besoins découlant des missions imparties à l'unité responsable du secteur Kigali ».

Les conclusions de cette Recce sont reprises dans la note JSO-P-033578 du 10 novembre 1993 : pour remplir la mission, et en calculant « au plus juste » il faut un bataillon composé de quatre compagnies (dont une sur Veh BI Tpt Tp).

Le rapport est très clair : « Toute diminution du volume de cette force d'action obligera nécessairement à négliger l'une ou l'autre des composantes de sa mission et empêchera d'en assurer globalement l'exécution. Un tel état des choses est susceptible de faire dégénérer très rapidement une situation rendue potentiellement instable par la présence des éléments suivants :

- (1) Camp de réfugiés à l'intérieur du secteur (Rutongo)
- (2) Profusion d'armes et de munitions
- (3) Confrontation entre les différentes tendances
- (4) Provocations de la part de mouvements extrémistes hutus ».

d. Suite à cette Recce, et répondant à la demande pressante du gén. maj Dallaire, l'E.M.G. propose au M.D.N. d'envoyer au Rwanda un contingent belge « fort d'au moins 600 hommes » et que « le déploiement des éléments se fasse à partir du 15 novembre » (Note pour M.D.N. du 3 novembre 1993).

Dans sa recommandation au M.D.N., l'E.M.G. fait observer qu'« il apparaît que la mission ne sera pas facile » et que « l'attitude des unités qui devront être désarmées demeure une inconnue potentiellement très dangereuse, étant donné qu'il y a abondance d'armes et de munitions partout dans le pays ».

e. Finalement au Conseil des ministres du 19 novembre 1993, le M.D.N. fait une communication dans laquelle il signale :

« Verleden week werd in de schoot van een « Kern » een akkoord bereikt over het sturen van een detachement samengesteld uit 370 militairen ...

Ten gevolge van de verkenning ter plaatse en gezien de toegelaten getalsterkte van het detachement, uitte de stafchef van de generale staf zijn bekommernis betreffende het goede verloop van de operatie. Twee hoofdpunten weerhielden zijn aandacht. Ten eerste de fysieke veiligheid van onze militairen en ten tweede het risico dat we de sleutelfunctie van commandant sector Kigali niet kunnen uitoefenen ... »

Le M.D.N. fait encore part de son intention de se rendre sur place dans les meilleurs délais pour se rendre personnellement compte de la situation.

Il demande aussi « mij de mogelijkheid te laten om, als het voor de veiligheid van het personeel onontbeerlijk blijkt, de getalsterkte tot een maximum van 450 militairen op te drijven ».

Le Conseil des ministres approuve les propositions du M.D.N.

SECTION 2 — ÉVOLUTION DE LA SITUATION DE NOVEMBRE 1993 AU 6 AVRIL 1994

2.0. Déroulement des événements

a. Situation interne au Rwanda

Suite aux accords d'Arusha (4 août 1993) et à la résolution 872 des Nations Unies (4 octobre 1993), cinq tentatives de mise en place du gouvernement transitoire à base élargie eurent lieu, trois en janvier (5, 8, 20) et deux en mars (25, 26).

La ville de Kigali connut deux périodes de troubles, l'une fin janvier 1994 (25/31), l'autre fin février 1994 (20/25). C'est durant cette dernière période qu'eurent lieu deux assassinats politiques marquants : ceux du ministre Gatabasi (21 février) et du leader du C.D.R. Bucyana (22 février).

Début avril 1994, le président Habyarimana effectua deux voyages dans des pays voisins : Zaïre (4 avril 1994) et Tanzanie (6 avril 1994). Ces voyages précédaient la prochaine tentative de mise en place du G.T.B.E. (gouvernement de Transition à Base élargie) qui devait avoir lieu le 7 ou 8 avril 1994.

b. Situation à l'O.N.U. et aux Forces belges

Fin septembre 1993, les études pour la constitution de la MINUAR démarrent. Après une recce fin octobre 1993 (26/31), le premier Det belge (1 Para) est mis en place à Kigali (Stade Amahoro) à partir du 18 novembre 1993, le lendemain de la mise en œuvre du Q.G. Force (17 novembre 1993).

Le mois de décembre 1993 verra l'arrivée des Elm belge du Q.G. Force, l'installation du Q.G. Secteur Kigali (4 décembre 1993), l'installation en ville de KIBAT et le début de ses Pat dans le cadre de l'Ops «Safe City» (10 décembre 1993), la signature des accords concernant la K.W.S.A. (24 décembre 1993) et l'escorte d'un Bn F.P.R. vers Kigali (Ops «Clean Corridor») (28 décembre 1993).

Deux visites ministérielles belges auront lieu en fin février et début mars: M. le ministre des Affaires étrangères Willy Claes (21 février 1994) et M. le ministre de la Défense nationale Leo Delcroix (10/12 mars 1994). La relève du 1 Para par le 2 Cdo a lieu du 15 au 27 mars 1994.

c. Activités de KIBAT

Les activités les plus importantes de KIBAT furent:

1. La réalisation de check points. Ils furent d'abord réalisés avec des Tp KIBAT I uniquement, puis avec la collaboration de la Gd.

Ces opérations ont été mal ressenties par la population (aussi bien les Rwandais que les expatriés) qui trouvait «normal» de se promener en civil avec des armes.

2. Les patrouilles furent effectuées, à pied puis en Veh, quelquefois en Héli. Ces Pat eurent au début une attitude fort musclée. Celle-ci s'est assouplie suite à des plaintes et des directives du Secteur et de la Force. Fin Mar, ces pat étaient surnommées «Pat Coca-Cola». Leur but était de prendre contact avec la population, amicalement.

3. Les escortes

Certaines activités, pourtant détaillées par le Q.G. Secteur (O.P.O. for establishment of K.W.S.A., décembre 1993), n'ont (pratiquement) jamais été effectuées.

Il s'agissait de:

- a. Road blocks
- b. Perquisitions (plutôt le rôle de la Gd)
- c. Ops «Cordon and Search», qui furent demandées par KIBAT (entre autres), mais toujours refusées.

2.1. Analyse de la préparation

a. Généralités

Dans la préparation de l'intervention belge, il convient de distinguer:

- 1. La prise de décision belge
- 2. La préparation du 2 Cdo (KIBAT II)

b. La prise de décision belge

(1) Pour rappel, les principales étapes de la prise de décision belge étaient:

(a) Envoi d'un team Recce à Kigali (26 octobre — 1 novembre 1993), qui revient avec la demande du Gen Maj Dallaire de pouvoir disposer d'un Bn à Quatre Cie (dont une sur Veh BI) d'un effectif total de 800 militaires.

(b) Proposition par l'E.M.G. au M.D.N. d'envoyer un Bn de 600 hommes (un Cie sur Veh BI) (Note pour M.D.N. — 93/32361 du 3 novembre 1993).

(c) Décision du Conseil des ministres du 19 novembre 1993, sur proposition du M.D.N. d'envoyer un Bn à 370 militaires, pouvant être augmenté pour des besoins de sécurité, à 450 au maximum.

(d) Tout envoi de Cie sur Veh BI Chen était exclu car le Gen Dallaire voulait des Veh BI à roues. Néanmoins, la Belgique a imposé l'envoi de quelques C.V.R.T. au sein du Det KIBAT.

(2) Il semble bien que la décision de ne satisfaire que partiellement aux besoins du Secteur Kigali reposait sur des raisons (surtout) budgétaires. L'E.M.G. avait pourtant suffisamment mis l'accent sur la situation difficile au Rwanda et sur la sécurité de nos militaires. Par contre, la Belgique a demandé et obtenu le commandement du Secteur, ce qui permettait de tenir la situation sous notre contrôle et de mieux veiller à la sécurité de nos troupes.

(3) Si, dans l'absolu, les besoins dans le Sect Kigali étaient satisfaits, la qualité des Det était fort inégale et les Tp de KIBAT se retrouvaient ainsi fort isolées. Ceci n'a fait qu'augmenter les risques inhérents à ce type d'Ops.

c. La préparation du 2 Cdo (KIBAT II)

(1) KIBAT II a pu se préparer à sa mission dans de bonnes circonstances : il disposait de suffisamment de temps et pouvait profiter des enseignements de KIBAT I. Il est d'ailleurs reconnu que KIBAT II a fait preuve au Rwanda d'un grand respect des consignes données et d'une grande discipline, mais dans les moments de crise.

(2) On peut néanmoins formuler les considérations suivantes :

(a) Déjà pendant l'entraînement, l'officier conseiller de Droit de la Guerre était contesté par certains. Son message n'a pas été réellement accepté par beaucoup au sein du 2 Cdo.

(b) La traduction des R.O.E. au niveau des cadres subalternes et de la troupe reste une entreprise difficile et n'a pas été correctement reçue par tous. Certains ont surtout retenu ce qu'on ne pouvait pas faire.

2.2. Analyse de la menace

En guise de préambule il est bon de rappeler que l'O.N.U., dans ses opérations extérieures, ne dispose pas de branche 2 étoffée. De plus, la MINUAR a été créée pour veiller à la bonne application des accords d'Arusha. Il s'agissait bien d'une opération «Peace keeping» dans laquelle — normalement — la MINUAR elle-même ne courait que peu de danger.

a. En Belgique, il y eut des mises en garde dès novembre 1993 (par J.S. lui-même). Ensuite, des études de synthèse ont été menées, en particulier sur les milices Interhamwe.

b. Le général Dallaire avait ressenti un besoin en renseignements. C'est ainsi que le capitaine Claeys fut chargé de les récolter et d'en faire rapport. De plus, le Maj PODEVIJN (S.G.R.) fut envoyé par la Belgique à l'E.M. Force dans le même but (bien qu'officiellement dans une autre fonction).

Il n'empêche que les possibilités d'action du Capt Claeys étaient très limitées.

c. Les déclarations de ces deux officiers ainsi que d'autres officiers de cet E.M. (voir exposé Lt-Col Balis) indiquent que l'E.M. Force s'est rendu compte qu'il y avait un risque réel de non-application et même de refus des accords d'Arusha (voire un risque de confrontation armée entre F.A.R. et F.P.R.). Cet E.M. était aussi au courant de l'existence de milices puissantes et armées. Les intentions et l'organisation d'Interhamwe étaient connues.

L'existence de caches d'armes était connue du Gen Dallaire, qui aurait voulu déclencher quelques Ops «Cordon & Search». Celles-ci furent refusées par l'O.N.U. (New York) (voir exposés Lt Col Balis, Maj Maggen).

d. Des incidents se produisaient chaque jour. Les deux périodes de troubles graves du début 94 n'ont pas entraîné l'E.M. de Dallaire dans une révision de sa mission ni de son attitude. Sa seule réaction — à notre connaissance — fut de renforcer le secteur Kigali par une compagnie de Byubut (Ghanéens) à la mi-mars.

e. KIBAT avait créé, avec l'accord de l'E.M.G., un système de récolte d'Infos, engageant même des «informateurs».

f. Des Infos récoltées par KIBAT, la seule perception du danger qu'auraient pu avoir les E.M. au Rwanda était :

(1) Que des troubles graves étaient possibles, suite à la non-application des accords d'Arusha et à la présence de troupes et milices largement armées.

(2) Qu'un conflit ouvert entre «Pro-F.A.R.» et «Pro-F.P.R.» était impossible.

(3) Qu'en conséquence la MINUAR ne se trouvait plus dans une Sit de «Peace-Keeping» et qu'un autre scénario devait être envisagé.

g. Quant à la MINUAR elle-même, on ne peut pas dire qu'elle possédait des indices sérieux de menaces envers elle-même. Toutes les personnes interrogées, mêmes celles qui rapportaient des possibilités de graves problèmes entre Rwandais, n'ont jamais eu, avant le 6 avril, le sentiment d'être menacés.

h. Les Belges de la MINUAR ont fait l'objet d'attaques fréquentes et virulentes de la part de R.T.L.M. et ce, dès le début de l'opération (voir nombreux exposés). Ces attaques furent telles que des autorités sur place (notre ambassadeur, le général Dallaire) sont intervenues auprès des édiles rwandaises (voir Col Bem Flament, Lt Col Balis). L'importance de cette campagne médiatique a vraisemblablement abouti à une réelle intoxication auprès d'une grande partie de la population qui passe son temps un transistor collé à l'oreille !

Certains articles de presse ont également été très anti-belges.

2.3. Analyse de la mission et des moyens

a. Description de la mission et des moyens

(1) La mission aux niveaux Force et Secteur

(a) La mission de la MINUAR était de maintenir la paix pour assurer le respect des accords d'Arusha, la mise en place d'un gouvernement de transition et l'organisation d'élections libres au Rwanda.

L'exécution de cette mission était prévue en quatre phases, dont les deux premières étaient l'installation du gouvernement à base élargie dont la composition avait été fixée par les accords d'Arusha, ensuite, la démobilisation des troupes excédentaires et la création d'une armée nouvelle rwandaise (A.N.R.).

(b) Dans le premier Ordre opérationnel établi par le Q.G. Force (18 novembre 1993), cette mission fut exprimée comme suit «To establish a Weapon Secure Area (W.S.A.)» Le paragraphe «Exécution» de cet ordre spécifiait «Establishment of W.S.A. envisages controlling, monitoring, detecting and investigating the uses of movements of all weapons and ammunitions and of personnel of all factions and armed civilians within the W.S.A.».

(c) Dans ce même ordre, la première mission du Secteur Kigali était «establish K.W.S.A. in coordination with the UNCIVPOL, Gendarmerie and local police».

(d) Dans son «Operating procedure for establishment of K.W.S.A.» le Q.G. Secteur reprend : «K.W.S.A. is vital to the success of the UNAMIR Operation» et précise «To establish and maintain K.W.S.A... both Inf Bn (KIBAT et RUTBAT)... should carry out the following operations :

- (i) Establishment of check points
- (ii) Road blocks
- (iii) Search
- (iv) Patrolling
- (v) Cordon»

(e) La mission d'établissement d'une K.W.S.A., bien que vitale, n'était que l'une des dix missions imposées par le Q.G. Force. Citons e.a. la constitution d'une Res (pour tout le Rwanda), la sécurité de l'Aer, la sécurité du repli de la MINUAR...

(2) Les moyens aux niveaux Force et Secteur

(a) Les moyens désirés par le Gen Dallaire pour mener à bien sa mission au Rwanda étaient initialement (octobre 1993):

- (i) outre 43 officiers dans son Q.G. Force (Ann. I App. 1).
- (ii) un Q.G. Secteur Kigali de 15 Offr (Ann. I App. 2).
- (iii) un Bn Inf de 811 personnes à Quatre Cie Inf dont une sur A.P.C. (à roues) (125 Mil/Cie Inf), le tout dans le secteur Kigali.

(b) Les moyens obtenus, après demande officielle de l'O.N.U. à ses différents membres, provinrent de 25 pays différents.

Au total, il y avait environ 2 500 Mil O.N.U. au Rwanda. Le Pers demandé pour les E.M. Force et Secteur et les Tp pour le Secteur Kigali étaient présentes, le Tp pour les autres secteurs et unités d'appui l'étaient également.

(c) Le Secteur Kigali était composé (Ann. I App. 3):

- (i) d'un E.M. de 14 Mil.
- (ii) d'un Bn belge KIBAT (environ 420 Mil).
- (iii) d'un Bn bangladeshi RUTBAT (environ 370 Mil) dont une compagnie B.T.R.
- (iv) d'une Cie tunisienne (environ 60 Mil).
- (v) à partir du 23 mars 1994, d'une Cie ghanéenne BYUBAT (environ 225 Mil).

(d) Constitution d'une réserve:

(i) L'E.M. Force avait imposé au secteur Kigali de lui constituer une réserve de la force d'une Cie (A.P.C. ou Héli), utilisable sur tout le territoire rwandais.

(ii) L'E.M. Secteur Kigali avait donné cette mission à RUTBAT (O.O. N° 1 du 9 décembre 1993). Le 12 décembre, cette tâche est confiée à KIBAT! (O Part. N° 3). Le 12 février 1994, RUTBAT reprend la mission, et KIBAT garde un Pl en Res sur ordre Q.G. Secteur (O.P.O. 1/94).

(3) La mission au niveau KIBAT (Ref. : O Part N° 3 Secteur 12 décembre 1993).

La mission de KIBAT était:

- (a) Montrer le plus possible la présence de l'O.N.U. au sein de la K.W.S.A.
- (b) Patrouiller au sein de la K.W.S.A., y compris sur TOUS les axes y menant.
- (c) Établir des check-points et des road blocks installés temporairement dans un premier temps.
- (d) Être prêt à exécuter, SUR ORDRE du Q.G. Force, des escortes armées pour les Mov au sein de la D.M.Z.
- (e) Tenir UN Pl Lt Inf et UN Pl Recce sur préavis de SIX Hr pour parer à TOUT développement inattendu dans la K.W.S.A. ou ailleurs dans la région.

(4) Moyens au niveau KIBAT (Ref. : Briefing général 2 Cdo).

Les moyens dont disposait KIBAT étaient :

- (a) TROIS Cies à deux Pl.
- (b) UN Pl Recce (8 jeeeps) qui provenait du Pl Mor 2 Cdo.
- (c) DEUX Hélicoptères Al II (avec équipages).
- (d) CINQ C.V.R.T. (trois Spartan, deux Scimitar) (avec 2 équipages pour l'ensemble des Veh.).
- (e) UN Det E.O.D.
- (f) OB KIBAT II: Ann. I App 4.

Une partie de l'armement était soit non montée, soit non distribuée. KIBAT ne disposait ni de Mor 81 mm, ni de Msi Milan, ni de Mun Scimitar.

b. Analyse de la mission

(1) La mission Pr de la MINUAR était d'établir une K.W.S.A. en collaboration avec les autorités locales. Les ordres des E.M. Force et Secteur sont clairs et définissent des procédés afin de réaliser cette opération. Cette mission n'a jamais été complètement réalisée malgré le fait que Comd KIBAT I ait, à plusieurs reprises, demandé au Comd Force de pouvoir exécuter des Ops de type «Cordon and Search» et autres. Ce fut chaque fois refusé, prétendant que New York l'interdisait.

(2) Les ordres de KIBAT donnent des missions au sein de la K.W.S.A. Alors que cinq procédés avaient bien été décrits, on n'en exécutera qu'un seul en pratique (les Pat), les autres étant considérés comme trop offensifs.

(3) Un plan catastrophe au cas où la MINUAR avait été directement menacée, n'a pas été envisagé. Ceci semblait tout à fait logique (voir § 2.2.: analyse de la menace). Toutefois, dès la fin mars, un plan d'Ev (non pas de type «catastrophe») était élaboré aux Niv Force et Secteur, mais non finalisé au Niv Bn.

C'est dans le cadre de cette hypothèse — «non catastrophe» — «refus des accords d'Arusha» — que le Col Marchal demande des directives et des munitions au corps dès la fin janvier 1994. Afin d'éviter toute interprétation erronée, il faut signaler que ceci n'a eu aucune influence sur l'assassinat des dix hommes.

c. Analyse des moyens

(1) Si les E.M. Force et Secteur disposaient du nombre de personnes souhaité par le Gen Dallaire, il faut reconnaître que ces deux E.M. ne fonctionnaient pratiquement que par les Offr belges (exposé du Lt Col Balis). Ces E.M. ne «tournaient pas rond» ni à la Force (cf. Lt Col Massaux, Maj Podevijn) ni au Secteur (Maj De Loecker, Maj Puffet).

(2) Les unités du Bangladesh, en particulier, étaient très faibles: ni leur Cie avec B.T.R., ni leur Cie G.n. n'étaient opérationnelles (cf. Maj De Loecker et Lt Col Massaux). Leur Cie Log avait très peu de moyens.

(3) Ces problèmes étaient connus du Gen Dallaire, qui en avait fait part à G.S.X. lors de sa visite au Rwanda (février 1994).

(4) KIBAT, quant à lui, était composé de Tp certes peu nombreuses (environ 400 au lieu des 600 proposées par l'E.M.G.), mais bien entraînées et fiables.

(5) Des moyens Hy manquaient: Msi ATk, Mor, Mun Scimitar. Dans le contexte «Peace Keeping», elles n'étaient pas nécessaires.

(6) Sur le plan log, il faut malheureusement avouer que nos Veh Man et surtout Unimog ont atteint leur limite Ops. La Sit en groupes électrogènes était également très mauvaise. Les problèmes de Veh étaient d'autant plus cruciaux que KIBAT était la seule unité mobile du Secteur Kigali: l'unité RUTBAT n'était pas Ops.

2.4. Analyse du dispositif

a. Description du dispositif

- (1) Zones de responsabilités (carte ci-contre)

- (a) Groupe Airfield (12 Cie): Aérodrome jusqu'au quartier de la Primature.
 - (b) Groupe Sud (14 Cie): Sud de Kigali.
 - (c) Groupe Ville (16 Cie): Centre ville.
 - (d) Pl Mor: Réserve et escortes.
- (2) Implantation et cantonnements (Plan de Kigali en Ann H App 1)
- (a) QG Force: Simple Minds (hôtel Amahoro).
 - (b) QG Secteur: Happy few (quartier du Méridien).
 - (c) PC Bn: Pegasus (en face de l'hôtel Méridien).
 - (d) Groupe Airfield:
 - PC Cie + Pl A: Topgun (Ancienne tour de Cmdt aéroport)
 - Pl B: Franciscus (Ats Don Bosco)
 - C.V.R.T.: Vipère (entrepôt à l'ouest de la nouvelle tour de contrôle)
 - (e) Groupe Sud
Beverly Hills (École technique officielle Don Bosco à Kicukiro)
 - (f) Groupe Ville
 - PC Cie: Chinatown (centre ville, à proximité école belge)
 - Pl A: Ramadan (sud ouest centre ville, à proximité du mont Kigali)
 - Pl B: Mirador (centre ville, à proximité de l'école belge)
 - (g) Pl Mor: Viking (quartier de la primature)
 - (h) Divers
 - Capuccino (RWANDEX): Base Log.
 - Dolce Villa (à proximité hôtel Méridien): L.O.: Det judiciaire, C.D.G.
 - Caillou (Quartier Kacyiru): Logement Pers A.C.P. (A.C.P. à Beverly Hills)
 - Vitamine (Est du centre ville): Det Med
 - Augusta (proximité Beverly Hills): Det Lt Avn (Héli à l'aéroport).
- b. Analyse du dispositif
- (1) Secteur Kigali
- (a) Si dans les textes, KIBAT et RUTBAT se partageaient le secteur de Kigali et leurs missions étaient semblables, dans les faits, KIBAT était bien plus sollicité.
 - (b) La Cie RUTBAT sur B.T.R. constituait la Res de la Force et n'était que de valeur symbolique.
 - (c) Le dispositif mis en place pour la surveillance du Bn F.P.R. au C.N.D. ne semble pas des plus adéquats:
 - trois sous-unités impliquées: Cie tunisienne, Cie B.T.R. de RUTBAT, C.V.R.T. de KIBAT,
 - erreur psychologique d'utiliser des Belges pour cette mission (cf. exposé du Lt Col Beaudoin).
 - (d) L'utilisation de casques bleus belges pour l'opération Clean Corridor semble aussi avoir été mal perçue par les Rwandais et a alimenté la propagande anti-belge (Belges = pro F.P.R.)
- (2) Implantation de KIBAT
- a. Lors de la préparation de la mission, la C.T.M. avait été chargée d'effectuer des Recce pour l'implantation de KIBAT.
L'idée qui a alors prévalu dans le choix des Cant était que chaque Cie restât soudée. (Cf. exposé du Lt Col Beaudoin). La raison en était plus d'ordre pratique (facilités de Comdt, d'Sp Log, diminution des charges ancillaires de garde et de permanence) que d'ordre tactique. Par la suite, pour respecter la neutralité de la MINUAR, la C.T.M. a été déchargée de cette mission.
 - (b) KIBAT I a d'abord été regroupé dans le stade Amahoro jusqu'à l'arrivée de RUTBAT (10 décembre 1993). Le Bn a alors été dispersé en 14 cantonnements allant de l'école abritant 90 personnes (groupe sud à Beverly Hills) jusqu'à la villa privée de 5 personnes (Det Med à Vitamine).
- Cette dispersion, dont le principe était tout à fait défendable, était d'une part voulue par le Gen Dallaire qui souhaitait une présence la plus large possible de la MINUAR, surtout au centre ville et

d'autre part imposée par l'infra existante et les budgets limités. La MINUAR était considérée comme une opération à petit budget et l'O.N.U. n'intervenait pas pour le paiement de logements en dur. Il a donc fallu se tourner vers des infra gratuites (Don Bosco, Sœurs, etc.).

(c) Certaines implantations ne répondaient pas aux besoins opérationnels (exemple: séparation des médecins de l'A.C.P., des pilotes de leurs Hélicoptères).

(d) Cette dispersion inquiétait toutefois le Lt Col Dewez qui souhaitait rassembler à l'Aer le groupe Airfield, les Hélicoptères avec leurs pilotes et l'A.C.P. L'opération Kigalodge était en bonne voie et devait constituer une bonne solution au problème.

2.5. Analyse de l'attitude «maintien de la paix» et des règles d'engagement

a. L'attitude «maintien de la paix» et les règles d'engagement

(1) La MINUAR est une opération de maintien de la paix, à laquelle le Conseil de sécurité a imposé une attitude générale, explicitée comme suit :

«UNAMIR is equipped with defensive weapons. The use of weapons is normally authorized for self-defence only. The use of force for deterrence or retaliation is forbidden. Self-defence includes resistance to attempts by forceful means to prevent the Force from discharging its duties under the mandate of UNAMIR. In applying these rules, the over-riding rule will be the use of minimum force which will be strictly adhered to by all members of UNAMIR.»

(2) À partir de là, la «Force» a défini des règles d'engagement (R.O.E.) sous la forme d'interdictions et de permissions (F.C. — Operational Directive No 02 du 19 Nov 93). Ces règles relèvent de l'autorité de l'O.N.U., qui seule, d'ailleurs, peut en modifier le contenu.

En voici, dans toute leur complexité, un relevé complet :

(a) Délégation pour l'emploi de l'armement (Par 8)

(i) Comd Force ou son Adjoint

- Armes d'appui lourdes (e.a. Msl, Aie, Mor, etc.)
- Armes automatiques lourdes/canons (20 mm, .50, etc.)
- Armes automatiques moyennes (M.A.G.,...)

(ii) Comd Secteur

- Armes automatiques légères
- Armes individuelles en tir automatique

(iii) Comd Bn et en-dessus (à l'endroit de la menace)

- Arme individuelle en coup par coup

(b) Circonstances dans lesquelles la MINUAR peut faire usage de ses armes (Par 11)

(i) Légitime défense ou secours à d'autres personnes (O.N.U.) ou sous protection de l'O.N.U. en cas d'agression directe; toujours sur ordre du chef sur place;

(ii) Pour empêcher le détournement, l'endommagement ou la destruction d'installations de l'O.N.U. ou sous sa protection;

(iii) Pour s'opposer à des actions violentes tendant à empêcher la «Force» de s'acquitter de ses tâches. Dans ce cas, intervention uniquement sous autorité directe du Comd Force ou de son remplaçant;

(iv) Pour s'opposer à des incursions délibérées (militaires ou paramilitaires) dans les zones sous protection des Nations Unies (e.a. le campement F.P.R.).

(c) Principes à observer en cas d'incidents nécessitant l'emploi de la Force (Par 11)

(i) User du niveau de force strictement nécessaire à l'obtention de l'effet souhaité.

(ii) Épuiser toutes les possibilités de régler le conflit par la négociation avant de recourir à la force.

(iii) Épuiser toutes les possibilités d'avertissement et d'escalade de force non armée, avant de recourir à l'emploi de force armée.

(iv) Si possible tirer des coups d'avertissement avant le «fire for effect» (= tirer en visant le centre de l'objectif).

(v) Si une situation de crise se produit, où le «fire for effect» apparaît être l'ultime option, n'entamer cette action qu'après avoir appliqué toute la procédure de mise en garde.

Exception : dans le cas de menace imminente envers les vies humaines ou les biens de l'O.N.U. (voir Par (b) (i) ci-avant), le chef sur place peut déclencher sans délai le «fire for effect».

(vi) Lors de l'ouverture du feu, on appliquera le principe de l'emploi de force minimale (dommages collatéraux minimaux; ne pas faire escalader le niveau de violence; pas de représailles).

- (vii) Le chef sur place doit contrôler la discipline de feu.
- (viii) Le chef doit faire A.S.A.P. un rapport circonstancié de l'incident.

(d) (i) Les R.O.E. proprement dites sont définies au moyen de six règles, portant sur (Par 17 à 23):

- (1) le port des armes
- (2) l'état des armes
- (3) l'attitude en cas d'intention ou acte hostiles sans ouverture du feu
- (4) le désarmement des groupes paramilitaires et civils
- (5) l'intervention et les coups de semonce
- (6) l'emploi des armes

Pour chaque règle, plusieurs stades sont prévus, permettant ainsi l'adaptation progressive des R.O.E. à la situation du moment

(ii) En régime, les R.O.E. de rigueur étaient (Par 24):

- (1) Autorisation de porter les armes
- (2) Chargeur sur l'arme, sécurité mise
- (3) En cas d'intention ou acte hostiles sans ouverture du feu, rester sur place, prendre contact et établir la liaison avec les parties en présence et/ou les autorités locales concernées.
- (4) Autorisation de désarmer des groupes paramilitaires ou civils. Utiliser le niveau minimum de force requis, réagir plus fermement, de façon progressive jusqu'à ouvrir le feu si des intentions ou actes hostiles le justifient. Remettre les armes aux autorités compétentes dès que possible.
- (5) Interventions musclées et coups de semonce sont interdits
- (6) Les déplacements avec armes, la préparation de celles-ci ainsi que leur emploi sont interdits en présence des parties en conflit.

(iii) Les R.O.E. en application ne peuvent être changées que

- par le Comd Force ou son remplaçant
- par le Comd Secteur après autorisation du Comd Force (Par 26)

(e) Procédure à suivre (SAUF cas de légitime défense) (Par 27)

- (i) Sommer l'agresseur de cesser son action.
- (ii) Répéter cette sommation autant de fois que nécessaire pour s'assurer qu'il a bien compris.
- (iii) Charger les armes, si ceci est autorisé.
- (iv) Tirer des coups de semonce en terrain sûr, de façon à rendre tout ricochet impossible.
- (v) Si l'agresseur ignore les coups d'avertissement, sur ordre du chef, ouvrir le feu en direction de l'objectif, uniquement en coup par coup. Sur ordre du chef qui a délégation, ouvrir le feu avec d'autres systèmes d'armes.
- (f) Ouverture du feu sans procédure d'avertissement (Par 28)

L'ouverture du feu sans suivre la procédure n'est permise QUE dans les cas où l'action de l'agresseur est à tel point inattendue que tout délai pourrait :

- (i) entraîner la mort ou blessure grave de personnel O.N.U. ou de personnes sous la protection de la MINUAR.
- (ii) entraîner le vol, l'endommagement ou la destruction de biens, appartenant à la MINUAR ou sous sa protection.
- (g) En plus des règles et procédures précitées, le Doc contient:

- (i) Des définitions (forces, légitime défense, intention hostile etc.) (Par 7)
- (ii) Les circonstances où l'emploi de force non armée et armée se justifie (redondant et parfois en contradiction avec d'autres prescriptions déjà reprises) (Par 13).
- (iii) La possibilité que du personnel de la MINUAR soit appelé à porter assistance à UNCIVPOL et aux autorités locales dans les opérations de maintien de l'ordre et dans les actions de prévention des crimes contre l'Humanité (Par 14 à 17).

(iv) Des directives concernant l'application des premiers soins aux blessés et concernant le rapport à fournir en cas d'incidents (Par 31).

(h) La Directive a été publiée sans son annexe A (Aide Mémoire for Members of UNAMIR). Cette annexe (to be issued later) n'a JAMAIS été publiée.

(i) En plus de la Directive No 02, le Gen Maj Dallaire a insisté de façon permanente sur la nécessité absolue d'adopter, envers les Rwandais, une attitude qui ménagerait autant que possible leur sensibilité. Un officier de son E.M. tout en exprimant son admiration pour le Gen, parlait ainsi de « la hantise de faire peur ».

(3) Niveau Secteur

(a) Au niveau Secteur, aucune directive écrite, ayant trait au R.O.E. n'a été diffusée. Il est pourtant clair que tout au long de la mission le Commandant du Secteur Kigali a insisté sur l'adoption d'une attitude discrète, du type « agent de quartier », évitant en toutes circonstances l'étalage de la force, des armes et recommandant d'éviter de choquer la sensibilité des Rwandais.

(b) Fin mars, le Col BEM Marchal a encore fait un exposé aux officiers belges sur les règles d'engagement. D'après certains témoignages (Cf exposé du Capt Schepkens), les M.A.G. auraient été enlevées des véhicules de KIBAT, suite à cet exposé. Le Comd Secteur affirme ne jamais avoir donné un ordre pareil.

Ce qu'il avait précisé est que tout tireur M.A.G. devait aussi disposer d'une F.N.C. afin de lui permettre de répliquer à une menace éventuelle de façon progressive.

Par contre, pendant la période KIBAT II, il était interdit d'emporter la Mi.50 en mission.

(4) Niveau KIBAT

(a) Au niveau KIBAT, les R.O.E. ont été communiquées :

- (i) Par la diffusion, jusqu'au niveau Chef de Section, d'un aide-mémoire.
- (ii) Par la formation pendant la préparation à la mission.

(b) Aide-Mémoire

(i) Le Cdo a diffusé à ses cadres un dépliant (Ann J), qui reprend une traduction correcte de R.O.E., tels qu'énoncés par la Directive opérationnelle n° 2 de la Force.

(ii) Cet aide-mémoire est, il faut bien le reconnaître, peu pratique à l'emploi. Il traduit fidèlement le Doc de la Force, en respecte même la structure complexe. Leur traduction à l'usage des soldats n'est pas chose aisée et laissait, en l'occurrence, à désirer.

(c) La formation

Suite aux difficultés rencontrées au Rwanda par le premier Para, le deuxième Cdo a été préparé de façon spécifique à sa mission. On mit spécialement l'accent sur la différence d'attitude à adopter, en comparaison avec la Somalie. La philosophie de base était qu'on se rendait au Rwanda comme invité et que dès lors la coopération (avec la gendarmerie notamment) était la clé du succès.

(d) Il semble bien que cette « conversion » n'ait pas toujours eu lieu sans heurts, l'Offr conseiller en droit de la guerre signale notamment certaines réactions de rejet parmi les cadres subalternes, pendant la formation.

(e) Le résultat sur le terrain semblait pourtant répondre dans une large mesure aux attentes des autorités sur place (et des Rwandais).

Quelle était finalement la perception qu'avait l'exécutant des R.O.E. ?

- Éviter les bavures
- Régler les problèmes à tout prix par la négociation
- Ne pas montrer sa force
- Rester à tout prix pacifique
- Tirer est l'ultime recours
- Vous êtes des agents de quartier.

(f) À force d'insister sur ce qu'on ne pouvait pas faire, les gens avaient plutôt peur de réagir que l'inverse. Lors des événements du 06 et 07 Avr, certains ont riposté quand ils se trouvaient sous le feu : beaucoup avaient le sentiment d'avoir commis une infraction envers les R.O.E !

(g) Le commandant KIBAT confirme que l'interdiction d'emporter la Mi 50 en mission existait au moment où il reprenait la mission. Cette interdiction n'a jamais été levée. La M.A.G. et la MINIMI ont,

d'après lui, toujours fait partie de l'équipement de base, mais le tireur M.A.G. avait aussi disposer d'une F.N.C. afin de répliquer si nécessaire, mais de manière proportionnelle à la menace. En ce qui concerne la MINIMI, le KIBAT avait décidé de la remplacer par la F.N.C. Les F.N.C. supplémentaires commandées étaient à bord du C130 du 06 Avr.

Pour l'exécutant, ces restrictions envers l'emploi des armes automatiques n'ont fait que renforcer le sentiment d'impuissance.

b. Critique envers l'attitude et les R.O.E.

(1) L'essentiel des règles d'engagement peut être résumé comme suit :

(a) En cas de légitime défense, il est permis de réagir avec des moyens proportionnels à la menace.

Cette règle prime sur toutes les autres.

(b) Dans tous les autres cas, il faut agir avec retenue

— soit en négociant

— soit en répliquant à la menace de façon progressive et réglementée (de la sommation par les coups de semonce jusqu'au « fire for effect »)

— en tenant compte des limitations et délégations imposées.

(2) La MINUAR se basait sur l'hypothèse que tous les partis impliqués acceptaient les principes des accords de paix d'Arusha et le rôle d'arbitrage de l'O.N.U. Il est indéniable que dans un tel contexte les R.O.E. étaient parfaitement réalistes. Il est tout aussi indéniable que la mission de la MINUAR (et donc les R.O.E. pour cette opération) deviendrait utopique dès que la volonté de coopérer pacifiquement n'existerait plus chez les partis impliqués. La question essentielle était donc de savoir si cette « condition sine qua non » était remplie.

Nous savons que la communauté internationale a estimé que oui. Nous savons aussi que les autorités O.N.U. sur place ont continué à croire, malgré plusieurs déboires, que la mission était réalisable.

Comment alors expliquer les critiques, surtout de la part des exécutants ?

(a) Le « message » a été mal perçu par les exécutants

(i) Les directives O.N.U. en matière de R.O.E. se voulant complètes en deviennent compliquées, voire confuses. Même des officiers (et des commandants de compagnie !) ont avoué leur désarroi vis-à-vis des R.O.E. (voir témoignages du Capt Vandendriessche Ann C App 1 Par 5.a), Capt Marchal Ann D App 1 Par 8.b), Lt Leconte Ann E App 2 Par 6.b).

En plus, nous avons vu que l'aide-mémoire, mis à la disposition des cadres et se voulant fidèle aux directives O.N.U., n'apportait pas davantage de clarté.

(ii) On a tant insisté sur les interdictions contenues dans les R.O.E. que, finalement, le principe le plus important — la légitime défense — n'était plus présent à l'esprit des exécutants. Tout le monde se plaignait de ce qu'on ne pouvait pas faire, et perdait de vue les actions positives qui étaient permises.

(iii) Une certaine confusion régnait au sujet de l'emploi des armes : alors que le commandement n'avait d'autre objectif que de créer une image pacifique de la MINUAR (en évitant de montrer ou de porter les armes de façon trop agressive) certains ont interprété ces directives comme une interdiction d'emporter certaines armes (cf. exposé du Capt Choffray).

(iv) L'attitude de l'officier conseiller en droit de la guerre n'a pas non plus facilité les choses : sa personnalité et certaines de ses prises de position ont causé un phénomène de rejet chez plusieurs Para-Cdos.

(b) Il faut aussi admettre que l'attitude adoptée au Rwanda n'était pas de nature à plaire au para-commando. Elle était éloignée des réflexes de base qui lui étaient jusqu'alors inculqués tout au long de sa formation : dominer la situation, en imposer en étalant sa force et sa confiance en soi.

Le para-commando n'est pas un policier et n'aspire certainement pas à jouer ce rôle.

(c) L'armement et les munitions étaient adaptés à ce rôle de policier. La MINUAR a aussi fait preuve d'une confiance totale dans les intentions pacifiques des partis en présence, sans tenir compte de l'énorme potentiel armé, qui existait au Rwanda.

Nos para-commandos ont interprété cette situation : le fait de n'être ni autorisés, ni en mesure — faute de moyens — d'intervenir avec fermeté, a certainement eu une influence sur leur vigilance, leurs réflexes de base, voire même sur leur sens de l'initiative et leur confiance en soi.

(d) « La hantise des bavures », due notamment au fait que certains cas sont toujours pendants auprès de l'Auditorat général, a sans doute aussi joué un rôle important. Le commandement O.N.U. a fait preuve d'un manque de confiance en ses subordonnés en limitant l'armement et les munitions.

En même temps, il limitait leurs possibilités d'une réaction appropriée en cas de crise...

(e) Sur le terrain, cela se traduisait par un sentiment d'impuissance : dans tous les cas, le succès d'une opération dépendait du bon vouloir des Rwandais. La MINUAR n'avait pas les moyens d'imposer sa volonté, son commandant n'a d'ailleurs jamais voulu utiliser la force pour ce faire.

Cette impuissance de la MINUAR ne devait évidemment pas passer inaperçue des Rwandais. Ils ont donc pu estimer ne guère courir de risques en bloquant la MINUAR, voire en s'en prenant à ses troupes.

2.6. Analyse des liaisons et du commandement

a. Description et analyse des liaisons

(1) Q.G. Secteur — KIBAT

Les liaisons entre le Q.G. Secteur et le P.C. Bn pouvaient se faire de quatre manières différentes :

— Réseau radio Motorola du Secteur Kigali dans lequel se trouvaient également RUTBAT (Bangladesh), la compagnie tunisienne et la compagnie ghanéenne de BYUBAT.

Afin d'éviter au COps de KIBAT de devoir supporter le bruit de fond constitué par les communications entre le Q.G. Secteur et les autres unités du secteur, un canal spécial avait été réservé pour les communications exclusives et directes entre le Q.G. Secteur et le P.C. KIBAT (distants seulement d'environ 500 m).

— Réseau radio Bn (Sait ou Blu) via le Lo KIBAT au Q.G. Secteur.

— Inmarsat C

— Réseau Tf civil (RWANDATEL).

(2) Liaisons internes KIBAT

— Bien que les ordres initiaux prévoyaient deux réseaux radio au niveau Bn (Comdt et Log) un seul avait été mis en œuvre. Il reprenait tous les abonnés du Bn.

— Ce réseau unique comportait une quarantaine d'abonnés normaux et, pour ce qui concerne les Sub, était limité aux Comd Cie. Toutefois, dès qu'un P.I. ou même une section recevait une mission particulière, ils entraient dans le réseau Bn, permettant ainsi au chef de mission d'entrer en contact radio direct avec le Comd Bn ou même le Comd de Secteur (via le poste du L.O. Bn)

— La liaison entre cantonnements pouvait également se faire par le réseau Tf civil (RWANDATEL).

— Un nombre limité de postes Inmarsat C était également disponible au Bn.

(3) Liaisons avec la Belgique

La liaison avec la Belgique pouvait se faire depuis le Q.G. Secteur ou le P.C. Bn

— soit par Inmarsat

— soit par réseau Tf civil.

(4) Plusieurs gradés du Capt disposaient officieusement de postes radio de type Walkie-Talkie d'origines diverses (Pers expatrié, ...) et ce, de façon non contrôlée. Entre autres, le Pl Mor étant amené à effectuer des escortes pour M. Booh-Booh, le Lt Lotin disposait régulièrement d'un Motorola reçu en prêt d'un de ses gardes du corps.

(5) Conclusions de l'officier transmissions de KIBAT II

(a) Tant le Q.G. Secteur que KIBAT étaient richement dotés en moyens radio. L'organisation des réseaux n'était toutefois pas très rationnelle.

En temps normal, le réseau interne à KIBAT n'était pas surchargé et permettait à « tout le monde » d'être au courant de « tout ». Au moment critique, le réseau devint rapidement saturé (*cf.* exposé 1Sgt Bouquelloen).

(b) KIBAT avait la conviction d'être sous écoute (*cf.* exposé du 1Sgt Bouquelloen). Les procédures opérationnelles auraient dû être strictement appliquées, ce qui fut loin d'être le cas.

(c) On avait pris l'habitude d'utiliser les moyens de Tr civils (RWANDATEL), qui furent rapidement saturés, puis inutilisables lorsque la crise se développa.

b. Description et analyse du commandement

(1) Q.G. Force

(a) Le Comd Force était fort apprécié par son entourage. Son idéalisme et sa persévérance étaient évidents. Engagé déjà dans l'Ops UNOMUR (Observateurs à la frontière Uganda-Rwanda) depuis juillet 1993, il prenait à cœur la mission MINUAR et semblait croire en sa réussite. Certains officiers belges sur place estiment que les rwandais se sont joués de lui (*cf.* exposés Col Vincent, Lt Col Beaudoin).

(b) Si le Q.G. Force était pourvu d'officier d'E.M. en nombre suffisant, leur qualité laissait toutefois à désirer. L'E.M. tournait grâce aux officiers belges. Le Comd Force en semblait fort conscient mais par diplomatie, il était tenu de donner une part des responsabilités à des Offr Sup belges.

(c) Le Comd2 de la Force était un Gen. Bde ghanéen. Celui-ci était considéré comme un officier capable de traiter convenablement les problèmes de routine, sans plus.

(d) De l'avis des Offr belges, cet E.M. tournait lentement. Des S.O.P. étaient rédigés, des plans étaient établis. Une réunion d'E.M. avait lieu chaque jour, présidée, par le Comd Force ou son Offr en second.

(2) Q.G. Secteur

(a) De l'avis des Offr belges, l'État-major ne tournait pas rond pour plusieurs raisons :

- problèmes de communication (plusieurs Offr belges connaissaient insuffisamment l'anglais);
- frictions avec le Chef E.M. (Bangladesh);
- inefficacité des Offr belges;
- non-circulation des info au sein de l'E.M.

(b) Le Lt Col Pochet, appelé apparemment au Rwanda pour seconder le Comd Secteur, fut amené initialement à ne jouer qu'un rôle secondaire «pour ne pas froisser le Chef E.M. en titre».

(3) KIBAT

L'E.M. Bn fonctionnait normalement.

SECTION 3 — ÉVOLUTION DE LA SITUATION À PARTIR DU 6 AVRIL 1994

3.0. Déroulement des événements

a. Chronologie des événements : Ann K

b. Synthèse des événements durant la soirée du 6 avril 1994

(1) Situation au moment de l'attentat contre le président Habyarimana (vers 2030Hr)

(a) Plan de situation : Ann H App 3

(b) Groupe Airfield

— Le Comd Cie (Capt Vandriessche) et les deux chefs PI (Lt Carlens, Slt Rodrigue) se trouvent à Topgun avec une Sec PI A de garde au cantonnement.

— Une Sec PI B monte la garde au cantonnement à Franciscus.

— La Sec du Sgt Teyssier (PI B) relève la Sec du Sgt Liègeois (PI A) en mission de Prot de distribution de nourriture chez les sœurs de Rutongo (à 14 km au nord de Kigali).

— La Sec du Sgt Bouchot (PI A) se trouve avec le Comd2d Cie (Lt Vermeulen) en mission d'Obn de nuit du Bn F.P.R. au C.N.D.

— Une Sec de chaque PI est de sortie en ville.

— Une Sec PI B assure la Pat Safety (Ctl du Pers de sortie en ville).

(c) Groupe SUD

— Les Sec du Sgt Mignon et du Sgt Joris effectuent des Pat autour et au sud de l'Aer.

— Quatre équipes de trois hommes sont de garde respectivement à Pegasus, Dolce Villa et aux domiciles de messieurs Ngongo et Ngulinzira.

— Une dizaine d'hommes sont de sortie en ville.

— Le reste de la Cie se trouve à son cantonnement de Beverly Hills.

(d) Groupe Ville

— Le Comd Cie (Capt Marchal) et son Comd2d (Lt Theunissen) se trouvent au P.C. Cie à Chinatown.

— Le Lt Koenigs (Chef PI A) se trouve avec une Sec PI A (Sgt Bleses) et une Sec PI B (Sgt Hiernaux) à Butamwa (8 km au sud de Kigali) dans le cadre d'une Pat à pied en profondeur.

— La Sec du Sgt Schuermans (PI B) effectue une Pat en ville.

- Quelques hommes sont de sortie en ville.
- Le reste du Pl A (Trois Sec) se trouve dans son cantonnement à Ramadan avec l'Adj Pl (Sgt Poucet).
- Le reste du Pl B (Deux Sec) se trouve dans son cantonnement à Mirador avec le Chef Pl (SLt Audry).

(e) Pl Mor

- Le 1 Sgt Leconte (Adj Pl) se trouve à Beverly Hills pour recevoir des soins médicaux.
- Le reste du Pl se trouve à son cantonnement Viking avec le Chef Pl (Lt Lotin).

(f) Divers

- Le chirurgien (Dr Daubresse) et l'anesthésiste (Dr. Vanbeenen) de l'A.C.P. se trouvent chez le Dr. Pasuch (Med C.T.M.) à Kanombe.
- Tous les Offr belges du Q.G. Force se trouvent soit en congé, soit à l'hôtel Méridien.

(2) Événements du 06 Avr entre 2030 Hr et minuit

(a) Généralités

- Dès 2030 Hr, une grande effervescence règne à l'aéroport, tous les Mil rwandais sont très nerveux. Des effectifs importants de la Garde présidentielle sont présents en prévision du retour du président.
- Après une certaine confusion quant à l'origine de la déflagration entendue (tirs de missiles, explosion d'un dépôt de munitions?), il apparaît vers 2100 Hr que l'avion du président a bien été abattu à Kanombe. Cette information sera annoncée à Radio Rwanda vers 2300 Hr et la mort du président sera confirmée vers 2315 Hr.
- Vers 2115 Hr, les premiers tirs d'armes automatiques et barrages sont signalés à proximité du rond-point du Méridien, ce qui amènera le Bn à donner à 2120 Hr l'ordre de récupérer tous les Elm de sortie en ville et le Q.G. Sect à mettre à 2200 Hr toutes ses unités en alerte (Stade Rouge).
- C'est vers 2200 Hr que les premiers bruits courent que ce sont les Belges qui ont abattu l'Avn présidentiel.
- À partir de 2300 Hr, des Veh Bl F.A.R. (A.M.L) seront observés et des tirs seront signalés au Centre ville.
- Vers 2330 Hr, le Bn donne l'ordre à tout le Pers de rester dans ses cantonnements.

(b) Groupe Airfield

- Le Lt Vermeulen reçoit à 2115 Hr l'ordre de rejoindre Topgun avec la Sec du Sgt Bouchot.
- La Sec du Sgt Liègeois, de retour de Rutongo, rejoint Pegasus (P.C. Bn) car elle ne peut franchir le rond-point du Méridien.
- Avec ses Elm localisés à l'Aer, le Capt Vandriessche mettra en place un dispositif réparti entre l'extrémité est de la piste, la tour de Ctl et l'aérogare. Il utilisera les quatre jeeps du Pl Mor sous les ordres du Lt Lotin pour compléter son dispositif (voir Pl Mor).
- Vers 2230 Hr, le Capt Vandriessche signale au Bn que deux C.V.R.T. sont prêts à intervenir; il ne sera pas autorisé à les mettre en œuvre.

(c) Groupe Sud

- Les Pat du Sgt Mignon et du Sgt Joris rejoignent Beverly Hills vers 2200 Hr.

(d) Groupe Ville

- Le Sgt Schuermans poursuit ses Pat en ville.
- Vers 2200 Hr, il apprend la rumeur selon laquelle ce sont les Belges qui ont abattu l'avion du président. Il fait rapport mais apparemment son Msg n'est pas passé.

(e) Pl Mor

- Vers 2100 Hr, le Lt Lotin, le Sgt Pauwels et quatre jeeps se rendent à l'Aer via l'entrée Sud pour faire le plein; ils renforceront le groupe Airfield dans son dispositif de sécurisation de l'Aer.
- Le 1 Sgt Leconte (Adj Pl) rejoint également l'Aer pour y faire le plein; il y va par l'entrée Nord et est bloqué à hauteur de l'aérogare (voir épisode aérogare).

(f) Base Loq

- Le Capt Tefnin (Comd Base) et le 1 Sgt Maj Bredo (Soffr Rav) rejoignent l'Aer vers 2115 Hr en passant par l'entrée Sud, pour les repleins des Veh à Viper. Ils y resteront bloqués jusqu'au 9 avril.

— Le Capt Madalyns rejoint l'aérogare (voir épisode aérogare).

(g) Q.G. Sect

— Le Pers belge du Q.G. rejoint son poste dans la soirée.

— Le Lt Col Pochet, voulant rejoindre l'Aer, se heurte à un barrage F.A.R. à hauteur du rond-point du Meridien, est extrait de son Veh, mis à terre puis refoulé; il rejoint alors le Q.G. Sect à Happy Few.

— Lt Col Beaudoin (C.T.M.), de sortie en ville, ne peut rejoindre le ville C.T.M. et se retrouve au Q.G. Sect dans la soirée.

— Vers 2300 Hr, le Col Marchal participe à la première réunion du Comité de crise des Forces gouvernementales rwandaises.

(h) Q.G. Force

— Hormis le Lt Col Balis qui fait un passage par le Q.G. Force à l'hôtel Amahoro (Simple Minds) dans le courant de la soirée, tous les autres Offr belges restent à l'hôtel Méridien.

— Vers 2300 Hr, le Gen Dallaire participe également au Comité de crise rwandais.

(i) Épisode Aérogare

— Entre 2030 et 2100 Hr, plusieurs militaires et civils belges se rendent à l'Aer pour accueillir le C130 belge dont l'atterrissage est prévu vers 2100 Hr.

— Ce C130 s'approchera de Kigali juste après l'avion du Président; à la suite de l'attentat et de l'extinction des lumières de la piste, il sera dérouté vers Nairobi aux environs de 2145 Hr.

— Pendant ce temps, un groupe se formera petit à petit sur le parking de l'aérogare. Il comprend :

— Veh C.T.M. avec l'adjudant-chef Lechat et l'adjudant Duquesnois.

— Pickup O.N.U. avec l'adjudant Cantineaux (I.S.C. KIBAT).

— Ford Transit KIBAT avec le Capitaine Madalyns, le sergent Vermeiren, le sergent Nelis et le caporal Vandam.

— Jeep Y7 avec le premier sergent Leconte (adj. Pl Mor.).

— Jeep Amb avec la Cpl Chef Dinjart, les Cpx Gilsoul et Spagnoli.

— Jeep civile avec le Père Greindl et M. André.

Tous ces gens se verront refuser l'accès à la grille de l'Aer et refouler vers le parking de l'aérogare.

— Entre-temps, le Med Maj Thiry à bord d'une jeep, le Lt du Gen De Meyere (d'origine rwandaise tutsie) et le Cpl Chef Janssen à bord d'un MAN KIBAT seront pris sous le feu d'un barrage de la Garde présidentielle. Ils seront désarmés et faits prisonniers.

— Après palabres, l'Adjt Cantineaux parviendra à les faire libérer et ils se joindront au groupe composé ainsi de 16 personnes. Le Med Maj Thiry récupérera sa jeep portant à 7 le nombre de Veh.

— À partir de 2200 Hr, ce groupe privé de sa liberté de mouvement restera sur le parking de l'aérogare jusqu'au lendemain matin. Il gardera un contact direct avec les Elm du Gp AIRFIELD se trouvant à l'intérieur de l'Aer au travers de la clôture de l'aérogare. Maintenu à l'écart, il ne sera plus inquiété par les Rwandais jusqu'à l'aube.

c. Synthèse des événements durant la journée du 7 avril 1994

(1) Événements de minuit jusqu'à l'aube

(a) Généralités

— Vers 0100 Hr, la Q.G. Secteur donne l'ordre à KIBAT de reprendre les PAT avec un Max de présence sur le terrain. Le Bn décidera de doubler d'office tous les moyens assignés aux missions d'escorte et de protection.

— Cinq missions particulières seront ordonnées à KIBAT par le Q.G. Sect :

— Escorte de Pers de la résidence de M. Booh-Booh jusqu'au Q.G. Force.

— Récupération de Mme DELISO (Pers. civile O.N.U.) à l'American Club pour la ramener chez elle au village O.N.U. de Kacyiru.

— Envoi d'une Sec sur les lieux de l'accident à Kanombe.

— Escorte de Mme Agathe et Prot de Radio Rwanda pour un communiqué du Premier Ministre à la radio, prévu vers 0530 Hr.

- Vol de Recce d'un Al II sur la ville dès l'aube.
- Des tirs et des explosions sporadiques seront signalés aux alentours des divers cantonnements.
- Les barrages se multiplieront à partir de 0300 Hr, surtout au Centre ville.

(b) Groupe Airfield

— Vers 0400 Hr, le SLt Rodrigue et une Sec s'installent sur la terrasse en toit de l'aérogare; ils observeront une augmentation des effectifs de la garde présidentielle, seront bientôt submergés par ceux-ci et sommés de remettre leurs armes; ils ne répondront pas à ces injonctions, s'exfiltreront «en douce» et rejoindront TopGun vers 0700 Hr.

— Vers 0430 Hr, le Lt Vermeulen part avec la Sec du Sgt Maufroid (une jeep et un Unimog) vers le camp de Kanombe pour exécuter la Recce sur les lieux de l'attentat. Bloqués à l'entrée du camp, ils se retireront à une distance d'un km environ et attendront en vain l'intervention d'un L.O. des F.A.R. Ils voudront alors rejoindre Topgun en contournant l'Aer par l'ouest et le sud mais seront bloqués vers 0530 Hr par des barrages entre les Carf N8 et N9.

(c) Groupe Sud et Lt Avn

— Vers 0430 Hr le Cdt Avi Vandergeeten (Lt Avn) reçoit la mission de rejoindre l'Aer pour effectuer dès l'aube un vol de Recce en ville.

— Avec une escorte fournie par le Gp SUD, le Cdt et ses hommes quittent leur cantonnement Agusta mais sont bloqués et pris sous le feu à hauteur du Carf N8.

— Ils y sont rejoints par le Maj Deloeker (Q.G. Sect) chargé de les accompagner lors de leur mission en vol.

— Étant donné les menaces proférées par les Mil rwandais, ils renoncent à accéder à l'Aer par le Sud, rebroussement chemin vers 0515 Hr et rejoignent leur cantonnement.

(d) Groupe Ville

— À 0220 Hr, le Capt Marchal reçoit l'ordre de récupérer ses Elm à Butamwa; la Sec du Sgt Dargent (Pl A) part à 0300 Hr avec deux Unimog pour effectuer cette mission; le Lt Koenigs (Chef Pl A), les deux Sec. Pl A (Sgt Dargent, Sgt Bleses) et la Sec. Pl B (Sgt Hiernaux) rejoindront Ramadan vers 0500 Hr.

— À 0240 Hr le Capt Marchal reçoit l'ordre d'assurer la sécurité extérieure des bâtiments de Radio Rwanda avec deux Sec; la mise en place doit être terminée pour 0445 Hr, il y affecte la Sec. du Sgt Rugg (Pl A) et la Sec du Sgt Hiernaux (Pl B) dès son retour de Butamwa.

— Vers 0300 Hr, la Sec du Sgt Rugg quitte Ramadan pour effectuer une Pat en ville en attendant de rejoindre Radio Rwanda; au même moment la Sec du Sgt Schuermans (Pl B) quitte Mirador pour effectuer également une Pat en ville.

— Vers 0330 Hr, le Sgt Schuermans rencontre le Lt Lotin au Carf des Mille Collines; ils y sont bloqués par un barrage des F.A.R.; le Capt Marchal quitte Chinatown pour les rejoindre en vue de débloquer la situation (voir épisode Agathe).

— Au même moment, le Capt Marchal reçoit la mission d'escorte de Mme Deliso à l'American Club; il décide d'y affecter la moitié de la Sec. du Sgt Schuermans.

— Vers 0350 Hr. le Capt Marchal a rejoint le Carf des Mille Collines; dans l'attente de l'arrivée d'un LO F.A.R., il décide d'accompagner la mission d'escorte de Mme Deliso pendant que le Sgt Schuermans continue à reconnaître la position des barrages au Centre ville avec le reste de sa Sec. La mission Deliso sera terminée vers 0430 Hr et le Capt Marchal sera de retour au Carf des Mille Collines vers 0445 Hr.

— Suite aux indications du Sgt Schuermans, le Capt Marchal contourne le quartier d'Agathe par l'Est et, vers 0500 Hr. retrouve le Sgt Schuermans au Carf RO (avenue Paul VI — Rue Député Kayuku); il y a là un barrage des F.A.R. qui les sépare de la maison d'Agathe mais on veut bien les laisser passer, le Capt. Marchal signale au Lt Lotin cette possibilité, reste sur place et ordonne au Sgt Schuermans de poursuivre sa mission de Recce (voir épisode Agathe).

— Pendant ce temps, le Sgt Rugg se présentait à Radio Rwanda. S'étant fait refouler de façon menaçante par les Mil rwandais équipés de deux A.M.L., il se replie vers 0500 Hr sur Chinatown où il sera rejoint par le Lt Koenigs vers 0600 Hr.

— Vers 0505 Hr, le Capt Marchal annonçait au Bn que la mission de Prot de Radio Rwanda était compromise; suite à cela, la Sec. du Sgt Hiernaux (Pl B), également affectée à cette mission, rejoindra Mirador immédiatement après son retour de Butamwa.

(e) Pl Mor

— À 0150 Hr le 1Sgt Leroy reçoit une mission d'escorte entre la résidence de M. Booh-Booh et Simple Minds (Q.G. Force); cette mission se terminera vers 0240 Hr.

— À 0240 Hr le Lt Lotin reçoit l'ordre d'escorter Agathe, de chez elle jusque Radio Rwanda. Il laisse le Sgt Pauwels à l'Aer et quitte par l'entrée Sud (après avoir forcé le cadenas de la grille) pour atteindre le Centre ville.

— Après avoir été rejoint par le 1Sgt Leroy pour doubler l'escorte, il est bloqué par plusieurs barrages (voir épisode Agathe).

(f) Épisode Agathe

— Plan de situation : Ann H App 2.

— Venant de l'Aer, le Lt Lotin rejoint le Centre ville; il a vraisemblablement emprunté le boulevard de l'O.U.A. et tourné ensuite à gauche dans l'avenue Paul VI.

— À 0311 Hr, il signale qu'il est bloqué dans cette avenue à hauteur du Carf avec l'avenue des Grands Lacs.

— Il fait demi-tour jusqu'à l'avenue de Rusumo qu'il prend à gauche jusqu'à l'avenue de la République (Carf des Mille Collines).

— Entre-temps, il a été rejoint par le 1 Sgt Leroy car à 0319 Hr il signale que son groupe est constitué des quatre jeeps suivantes :

Y6: Lt Lotin, Cpl Dupont

Y1: 1 Sgt Leroy, Cpl Meaux, Cpl Plescia

Y2: Cpl Debatty, Cpl Uytbroeck, Cpl Renwa

Y5: Cpl Lhoir, Cpl Bassine

— Il tourne à gauche dans l'avenue de la République et est arrêté par un barrage juste avant le Carf avec la rue de l'Hôpital.

— Suite à une requête du 1 Sgt Leroy pour disposer de Gd rwandais qui les aideront à franchir les barrages, le Bn demande au Capt Marchal de lui envoyer une Sec avec des Gd rwandais. Le Capt Marchal charge le Sgt Schuermans de le rejoindre au Carf des Mille Collines avec ses deux jeeps et les Gd rwandais sont à bord.

— Entre-temps, le Cpl Lhoir (Y5) signale au Bn que le Lt Lotin discute avec des Gd se trouvant sur place.

— À 0325 Hr, le Sgt Schuermans rejoint le Lt Lotin.

— À 0328 Hr, à la question du S3: «Avez-vous fait le tour?», le Lt Lotin répond que le 1 Sgt Leroy a effectivement fait le tour et qu'il y a des barrages partout.

— À 0330 Hr, le Sgt Schuermans demande au Capt Marchal de les rejoindre aux Mille Collines pour essayer de débloquer la situation.

— À 0333 Hr, le Lt Lotin signale au Bn que même les Gd ne parviennent pas à convaincre les Mil aux barrages de les laisser passer.

— À 0344 Hr, le Lt Lotin signale au Bn qu'un de ses Elm a pris contact avec Agathe (il n'a pas précisé sous quelle forme: contact physique, téléphone?) et que celle-ci ne peut fournir personne pour débloquer la situation.

— À 0345 Hr, le Lt Col Dewez prévient le Lt Lotin que le nécessaire sera fait pour leur envoyer un L.O. F.A.R. Le S3 précise à 0350 Hr qu'ils doivent rester sur place en attendant le L.O. F.A.R.

— À 0352 Hr, le Lt Col Dewez signale au Lt Lotin qu'il devra assurer la Prot d'Agathe également à l'intérieur du bâtiment de Radio Rwanda.

— Entre-temps, le Capt Marchal est arrivé au Carf des Mille Collines. En attendant l'arrivée du L.O. F.A.R., il effectuera la mission à l'American Club accompagné d'une jeep de la Sec Schuermans, tandis que le Sgt Schuermans lui-même quitte également le Carf pour continuer à reconnaître les barrages dans le quartier.

— À 0410 Hr, le Lt Lotin signale au S3 que le L.O. F.A.R. n'est toujours pas arrivé et qu'il se trouve toujours au Carf des Mille Collines.

— À 0445 Hr, le Capt Marchal a rejoint le Carf des Mille Collines — Toujours pas de L.O. F.A.R. Il quitte de nouveau le Carf pour rejoindre le Sgt Schuermans.

— À 0503 Hr, le Capt Marchal signale au Lt Lotin qu'il peut rejoindre la maison d'Agathe en reprenant l'Av de Rusumo, en prenant à droit la rue Député Kayuku et en rejoignant l'avenue Paul VI au Carf R.O. À ce Carf, se trouve un barrage des F.A.R. mais ils veulent bien les laisser passer.

— Le Lt Lotin quitte le Carf des Mille Collines avec ses quatre jeeps pour suivre l'Itin proposé et rejoint le Capt Marchal. À 0512 Hr, il signale au Bn que la mission Agathe est possible.

— Le Capt Marchal prescrit au Sgt Schuermans de poursuivre la Pat de Recce et reste seul avec le groupe du Lt Lotin.

— Les quatre jeeps du Lt Lotin passent le barrage vers la maison d'Agathe. Le Capt Marchal les suit avec sa jeep.

— À 0519 Hr, les premières jeeps arrivées à la hauteur de la maison d'Agathe tombent sous le feu d'un A.M.L. F.A.R. se trouvant vraisemblablement au Carf de l'avenue Paul VI avec l'avenue de la Jeunesse. Deux jeeps (Y1 et Y2) s'engouffrent dans la rampe d'accès à l'intérieur de la parcelle d'Agathe, les deux autres jeeps (Y6, Y5) restent sur la rue. La jeep du Capt Marchal s'est arrêtée à hauteur de l'ambassade de France.

— Le Capt Marchal étant également pris sous le feu, il tente de reculer mais en est empêché par le barrage F.A.R. qui s'est refermé après leur passage.

— À 0532 Hr, 1 Sgt Leroy signale qu'un A.M.L. s'est rapproché de sa Posn et que le gradé F.A.R. lui a dit que la seule personne qui peut donner l'autorisation à Agathe d'accéder à Radio Rwanda est le ministre de la Défense nationale. Le Lt Col Dewez répond que le ministre est au Cameroun et qu'il est difficile d'obtenir cette autorisation. Sur ces entrefaites, le Lt Lotin prend contact avec Agathe.

— Entre-temps le barrage F.A.R. au Carf R.O. a disparu à 0538 Hr, le Capt Marchal rejoint le Carf.

— À 0542 Hr, le Lt Lotin signale au Lt Col Dewez qu'Agathe renonce à se rendre à Radio Rwanda et qu'elle demande de renforcer sa sécurité. Il signale aussi qu'il est visé par un blindé. Le Q.G. Secteur est prévenu.

— À 0544 Hr, Le Lt Col Dewez dit au Capt Marchal d'attendre qu'il fasse plus clair et puis d'essayer de se regrouper sur le Lt Lotin.

— À 0552 Hr, le Cpl Lhoir signale au Bn des coups de feu dirigés sur la maison d'Agathe.

— À 0556 Hr, le Cpl Lhoir signale au Bn que les Rwandais croient que les Belges veulent la peau d'Agathe. Le Q.G. Secteur est prévenu pour essayer de clarifier la situation.

À 0558 Hr, le Capt Marchal signale qu'il se trouve toujours au Carf R.O. et qu'il ne voit plus le Lt Lotin.

— Au même moment, le Lt Col Dewez signale au Cpl Lhoir que le Q.G. Secteur va essayer de clarifier la situation. Il leur dit de se mettre dans la maison et de protéger Agathe mais de ne riposter que si Agathe est attaquée.

(2) Événements de l'aube à midi

(a) Généralités

— À 0530 Hr, Radio Rwanda communique à nouveau la mort du président.

— Dès 0600 Hr, les rumeurs selon lesquelles ce sont les belges qui ont tué le président se confirment. Le Lt Col Dewez en informe toutes ses unités, les invite à la plus grande prudence et limite les déplacements au minimum indispensable.

— Dès 0700 Hr, les premiers massacres systématiques dans différents quartiers sont signalés, quelque fois sous les yeux des militaires impuissants de la MINUAR.

Les Carf principaux sont bloqués par des barrages et la circulation en ville est dangereuse et aléatoire.

(b) Groupe Airfield

— Vers 0630 Hr, la Sec du Sgt Bulinckx tombe sous le feu d'un barrage sur le boulevard de l'Umuganda, entre Kacyiru et l'hôtel Méridien; il riposte par le feu et décroche jusqu'au rond-point du Méridien, pour rejoindre ensuite, vers 0700 Hr, Franciscus où il s'installera en Def avec deux Sec.

— Vers 0800 Hr, le Capt Vandriessche signale au Bn que les F.A.R. ont fracturé la porte du container contenant les Mun Aie et les amènent aux canons A.A. disposés autour de l'Aer.

— Le groupe du Lt Vermeulen reste bloqué pendant toute la matinée entre les Carf N8 et N9; il sera rejoint vers 0800 Hr par le groupe de l'aérogare.

(c) Groupe Sud

— Vers 0700 Hr, les trois sentinelles isolées à la maison de M. Ngongo se sentent menacées par un attroupement hostile et demandent à décrocher. Le Lt Col Dewez leur donne l'autorisation de se replier sur Viking avec la famille qu'ils protègent.

Étant donné que les assaillants en veulent ostensiblement à la famille, qu'il est impossible d'assurer leur protection et que les Rwandais se montrent de plus en plus agressifs, le Lt Lemaire ordonne aux trois sentinelles de rejoindre Viking sans la famille.

— Au même moment, ayant reçu l'ordre du Bn de récupérer une famille rwandaise (Joseph Habymana) dans les environs de Beverly Hills, le Lt Lemaire décide de récupérer en même temps ses trois sentinelles avec la famille Ngulinzira qu'ils protègent.

(d) Groupe Ville

- À l'aube, le Capt Marchal se trouve au Carf R.O.; il est rejoint vers 0610 Hr par la Sec du Sgt Bleses.
- Dès l'aube, les F.A.R. se sont installés autour du Carf et vers 0640 Hr, le Capt Marchal signale au Bn qu'une Mi a été mise en batterie derrière lui et prend la Sec dans sa ligne de mire.
- Se sentant menacé, il demande alors l'autorisation de se replier sur le cantonnement le plus proche et le plus accessible, à savoir Vitamine; l'autorisation lui est accordée et vers 0650 Hr, le regroupement à Vitamine est terminé.

(e) Pl Mor

— Les Elm restés à Viking sous la direction du Cpl Chef Antoine recueillent les trois sentinelles de la maison Ngongo et tentent en vain de rejoindre Franciscus. Les mouvements des F.A.R., les lancers de Gren et les tirs dans tout le quartier de la Primature les forcent à se tapir dans leur cantonnement.

— Groupe du Lt Lotin : voir épisode Agathe.

(f) Épisode Aérogare

— Peu avant le lever du jour, l'Adj Cantineaux reprend les pourparlers avec les rwandais pour demander à pouvoir rejoindre un cantonnement O.N.U.

— Dans un premier temps, ils sont autorisés à partir à pied; après insistance, on leur permet néanmoins de prendre leurs Veh.

— Ils forment alors une Coln, se dirigent vers le Centre ville mais sont arrêtés par un barrage à hauteur du Carf N8.

— Ils se joignent vers 8 heures au groupe du 1Lt Vermeulen avec lequel ils resteront bloqués toute la matinée et vivront dans l'après-midi l'épisode Amahoro.

(g) Épisode Agathe

— Après avoir renoncé à se rendre à Radio Rwanda, à l'aube, Agathe se trouve chez elle en compagnie des 10 hommes du Pl Mor, des 5 sentinelles ghanéennes et de gendarmes rwandais lui servant de gardes du corps.

— Dans l'heure qui suit, le Cpl Lhoir communiquera au Bn que la jeep du Lt Lotin est inutilisable (0603 Hr), qu'un A.M.L. des F.A.R. vient de se poster dans la rue parallèle derrière la maison (0643 Hr) et qu'on leur a tiré dessus avec des grenades à fusil (0649 Hr).

— Vers 0700 Hr, a lieu une discussion entre Lt Lotin et Lt Col Dewez sur l'opportunité de se mettre ou non dans la maison d'Agathe. Le Lt Col Dewez lui suggère de se mettre à couvert à l'intérieur de la maison tandis que le Lt Lotin préfère garder ses possibilités d'observation en restant à l'extérieur. Le Lt Col Dewez se rallie à sa solution en lui disant «C'est toi qui peux le mieux juger».

— Vers 0820 Hr, Agathe prend peur et demande de l'aide. Elle envisage de s'enfuir par les jardins et fait couper un passage dans la clôture par un garde de corps rwandais. Le Lt Col Dewez demande au Lt Lotin de la convaincre de rester chez elle, sous leur protection.

— Interrogé, le Lt Col Pochet (Q.G. Sect) dit que la mission étant «protection», il faudra l'accompagner. Lt Lotin fait alors remarquer qu'il ne pourrait le faire qu'à pied et serait ainsi dépourvu de liaison radio. Il est alors convenu de ne pas suivre Agathe dans sa fuite.

— À 0835 Hr, des Veh avec des Mil rwandais s'approchent de la maison. Le Lt Lotin reçoit comme directive du Bn de rester à couvert et de ne plus s'occuper d'Agathe.

— Vers 0840 Hr, Agathe prend la fuite. Les hommes du Pl Mor sont bientôt encerclés par les Mil rwandais.

— Le Lt Lotin signale qu'un Offr rwandais leur propose de rendre leurs armes et de les ramener à la MINUAR. Dans un premier temps, le Lt Col Dewez lui demande de ne pas remettre ses armes.

— Le Col Marchal intervient alors dans le réseau pour dire au Lt Lotin que c'est à lui de prendre la décision.

— Un peu plus tard, le Lt Lotin signale que trois de ses hommes sont déjà à terre et désarmés. Le Lt Col Dewez lui dit alors que, dans ce cas, il vaut mieux remettre les armes et essayer de négocier.

La communication s'interrompt — Il est alors 0849 Hr.

— À 0906 Hr, le Lt Lotin est entendu au MOTOROLA: «On nous a amenés je ne sais pas où! On va se faire lyncher!»

— À partir de ce moment, plus aucun contact.

— À 0910 Hr, le Col Marchal signale au Lt Col Dewez que le Lt Lotin et ses hommes se trouveraient dans la caserne à côté de l'E.S.M. où ils auraient utilisé le MOTOROLA de l'observateur O.N.U. se trouvant sur place.

(h) Q.G. Sect

— Vers 0630 Hr, le Col Marchal demande au Bn de faire intervenir un Pl dans le quartier de la Primature; vu l'impossibilité de rassembler des Elm bloqués dans leurs cantonnements, la mission sera annulée.

— Peu avant l'aube, le Rapid Reaction Team (R.R.T.) composé de B.T.R. de RUTBAT est mis en alerte; vers 0800 Hr, trois B.T.R. recevront l'ordre de rejoindre le Centre ville: une heure plus tard, ils seront bloqués à hauteur du rond-point du Méridien et rebrousseront chemin.

— Vers 0930 Hr, le Q.G. Force transmet au Q.G. Sect que les R.O.E. sont inchangés et restent d'application; ces directives seront retransmises à KIBAT.

(i) Q.G. Force

— Vers 0730 Hr, le Lt Col Balis et le Maj PODEVJN quittent l'hôtel Méridien pour rejoindre le C.N.D.; le Gen Dallaire leur dira d'y rester afin de convaincre le F.P.R. de ne pas réagir, ils y resteront jusqu'au 10 Avr.

— Le Maj Maggen a demandé l'autorisation de rejoindre Simple Minds, ce qu'il fit en empruntant un chemin d'infiltration, évitant les barrages aux Carf. Les autres Offr belges du Q.G. Force ont reçu comme directive de rester à l'hôtel Méridien.

— Pendant toute la journée, le Maj Maggen accompagne le Gen Dallaire dans ses déplacements.

— Vers 1000 Hr, ils se rendent au Centre ville pour assister à une réunion du Comité de crise des F.A.R.; après moultes péripéties (blocage par un barrage F.A.R., poursuite à pied, embarquement dans un Veh M.D.N. rwandais), ils passent vers 1100 Hr devant le camp Kigali dans lequel le Gen Dallaire aperçoit des corps de soldats O.N.U. Le Gen Dallaire veut aller voir, mais le Maj Gd rwandais qui les accompagne le lui déconseille formellement car il craint pour leur sécurité: il suggère alors d'y aller après la réunion, après concertation avec le Chef E.M. de la Gd.

— Vers 1115 Hr, le Gen Dallaire rejoint la réunion dans les bâtiments de l'E.S.M.

— À la fin de la réunion, vers 1215 Hr, le Gen Dallaire prend contact avec l'Obr Mil togolais présent au camp Kigali et les cinq sentinelles ghanéennes de la maison d'Agathe. Il apprend l'assassinat d'Agathe et la mort probable des dix Casques bleus belges.

(3) Situation des unités de KIBAT au moment de la perte de contact avec le Lt Lotin (Vers 0900 Hr).

(a) Plan de situation: Ann H App 4

(b) Aéroport

— Comd Cie, deux Chefs Pl, une Sec Gp Airfield à TopGun.

— Cinq C.V.R.T. et deux équipages à Viper

— Une Sec Mor à l'Est de l'Aer.

— Deux Héli (sans équipage).

— Groupe du Lt Vermeulen bloqué entre les Carf N8 et N9.

(c) Sud de la ville

— Gp Sud complet à Beverly Hills.

— Elm Log à RWANDEX.

— Équipages Héli à Augusta.

(d) Quartier Méridien-Primature

— P.C. Bn + Une Sec Gp Airfield à Pegasus.

— Deux Sec Gp Airfield à Franciscus.

— Quelques Elm sans gradés à Viking.

(e) Groupe Ville

— Comd2d Cie, un Chef Pl, une Sec à Chinatown.

— Un Chef Pl et trois Sec à Mirador.

— Deux Sec à Ramadan.

— Comd Cie et une Sec à Vitamine.

— Une Sec en Pat.

(f) Hors Kigali

Une Sec Gp Airfield à Rutongo.

(4) Événements de l'après-midi

(a) Généralités

— Les massacres de rwandais se poursuivent principalement dans les quartiers de la Primature.

— Vers 1600 Hr, le F.P.R. sort du C.N.D. et s'attaque au Camp de la Garde Présidentielle à la Primature; les cantonnements de Franciscus, Viking et Pegasus sont ainsi pris entre deux feux.

— Les premiers réfugiés, tant rwandais qu'expatriés, se présentent aux portes des cantonnements; ils y seront accueillis et mis en sécurité.

(b) Groupe Ville

— Vers 1245 Hr, alors que le Capt Marchal et la Sec du Sgt Bleses sont installés en Def à Vitamine, un Veh chargé de Mil rwandais passe devant le cantonnement en ouvrant le feu; le tireur M.A.G. riposte et abat un Mil rwandais.

— Deux heures plus tard, un A.M.L. F.A.R. et un Pl à pied s'approchent de Vitamine. Le tireur M.A.G. est désarmé mais après intervention du Capt Marchal et mis en Posn de tir de la Sec, l'arme est récupérée et le Pl F.A.R. se retire.

— Dans le courant de l'après-midi, le Capt Marchal suggère d'installer sa Sec dans la résidence de l'Ambassadeur qui se situe en face de Vitamine, celle-ci présentant de meilleures possibilités de Def; voulant garder sa neutralité vis-à-vis de l'O.N.U. l'Ambassadeur refusera.

(c) Lt Avn

En fin d'après-midi, le Pers Lt Avn quitte le cantonnement Agusta pour se mettre en sécurité à Beverly Hills.

(d) P.C. Bn

— En fin d'après-midi, Pegasus, qui se trouve entre les Posn du F.P.R. et celles des F.A.R., est atteint par trois obus.

— Le Lt Col Dewez décide alors de déplacer son P.C. vers l'hôtel Méridien tout en maintenant une garde à Pegasus; le déménagement est terminé vers 1830 Hr.

(e) Q.G. Sect

— Vers 1300 Hr, le Q.G. Sect demande à KIBAT de lui fournir des F.N.C., des L.A.W., des Gren et petites Mun pou la Def de Happy Few.

— La commande est emportée par un B.T.R passant par RWANDEX vers 1420 Hr et se retrouvera au stade Amahoro.

(f) Q.G. Force

— Toute l'après-midi, le Gen Dallaire reste avec le Maj Maggen dans le bâtiment du cabinet du M.D.N. en compagnie du Chef E.M. de la Gd rwandaise et du président du comité de crise.

— À 2000 Hr, une nouvelle réunion du comité de crise a lieu.

— Après la réunion, vers 2300 Hr, le Gen Dallaire obtient de se rendre avec le chef E.M. Gd rwandaise et quelques autres Offr Sup F.A.R. à l'hôpital de Kigali où se trouvent les corps des 10 Casques bleus belges.

(g) Épisode Amahoro

— Vers 1330 Hr, après négociations, le Lt Vermeulen obtient des Rwandais d'être convoyé avec son groupe jusqu'au stade Amahoro où se trouve le Bn du Bangladesh (RUTBAT).

— Après une infiltration par des pistes détournées et le passage sans difficultés d'une dizaine de barrières tenues par des civils rwandais, le groupe se présente vers 1400 Hr devant les grilles du stade Amahoro qui sont fermées.

— Les grilles tardant à s'ouvrir, une foule de plus en plus nombreuse et menaçante s'agglutine autour du groupe qui n'a pas débarqué des Veh.

— Essayant alors de rejoindre l'hôtel Amahoro (Q.G. Force), le groupe se retire sur la route qui relie le stade à l'hôtel mais est bloqué par des barrages.

— Après plusieurs va-et-vient au gré de la pression de la foule et après de multiples contacts radio entre le Lt Vermeulen — Comd Cie — Q.G. Bn — Q.G. Sect — RUTBAT pour faire ouvrir les grilles, le groupe

se retrouve de nouveau devant les grilles qui vers 1450 Hr s'ouvrent en présence du Comd RUTBAT mais la foule empêche le groupe de pénétrer...

— Les grilles ne resteront pas longtemps ouvertes et les Bengladeshis exhorteront les Belges à ne pas tirer pour ne pas s'attirer des ennuis avec les Rwandais.

— Sur ces entrefaites, les deux civils belges qui se sont fait dégonfler les pneus de leur jeep se réfugient dans celle de l'Adjt Cantineaux.

— Vers 1500 Hr, l'arrivée d'un Veh F.A.R. attise la hargne de la foule et des Gren commencent à apparaître.

— Le Lt Vermeulen signale qu'il est à la limite d'ouvrir le feu, le Bn l'invite à temporiser tandis que le Capt Schepkens (L.O. KIBAT au Q.G. Sect) tente désespérément de faire ouvrir les grilles par les Bengladeshis.

— À un moment donné, l'Adjt Cantineaux qui se trouve dans le véhicule de tête en direction de l'hôtel Amohoro décide de forcer le barrage en tirant avec son pistolet au travers du pare-brise.

— Ce coup de feu déclenchera la réaction de tous les autres membres du groupe, qui débarqueront instinctivement des Veh. Sous la direction du Lt Vermeulen et du 1Sgt Leconte, ils se retireront en feu et mouvement en direction du stade, franchiront la clôture et continueront à progresser par bonds jusqu'aux bâtiments du stade. Ils y entreront par les fenêtres, le tout sans aucune réaction de la part des Bengladeshis.

— L'Adjt Cantineaux quant à lui, roulera jusqu'à l'hôtel Amahoro où il sera accueilli sans problème au Q.G. Force.

— Il est alors 1530 Hr et le Bn est prévenu que tous les belges ont été récupérés sains et saufs; les rwandais déploreront une quinzaine de morts et de blessés qu'ils dégageront immédiatement de la zone sans toucher aux Veh abandonnés, pour certains, moteur tournant et phares allumés.

d. Synthèse des événements du 08 Avr jusqu'au ReGpt des Belges à l'Aer (15 Avr)

(1) Généralités

— L'essentiel des activités de KIBAT a consisté :

- à regrouper et défendre ses cantonnements (le 101900 Avr, leur nombre sera réduit de 14 à 8).
- à accueillir, ramasser et évacuer les expatriés.
- à se retirer progressivement vers l'Aer (ReGpt terminé le 14 Avr)

— Toutes ces activités se sont déroulées dans un climat d'insécurité totale dû au sentiment anti-belge émanant d'une partie de la population et aux combats menés entre le F.P.R et les forces gouvernementales.

(2) Récupération des corps des dix victimes du PI Mor

— Le 08 Avr, le Q.G. Sect obtient des F.A.R. une escorte avec un L.O. et deux A.M.L. pour la récupération des corps des dix victimes.

— En début d'après-midi, une Coln se forme au départ du P.C. Bn (Hôtel Méridien) avec les deux A.M.L. F.A.R., la jeep du Lt Col Dewez, celle du Col Marchal, un Ford Transit du Det Judiciaire (Substitut Peraer).

— Cette Coln se rend d'abord à Viking pour prendre à son bord deux membres du PI Mor pour l'identification des corps. Le Lt Col Dewez en profite pour sous la Prot de cette escorte, évacuer le Pers de Viking sur Franciscus.

— La Coln se rend ensuite à RWANDEX où se joint un Ca MAN avec les bodybags. Elle se dirige alors vers le Centre ville.

— Au C.H.K. où les corps ont été alignés, commence alors le pénible travail d'identification des corps par les deux membres du PI Mor, l'examen avec prise de photos par le Det Judiciaire et l'emballage dans les bodybags.

— La nuit approchant et le Det Judiciaire ayant besoin de beaucoup de temps pour l'examen des corps (± 20 Min par corps), on décide de poursuivre cet examen à l'hôpital Faycal et de s'y rendre sans plus attendre, après avoir chargé les corps dans le Ca MAN.

— La Coln se rend aux environs de Franciscus où une première dislocation a lieu. Les deux membres du PI Mor rejoignent le cantonnement tandis que le Lt Col Dewez quitte la Coln avec les Deux A.M.L. F.A.R. (voir épisode Rutongo).

— Aux environs de l'hôtel Méridien, le Col Marchal, à son tour, quitte la Coln pour retourner au Q.G. Sect, laissant ainsi seuls le Ford Transit du Det Judiciaire et le Ca MAN avec les corps.

— Ceux-ci tombent sous le feu entre l'hôtel et l'hôpital Faycal. Le Substitut Peraer décide alors de se réfugier à a Dolce Villa où ils passeront la nuit du 08/09 Avr 94.

— Le 09 Avr vers 1400 Hr, le Det Judiciaire est évacué vers l'hôtel Méridien, les corps sont transférés du Ca MAN dans un Ford Transit et resteront sur le parking de l'hôtel jusqu'au lendemain matin.

— Le 10 Avr, vers 0800 Hr, le Det Judiciaire et les corps sont amenés à l'Aer et vers 1600 Hr, sont embarqués dans le C130 à destination de Nairobi.

(3) Équipage C130

— Depuis le 06 Avr, le Lt Col Avi Romboux se trouve avec une partie de l'équipage du C130 en stand by à l'hôtel des Mille Collines.

— L'autre partie de l'équipage, envoyée le 062000 Avr à l'Aer pour accueillir le C130 qui devait les relever, a été bloquée au rond-point du Méridien et récupérée par le P.C. Bn à Pegasus d'abord, à l'hôtel Méridien ensuite.

— Restée tout d'abord en contact par Tf avec le P.C. Bn, l'Eq est restée aux Mille Collines. Mais suite à la menace grandissante, l'absence d'armes pour leur Def et à l'Evac progressive des expatriés d'autres nationalités, le Lt Col Romboux a demandé à plusieurs reprises au Bn de venir les chercher.

— Ce n'est que le 09 Avr qu'une Sec du Gp Ville les récupérera pour les amener à Mirador où ils passeront la nuit du 09 Avr.

— Le 10 Avr au matin, un B.T.R. les conduit à l'Aer où ils reprennent possession du C130 resté intact.

— L'après-midi, ils rejoignent Nairobi avec les corps et le Det Judiciaire après avoir croisé dans le ciel de Kigali les C130 de l'opération Silver Back.

(4) Épisode Rutongo

— Depuis le 06 Avr, la Sec du Sgt Teyssier (Groupe Airfield) se trouve chez les Sœurs de Rutongo, en mission de Prot de distribution de nourriture.

— Suite à l'attentat contre le Président et aux rumeurs concernant la responsabilité des Casques bleus, les Sœurs jugent que la présence de cette section constitue un danger pour elles et lui demandent de s'en aller.

— Le Sgt Teyssier demande au Bn de rejoindre Kigali et le 08 Avr, il fait mouvement vers la ville. Il passe avec peine deux barrages. Il s'y sent menacé et est sur le point d'ouvrir le feu.

— En fin d'après-midi, il rejoint le Lt Col Dewez et les deux A.M.L. F.A.R. venus à sa rencontre. Ils rejoignent ensemble le P.C. Bn à l'hôtel Méridien.

(5) L'accueil des réfugiés et l'évacuation des expatriés

— Dès le 07 Avr après-midi, des expatriés et des réfugiés rwandais se présentent devant les portes des différents cantonnements de KIBAT. Les expatriés seront tous accueillis et mis sous la Prot des Casques bleus. Quant aux réfugiés rwandais, ils seront soit accueillis, soit refoulés selon la décision du moment du chef de cantonnement.

— Le 07 Avr vers 2345 Hr, le P.C. Bn signale à toutes les unités que les réfugiés rwandais doivent avoir quitté les cantonnements pour le lendemain matin, à 0600 Hr au plus tard. Cette décision sera contrée par plusieurs civils belges (e.a. Pères de Don Bosco) qui s'estiment toujours «chez eux» et ne sera exécutée que très partiellement.

— À partir du 08 Avr, à l'initiative des Comd Cie, et avec l'accord du Bn, des expatriés sont récupérés sous escorte à leur domicile autour des cantonnements, suite à leurs appels à l'aide.

— Ce jour-là, une altercation a lieu entre le Lt Col Dewez et le Col Marchal. Ce dernier prétend que le ReGpt d'expatriés sème un vent de panique, que l'évacuation ne peut être déclenchée par l'Ambassadeur qu'à partir du moment où des Tp belges seront arrivées à l'Aer et que tous les expatriés doivent rentrer chez eux (cf. exposés du Lt Col Dewez et du Capt Marchal).

— Le Capt Marchal ayant contacté l'Ambassadeur à sa résidence, on décide de ne pas faire de ramassage systématique mais de répondre toutefois à tous les appels individuels.

— Le 09 Avr à l'aube, cinq C160 français en provenance de Bangui atterissent, avec, à leur bord, une Cie d'environ 150 Paras. L'ambassadeur français déclenche le plan d'évacuation des ressortissants français. Celui-ci se poursuivra les 10, 11 et 12 Avr avec ReGpt à l'École française, avant évacuation sur l'Aer. Le 12 Avr, l'ambassade de France ferme ses portes et les derniers expatriés français seront évacués.

— Le 10 Avr en fin d'après-midi, les premiers C130 belges de l'Ops Silver Back atterissent. Une première réunion a lieu à l'Aer, entre le Col Marchal et le Col Roman (Comd B.P.C.). Une deuxième réunion de coordination aura lieu le lendemain matin à 0800 Hr à l'hôtel Méridien, avec des représentants du Q.G. Sect — Q.F. Force — B.P.C. Le Col Roman, quant à lui, passera la journée du 11 Avr à l'ambassade belge pour maintenir le contact avec l'ambassadeur et prendra le Ctl opérationnel du groupe Ville.

— À partir du 11 Avr, le ramassage systématique des expatriés commence, ainsi que leur ReGpt en différents points (cantonnements et École française) et leur évacuation vers l'Aer. Une coordination mini-

male aura lieu entre la B.P.C., la MINUAR et les Mil FR. La majorité des escortes sera fournie par KIBAT avec parfois un Rft français tandis que la B.P.C. se chargera de la Def de l'Aer et, à partir du 12 Avr, de celle de l'École française avec une Cie 3 Para.

— Le plan d'évacuation n'a pas été appliqué. Une grande partie des expatriés ayant déjà été regroupée, la manœuvre a consisté à rassembler les données concernant ceux qui étaient encore en place (à partir des Rens du Pers de l'ambassade, des appels Tf, des demandes venant du COps de Bruxelles, etc.) à organiser des circuits de ramassage à partir des différents cantonnements et les évacuations avec escortes vers l'Aer.

(6) Groupe Airfield

— Les Elm se trouvant à l'Aer y sont restés jusqu'à la fin et ont contribué à la Def de l'Aer, successivement en collaboration avec les Tp françaises, la B.P.C. et le reste de KIBAT.

— Le 10 Avr au soir, les Elm se trouvant à Franciscus rejoignent l'hôtel Méridien. Ils participeront aux escortes et rejoindront plus tard le reste du groupe Airfield à l'Aer.

(7) Groupe Sud

— La Cie restera regroupée à Beverly Hills jusqu'au 11 Avr. Elle effectuera des missions de ramassage d'expatriés autour de son cantonnement.

— Dès le 08 Avr, des réfugiés rwandais seront accueillis dans le cantonnement. Ils seront environ 2 000 à être abandonnés à leur sort lorsque la Cie quittera le cantonnement le 11 Avr.

— Le 11 Avr, les expatriés sont évacués vers l'École française. Un Pl se rend à Rwandex pour assurer la Def. Le deuxième Pl et le PC Cie rejoignent l'hôtel Méridien.

— Le 12 Avr, le Lt Leconte (Comd2d Cie) reçoit pour mission de récupérer des expatriés à Gitarama avec un Pl. À la sortie de Kigali, il sera bloqué par une Cie F.A.R. en road block et sera contraint de rebrousser chemin.

— La Cie assurera plusieurs escortes, dont celle des expatriés de l'École française vers l'Aer le 12 Avr.

— Tous les Elm auront rejoint l'Aer le 14 Avr.

(8) Groupe Ville

— Le 09 Avr, les Elm se trouvant à Ramadan et Chinatown se regroupent à Mirador.

— Ce jour-là, vers 1800 Hr, le Lt Theunissen (Comd2d Cie) récupère deux jeeps du Pl Mor à la résidence d'Agathe et détruit les deux autres.

— Le 10 Avr, un Pl assure la Def de la résidence de l'ambassadeur belge. Les Elm se trouvant à Vitamine s'y regroupent également.

— Le même soir commence la récupération systématique des expatriés du Centre ville, de même que leur regroupement soit à Mirador, soit à la résidence de l'ambassadeur belge. Ils seront ensuite conduits à l'École française.

— Le 11 Avr après-midi, les Elm se trouvant à Mirador rejoignent l'ambassade de Belgique pour assurer sa Def.

— Le 12 Avr, vers 1500 Hr, l'ambassade de Belgique est évacuée et toute la Cie rejoint l'Aer.

(9) Groupe Amahoro

— Les véhicules abandonnés à l'extérieur du stade Amahoro après l'épisode du 07 Avr après-midi sont récupérés les 08 et 09 Avr.

— Le 08 Avr, l'Adjt Cantineaux rejoint le stade Amahoro.

— Pendant les journées du 10 et 11 Avr, les Elm du groupe participeront à la récupération d'expatriés aux alentours du stade.

— Le 11 Avr en fin de journée, tout le groupe rejoint l'hôtel Méridien.

(10) Base Log

— Le Capt Tefnin rejoint RWANDEX le 09 Avr au matin.

— À partir du 09 Avr après-midi, des expatriés et des réfugiés rwandais y seront accueillis. Les expatriés seront évacués à l'Aer à partir du 11 Avr.

— C'est aussi à partir du 11 Avr qu'un Pl 14 Cie assurera la Def du cantonnement.

— Les derniers Elm quitteront RWANDEX pour l'Aer le 14 Avr.

(11) Lt Avn

— Le 11 Avr, le Pers Lt Avn rejoint l'Aer et récupère ses Hélic restés intacts.

— À partir de ce moment, ils effectueront des missions de récupération d'expatriés au profit de Silver Back.

(12) Q.G. Secteur

— Réduit depuis le 07 Avr à suivre les événements, le Q.G. Secteur coordonnera l'évacuation des expatriés à partir du 11 Avr.

— Resté à Happy Few, il sera gardé par deux C.V.R.T. dans la nuit du 13/14 Avr renforcés d'une Sec. 14 Cie dans la nuit du 14/15 Avr.

— Le Q.G. Sect déménagera le 15 Avr pour s'installer dans les bâtiments de l'aérogare de Kigali.

(13) Q.G. Force

— Depuis le 07 Avr, seul el Maj Maggen se trouve au Q.G. Force à Simple Minds; le Lt Col Balis et le Maj Podevijn se trouvent au C.N.D. Les autres Offr belges du Q.G. Force ont reçu comme directive de rester à l'hôtel Méridien.

— Ce n'est que le 10 Avr que tous les Offr belges du Q.G. rejoindront leur poste à Simple Minds (Hôtel Amahoro).

— Le 12 Avr, tous les civils du Q.G. Force quittent Kigali pour Nairobi.

— Les Offr belges du Q.G. Force seront évacués vers Nairobi le 17 Avr.

(14) C.T.M.

— Depuis le début des combats entre F.P.R. et F.A.R. (07 Avr), le village C.T.M. de Nyarutarama se trouve pris entre deux feux, des balles s'y perdent.

— Le 11 Avr vers 1400 Hr, les familles sont évacuées vers l'Aer sous escorte de KIBAT.

— Le 12 Avr vers 1100 Hr, c'est au tour du Pers Mil de la C.T.M. d'être évacué, le village de la C.T.M. est alors abandonné.

— Le Pers de la C.T.M. se trouvant à Gisenyi aura un rôle prépondérant dans l'évacuation des expatriés de cette région. Il sera récupéré par C130 le 13 Avr et rejoindra Kigali.

— À partir du 13 Avr, le Pers Mil de la C.T.M. sera mis aux ordres de la B.P.C.

3.1. Analyse

a. Évaluation du danger

À partir de la nuit du 06 au 07 Avr, et surtout du matin du 07 Avr, on assiste à une évaluation assez différente du danger, selon que l'on se trouve dans les Cies ou dans les E.M. Bn, Secteur, ou Force.

(1) À partir du 07 au matin, toutes les Cies ont eu, au moins, un de leurs éléments menacés :

Lieu	Chef(s) sur place	Type de riposte
Franciscus	Sgt Bulinckx	— par le feu
Rutongo	Sgt Teyssier	— attitude menaçante
Amahoro	Lt Vermeulen — Adjt Cantineaux	— par le feu
Vitamine	Capt Marchal — Sgt Bleses	— attitude menaçante — par le feu
Chinatown	Lt Koenings — Lt Theunissen	— attitude (armement)
Mirador	1 Sgt Heylen — Cpl Sculier	— attitude (armement)

Quant au Lt Lotin et ses hommes, tous les témoignages indiquent qu'ils ont signalé plusieurs fois (à leur arrivée chez Agathe, puis après qu'elle se soit enfuie) qu'ils étaient menacés par des tirs, puis par des coups ...

Les Cies sur le terrain et dans leurs Cant se sont senties menacées par des Tp rwandaises (F.A.R., milices?), mais pas par le F.P.R.

(2) Aux Niv Force, Sect et Bn, on est resté longtemps avec la conviction que tout rentrerait dans l'ordre. En effet, pendant les réunions du 06 Avr à 2300 Hr et du 07 Avr à midi, les autorités rwandaises croyaient toujours pouvoir contrôler la situation. Le Comd Force, présent à la réunion, avait promis la contribution de la MINUAR tout en gardant la neutralité (entre autres: protection du Premier ministre, protection de la station radio pour son discours, etc.).

Par conséquent, les différents incidents furent considérés, au début, comme des cas isolés provoqués par des groupes qui échappaient à tout contrôle.

(3) La menace directe à laquelle nos Mil sur le terrain (Lt Lotin, Eq Vermeulen, ...) ont dû faire face relève d'un autre phénomène : on en voulait aux Belges. Cette Sit s'est dégradée très brutalement. Il est évident que les appels de R.T.L.M., le 07 au matin, disant que les Belges avaient tué le président et incitant les Rwandais à « tuer du Belge » ont largement contribué à l'excitation du peuple rwandais et des milices contre nos Tp.

b. Mission — Moyens

(1) La Force

(a) La mission Pr de la MINUAR (application des accords d'Arusha et établissement de la K.W.S.A.) continuait dans l'esprit de certains, alors qu'elle était totalement dépassée : les F.A.R. et F.P.R. s'affrontaient.

Les armes sortaient de partout, même les forces de la MINUAR étaient bloquées dans leur Cant et menacées ... surtout si elles étaient belges !

(b) Des rwandais se faisaient abattre, sans que la MINUAR puisse intervenir. Elle n'avait, par ailleurs, pas les moyens d'agir sur cette situation.

(2) Le Secteur Kigali

(a) Le Secteur possédait une Cie sur B.T.R. en Res de la Force.

(b) À partir du 07 Avr, cette Cie a montré toute son inefficacité.

Les B.T.R. ne furent utilisés qu'au compte-gouttes, essentiellement au profit des E.M. Force, Secteur et V.I.P. Jamais, ces Veh BI n'ont été utilisés au profit de Tp de la MINUAR en difficulté ou sur le point de l'être.

(c) En plus d'une valeur Ops nulle, les Bangladeshis ont fait preuve d'un manque total de disponibilité. L'E.M. Secteur a même été incapable de faire exécuter un ordre à RUTBAT. Ce refus d'ordre a failli entraîner le massacre d'une trentaine de Mil belges (et quelques civils) (voir épisodes stade Amahoro).

(d) Comme l'ont montré ces événements pénibles, le Comd Secteur Kigali ne pouvait pas compter sur les 800 Tp, telles qu'elles avaient été réclamées par le Gen Dallaire.

(3) KIBAT

(a) KIBAT était pratiquement la seule unité active à Kigali, son E.M. recevait des appels d'Ev directement, via l'E.M. Force, via l'E.M. Secteur, même via le COps.

(b) La plupart ont modifié leur comportement d'initiative, exécuté d'autres missions sans attendre les ordres. On peut affirmer que si KIBAT s'est sorti de ces Sit périlleuses et à accompli des miracles (Ev des réfugiés), c'est grâce au dynamisme, à l'initiative dont ont fait preuve ses éléments dispersés.

(c) Les moyens mis en Rft à KIBAT n'ont été que très peu utilisés :

— ni les Hélics du 07 au 10 Avr, car les équipages étaient bloqués. Il faut par ailleurs reconnaître que l'emploi des appareils dans de telles conditions était peu indiqué.

— ni les C.V.R.T., sauf pour quelques Mov.

— quant à l'A.C.P., elle fut également inopérante, vu que son personnel n'avait pas pu rejoindre.

c. Dispositif

Le 07 Avr, les sous-unités étaient toujours dispersées. Ce dispositif, qui était conçu pour une situation « Peace-keeping » ne convenait pas à une situation de guerre civile. Malgré l'absence de tout plan à ce sujet, le ReGpt fut un des premiers soucis du Comdt.

Suite aux ordres donnés par le Bn, le nombre de Cant sera réduit progressivement à huit à partir du 10 Avr au soir.

d. Règles d'engagement

(1) (a) Pendant toute la mise en œuvre de KIBAT I et II, et même après les événements du 06-07 Avr, les R.O.E. n'ont pas été changées officiellement.

(b) Le Secteur a demandé la modification des R.O.E. Les Ech supérieurs ont décidé de ne pas les modifier. Les Ech intermédiaires, jusqu'au Niv Bn inclus, ont relayé ce Msg.

(c) Il eût été possible d'autoriser l'emploi de ces armes (Comd Force) en passant au stade B de la Règle n° 6 sur leur utilisation.

(d) Très vite, les limitations imposées sur le port des amendements (Mi. 50, M.A.G., L.A.W., grenades, ...) n'ont plus été observées par la majorité des sous-unités de KIBAT (cf. exposés Lt Lemaire, Lt Theunissen, ...). Là aussi, il semble bien qu'aucun ordre n'ait été donné, mais, fort heureusement, les chefs aux bas Ech ont fait primer le bon sens.

(2) Les R.O.E. ont-elles rendu la situation plus précaire à nos Para-Cdos à partir du 07 Avr ?

(a) D'emblée une constatation s'impose : dans tous les cas connus de la Commission, nos militaires ont réagi avec bon sens, avec fermeté dosée (allant jusqu'à l'ouverture du feu, s'il le fallait) et ils en sont sortis indemnes.

(b) La réaction instinctive de nos Tp, conformément aux règles enseignées durant leur formation et leur entraînement, était conforme aux R.O.E., même si ceux qui sont intervenus avaient parfois le sentiment de les avoir transgressées, comme exposé en section 2, Par 2.5.b. Ce sentiment s'explique aussi par l'évolution brutale de la situation en quelques heures, on est passé d'une situation de paix à une situation de guerre (civile), sans modification des R.O.E.

(3) Par leur comportement pendant cette période difficile, nos troupes ont apporté la preuve que le fait de disposer d'un amendement plus lourd n'empêchait pas d'observer la discipline imposée par les R.O.E. : aucun incident avec ces armes initialement « interdites » n'a été signalé.

(4) Le groupe du Lt Lotin

L'assassinat des dix para-commandos suscite tout naturellement certaines questions :

- Comment expliquer leur comportement ?
- Dans quelle mesure les R.O.E. ont-elles influencé ce comportement ?
- D'autres attitudes auraient-elles pu changer leur sort ?

(a) Il faut constater tout d'abord que les circonstances dans lesquelles le Lt Lotin et ses hommes ont été faits prisonniers sont loin d'être éclaircies. La Commission n'a donc parfois pu qu'interpréter les événements. Les considérations qui suivent sont donc à prendre avec réserve.

(b) Les R.O.E., telles que définies par la Force, permettaient au Lt Lotin de réagir. S'il ne l'a pas fait, c'est délibérément, tenant compte de circonstances bien précises : on peut s'imaginer une situation à tel point précaire qu'il n'avait guère d'autre choix.

(c) L'attitude adoptée jusqu'alors préparait cependant mal à une situation comme celle du 07 Avr au matin.

(i) On avait pris l'habitude de « marchander » pour arriver à ses fins.

(ii) Les Rwandais savaient, pour l'avoir constaté à plusieurs reprises, que les Tp O.N.U. (dont les belges) n'étaient pas autorisées à employer leurs armes, sauf en tout dernier ressort. En plus, ils se savaient supérieurement armés.

(d) Le Lt Lotin n'avait aucune raison de douter des intentions de l'officier rwandais qui leur proposait de se rendre : jusque là, les F.A.R. n'avaient jamais menacé la MINUAR de façon directe.

Un raisonnement à posteriori, essayant d'établir ce que le Lt Lotin, ou d'autres auraient dû faire pour éviter ce massacre, est très séduisant, mais nul ne pouvait prévoir le drame qui s'est produit au camp Kigali.

Pouvait-on risquer d'emblée une confrontation directe avec les forces rwandaises, plus nombreuses et mieux armées ? Il en jugea autrement. Quand il demanda à son Chef de corps l'attitude à adopter, trois de ses hommes étaient déjà désarmés et au sol.

e. Commandement (inclus Tr et Ln)

(1) Remarque préliminaire

Il est très difficile pour la Commission d'effectuer une analyse tout à fait objective de cet aspect Comdt ou « l'homme » prend une très grande part. Il n'est en effet pas facile d'imaginer, sans l'avoir connu soi-même, l'environnement dans lequel ce Comdt s'est exercé et d'en déterminer tous les facteurs d'influence. De plus, les témoignages exprimés à ce sujet lors des auditions ne sont pas exempts d'émotivité et donc de subjectivité. Les critiques qui seront formulées dans cette partie de l'analyse devront donc être prises avec toute la circonspection nécessaire.

(2) Généralités

L'évolution du Comdt à partir du 06 Avr a été caractérisée par :

(a) Un passage brutal d'une situation relativement calme à une situation de « crise ». Les appréciations et réactions des E.M. n'ont pas toujours évolué aussi rapidement que la situation.

(b) En début de crise, une impression au niveau Force et secteur et, dans une moindre mesure, au niveau Bn, qu'on avait la situation en main et que l'ordre allait se rétablir ainsi que le maintien de la confiance dans les autorités rwandaises.

(3) Fonctionnement du Q.G. Force

(a) Au moment de l'attentat contre le président Habyarimana, le Q.G. Force tournait avec le Pers « on duty ». Aucun état de crise n'a été décrété et le Pers n'a pas été rappelé.

Au contraire, le lendemain matin, le Lt Col Balis et le Maj Podevijn ont reçu pour directive de rester au C.N.D. et les Offr belges de ne pas quitter l'hôtel Méridien. Seul le Maj Maggen a, sur son instance, reçu l'autorisation de rejoindre le Q.G.

(b) Ce n'est que le 10 Avr que tout le Pers belge rejoindra le Q.G. et que l'E.M. recommencera son travail, axé principalement sur les Ops d'évacuation.

(c) Le Comd Force était surtout préoccupé par des problèmes de cessez-le-feu entre les belligérants et passait le plus clair de son temps en dehors du Q.G. Le Comdt de la Force était donc souvent délégué au Comd2d.

(4) Fonctionnement du Q.G. Secteur

(a) Dès l'annonce de l'attentat, la presque totalité du Pers a rejoint le Q.G.

(b) Jusqu'au 11 Avr, le Q.G. était occupé à traiter les incidents ponctuels. Ce travail demandait presque toujours l'intervention du Comd Secteur.

(c) L'épisode Amahoro (07 Avr après-midi) a été caractérisé par :

— une mauvaise volonté flagrante du Comd RUTBAT à effectuer ce qui lui était demandé (ouverture des grilles du stade);

— une certaine apathie du Pers Q.G. Force face à cette situation de crise (*cf.* exposé du Capt Schepkens).

(d) Cet épisode a fait apparaître l'ambiguïté des relations de subordination entre le Comd Secteur et le Comd RUTBAT. En cas de refus du Comd RUTBAT, le Comd de Secteur n'avait pas la possibilité de se faire obéir (il n'avait, de plus, aucun recours disciplinaire contre lui).

Par la suite le Comd RUTBAT refusa à plusieurs reprises d'effectuer des escortes au profit d'expatriés (*cf.* exposé du Capt Schepkens).

(e) À partir du 11 Avr, une scission fut imposée entre Offr belges et non belges de l'E.M. (les belges s'occupant des évacuations et les non-belges du reste).

(5) Fonctionnement du P.C. Bn

(a) À partir du 06 Avr au soir et dans un premier temps, l'attitude de l'E.M. Bn consista essentiellement tout comme au Q.G. Force et Sect, à « subir » les événements. L'E.M. Bn était, tout comme le Sect, occupé à traiter les incidents ponctuels. Par conséquent, les subordonnés ont été trop peu informés de la situation générale et des intentions du Comdt.

(b) Le Lt Col Dewez a conduit la bataille de bout en bout, utilisant ses Offr d'E.M. suivant les besoins du moment, la capacité de chacun et parfois en dépit des règles classiques. (Ex : S2 utilisé pour accompagner des convois d'expatriés, etc.). Certains Offr furent d'ailleurs indisponibles pendant de courtes périodes (combat shock, ...)

(6) Commandement au niveau Cie, Pl, Sec

(a) Dès le début des troubles, les trois Comd Cie et différents chefs Pl et Sec ont fait l'évaluation de la situation à leur niveau et ont pris certaines initiatives. À posteriori, ces initiatives se sont révélées très heureuses, notamment celles envers l'accueil des expatriés.

(b) De nombreux chefs aux bas Ech ont fait preuve d'initiative, de courage et de leadership (Lt Vermeulen à Amahoro, Sgt Bulinckx à Franciscus, Sgt Poucet à Ramadan, Sgt Teyssier à Rutongo pour n'en citer que quelques-uns). Ceci explique que, hormis l'assassinat du Lt Lotin et de ses hommes, on ne déplora aucune perte malgré les risques énormes encourus.

(c) L'autonomie laissée aux Ech inférieurs était plus limitée que ce n'est la règle, particulièrement chez les Para-Cdos. Le contrôle de toutes les missions particulières était mené par le Bn, vraisemblablement refoulé le sens de l'initiative chez certains, qui demandaient systématiquement l'aval du Bn. Celui-ci a d'ailleurs dû leur expliquer, dans certaines cas critiques, qu'eux seuls pouvaient juger de la situation et que la décision leur revenait (Cas du Lt Lotin chez Agathe, cas du Lt Vermeulen au stade Amahoro).

(7) Liaisons

(a) Durant toute la période qui a suivi le 06 Avr, les liaisons entre les différentes unités et cantonnements ainsi que les liaisons avec la Belgique ont été maintenues et ce malgré la carence partielle du réseau Tf civil (RWANDATEL) à partir du 08 Avr A.M.

(a) Ces liaisons internes à Kigali étaient principalement assurées par le réseau radio Bn. L'emploi de ce réseau pratiquement unique présentait l'avantage que « tout le monde » était au courant de « tout ». Par contre, les inconvénients suivants en découlaient :

- (i) Le fait de ne pas avoir de réseaux Comdt et Log distincts, ce qui provoquait :
- une saturation du réseau en période de crise;
 - un effet psychologique néfaste par le caractère incongru de certaines communications (ex. commande de peinture blanche en pleine bataille).
- (ii) Le fait d'avoir des Sub (Pl et Sec) en contact radio direct avec le Bn, ce qui eut pour effet d'augmenter :
- la tendance du Bn à s'immiscer dans le Comdt ds Pl et Sec en court-circuitant les Comd Cie;
 - la tendance de ces Sub à se tourner systématiquement vers le Bn pour résoudre leurs problèmes sur le terrain.
- (iii) L'utilisation du réseau Bn pour les contacts entre Comd Bn, ce qui provoquait :
- l'accaparement du réseau pour les durées parfois très longues de l'ordre de la demi-heure (*cf.* exposé Capt Vandriessche);
 - le manque de discrétion, ce qui eut un effet psychologique négatif.

(8) Psychologie du Comdt

À plusieurs reprises, la Commission a entendu des plaintes de certains Offr et de la Tp. Ils ont eu le sentiment d'être abandonnés et que certains chefs étaient incompetents. Or, il s'avère que pendant toute la période qui a suivi le 06 Avr, le Bn a continué à donner des ordres; mais ceux-ci furent ponctuels et fragmentaires.

Après analyse, la Commission estime que ce ressentiment, à l'origine de toutes les critiques consécutives à l'opération, trouve son origine dans certaines erreurs psychologiques commises par le Comdt (manque de discrétion dans les messages radio, réactions personnelles de certains chefs, manque d'ordres et de plans — aussi limités soient-ils —, hésitations devant la Tp, passages mal à propos dans le discours du Comd KIBAT avant le retour en Belgique, manque général de communication). Ainsi, le retard à communiquer le nom des victimes au sein du Bn fut une erreur, malgré toutes les bonnes intentions du Chefs de Corps. L'information a été transmise officieusement via des coups de téléphone aux familles en Belgique.

(9) Attitude du Comdt face aux problèmes du Pl Mor

- (a) Personne, à quelque niveau que ce soit, ne semble avoir été conscient de la gravité de la situation.

Lorsque le Lt Lotin a déclaré: «On va se faire lyncher!», le Lt Col Dewez pensait: «Ils vont se faire tabasser et vont passer un mauvais quart d'heure!»

(b) À chaque niveau, on comptait sur l'Ech supérieur pour intervenir auprès des autorités rwandaises. Le Bn comptait sur le Secteur. Le Secteur comptait sur la Force. Des interventions ont malgré tout été tentées auprès des autorités rwandaises: au niveau Bn, contact Tf du Comd 2d avec le Q.G. F.A.R., contact avec la Gd rwandaise; au niveau Secteur, contact Tf du Maj Puffet avec le camp Kigali.

(c) Alors que le Gen Dallaire avait aperçu les corps de soldats O.N.U. le 07 Avr vers 1100 Hr dans le camp Kigali (*cf.* exposé du Maj Maggen), il ne prit, à la connaissance de la Commission, aucune mesure immédiate et ne prescrivit aucune modification d'attitude à adopter par ses Tp. Après la réunion du Comité de crise rwandais (vers 1215 Hr) et les contacts avec l'Obr togolais et les cinq sentinelles ghanéennes, il a apparemment tenté de se rendre sur place. Avait-il à ce moment la conviction que les dix hommes étaient déjà morts? Ce n'est que vers 2300 Hr qu'il parviendra à se rendre au C.H.K. auprès des corps.

(d) Le Lt Col Dewez n'a pas envisagé d'intervention en force au profit du Lt Lotin pour les raisons suivantes:

- il considérait que les unités qu'il aurait pu faire intervenir avaient peu de chance de forcer les barrières des F.A.R.;
- il craignait des représailles vis-à-vis d'autres Elm de son Bn, en situation très précaire (Groupe du Lt Vermeulen, cantonnements isolés avec de faibles effectifs);
- il n'a jamais imaginé que le Lt Lotin et ses hommes se trouvaient en danger de mort. Qui d'ailleurs aurait pu deviner?

Toutes les personnes interrogées ont avoué que, malgré leur envie d'intervenir, elles se rendaient compte que les chances de réussite étaient sans doute inexistantes. Où aurait-on pu intervenir? Avec quelles forces? Contre quelles forces?

(e) À priori, le Capt Marchal était le plus indiqué pour prêter main forte au Lt Lotin. Il se trouvait, vers 0600 Hr; au Carf RO.

Après coup, il semble que ce soit la disproportion des risques encourus qui ait guidé le choix du Capt: il a estimé qu'un comportement téméraire et quelque peu héroïque était déplacé. Le Lt Lotin ne lui semblait pas plus en danger que lui-même et la jonction avec le chef du Pl Mor risquait de se faire sous le feu d'une

Mi récemment mise en batterie, ainsi que d'un A.M.L. des F.A.R. Il ne pouvait pas non plus, en rejoignant le Lt Lotin, renverser le rapport des forces.

SECTION 4: CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Il est important de rappeler ici que la présente Commission n'avait pour mandat que d'enquêter au sein de la partie belge en vue d'y découvrir des fautes professionnelles éventuelles et d'en tirer des enseignements pour l'avenir. Il n'est donc pas possible de conclure ici sur les responsabilités et les circonstances exactes de la mort des dix Para-Cdos le 07 Avr 94.

4.1. Circonstances et responsabilités côté belge

a. Il paraît que le Lt Lotin et ses hommes ont été assassinés au Camp de Kigali, après y avoir été amenés par un Maj rwandais, à la suite de leur reddition à la résidence de Mme Agathe, 1^{er} Min, dont ils assuraient la protection.

Les circonstances exactes des meurtres n'ont pas été établies par la présente Commission. Ils ont pu se passer sur ordre supérieur mais il n'est pas exclu qu'ils soient le fait d'éléments échappant à tout contrôle et échauffés par les propos anti-belges de R.T.L.M.

Il faut en effet noter que 5 Casques bleus ghanéens faits prisonniers avec les belges du Pl Mortier et également emmenés au Camp Kigali ont eu la vie sauve.

Ce drame imprévisible a surpris tout le monde et notamment toutes les autorités sur place.

b. La reddition des 10 hommes fut l'aboutissement de plusieurs confrontations de ceux-ci avec des troupes supérieures en nombre et en armement (notamment des A.M.L. avec canon de 90 mm).

Le Lt Lotin qui était en état de légitime défense avait parfaitement le droit d'utiliser ses armes pour défendre sa vie, celle de ses hommes et de Mme Agathe. Il a toutefois choisi, avec l'assentiment de son chef de Corps, de rendre ses armes alors que 3 de ses hommes étaient déjà cloués au sol désarmés. Sans qu'il soit possible de connaître ses motivations, il paraît assez clair que le rapport des forces en présence ne lui donnait aucune chance de survie en cas d'ouverture du feu.

L'issue dramatique de ces événements n'ayant été imaginée par aucune autorité, aucune intervention en force n'a été envisagée. Celle-ci n'était d'ailleurs guère imaginable. Toute la zone était bloquée. Les seuls moyens lourds disponibles constituant la réserve était la Cie RUTBAT (Bangladesh) sur véhicules blindés (B.T.R.) dont la disponibilité opérationnelle ne répondait nullement au besoin. Enfin, une attaque en force contre les Rwandais n'était pas autorisée par les R.O.E. et aurait pu avoir des conséquences encore plus désastreuses pour les belges, militaires ou expatriés, au Rwanda.

c. La présente Commission n'a identifié de la part du personnel B.E. d'UNAMIR aucune faute professionnelle qui puisse être la cause de l'assassinat des 10 Para-Cdos.

Toutefois, elle estime qu'un certain nombre d'éléments, qui sans avoir influencé directement le drame, ont contribué à créer un environnement difficile à contrôler. Ces éléments avec lesquels le contingent belge a été confronté sont présentés dans les paragraphes suivants.

d. La mission — impossible par le non-respect des engagements pris par les deux parties

Dès les premiers mois de 1994, il apparut que la mission piétinait, faute du respect des engagements pris dans les accords d'Arusha par les deux parties, qui prévoyaient notamment leur pleine coopération avec la MINUAR. Cela était manifeste en ce qui concerne l'établissement de la Kigali Weapon Secure Area (K.W.S.A.).

Cette tâche prioritaire confiée formellement au Secteur Kigali de la MINUAR n'était réalisée qu'en partie et l'O.N.U., par son mandat et ses réponses négatives, rejetait l'emploi de la force pour remplir cette mission.

Cette situation a créé dans l'esprit des militaires belges (1 Para et ensuite 2 Cdo) une confusion certaine quant à leur rôle. Ils se voyaient confier une mission tout en se voyant refuser les moyens de la remplir. Cela a conduit à une certaine démobilisation des esprits, mettant en doute l'utilité des patrouilles, contrôles, ...

Les parties en conflit n'ont sans doute pas manqué de mesurer cette impuissance de la MINUAR à maîtriser la situation.

e. Les moyens — insuffisants pour faire face à une situation de crise

Si les besoins exprimés par le Comd de la Force ont été quantitativement satisfaits, la valeur des différentes composantes de la MINUAR était très inégale.

La décision du Gouvernement belge de limiter le contingent belge à Max 450 hommes, en réponse à la requête O.N.U. de fournir un Bn de 800 hommes, et malgré l'insistance de l'E.M.G. pour augmenter ces effectifs, a réduit l'autonomie souhaitée du bataillon belge (KIBAT). Ce dernier dépendait ainsi du Secteur Kigali, dont l'état-major multinational s'est révélé particulièrement faible.

Ses faibles moyens dispersés dans tout le Secteur pour répondre aux missions imposées ne lui ont pas permis de constituer une réserve solide. La seule réserve d'intervention de la Force était une Cie RUTBAT sur B.T.R., dont la valeur opérationnelle et la disponibilité se sont révélées totalement inadéquates.

Enfin, si l'équipement et l'armement de KIBAT répondaient aux directives O.N.U. pour le mandat imposé de «Peace Keeping», ils ne permettaient pas de faire face à un retournement de situation. Ces moyens étaient en effet largement inférieurs à ceux des parties en conflit (F.A.R. et F.P.R. sans compter les milices Interhamwe).

En synthèse, les moyens à la disposition de l'O.N.U. ne répondaient pas aux tâches de la mission initiale et encore moins à une situation de crise.

f. Les règles d'engagement (R.O.E.) — Une certaine confusion

Les R.O.E. édictées par l'O.N.U. pour servir de guide dans l'emploi de la force sont complexes à tel point qu'elles requièrent pas moins de 12 pages dans la Directive n° 2 du Comd de la Force d'octobre 1993. Leur traduction à l'usage des soldats n'est pas chose aisée et laissait, en l'occurrence, à désirer.

Il est clair que les R.O.E. édictées autorisaient l'emploi des armes dans tous les cas de défense légitime, mais dans le respect du principe de l'emploi de la force minimale. Toutefois, l'autorisation d'emploi des armes automatiques était retenue au niveau Force ou Secteur. Les Mi 50, les M.A.G., les L.A.W. n'étaient plus emportés en permanence, les quantités de munitions emportées étaient également strictement limitées.

Si ces restrictions ne posèrent guère de problèmes jusqu'au 06 Avr 94, elles constituèrent une limitation manifeste dans les moyens d'action et l'effet dissuasif de nos troupes dès le soir du 06 Avr, dès lors que les Ech supérieurs rejetaient plusieurs demandes de modification des R.O.E., justifiées par la tournure dramatique des événements.

De plus, l'E.M. de la Force a dès le départ imposé une attitude «agent de quartier», rejetant tout attitude quelque peu dissuasive, ce qui fut mal accepté par beaucoup d'hommes tant de KIBAT I que de KIBAT II.

L'ensemble de ces mesures a sans doute laissé comprendre aux forces rwandaises que nos hommes étaient soumis à des restrictions sévères d'emploi de leurs armes et qu'ils ne couraient guère de risques à entraver leur action, leurs mouvements, voire à les menacer ... Ces mêmes mesures ont exercé également sur nos hommes une influence négative en créant une confusion certaine quant à leur droit d'utiliser leurs armes, quant à l'initiative qui leur était laissée en cette matière en cas d'urgence.

Il faut ajouter que les cas pendants auprès de l'Auditorat général, suite aux opérations O.N.U. en Somalie auxquelles ces mêmes unités ont participé, continuent de créer une certaine peur d'être jugé pour avoir utilisé son arme.

g. L'attitude anti-belge d'une partie des Rwandais (notamment certains F.A.R., la garde présidentielle et les milices Interhamwe)

Cette attitude s'explique par :

- la position belge en 1990 qui a retiré son contingent après l'évacuation des expatriés;
- la participation de KIBAT pour l'Ops Clean Corridor qui a ramené un Bn F.P.R. à Kigali;
- la propagande haineuse de R.T.L.M. et l'accusation selon laquelle les Belges avaient tué le Président.

Cette attitude anti-belge a presque certainement joué un rôle déterminant dans l'assassinat des dix Para-Cdos.

Toutefois, sur base du mandat de la Commission, aucune enquête n'a été menée à ce sujet.

h. Évaluation de la menace — La surprise

Les Comdt à tous les niveaux ont été surpris par l'évolution dramatique des événements dès le 06 Avr 94.

Si de nombreux indices et informations ponctuelles étaient disponibles, aucune analyse approfondie de ceux-ci n'a pu être faite par manque d'une cellule de renseignement adéquate. Toutefois, jusqu'au drame du 06/07 Avr, aucun élément d'information n'a laissé indiquer que les Casques bleus étaient directement menacés.

4.2. Enseignements

a. Mission

Tout engagement d'un contingent belge pour une opération O.N.U. nécessite une analyse du mandat et des conditions réelles dans lesquelles il devra être appliqué. Ce mandat doit être assez souple pour pouvoir être adapté rapidement en cas de changement de situation sur le terrain.

b. Moyens

Face à une demande de l'O.N.U., la détermination des moyens à engager par la Belgique doit impérativement prendre en compte les résultats de l'analyse militaire faite au niveau national.

Cette analyse doit définir les moyens minima, en effectifs, charroi, équipements et amendements, qui permettent à nos hommes de remplir au mieux la mission confiée avec le maximum de sécurité et l'autonomie nécessaire sur les plans du commandement et de la logistique.

Ces moyens doivent répondre, en quantité et qualité, non seulement aux besoins de la mission initiale, mais aussi aux cas de crise envisageables. L'armement des Casques bleus doit leur permettre d'être dissuasifs et d'assurer efficacement leur défense en cas de nécessité.

c. Préparation

Bien que KIBAT II ait été correctement préparé à ses missions, il apparaît après coup que cette préparation puisse encore être améliorée en exploitant les possibilités d'entraînement et de formation, notamment à l'étranger.

d. Protection

Parmi les moyens nécessaires, il faut accorder une priorité à la sécurité de nos hommes et notamment par la protection. En dehors de la protection par l'équipement individuel (casques, gilet pare-éclats) il faut assurer la protection des équipes par des véhicules blindés.

Il faut pouvoir doter nos contingents O.N.U., non équipés organiquement de véhicules blindés (chars ou V.B.C.I.) de véhicules blindés légers à roues pouvant transporter une section.

e. Commandement

(1) S'il est essentiel de respecter la chaîne O.N.U. afin d'en assurer l'efficacité, il est impératif de garder un contrôle national maximum sur nos contingents. À cette fin, la Belgique doit exiger une présence adéquate d'officiers belges dans les structures de commandement O.N.U. Grâce à des moyens de communication efficaces, l'E.M.G. doit pouvoir être informé directement et rapidement de situations délicates et réagir au niveau approprié.

(2) D'autre part, il n'est pas acceptable que les Casques bleus refusent d'intervenir militairement pour en aider d'autres, d'une autre nationalité, qui seraient en danger immédiat (ce qui fut le cas au stade Amahoro).

La fiabilité des troupes O.N.U. avec lesquelles nous sommes appelés à coopérer (sous un même Comdt local) devra être prise en considération.

(3) Il est essentiel d'informer constamment les subordonnés sur la situation et les intentions du chef, en temps de crise plus encore qu'en situation calme. L'absence d'informations et d'ordres que ces soldats ont éprouvé explique dans une large mesure leur sentiment d'abandon et de manque de compétence de certains chefs.

(4) Même si une situation « Peace keeping » calme permet de regrouper tous les abonnés sur un même réseau radio, le réseau Comdt 2 doit pouvoir être activé rapidement. De plus, les procédures normales prévues pour l'emploi de ces réseaux doivent être strictement respectées.

f. Règles d'engagement (R.O.E.)

Étant donné la complexité des R.O.E. édictées par l'O.N.U. et leur importance capitale dans l'exécution de la mission, il paraît nécessaire d'améliorer la préparation de nos contingents en la matière.

Il faut d'abord en assurer une traduction correcte, compréhensible par tous. Il faut aussi faire clairement la différence entre les R.O.E. définies pour la conduite à tenir en situation normale et le droit d'utilisation des armes sans autorisation préalable, dans tous les cas de défense légitime. Ce droit prévaut sur toutes les autres règles.

Il faut réagir, par une information correcte, contre la hantise des bavures passibles de la justice militaire.

Quant au choix des R.O.E. et à l'attitude de la troupe, il semble un minimum que les Casques bleus se fassent respecter et que leur attitude, sans être agressive, soit au moins dissuasive quant à leur propre sécurité.

Ce minimum doit être requis du Comdt O.N.U.

g. Conseiller en Droit de la Guerre

Le rôle du Conseiller en Droit de la Guerre n'a pas été bien compris, voire même mal accepté par certains hommes de KIBAT.

Ses interventions en matière d'application des R.O.E. au niveau de la Tp, en dehors de la chaîne de Comdt, ont confronté chez certains ce sentiment de ne pouvoir agir de façon dissuasive et donc efficace.

Il serait donc utile d'analyser plus avant cette problématique. Quels sont les rôles du Conseiller en Droit de la Guerre : conseiller du Comdt et/ou contrôleur de l'application des règles de Droit de la Guerre et/ou non des R.O.E. ?

Ces conseillers ne peuvent pas interférer avec la chaîne de commandement. Ils doivent avoir été formés spécifiquement pour le type d'opérations concernées. Tout le personnel doit être informé correctement de leurs rôles et attributions.

h. Évaluation de la menace — Plan de crise

Il serait utile de donner plus de poids à la branche « renseignement » dans ce type d'opération, de façon à mieux prévoir des crises possibles et à développer des plans opérationnels pour y faire face.

i. Dispositif tactique — Sécurité

La dispersion imposée à KIBAT par manque d'infrastructures disponibles et souhaitée par le Comd de la Force en vue d'assurer une large présence en ville, a constitué un point faible dès le retournement de situation du 06 Avr. Beaucoup d'équipes ont été isolées, bloquées et ont connu des situations très risquées.

Dans tous les cas, un plan de ReGpt doit donc être prévu.

j. Information

Il est assez regrettable que rien de sérieux n'ait pu être entrepris pour arrêter la propagande anti-belge de R.T.L.M. Des moyens de neutralisation de pareilles émissions devraient être disponibles auprès de la Force O.N.U.

D'autre part, il serait utile que toute Force O.N.U. puisse informer l'opinion publique locale de son mandat, de ses tâches, de ses méthodes et intentions, ainsi que de ce qu'elle attende des différentes parties en cause. À cette fin, elle devrait disposer des moyens de grande diffusion nécessaires.

TOME II — ANNEXES**LISTE DES ANNEXES***Liste des abréviations*

	<i>Page</i>
	—
Annexe A	
<i>Col B.E.M. Marchal: Comd Secteur Kigali</i>	43
<i>Maj Bodart: C.D.G.</i>	56
<i>Lt Kol Van Put: Q.G. Force</i>	58
<i>Capt Claeys: Q.G. Force</i>	59
<i>Lt Kol Balis: Q.G. Force</i>	61
<i>Col B.E.M. Flament: COps — E.M.G.</i>	63
<i>Lt Col B.E.M. Briot: COps — E.M.G.</i>	63
<i>Lt Col Leroy: Comd 1 Para</i>	65
<i>Maj Podevijn: Q.G. Force</i>	67
<i>Lt Nees: Offr S2 1 Para</i>	68
<i>Lt Col Massaux: Q.G. Force</i>	69
<i>Maj De Loecker: Q.G. Secteur</i>	70
<i>Maj B.E.M. Provinciael: Q.G. Secteur</i>	71
<i>Maj Puffet: Q.G. Secteur</i>	73
<i>Lt Kol Pochet: Q.G. Secteur</i>	74
<i>Lt Col B.E.M. Duvivier: C.T.M.</i>	76
<i>Lt Col Avi Romboux: FAé</i>	77
<i>Lt Col B.E.M. Beaudoin: C.T.M.</i>	78
<i>Col B.E.M. Vincent: C.T.M.</i>	79
<i>A.D.M. Verhulst: J.S.O.</i>	80
Annexe B: E.M. 2 Cdo	
<i>Lt Col B.E.M. Dewez: Comd 2 Cdo</i>	81
<i>Adjt Cantineaux: I.S.C.</i>	90
<i>Cpl Chef Lambrette: Adj I.S.C.</i>	91
<i>Med Maj Thiry: CMed KIBAT</i>	92
<i>Maj Timsonet: Comd2d</i>	93
<i>Lt Decuyper: Offr S2</i>	95
<i>Capt Schepkens: L.O. au Q.G. Sect</i>	96
<i>1Sgt Maj Sieben: Adj S2</i>	98
<i>Capt Choffray: Offr S3</i>	99
<i>Adjt Martinus: Adj de Corps</i>	101
<i>M. Quertemont: Aumônier 2 Cdo</i>	103
Annexe C: 12 Cie	
<i>Capt Vandriessche: Comd Cie</i>	105
<i>Lt Vermeulen: Comd2d</i>	108
<i>Sgt Bulinckx: Chef Sec Pl B</i>	110
<i>Sgt Teyssier: Chef Sec Pl A</i>	111
<i>Cpl Gilsoul</i>	112
<i>Cpl Chef Dinjart</i>	113
Annexe D: 16 Cie	
<i>Capt Marchal: Comd Cie</i>	114
<i>Lt Koenings: Chef Pl A</i>	117

<i>Sgt Poucet: Adj Pl A</i>	118
<i>Sgt Schuermans: Chef Sec Pl B</i>	119
<i>Cpl Chef Buisseret: Magasinier Q.M.</i>	120
<i>1 Sgt Heylen: Chef Sec Pl B</i>	121
<i>Cpl Sculier</i>	122
<i>Sgt Bleses: Chef Sec Pl A</i>	123
<i>Sgt Rugg: Chef Sec Pl A</i>	124
<i>Lt Theunissen: Comd2d</i>	125

Annexe E: 14 Cie

<i>Lt Lemaire: Comd Cie</i>	127
<i>Lt Leconte: Comd2d</i>	130

Annexe F: Pl Mor

<i>1Sgt Leconte: Adj Pl</i>	132
<i>Sgt Pauwels</i>	133
<i>Cpl Walbecq</i>	135
<i>Cpl Mathys</i>	136

Annexe G: Cie E.M.S.

<i>Capt Tefnin: Comd Base Log</i>	137
<i>Adjt Chef Mabile: Adjt d'unité</i>	138
<i>1Sgt Maj Denis: Réparateur radio</i>	139
<i>Cpl Chef Oscar: Opr S4</i>	140
<i>Cpl Chef Watelet: Chauffeur Opr radio</i>	141
<i>Lt Bellière: Offr Maint</i>	142
<i>Kapt Madalyns: Comd Det Log</i>	143
<i>Cdt Avi Vandergeeten: Chef Det Heli</i>	144

LISTE DES ABRÉVIATIONS

Seules figurent les abréviations non reprises au Reg IF 47C

A.N.R. : Armée nouvelle rwandaise

*B.B.T.G. : Broadened Base Transition Government
B.P.C. : Brigade para-commando*

*C.D.G. : Conseiller en droit de la guerre
C.D.R. : Coalition pour la défense de la République
C.H.K. : Centre hospitalier de Kigali
C.N.D. : Centre national de défense
C.T.M. : Coopération technique militaire*

*D.F.C. : Deputy Force commander
D.M.Z. : Demilitarized zone*

*E.M.G. : État-major général
E.O.D. : Emergency ordnance disposal
E.S.M. : Ecole supérieure militaire*

*F.A.R. : Forces armées rwandaises
F.P.R. : Front patriotique rwandais*

*G.O.M.N. : Groupe d'observateurs militaires neutres
G.T.B.E. : Gouvernement transitoire à base élargie*

K.W.S.A. : Kigali weapon secure area

*MINUAR: Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda
M.N.D. : Ministre de la Défense nationale
M.N.R.D. : Mouvement national républicain pour la démocratie et le développement*

O.P.O. : Operational partial order

*R.F.I. : Radio France international
R.O.E. : Rules of engagement
R.R.T. : Rapid reaction team
R.T.L.M. : Radio télévision libre des Mille Collines
Rw: Rwanda, rwandais, rwandaise*

*UNAMIR: United Nations assistance mission in Rwanda
UNCIVPOL: United Nations civil police*

W.S.A. : Weapon secure area

ANNEXE A**EXPOSÉ COL B.E.M. MARCHAL — Comd Secteur Kigali***1. Environnement (MINUAR)*

La MINUAR se scinde en une composante civile et une composante Mil (Gen Dallaire). Celle-ci est divisée en trois secteurs Ops:

a. Secteur Kigali: ville + cercle de 15 à 20 km rayon autour de celle-ci, soit ± 100 km² à Ctl avec un effectif de ± 1 000 Mil.

b. Secteur D.M.Z.: (Bn ghanéen).

c. Gpt Obr Mil: (± 325 hommes), dont une centaine sous les ordres du Sect Kigali dans le secteur Kigali avec mission de monitoring & escorte.

*2. Organisation Secteur**3. Menace*

La menace estimée était celle provenant d'Interhamwe, et pas de la G.P, ni de la F.A.R., ni du F.P.R. Comme « worst case », un affrontement F.A.R.-F.P.R. avait été envisagé.

4. Mission (Voir accords Arusha)

Établir et maintenir K.W.S.A. (Kigali secure weapon area) en coopération étroite avec Gd et police. MINUAR: Ctl sur le terrain. D'où présence continue de Gd.

Gd R.W.: Aspects juridiques (p.ex. fouilles).

5. Éléments du dispositif

a. En fonction de la menace la plus probable, le dispositif Min avait été fixé par le Gen Dallaire à: Une Sec pour les missions de Prot.

Deux jeeps pour les missions d'escorte.

b. Il y avait une Res au niveau Sect (Cie RUTBAT sur B.T.R.).

6. Actions réalisées

a. Clean Corridor.

b. M.E.P. B.B.T.G. (assurer la sécurité).

c. Pat (mobiles et à pieds).

d. Ctl routier.

e. Escortes armées (surtout KIBAT) et non armées (surtout Obs).

f. Sécurité V.I.P.'s.

g. Ctl et supervision des camps: permanente 24 Hr/24. C'était du monitoring, en fait le Sv Rens (en particulier pour mieux connaître Interhamwe = Structure secrète, avec caches d'armes ...).

7. Chronologie

04 Aoû 93: Signature des accords d'Arusha.

- 05 Oct 93 : Résolution 872 de l'O.N.U.
- 26 Oct 93 : Départ des Elm de reconnaissance.
- 18 Nov 93 : Départ du premier Det 1 Para.
- 04 Déc 93 : Arrivée des éléments B.E. aux Q.G. Force & Secteur.
- 10 Déc 93 : Début des Pat à Kigali Ops « Safe City ».
- 24 Déc 93 : Signature de la procédure de consignation des armes : K.W.S.A. (Kigali secure weapon area).
- 28 Déc 93 : Ops « Clean Corridor » : Arrivée 600 F.P.R. à Kigali.
- 05 Jan 94 : Première mise en place gouvernement transition (B.B.T.G. 1) — Échec.
- 08 Jan 94 : B.B.T.G. 2 suivi de manifestations violentes (dues aux milices armées du président).
- Déjà en Jan, Gen Dallaire avait demandé la modification des R.O.E. Il l'a fait trois fois, chaque fois refusé par New York.
- Le 15 Jan, Marchal a demandé la livraison de Mun de plus gros calibre (Incl Milan), ce qui fut refusé. (Rappel en Fév).
- Déjà début Jan, tentative de créer l'incident et de forcer les B.E. à quitter la MINUAR.
- Ex d'indice : Gd ne réagissait pas.
- 20 Jan 94 : B.B.T.G. 3 — Échec dû à du chipotage (listes différentes).
- 25-31 Jan 94 : Troubles violents à Kigali — Assassinats — Att à la grenade.
- Lors des troubles, on avait un certain succès par la persuasion, ou en se déployant avant l'arrivée des manifestants (M.E.P. de nuit).
- 20-25 Fév 94 : Nouveaux troubles violents — Assassinats — Att à la grenade : on avait l'impression qu'on versait dans la guerre civile.
- Déjà le 20 Fév, on a dû ouvrir le feu (= tirer en l'air) l'ors d'un meeting pour protéger le Premier ministre.
- Très tôt (en 93) R.T.L.M. (Radio Mille Collines) a commencé sa campagne anti-belge avant l'arrivée des Belges. Paroxysme en Fév, ce qui a valu une intervention de notre ambassadeur. Incidents avec Elm 1 Para.
- 21 Fév 94 : Ministre Gatabasi assassiné.
- Foule encadrée par M.N.R.D. (= mot d'ordre) et la Garde Présidentielle.
- 22 Fév. 94 : Ministre Bucyana (président des extrémistes Hutus) assassiné à Butare.
- Foule encadrée par M.N.R.D. (= mot d'ordre) et la Garde Présidentielle.
- 19/20 Mar : ± 60 grenades lancées dans la ville. Le but était de faire peur aux Tutsis, et donner des signaux à diverses personnes, l'organisateur étant le propre Chef de Cab du ministre de la Défense (le Chef du réseau 0 — du parti M.N.R.D. —, qui avait diverses tendances, dont une formée d'ultras).
- Après, le parti du président a fait lui-même le nettoyage.
- 25 Mar 94 : B.B.T.G. 4 — Échec. Le Président voulait mettre en place le gouvernement transitoire. Le discours prononcé, F.P.R. l'a fait chuter pour des raisons de noms de personnalité qui avaient changé (en fait il ne s'agissait « que » d'une fonction ministre et d'une de député). Le F.P.R. n'acceptait aucune concession par rapport aux accords d'Arusha.
- 25 Mar 94 : Dallaire envoie BYUBAT-GOLF (200 Ghanéens) en Rft du Sect Kigali : ils reprennent les gardes d'installations fixes, ce qui a permis plus de Pat (Incl à longue distance), et avec la Gd Ops bouclage et fouilles. On a été avec le 2 Cdo là où on n'avait jamais été auparavant.
- 26 Mar 94 : B.B.T.G. 5 — Échec.
- Sit calme. Jusque fin Mar, le Représentant Spécial a mené les négociations, ensuite attendu une solution.
- Climat favorable.
- 06 Mar 94 : Mandat revu (endéans les 6 semaines, il fallait une amélioration sensible).
- 2030 Hr : Avion présidentiel abattu à partir du camp de Kanonbe (Garde Présidentielle) — 2 témoignages (Dr Pasuk — Aq Rutongo).
- 2300 Hr : Réunion Comité Crise Dallaire, Marchal, Comd Sect RW. Comd E.S.M., Chef E.M. Gd, Chef Cab Min Def (silencieux). Ce comité n'était constitué que de Mil. les responsables civils étant à l'étranger (hasard?)

But de la réunion était de montrer au monde Ext qu'il ne s'agissait pas d'un coup d'État, de maintenir le calme et prévenir la Sit du 07 Avr.

Décision Comd Force :

Augmenter les Pat

Doubler la Prot & Escorte

Nuit CALME

07 Mar 94

0530 Hr: Communiqué Radio RW: Président mort →

Début troubles, tous les Carr occupés (G.P. + Gd)

→ Nos divers éléments bloqués dans la ville, et sur l'Aer ± 20 Mil tenus en joue par G.P. (depuis la veille au soir).

Quand on a vu les Carf occupés, cela ne semblait pas anormal, mais bien que les Mil O.N.U. étaient bloqués (par des Elm incontrôlés ?)

0700 Hr: Début assassinats politiques par G.P.

0840 Hr: Premier Agathe prend la fuite (vers un bâtiment O.N.U. à ± 400 m).

0845 Hr: G.P. essaye de l'arrêter — Personne — Mais bien 10 paras belges!

0910 Hr: — Tout Mov impossible — Ex: Essai de trois A.P.C.'s (B.T.R.) de RUTBAT — vers Centre Ville — Directement bloqués.

— Sect essaye d'intervenir via F.A.R., et d'être informé pour faire relâcher Mil.

Pas eu l'impression d'une menace directe vers 10 paras.

On ne se rendait pas compte, on n'aurait jamais imaginé.

L'Obr O.N.U. dans le camp Kigali n'a jamais été un témoin direct.

D'ailleurs, le Sect a toujours eu des problèmes avec le Bn Recce dans le camp Kigali, que Marchal avait visité et comptait faire rapport (après visite d'autres camps).

— Aer était tenu par B.E. + Gd Rw: en fait, on n'en a jamais eu le Ctl!

Cie Gd RW = 300 hommes. BE = deux Pl (Scimitar sans Mun). Pour les RW, MINUAR y était toléré!

10-1200 Hr: G.P. (= 600 hommes bien armés) Att V.I.P.'s.

1200 Hr: C.R. Obr dans camp Kigali relatif à la mort de nos Mil. Dallaire a demandé à y aller → refusé. (Sauf le soir).

1600 Hr: F.P.R. Att le camp de la G.P. à partir du C.N.D.

07/08 Avr 94: Dallaire à l'hôpital, les corps y étaient.

08 Avr 94: Poursuite des Comb.

1400 Hr: Mov Mil BE vers le centre, ReGpt de petites unités Para isolées. Identification des corps (Marchal, Dewez, Det judiciaire, deux Mil Pl Mor).

2200 Hr: Com Tf JS. Ops BE-FR Ev: début 090600 Avr.

090345 Avr. 94: Arrivée du premier C160 français (plein Mun pour F.A.R. !)

8. Divers

a. Moyens

(1) 400 Mil belges étaient insuffisants (1/3 Log).

(2) Après assassinat Gatabasi, Dallaire avait réagi (BYUBAT vers Kigali, mais demandes Rft de MINUAR vaines).

b. Déploiement

(1) Au centre Ville: OK.

(2) Pour le reste, c'était en fonction des disponibilités (petites maisons...).

Rem: Directives initiales de Dallaire étaient d'être dispersés.

Avec le temps, il a fallu se concentrer pour des raisons de rationalisation (= utilisation Infra existante) et pas sous la menace.

c. Limitations financières

(1) MINUAR était considéré par l'O.N.U. comme Ops à « petit budget ».

(2) Dallaire était ainsi limité dans son contingent!

(3) Dallaire avait demandé logement en dur (pas de tentes).

Les BE n'avaient pas initialement la possibilité de signer des contrats (à ce moment, c'était très bon marché; après, plus!), BE ont donc dû trouver des Infra gratuites (pas toujours là où ils auraient désiré: axe Aer — Centre Ville).

d. Avec de tels moyens et de telles limitations, on ne pouvait pas espérer plus que la dissuasion.

e. Niveau de présence

On a bien fait en prenant le Comdt Q.G. Secteur, même avec des limitations en Tp (400-420 Paras). Si on n'avait pas pris ce Comdt, c'eût été bien plus difficile.

AUDITION DU COL B.E.M. MARCHAL

26 Sep 94

1. Questions se rapportant à la mission

— Q: La mission principale de la MINUAR était d'établir une K.W.S.A. Comment expliquez-vous que les exécutants de KIBAT aient reçu des missions au sein de cette K.W.S.A., alors qu'elle n'existait pas encore ?

La K.W.S.A. était la mission Pr du Sec Kigali. Elle est devenue Ops le 26 Déc 93. Elle existait dans les faits, elle était légale.

— Q: Mais ce n'était pas réalisé dans les faits.

À partir du 26 Déc tout ce qui était Org de Ctl permanent de l'institution de cette K.W.S.A. était mis en place. La petite centaine d'Obs dont je disposais étaient essentiellement placés dans les quartier Mil et de Gd de manière à veiller à la bonne application de la K.W.S.A. Pour la m.e.p., il a fallu attendre jusqu'à la fin Jan pour que toutes les installations Mil soient vraiment bien surveillées.

— Q: À ce moment, la K.W.S.A. était partiellement réalisée. Mais il y avait d'autres caches d'armes qui posaient menace sur l'existence de cette K.W.S.A.!

Oui. C'était en parfaite contradiction avec la zone qui avait été consignée par les deux parties (signé par les deux Min de la Def). Ce problème débordait le seul M.D.N., car les armes étaient sensées équiper les milices politiques — et essentiellement celles du M.R.N.D. — mais beaucoup de ces armes sortaient des Dep de l'Armée.

— Q: L'existence de la K.W.S.A. n'était-elle pas théorique ?

Notre M de T (proposée à Dallaire) était la suivante. C'était d'abord de rendre cette K.W.S.A. Ops au sein des Forces Armées. Car c'est là qu'il y avait un Max d'armes à Ctl. Une fois certains que cette zone de consignation était bien respectée, on allait s'Att à tout ce qui était extérieur. Au moment des événements, aucun Ctl sur tout ce qui était milice n'avait été fait.

— Q: Il y avait des risques ?

Oui.

— Q: La K.W.S.A. n'existait que pour les F.A.R. Il y avait d'autres points chauds qu'il aurait fallu Ctl.

Correct.

— Q: Ceci n'aurait-il pas dû avoir une influence sur l'attitude ?

Je ne sais quelle autre attitude que celle qui a été demandée à nos Tp aurait pu être adoptée; si on avait Ctl tout les Dep d'armes dont les gens étaient suffisamment informés, tout cela pouvait changer d'un jour à l'autre.

Cela n'a jamais été un secret pour personne.

— Q: N'était-ce pas suffisant pour envisager un Worst Case ?

On a demandé l'autorisation de s'occuper de ce genre de problème à New York. Cela a chaque fois été refusé.

— Q: Étant donné qu'on ne pouvait pas le faire, n'était-ce pas une raison pour demander à nos Tp une attitude plus vigilante, et leur demander ce qu'ils pouvaient faire dans le cas d'un Worst Case ?

Les gens avaient conscience qu'ils vivaient sur une poudrière.

Je ne vois pas quelle autre attitude on aurait pu leur imposer.

— Q: N'aurait-on pas pu prévoir de distribuer certains moyens qui ne l'étaient pas ?

La mission était bien définie. Quant à l'attentat contre le président, on ne pouvait pas l'imaginer. Ce qu'on avait bien prévu, c'est qu'on en soit réduit à Def l'Aer pour protéger l'Ev des expatriés et de la MINUAR. Donc, on a envisagé le Worst Case.

— Q: Ce plan existait-il ?

Il existait. Un Ex a été envoyé au COps fin Mar, avec l'ensemble des phases prévues :

1. Retrait de la MINUAR sur Kigali.
2. Ev des expatriés et du Pers civil de l'O.N.U.
3. Ev des Mil.

— Q: KIBAT avait-il connaissance de ce plan ?

Oui. C'était un des dadas du Gen Dallaire qui s'en préoccupait régulièrement. Donc le Worst Case était prêt.

Quant aux moyens, j'ai demandé dans le courant de Fev qu'on me Rft en Mun. Je l'ai rappelé à plusieurs reprises et je n'avais jamais eu la moindre réponse. J'avais demandé des Milans, des Mun 30 mm, des Mor dans le cadre d'une Def de l'Aer.

La Def de l'Aer a été préparée. Les Posn étaient reconnues.

La préparation avait été entamée, Incl le déménagement de centaines de sacs de sable du toit du terminal.

— *Q: Y avait-il un plan d'ensemble ?*

Oui, il y avait neuf Posn de Pl autour de la piste. Ces Posn étaient prévues en fonction des pièces A.A. de l'Armée Rw.

— *Q: Quel était le rôle de la Réserve.*

La Res avait Pr comme mission d'intervenir en ville pour tenir les axes ouverts.

Cela n'a pas été exécuté puisque le plan était un plan MINUAR et qu'à un moment donné des Tp étrangères ont interféré. Cela n'aurait pas été possible car un Min de Coord était indispensable pour ne pas gêner l'exécution.

Je ne parle pas ici de la Cie sur B.T.R. (ou Héli) de RUTBAT, qui était la Res de la Force, mais bien d'une autre Res qui existait dans le cadre du plan d'Ev: ma Res, c'était celle que je devais Recup de Tp revenant de l'intérieur du pays (p. ex la Cie Gn Bengladesch). Du Bn Ghanéen (± 800), ± 200 Mil sont descendus deux semaines avant les événements et ont fourni des gardes. Les 600 autres étaient également intégrés dans le plan de la Def de l'Aer. Dans ce plan, il y avait entre autres une Cie ghanéenne qui était là pour assurer le libre passage en ville.

— *Q: Qui commandait la Cie RUTBAT sur B.T.R. ?*

Cette Cie était la Res Force. Dans cette mission, cette Cie devait pouvoir agir même à l'intérieur du pays. C'est pour cela qu'elle devait pouvoir se déplacer sur B.T.R. et en Héli.

Elle avait un double moyen de Tpt.

— *Q: Dans une première partie, la K.W.S.A. était partiellement mise en place (OBs); dans une deuxième partie, vous n'aviez pas l'autorisation de continuer ...*

On ne l'a jamais eue, en fait on n'a jamais commencé.

— *Q: Le fait que KIBAT avait une mission au sein d'une telle K.W.S.A., était-ce normal? Cela ne représentait-il pas un danger pour KIBAT?*

Dans les dispositions qui étaient prévues dans le protocole d'accord, même la machette était considérée comme une arme.

En fait, plus personne n'aurait pu marcher en rue avec une machette. C'était irréalisable.

L'existence de caches d'armes, on l'a évaluée à sa juste mesure dans ces circonstances-là: on a demandé l'autorisation de pouvoir effectuer des Ops de fouille et de bouclage.

Dans la vie de tous les jours, je n'ai pas le sentiment que cela constituait une menace directe pour nos gens.

— *Q: Lors d'une interview de Dallaire dans «De Standaard», il aurait déclaré que le Col Marchal avait fait procéder à des Ops Cordon & Search dans la nuit 06/07 Avr.*

C'est faux. On a fait des Pat, et pas pour cela.

— *Q: Selon vous, un plan Worst Case avait été envisagé et concrétisé par l'étude de la Def de l'Aer. Ce plan avait-il été prévu parce qu'on ne se sentait pas en sécurité ou par principe?*

C'était essentiellement de la planification. Il est clair que ce qui s'était passé début Jan - fin Fev pouvait laisser supposer que la Sit n'était pas des plus saines. Mais notre mission était autre et dans le cadre de celle-ci on a imaginé une hypothèse où il fallait procéder à une Ev générale.

Début Mar, la conception de ce plan était pour nous terminée.

On a eu une réunion avec l'ambassade de France, avec e.a. l'Att Mil FR et on a vraiment envisagé des Comb entre F.A.R. et F.P.R. On était conscient que ce genre de Sit était possible.

— *Q: Aux échelons intermédiaires, les gens n'étaient pas encore tout à fait au courant?*

KIBAT II n'était là que depuis deux semaines. Mais le briefing a été donné et les Sub (Bn) ont reçu leur mission. J'ai été sur l'Aer avec le Comd Cie Aer pour être certain qu'il avait bien compris l'importance de

sa Posn. Ce plan existait depuis longtemps et KIBAT I avait le même à quelques mesures d'exécutions près.

— Q: Les autres phases de ce plan global (retrait des expatriés et de la MINUAR) étaient-elles finalisées et communiquées ?

Je n'ai pas souvenir d'avoir eu le plan des Sub. Cela ne veut pas dire qu'il n'y en a pas eu un qui a été envoyé. S'il l'avait été, je l'aurais vu.

— Q: Ce plan n'a pas été exécuté. Pourquoi ?

Parce que d'abord, au niveau de la B.P.C., je ne sais pas s'ils savaient que ce plan existait. Lors de la première Coord, on m'a répondu « On a des directives nationales ».

J'ai répondu: « D'accord, mais dites ce que vous attendez de la MINUAR ». Suite à un court entretien (± 15 Min) il a été demandé à la MINUAR d'assurer le Tpt des expatriés et la Prot des convois de la ville vers l'Aer. J'ai obtenu l'autorisation de Dallaire et confirmé par Msg le 09 vers 2130 Hr.

Rien n'a été exécuté de tout cela.

D'autre part, de la part de l'Ambassadeur on n'a jamais eu de directives ni l'autorisation de procéder à l'Ev (or, tous les expatriés connaissaient les P Rass).

— Q: Ce plan était-il réaliste, les Belges devant quitter leur maison rapidement, sans attendre le déclenchement des combats ?

Le plan aurait dû être déclenché. Le 070530 Avr, on a vu que la Sit basculait. Donc vers 06.00 Hr on aurait dû déclencher ce plan.

En étant plus réaliste, car avant que les incidents débutent sérieusement, le 07 il est vrai que la liberté d'action dans la ville était sérieusement limitée. Mais il y a eu des négociations pendant toute la journée pour éviter que la Sit ne déborde sur des incidents armés entre F.P.R. et F.A.R.

Donc le 07 dans la journée, la Sit était sous Ctl ou on essayait de la maintenir sous Ctl. On gérait la crise.

À partir du moment où le Bn F.P.R. a Att la GP on est entré dans une phase de conflit (le 07 au soir).

— Q: Donc on aurait dû lancer le plan d'Ev ?

Non. Il y a des directives qui, le cas échéant, auraient dû être lancées car la m.e.p. de ce plan nécessitait la m.e.p. d'un dispositif. On ne pouvait pas envoyer les gens vers des P Rass si ceux-ci n'étaient pas protégés.

Dans la conception du plan MINUAR, on était autosuffisant au point de vue du plan d'Ev. Les Ghanéens sont arrivés à Kigali vers le 10 Avr.

— Q: Y avait-il une raison permettant de dire que ce plan ne correspondait pas à la Sit ?

Tout cela est une question de circonstances: p. ex si on avait autorisé une attitude Off en début des événements (New York a toujours refusé). Des B.R.D.M. se sont avancés vers un Road-Block. Ils ont été arrêtés. On les a fait reculer de 100 m.

Les Rw ont dit: « Si vous ne disparaissent pas, on tire sur vous ». Et ils sont partis.

Voilà l'attitude Off!

Ce que cela aurait généré comme conséquence si on avait eu une attitude plus Off, on ne sait pas le dire. Au début, on était conscient qu'il y avait un risque pour les expatriés, que si nous, Mil, on adoptait une attitude plus Mil envers les Rw, les milices pouvaient se servir des expatriés comme otages. Cela a toujours été un des facteurs d'appréciation qui a été pris en compte.

— Q: Pouvaient-on dans un planning envisager une autre attitude ?

La réalité était qu'il y avait un engagement formel de la part des deux parties d'assurer l'Ev des expatriés. Il y avait donc des signes concrets d'assurer une certaine gestion de la crise.

C'est clair que les choses ne se déroulaient pas comme prévu.

On n'était pas sans possibilité de réaction. Je crois que l'accord a été respecté puisqu'il n'y a eu qu'un seul incident envers une Coln d'expatriés.

— Q: La Res sur B.T.R. était commandée par la Force. Pouvaient-elle être engagée pour Rft KIBAT ?

Le tasking était direct (par la Force). J'étais informé de manière directe par l'écoute du réseau radio. Sa mission était d'aller chercher des autorités en ville. Elle a été utilisée (par moi aussi) pour assurer certaines Ev, protéger certains convois, jamais sous forme de Cie avec tous ses moyens, mais bien au coup par coup et de façon disparate.

Lorsque j'utilisais un B.T.R., je demandais à la Force et j'obtenais l'autorisation.

Elle n'était pas vraiment Ops, elle était formée de bric et de broc. Lors des événements, elle était toujours à l'Instr.

J'ai d'ailleurs adressé une note au Gen Dallaire disant une telle Sit : quand un pays s'engage à fournir des Tp, elles doivent être Ops.

Réflexion : On quitte le Rwanda avec une vision de ce qui s'est passé. On se demande « pour éviter cela, qu'aurait-il fallu faire » ? Ce qui s'est passé est tellement invraisemblable.

Déjà établir un plan où les deux parties pouvaient se combattre, j'estimais qu'on avait déjà été fort loin.

— *Q : Tout le monde semble d'accord que les accords d'Arusha n'étaient pas réalistes ?*

C'est facile à dire. Or j'estime qu'on était plus près de la réussite que de l'échec : Habyarimana était à la fin d'accord d'appliquer Arusha. La manière dont les choses ont évolué était pour moi une preuve qu'on a réussi dans la méthode.

2. Questions se rapportant aux moyens

— *Q : KIBAT I et KIBAT II avaient introduit des commandes pour Mun Hy (Scimitar, Milan,...) et n'ont rien vu venir. Ces demandes passaient-elles par le Secteur et comment y étaient-elles traitées ?*

La demande de Rft de Mun, c'est moi qui l'ai introduite. J'ai demandé à KIBAT I qu'il fasse des propositions. J'ai introduit la demande au COps. Je n'ai jamais eu de réponse. J'ai à plusieurs reprises demandé où étaient les Mun. Je n'ai toujours pas compris pourquoi elles n'étaient pas arrivées. On s'est empêtré dans des procédures de paiement. On a introduit, à la demande de New York, une facture pro-format mais qui n'avait aucune raison d'être car on ne tirait pas ces Mun. On avait demandé et obtenu l'autorisation d'amener ces Mun à Kigali et il y a eu des discussions car New York n'a pas voulu donner son feu vert car ils ne voulaient pas payer.

— *Q : Pourquoi stocker des Mun (L.A.W., Gren) à Rwander, non distribuées ?*

Si les gens avaient eu des L.A.W., qu'est-ce cela aurait pu faire ?

Il y avait des Veh Bl qui circulaient. Même dans le cadre des R.O.E., il y avait possibilité de les utiliser légalement.

— *Q : Pourquoi des Bl rwandais ont-ils tiré sur des équipages et Veh belges ?*

Tout cela c'est l'évolution d'une Sit qui ne s'est pas passée et dont on ne peut pas apprécier les conséquences.

Lorsque KIBAT avait tué deux Mil rwandais (après le 06 Avr) cela faillit entraîner l'E.M. F.A.R. vers des directives pour engager le Comb. La réaction a été des plus négatives.

3. Questions se rapportant à la perception de la menace

— *Q : Ni l'E.M. Sect, ni l'E.M. Force ne disposaient de cellule G2, alors que le besoin était réel. Comment expliquez-vous cette carence et pourquoi ne pas y avoir remédié à votre niveau ?*

Au niveau des Rens, la demande a été introduite à New York pour obtenir un crédit pour payer des informateurs, car on s'était rendu compte que cela manquait dans l'Org des Q.G. New York a répondu par la négative parce que ce que l'on demandait était considéré par eux comme une action Off et que cela ne cadrerait pas avec le mandat, et que les informations étaient censées provenir des Obs Mil.

Or il faut dire que pas mal d'infos arrivaient. Mais avant d'en faire des Rens et de les exploiter, il y a toute une structure qui doit être mise en place et qui manquait.

Suite à cela, j'ai demandé au COps de m'envoyer de l'argent pour payer des informateurs, étant donné que KIBAT I avait déjà des contacts. J'ai reçu un crédit de S.G.R. et on a pu payer des informateurs. Mais encore une fois, on avait beau savoir qu'il y avait une cache d'armes à tel endroit, l'autorisation de mener une Ops de fouille était refusée.

On n'a jamais pu effectuer de Ctl. C'était tellement important qu'à plusieurs reprises, j'ai demandé à Ctl de visu la véracité des réponses.

On a essayé de mettre en œuvre quelque chose qui n'existait pas, et pour laquelle on n'avait pas eu l'autorisation.

On manquait d'input. De plus, il fallait une cellule G2 francophone.

— *Q : Après l'incident du 06 Avr au cours duquel le Lt Col Pochet fut menacé au rond-point Méridien après les incidents au stade Amahoro, à l'aéroport, après l'assassinat des 10 Para-Cdos, avez-vous refait une appréciation de la situation ? Si oui, quelles sont les mesures qui en découlèrent ?*

Une des mesures, que je n'ai pas prise mais à laquelle j'ai donné mon autorisation, c'est le Regpt de tous les Det qui n'avaient pas une force suffisante. On a commencé le 08 Avr.

Vis-à-vis de la Force, quand j'ai appris que les Ghanéens partaient vers le Nord au lieu de revenir vers Kigali, j'ai dit au Gen Dallaire qu'il fallait à tout prix qu'ils redescendent vers le Sud de manière à mettre en place le dispositif prévu dans le plan d'Ev, sans qu'il y ait eu des directives concernant les expatriés qui se réfugiaient dans les Cant de KIBAT.

J'en ai été informé par le Comd KIBAT.

— *Q: Quelles ont été les réactions du Q.G. Sect entre les premiers événements et le 10 Avr ?*

Pendant ce temps-là, on avait une mission, que l'on a continué à exécuter. La Prot de certaines autorités a été maintenue, jusqu'à un certain point. De nouvelles missions se sont créées: la Prot d'autorités de l'O.N.U., de l'ambassade. Ces dernières divergeaient des missions de base, c'était dû aux circonstances.

RUTBAT, 2400 Hr après le début des événements était confronté à deux ou trois mille réfugiés, ce qui nécessitait de réagir à des circonstances non prévues.

— *Q: Nous savons que le Q.G. Sect avait refusé un commencement d'Ev des expatriés, et même voulu les renvoyer des Cant. Quid ?*

Cela m'étonnerait. J'ai donné tout de suite mon accord pour que l'on Ev les expatriés qui se trouvaient dans la zone des Cant.

Il ne faut pas confondre les réfugiés rwandais avec les expatriés. En effet, suite aux événements de Fev et pour garder la neutralité de la MINUAR, les réfugiés rwandais pouvaient rester à l'extérieur du périmètre (celui où était le drapeau de l'O.N.U.). Cette directive n'a pas tenu longtemps.

— *Q: Il y a contradiction entre cette attitude et une des R.O.E. qui implique la Prot de la population.*

On a estimé que si les réfugiés se trouvaient juste à l'Ext du périmètre, cela correspondait à une certaine Prot. Le but était de sauvegarder la neutralité de la MINUAR.

Les circonstances de Fev étaient les mêmes que celles d'Avr. Une des conséquences concrètes de cette Sit-là était illustrée par la présence d'un B.T.R. 80 au stade Amahoro, qui devait jouer dissuasion. C'est vrai qu'on peut avoir une perception négative de la chose.

— *Q: Lors d'incidents précédents, le Sect avait fait prendre Posn au Carf par la MINUAR, avant l'arrivée des Rwandais. Lors de l'assassinat du président, pas. Pourquoi ?*

La Sit ne l'exigeait pas. Ce que nous avons fait durant la nuit du 6 juillet, c'est de doubler les gardes et d'envoyer tout ce qui restait comme Pers en Pat.

J'ai circulé toute la nuit sans problème (sauf près du Q.G.).

On n'a pas su réaliser certaines actions, p. ex. aller voir l'épave de l'avion.

Cette nuit-là on a été en réunion constante, en dialogue avec les F.A.R. et la Gdie.

Les Carf ont été occupés par des Mil rwandais, alors qu'auparavant, c'étaient des civils (ou para-civils).

— *Q: Entre le 07 et le 10 Avr, on constate un vide dans le Comdt. Les gens s'attendaient à recevoir des ordres en fonction de la nouvelle Sit. Chacun dit cela de l'échelon Sup. Y a-t-il des traces d'ordres ?*

C'est un processus de réflexion qui va du bas vers le haut, pour des gens qui expriment leur sentiment.

— *Q: Ce n'est pas la question. Qu'a-t-on fait dans cette période-là ?*

Je pense à un détail concret: le déménagement du P.C. KIBAT. En soi, c'est une Ops.

— *Q: Ils ont dû redéployer car ils étaient sous le feu. Qui donnait les Infos aux gens ?*

On a fait de la conduite de la bataille. J'ai perdu des Hres pour avoir deux B.T.R. pour accompagner la petite Del du Pl Mor(-) à l'hôpital Kigali.

— *Q: Ce n'est pas significatif.*

Tout était un problème.

On ne savait pas quel allait être l'avenir. Chaque jour il y avait une réunion de Coord au niveau de la Force.

— *Q: Pas entre le 07 et le 10 Avr. Dans cette période, qu'a fait le Q.G. Sect ?*

Le 07, il y a l'assassinat de nos gens. Avant que l'on voie clair, il a fallu attendre 2200 Hr. Au moment où le Regpt a été décidé, c'est déjà une mesure bien concrète et qui a été prise très tôt. Les mesures immé-

diates de mise en sécurité du Pers et de réponse à la Sit qui se développait, je ne vois ce qui aurait pu être adopté comme autre mesure où le Pers aurait pu se sentir plus concerné. Une action aurait pu être : tout le monde se Regpt à l'Aer. Il n'en a jamais été question.

— Q: A-t-on une fois informé sur la Sit générale ?

Moi, j'étais au courant de la Sit en écoutant le réseau radio.

— Q: Si l'on donne à chacun la possibilité d'interpréter les Infos à sa façon, on va avoir des perceptions très différentes. D'où le sentiment de manque d'ordre et d'Infos.

Mon counter-part était le(s) Comd Bn. Mon souci était d'avoir des contacts avec ces chefs-là. Je suppose qu'il répercutait nos conversations vers son Pers.

Je n'ai pas vérifié si les Infos étaient bien perçues aux petits échelons.

Cette critique envers les échelons Sup, j'ai dû la constater à diverses reprises en dehors des événements. Donc, cela ne m'étonne pas. Les perceptions que l'on a à un échelon sont parfois un peu tronquées.

— Q: Après le 10 Avr, on a constaté qu'au niveau Sect cela se met en marche, qu'un nouveau plan est élaboré. Comment la Sit évolue-t-elle après le 10 Avr ?

Le Sect a réagi d'initiative, sauf dans des Sit bien ponctuelles où on a eu des ordres de la Force. P. ex pour l'Ev des civils de l'O.N.U. En ce qui concerne les expatriés, j'estime que tout ce qui a été fait est dû essentiellement à l'initiative du Sect (qui n'a pas été intégré dans un plan d'Ev global avec les deux Det étrangers. (BE et FR). Cela a été décousu comme participation.

4. Questions se rapportant aux R.O.E.

— Q: Avant les événements du 06/07 Avr, quelle fut l'interprétation propre que le Sect donna aux R.O.E. provenant de la Force ? Comment cela fut-il traduit à KIBAT ?

Dès que KIBAT II a été au complet à Kigali, j'ai demandé qu'il réunisse ses Comd Cie, ses Offr d'EM. J'ai fait un commentaire sur la manière dont moi je concevais l'utilisation des R.O.E., parce que j'avais constaté avec KIBAT I qu'il y avait une interprétation des R.O.E. à la limite de ce qui était autorisé dans l'esprit des règles (P. ex. certains Veh partaient en mission uniquement avec des Mi). Ce qui signifiait que s'il fallait utiliser une arme, on utilisait directement la Mi, or l'ouverture du feu des Mi était soumise à l'autorisation du Comd Force. Pour éviter ces Sit ambiguës, j'ai exigé que dans tout Veh qui partait il y ait toujours un moyen de riposter graduellement à la menace.

On a eu une discussion ouverte où les gens ont exprimé leurs inquiétudes parce que certains croyaient que les R.O.E. étaient fort contraignantes. Pour moi, il n'y a jamais eu d'ambiguïté quant à l'application des R.O.E. J'ai toujours dit que si quelqu'un sur le terrain estimait qu'il devait ouvrir le feu, qu'il utilise son arme mais avec des moyens appropriés. Cela a été mon message et je n'ai pas eu l'impression qu'il y avait divergence de vue entre ma façon de voir et celle des Offr.

— Q: À l'issue du briefing que vous avez donné à KIBAT sur les R.O.E. à la fin Mar, certains Offr en ont conclu que les M.A.G. devaient être enlevées des Veh. Approuvez-vous cette interprétation ? Si non, comment l'expliquez-vous ?

J'ai quand même constaté que dans les Veh où en principe il ne devait pas y avoir de F.N.C., il y avait quand même des armes individuelles. Quant aux M.A.G., je n'ai jamais donné l'ordre de les enlever.

— Q: De façon plus générale, quelle était la politique d'emploi des armes automatiques (Mi .50, M.A.G., MINIMI) au sein du secteur avant et après les événements du 06/07 Avr 94 ? Plus précisément, y avait-il des limitations à leur emploi et/ou transport et qui les avait imposées ?

Les seules limitations à l'emploi des Mi .50 sont celles des R.O.E. et de la convention de Genève, selon laquelle on ne peut pas tirer avec des Mi .50 sur du Pers.

— Q: Pour KIBAT, le Tpt de Mi .50 était-il interdit avant le 06 Avr ?

Lors de l'Ops Clean Corridor, l'emport de .50 était autorisé. Le Comd Force m'avait refusé la Del d'ouverture de feu, bien celle pour les M.A.G. J'ai toujours dit en confidentialité que si l'on devait ouvrir le feu avec ces armes, c'est parce que la sécurité des hommes primait. La seule chose que je voulais éviter, c'est qu'en cas d'enquête sur un cas d'ouverture de feu, on vienne reprocher à la MINUAR d'utiliser des moyens disproportionnés.

— Q: Quelle impression le Doc sur les R.O.E. vous a-t-elle laissée ?

On est parti au Rwanda avec un draft. Je n'ai jamais eu un Doc officiel en mains. À un moment, on a dit que le draft était devenu Doc officiel. Or, en Somalie on avait vécu la même Sit. À défaut de Doc officiel, c'est celui-là qui constituait la bible.

— *Q*: Au point de vue contenu ?

Ces R.O.E. ne nous empêchaient pas d'ouvrir le feu. La seule chose dont on n'avait pas l'autorisation, c'était l'Off, l'Att délibérée.

— *Q*: A-t-on vérifié auprès du Pers ce qu'ils en avaient compris ?

À deux reprises certainement, j'ai eu l'occasion de parler avec des équipages, et j'ai constaté qu'ils avaient des F.N.C. avec eux. Donc pour moi, le Msg était passé. Du côté de RUTBAT, je n'ai pas eu de feed-back me faisant penser que ce n'était pas clair. — Ni RUTBAT ni KIBAT.

— *Q*: Après le 06 Avr, les R.O.E. sont restées inchangées. A-t-on demandé d'en changer certaines règles, p. ex la règle n° 6 ?

Non, on pouvait l'appliquer sur place.

Quant à la réalisation de cette règle, le seul problème a été l'attitude de KIBAT I lors de ses Pat. Cela a été corrigé: porter l'arme de manière moins ostentatoire. Tout était fonction des circonstances.

— *Q*: On a répété que les R.O.E. restent d'application, ce qui est choquant pour la Tp qui ne peut pas montrer son arme. Quid ?

Je peux difficilement comprendre ce genre de sentiment. Chaque fois que j'ai été en présence de gens de RUTBAT ou KIBAT, cela ne m'a jamais frappé: les gens portaient leur arme comme ils devaient la porter.

— *Q*: A-t-on demandé à New York de pouvoir être plus Off ?

On pouvait le cas échéant craindre des débordements. Je voulais avoir un peu plus de latitude pour qu'on puisse donner des directives plus concrètes aux gens dans le cadre d'une action éventuelle dont ils seraient l'objet. Je ne pensais pas encore à une Att directe contre leur personne parce que là les R.O.E. prévoient la riposte, mais surtout sur toute tentative d'Att sur des zones répertoriées comme « Protected Areas » où là on n'a pas eu de réponse claire. C'est dans ce cadre que j'avais sollicité un peu plus de latitude pour que les gens ne se sentent pas pieds et poings liés (p. ex. zone où se trouvaient les réfugiés, les Dep).

— *Q*: Quand une zone protégée par la MINUAR était Att, avait-on le droit de tirer ?

Oui. Mais tout n'est pas toujours aussi évident.

— *Q*: D'un point de vue psychologique, était-il possible de Del l'emploi des armes au niveau inférieur ? Les gens avaient le sentiment qu'il fallait d'abord demander avant de pouvoir s'en servir, d'une confusion.

Je crois que c'est un dialogue tout à fait théorique. Les gens n'ont jamais été limités. Tous ceux qui ont dû utiliser leurs armes les ont utilisées.

— *Q*: Durant cette période, quels autres ordres avez-vous donnés à KIBAT concernant ces R.O.E. ?

La seule que j'ai informée, c'est que suite au refus de New York, toute attitude plus Off était refusée. La sécurité des gens primait. Pour moi, cela ne posait aucun problème puisque dans des circonstances moins contraignantes, les gens avaient utilisé leur arme sans demander l'autorisation à qui que ce soit. Si il y avait non-compréhension ou malaise à ce sujet-là, je n'en suis vraiment pas conscient.

— *Q*: Concernant les demandes de modifications de R.O.E., ont-elles été faites de manière générale, ou de manière précise (p. ex. passer du stade 6A au 6B) ?

Il y a eu deux demandes expresses qui ont été répercutées vers New York. La première, c'était lors du Mov du Bn F.P.R. La réponse a été négative (il s'agissait de la Del vers le bas d'ouverture du feu avec des .50).

Il y a eu une demande de pouvoir réaliser des Ops « Cordon & Search », la réponse a également été négative, car il s'agissait d'Ops Off qui sortait des cadres du mandat.

Au début des événements, je ne veux pas savoir ce qui a été formulé exactement vis-à-vis de New York car la demande a été formulée par la Force. Ce que j'ai exprimé comme demande au Comd Force, c'est de ne plus avoir de contrainte que ce soit et à la limite, de pouvoir réagir sans se poser de questions. Ma Posn était très claire, et je l'ai dit plusieurs fois: si les gens estiment qu'ils doivent agir, d'une certaine manière, c'était le Comd local ou l'intéressé sur le terrain qui était le mieux à même de juger le genre de réaction qu'il devait avoir. La seule préoccupation que j'ai exprimée est que, à posteriori, on ne vienne pas dire que la réponse était disproportionnée à l'Att. C'est pour cela que j'ai exigé une certaine panoplie de moyens.

— *Q*: Le sentiment des échelons inférieurs était qu'ils n'avaient pas l'appui des échelons Sup.

Il faut voir dans quelles circonstances on a déployé les armes.

Quand on Pat en ville, une M.A.G. sur le capot c'est du show et cela mettait toute la population contre nous. Donc, c'était contraire à nos intérêts.

Par contre, il fallait montrer une attitude bon enfant mais rester vigilant.

Quand on faisait une Ops de Ctl routier, les directives aux exécutants étaient claires pour éviter certaines réactions négatives de la population : les gens devaient avoir une attitude relax avec leur arme (en bandouillère). Mais j'ai toujours exigé et Ctl qu'il y avait sur le site deux armes automatiques qui étaient pointées.

Pour rappel notre mission s'inscrivait dans un cadre de paix où, pour certains, on était persona non grata. Donc, il fallait faire attention à tout ce qui pouvait être utilisé comme prétexte pour nous mettre à la porte. On a fait, avec KIBAT I, l'objet d'une campagne d'agression visant à faire comprendre aux Rwandais que nous considérons la population comme des repris de justice. Cela a été expliqué à maintes reprises.

5. Questions se rapportant aux réfugiés

— *Q: Le 07 Avr au soir, alors que les réfugiés rwandais et les expatriés affluent vers les Cant belges, le P.C. de KIBAT ordonne à ses sous-unités que les réfugiés rwandais devront avoir quitté tous ces Cant pour le lendemain 0600 Hr au plus tard. Aviez-vous diffusé des directives ou des ordres dans ce sens ? Si oui, pourquoi ?*

Les directives données étaient de maintenir les réfugiés à l'Ext du Cant. Cela n'a pas été bien long. J'ai donné l'autorisation au Comd RUTBAT d'accueillir des gens à l'intérieur du Stade Amahoro. A Don Bosco, les réfugiés étaient à l'intérieur.

— *Q: À l'initiative du Lt Lemaire, sans avoir reçu l'ordre ni l'autorisation.*

Non, mais quand il l'a fait c'est suite à une appréciation locale. Il a vraisemblablement informé son Comd Bn, car j'en ai été informé. Donc la chaîne de Rens fonctionnait.

— *Q: Quelle perception aviez-vous alors du danger encouru par la population rwandaise et les expatriés ?*

Les expatriés, c'était une préoccupation constante de veiller à ne pas commettre l'irréparable qui justifierait une action contre eux. On se rendait compte qu'en cas d'action contre un quartier ciblé, on aurait été pris de court.

La population rwandaise : dans un premier temps, à ceux qui demandaient à venir avec nos convois, on n'a pas exprimé d'objections. Très rapidement, lors des Ctl, il y a des assassinats qui se sont produits et j'ai donné comme directive de ne plus prendre de Rwandais dans les Cohn d'Ev, du moins dans la partie qui était sous notre Prot (pour ne pas exposer la vie des expatriés).

Quant aux assassinats, très rapidement, on a été confronté au problème de l'Ev des expatriés et de la MINUAR. Au niveau des crimes envers les Rwandais, aucune directive n'est arrivée sur l'attitude à tenir dans ces cas-là et on n'avait pas les moyens pour y faire face. Cette Sit n'était d'ailleurs pas évaluée à sa juste mesure au début des événements du 10 d'Infos qui venaient de l'intérieur du pays.

La perception de la Sit que nous avions en ville n'était pas différente de celle que nous avions au mois de Fev.

— *Q: Certains ont avoué leur désarroi vis-à-vis des massacres perpétrés contre la population rwandaise et ont prétendu qu'ils ne pouvaient pas intervenir. Existe-il des directives de la Force et/ou du Secteur à ce propos ?*

Vis-à-vis de la population, il n'existait aucune directive. La seule directive était que la MINUAR ne pouvait pas intervenir, car cela ne faisait pas partie du cadre de la mission. Cela venait de la Force selon le sacrosaint principe de la neutralité de la MINUAR.

A posteriori, je crois que cette appréciation a été mal faite. Elle était la conséquence de notre sous-effectif. On aurait toujours pu réagir de façon Mil, mais on était ± 600 Mil sur lesquels on pouvait compter face à une population de Mil et de Gd qui dépassait les 15 000.

Réagir dans ces circonstances, n'est-ce pas amener des conséquences néfastes ? On ne sait pas.

6. Questions se rapportant à l'épisode Lotin

— *Q: Dans l'épisode dramatique de l'assassinat du Lt Lotin et de ses hommes, la Res au Niv Secteur (RUTBAT) ne fut pas engagée. Pourquoi ?*

Au moment de l'incident, le sentiment que l'on avait de la gravité de la Sit n'était pas perceptible. On savait que quelque chose se développait, mais les Infos dont on disposait étaient telles qu'au niveau Sect je ne pouvais pas prendre de dispositions car je n'en étais pas conscient.

Si au niveau Bn, on en avait été conscient, la demande aurait été formulée et on aurait réagi comme on l'a fait en d'autres circonstances. C'est au niveau de la perception du problème que toute l'ambiguïté se situe.

— *Q: Et si on avait perçu ?*

Je suis catégorique. D'abord, on ne serait jamais arrivé à temps. On ne savait pas réunir suffisamment de forces pour mener une Ops Off qui aboutisse à l'endroit où on voulait aller. D'ailleurs, on ne savait pas l'endroit où ils étaient, ce n'était qu'après qu'on a su le camp où ils avaient été amenés.

On a vécu en fin de journée une Sit qui aurait pu déboucher sur des conséquences identiques, où là j'avais une bonne perception des événements. Quand je me suis rendu compte que le Comd RUTBAT n'allait pas agir pour sauver les gens, j'ai dit au Lt Vermeulen qu'il avait carte blanche pour ouvrir le feu s'il l'estimait nécessaire.

— *Q: A-t-on envisagé d'aller sur place ?*

Personnellement, je n'ai pas été sur place. Ce qui a été demandé, c'est que le Gen Dallaire y aille. À partir du moment où j'ai constaté qu'il y avait confusion, je lui ai demandé de contacter l'E.M. F.A.R. et d'aller personnellement quand on a su qu'ils étaient au camp Kigali. Il l'a demandé. Cela lui a été refusé. Il a réintroduit la demande l'après-midi.

On lui a alors donné l'autorisation. Il a été au camp Kigali. On l'a fait patienter pour lui dire que les corps étaient à l'hôpital Kigali.

7. Questions se rapportant au Comdt

— *Q: Le 07 Avr, le Lt Vermeulen et ses hommes se retrouvent bloqués par les Rwandais devant les grilles du stade Amahoro occupé par RUTBAT. Sentant la menace, le Comd RUTBAT fait fermer ces grilles, laissant nos Para-Cdos aux mains des Rwandais et ce, malgré votre intervention à la radio. Comment expliquez-vous ce comportement du Comd RUTBAT qui se trouvait pourtant sous votre Cmdt ?*

Je ne peux donner aucune justification. Avec les moyens dont il disposait, il aurait dû aider nos gens. Après, il était mal à l'aise et a présenté ses excuses en prétextant qu'il ne voulait pas mettre la vie de ses soldats en danger.

— *Q: Nous avons l'impression que l'E.M. Force ne fonctionnait pas bien. A-t-on une idée de l'utilisation de son temps ?*

Le souci que le Gen Dallaire a eu à partir du moment où les événements se sont déclenchés était de gérer la crise et d'éviter qu'elle ne dégénère. Il a longtemps négocié pour obtenir un cessez-le-feu, pour obtenir le libre passage pour les convois d'expatriés.

Il s'est impliqué directement car personne d'autre ne pouvait le faire. La Sit était telle que le chef devait monter en première ligne. C'est ce qu'il a fait.

— *Q: Lors de ses absences pour des négociations, reprenait-il le rôle de Booh-Booh ?*

Oui.

— *Q: Laissait-il son Q.G. seul ?*

À tout moment, j'ai pu le contacter. Son Adj était très compétent et restait au Q.G. Le Comdt était assuré.

— *Q: Quels étaient les moyens de cet E.M. ?*

Il a utilisé les Offrs E.M. selon leurs compétences. (Lt. Col Balis est resté pendant des jours au C.N.D.) Je n'ai pas eu le sentiment que cela ne tournait pas rond. Il y a eu des réunions; par ex. pour Coord le plan d'Ev, sous la direction du Deputy.

EXPOSÉ MAJ BODART

arrivé le 19 Mar, comme conseiller en Droit de la guerre

1. Rôle comme conseiller en Droit de la guerre

- a. Conseiller Comd Bn au point de vue règles de droit humanitaire.*
- b. Doctrine et veiller à la connaissance de la Convention de Genève.*
- c. Ctl enseignement donné, Incl dans le Trg normal (F.T.X, C.P.X.).*
- d. Évaluation des connaissances.*

2. Application au 2 Cdo en B.E.

- a. Rappel des notions théoriques : le 11 Fév.*
- b. Sur le terrain 1 Hr 30 par période de camp de Cie.*
- c. 30 Min supplémentaires uniquement pour le cadre.*
- d. Impression générale : de l'indifférence au rejet-Incident avec un Soffr. — Doit expliquer la Sit différente par rapport à la Somalie.*

— Pour le futur, beaucoup à faire au niveau du Trg.

— « Presque un miracle que rien ne se soit passé. »

e. Chef de Corps a sensibilisé sa Tp et expliqué les différences par rapport à la Somalie.

f. Durant le Trg, l'accent a été trop mis sur des Sit du style Somalie : Sit de force, de foule, jets grenade

...

Le comportement de la Tp se base sur le respect de la directive, de l'ordre.

3. Événements vécus (essentiellement via réseau radio Bn)

a. 06 Avr ± 1930 Hr: envoi d'une Eq vers Aer stoppée par des barrages.

± 2015 Hr: Crash d'un avion.

± 2045 Hr: — « Cela tirait partout. »

— sur réseau Bn: « Les Belges ont descendu l'avion du Président. »

— Envoi d'une Sec de la Cie Aer (Lt Vermeulen) pour enquête O.N.U. : bloqués par F.A.R. et menacés.

— Autre Gp (Adjt Cantineaux, I.S.C.) parti réceptionner le C130 (qui n'a jamais atterri) également bloqué, sans armes, ni Veh.

07 Avr a.m. : — Ces deux Gp font jonction, s'exfiltrèrent vers le stade Amahoro : Bangladeshis ne veulent pas ouvrir. Les B.E. menacés physiquement (on a utilisé le feu pour se replier).

— Les tirs n'ont pas cessé de la nuit, mais redoublent le matin, tir Mor.

— Très tôt, la G.P. « nettoye » les quartiers près de la « Primature ».

— Lt Lotin « Agathe veut s'enfuir par les jardins.

« Que fais-je ? »

« Escorter, ... »

Pas sûr de ce qu'il devait faire.

« Est-ce que je mets un Gp dans la maison ?... »

Discussion: dedans, dehors ?

Agathe était partie!

« Ils sont là, ils veulent les armes, que faire?... »

— Chef de Corps a toujours eu des ordres clairs et précis, faut une appréciation, a essayé de dominer la sit; Sect a été prévenu des événements.

— Lt Lotin = antithèse du Cdo. Très ouvert, calme, un peu naïf.

4. Problèmes sur place

a. Maj Bodart estime avoir été souvent oublié (OGp,...).

b. Il a été toléré, aussi méprisé, même menacé (lors du retour de la Cie Beverly Hills qui avait subi le stress des 07-08-09 Avr). Cette Cie était en état de battle shock réel, il a fallu la laisser au repos 1,5 jour après les incidents.

5. *Leçons (de droit humanitaire)*

a. *Préparation à améliorer, et ce, dès la Fmn.*

b. *Place du conseiller (personnage contraignant), du MÊME BORD que la Tp.*

UITEENZETTING LT KOL VAN PUT

(Planning cel H.Q. Force)

1. *Men kan niet objectief blijven*
2. *Hij had veel kontakten met FAR en FPR*
3. *Was maar terug in Kigali vanaf 13 april en de bewegingsruimte was beperkt*
4. *Waarde van de getuigenissen tijdens de incidenten: relatief want iedereen was geblokkeerd*
5. *Zijn verhouding met FPR was zeer goed — Geen klacht*
6. *Dallaire — grote chef*

UITEENZETTING KAPT CLAEYS — St Bde Para*HQ Gen Dallaire*

1. Hij heeft de functie Adj « 2 » overgenomen van een Senegalese Kapt (UN Waarnemer).

Hij was begonnen met KIBAT, verder gewerkt in de St van Dallaire. vanaf 17 november.

Vanaf die datum begonnen de moorden.

Initieel was zijn taak verzamelen van Int.

2. Hij heeft van Dallaire opdracht gekregen van een Infonet op te bouwen. Hij had verschillende informanten. Eén was een hoofdtrainer van Interhamwe. Hij kon lijsten produceren van mensen op « zwarte lijsten » »Ik heb verslag gemaakt, en dit werd verstuurd naar New York». Antwoord van New York was « Zolang er geen overgangsregering is, geen Off akties ».

Daarvoor moest men KWSA toepassen, dus Cordon & Search Ops in samenwerking met Gd.

3. De Interhamwe, voor de geweldplegingen, voor elke manifestatie werden ze uitgerust door FAR (Mun, Bew...)

Dit Infonet was officieel. Gen Dallaire was op de hoogte van de verzamelde Info.

Het was harde Info. Hij kende meerdere plaatsen met Bew. Mun was niet altijd op dezelfde plaats. Men kon de band maken tussen besprekingen of aanduiding van bepaalde akties met aanslagakties.

Hij heeft een studie gedaan voor de UNO St (veel burgers) over de activiteiten van de partijen.

4. Na de incidenten van Feb (moord van Gatabasi, lynching van Bucyana) en andere konden besluiten getrokken worden, maar niet tot gevolgen zoals een verandering van opdracht of van houding. Dat heeft de Staf Dallaire niet kunnen besluiten want op dat ogenblik was MNRD zeer toegevend, en heeft het maatregelen genomen zodanig dat ze niet meer achter de geweldplegingen van de militanten stonden.

5. Interhamwe

a. Ze zijn een militie, gebonden aan de MNRD, gesteund door het leger (Mun, Bew, opleiding in de kampen, Tpt door FAR).

b. Hun bedoeling was in elke wijk van Kigali duizend mensen (Tutsis) te vermoorden in 20 Min. (In Kigali was er een hoge concentratie van Tutsis, ± 40 %). Er waren 20 à 30 wijken. Elke wijk had een aktieve cel (± 100). Ze konden dus zeer snel 20 à 30 000 Tutsis vermoorden.

c. Hij had zeer goede contacten en inzicht over het gebeuren. Hij ging regelmatig met Dallaire naar Gen Kagame (FPR).

6. Genomen maatregelen

a. Door Kol Marchal: verbod van uit te gaan. « Contacten met lokale bevolking beperken ».

b. Op niveau Force: geen maatregel.

7. Houding van de bevolking

a. De Rwandezen waren blij dat de Belgen aanwezig waren.

b. Integendeel moest de GP iets tegen ons hebben, te wijten aan hun opleiding (Ze waren in de « watten » geplaatst, voelden ze zich al meer dan de rest. Men kan dus meer vragen hen).

c. Het verwijt aan de Belgen kwam van de gecreëerde Sit in 90, als de Belgen het land verlaten hebben zonder Sp te geven aan de regering.

d. Voor de Rwandezen kon de UNO niet geloofwaardig zijn. De houding van UNO had niet « vragen of wij mogen » moeten zijn, maar wel « zeggen dat wij b.v. binnen komen ». Zie ook de problematiek van de check-point. Het doel was illegale Tpt van wapens onderscheppen (met de Gd). Dit werd een tijd afgeschaft (althoewel het in KWSA stond).

8. Uitwisseling van Info

a. Met de S2 van KIBAT, Sect was er contact en uitwisseling.

b. Niet met Brussel en omgekeerd ook niet.

c. Wel met Maj Podevijn (die van SGR kwam)

d. Ook met de Civil Police (CIVPOL). (Maj Delporte), maar geen nuttige Info gekregen.

e. Dallaire heeft na mijn Info een beoordeling gemaakt en gefaxd naar New York.

9. *Ctl van de Sit*

- a. *Hij denkt dat de Sit goed onder Ctl was*
- b. *Er werd nooit aan een catastrophescenario uitgewerkt, noch gedacht (wel gijzelaars, akties van Interhamwe).*
- c. *Nochtans kan men niets beletten met 2 500 Tp.*

10. *Diversen*

- a. *Tijdens de Ev was de aanwezigheid van UNAMIR een hinder*
 - (1) *Men moest wachten (lang) op een UN escorte, en men werd onder vuur genomen.*
 - (2) *Men heeft 4 Ev gedaan zonder UN escorte, en er werd niet geschoten. UN was op dat moment minder geloofwaardig.*
- b. *Ervaring van Afrika: 18 J. Eerste UN ervaring.*
- c. *Men heeft Offr/OOffr naar de St gestuurd die geen woord Engels konden.*
- d. *« Over de incidenten van de tien vermoorde paras, denk ik dat een hoog verantwoordelijke (Gen Dallaire of zijn tweede in bevel) had moeten gaan en onderhandelen in camp Kigali ».*

UITEENZETTING LT KOL BALIS

Adj Offr Ops FORCE HQ van 04 Dec tot 18 Apr

1. *Algemeen gevoel:*

- «*Het kon niet mislukken*» — *Er was een vredesakkoord*
- *Er was geen dreiging tegen UNAMIR, wel Anti-Belg akties: b.v. Eind Jan, tijdens een verzameling bij Meridiën, waren ze op zoek naar Belgen «il n'y a pas de Belges, il peut passer»*
- *Er was geen fysisch geweld*
- *We (UNAMIR) zijn hier veilig*

2. *Analyse van de dreiging*

- a. *Er was een «G2» (Kapt Claeys) die dagelijks een SITREP deed. Mijn functie was de dagelijkse Ops.*
- b. (1) *Zekere incidenten hebben aanleiding gegeven tot analyse en beslissingen van Dallaire.*
- (2) *b.v.: Na een bezoek met Booh-Booh aan de F.P.R. heb ik verslag uitgebracht aan Dallaire en hij heeft tegen mij gezegd «Sluit u op in uw bureau en schrijf onmiddellijk een Ev Plan». Dat was begin Mar.*
- Door Booh-Booh werd gezegd «Als er geen oplossing gevonden wordt, dan zal UNAMIR waarschijnlijk vertrekken, en hadden wij geweten de moeilijkheden die we nu kennen dan zouden we misschien nooit gekomen zijn en Gen Kagame (Mil Comd FPR) «Als de slagpartijen die dagelijks op kleine schaal gebeuren niet stoppen, dan denken we dat een korte, brutale oorlog humaner zou zijn».*
- (3) *Daardoor het Ev Plan OPO «HARBOR LIGHT» (Dans Doc). De basishypothese ervan was dat de relaties van UNAMIR met Gd en de regering goed bleven. De Sect had kennis van dat plan eind Mar.*
- (4) *Een ander gevolg was ook het verplaatsen van een gedeelte van BYUBAT naar Kigali om de statistische opdrachten van de Belgen over te nemen.*

c. *Achteraf gezien, waren er signalen, maar weinig opgelet.*

In Afrika de macht afgeven of delen is ondenkbaar.

Het leven is niet zo kostbaar dan in BE «Les accords d'Arusha nous ne les avons pas voulus, nous ne les accepterons jamais». Président Mnro. Maar aan de andere kant werd er nog onderhandeld. Toch hebben we Interhamwe ook onderschat.

3. *De opdracht was een Weapon Free Area (KWSA) te maken.*

- a. *Dat hield in Pat en Road Blocks. Voor de Cordon & Search Ops (= Off Ops) hadden we geen carte blanche van New York gekregen (afwachtende houding voor UNAMIR).*
- b. *KWSA hield in b.v. dat soldaten in een bus met wapen, hun wapens in een kazerne zouden moeten laten (maar iedereen was gewapend!), dat al de zware wapens op slot waren (in Dep waarvan UN één Ex had). Het essentieel was toch gerealiseerd door het feit dat de Mil en Gd die niet van dienst waren niet meer met hun wapens overal liepen.*
- c. *Gen Dallaire wou de start van de Ops Cordon & Search beginnen in het geboortedorp van de president («pour marquer le coup»): geweigerd door NY.*

4. *Werking van de Staf*

- a. *Voor de 06 Apr draaide de Staf goed. De SOP waren zo goed als geschreven. Er was een dagelijkse vergadering, geleid door Bde Gen Anyidoho (of Dallaire als hij er was).*
- b. *Vanaf de 07 tot de 11 Apr heb ik gehoord langs het radionet dat zij bezig waren met routinewerk.*
- c. *Als ik terug van het CND was heb ik moeten reageren op impulsen (Het Ev plan werd niet uitgevoerd). Ik heb het gevoel dat het HK Force niets bevolen heeft, maar gereageerd heeft.*
- d. *Dallaire heeft sterk gedacht dat hij de zaak ging kalmeren en onder Ctl hebben.*
- e. (1) *Het HK heeft gedraaid met de Belgen. Op de Bengalesen kon men niet rekenen. Mijn rechtstreekse chef was ook van Bangladesh (hij heeft problemen gehad met Dallaire). Toevallig waren de meeste belgische Offr afwezig op 07 Apr.*
- (2) *«Wij gaven zo weinig mogelijk opdrachten aan de Bangladesen».*
- (3) *Dallaire heeft eens gezegd tegen de Belgen van zijn Staf «Het gaat goed, maar het komt erop aan de anderen te laten werken». Ons stoorde niet veel werk te hebben.*

f. Op het gebied Info, gaf het HK Force een overzicht van de Sit aan de Staf en de Sectoren. Tijdens de incidenten (vanaf 07 Apr) waren er twee vergaderingen per dag. Dus de Sect moest de algemene Sit kennen.

5. De ROE werden samengevat op één bladzijde (voor de Tp) door LtKol Van Put.

- a. Wanneer Mat of Pers worden bedreigd mocht men vuren
- b. Maar de algehele sfeer was totaal anders. Gevoel was « La hantise de faire peur ». Dat was een Doc waarmee men nooit een Vij kan afschrikken.
- c. Na de incidenten heb ik ROE opnieuw moeten schrijven.
- d. Dallaire was in rechtstreekse Ln met NY en heeft veel gepraat daarover. Toch drukte hij zeer veel op « Peace Keeping » — Geen gevaar — Vriendelijk zijn. Hij wou de wapen aan de riem. In zijn Staf, geen wapens voor de Staf Offr.

6. Beoordeling van Dallaire

- Grenzeloze achting
- Zat wel op hoog niveau
- Was een stuwende figuur (in tegenstrijd met Booh-Booh, geen energiek man). Is de genre die niet opgeeft
- Veeleisend. Is blijven vechten tot het laatste moment
- Is dezelfde gebleven na de incidenten

7. Tijdens de incidenten (06/07 Apr) ben ik vertrokken naar Meridien (in burger). RW zeer geëciteerd. Ik werd gestopt door GP bij rond-punt van Meridien. « Had ik in Mil geweest, was ik hier niet ». Van 06 Apr avond tot 11 Apr ben ik LO geweest bij CND (met FPR).

8 Info over FPR

- a. De 07de 's morgens was ik op CND. Van Dallaire heb ik opdracht gekregen daar te blijven en te zorgen dat de FPR binnenbleven. Ik was terug in het HK de 11 Apr 's namiddags.
- b. 071100 Apr: Avl FPR tegen GP. Hebben een perimeter van Meridium tot het stadium.
- c. 15 Apr « FAR heeft algehele Mob aangekondigd. Dus is de oorlog verklaard » LO van FPR.
- d. 15/16 Apr. Aankomst van de eerste Rft van de streek van Tumba naar de wijken Noord en Zuid van Kigali. Ze waren verbaasd over het Ops niveau van Interhamwe « Ze bieden goede weerstand » — Ze wisten dat Min LV de wapens uitgedeeld had aan Interhamwe.

EXPOSÉ DU C Ops - COL B.E.M. FLAMENT - LT COL B.E.M. BRIOT*1. Commandement*

La phase de préparation et de mise en place est de la responsabilité du COps. Une fois sur place, c'est celle de l'O.N.U, ici Gen Dallaire.

2. Préparation

a. Col Flament commandait la mission de reconnaissance BE.

b. Gen Dallaire venait d'arriver, rien n'existait, la mission n'était pas claire (ni pour Dallaire).

c. Les Belges venaient avec l'intention d'être affectés au Secteur Kigali (Capitale - Aer - problèmes Log à l'extérieur).

d. Dallaire voulait 850 Tp pour Secteur Kigali (Incl points de franchissement rivière Nyabarongo).

e. Les Belges voulaient le Ctl du camp de réfugiés de Rutongo.

f. Problèmes de Cant

(1) Accord O.N.U.-RW: à charge de ce dernier → pas un franc O.N.U.

(2) BE voulait limiter le nombre, et en dur (Stade, Don Bosco, Sœurs)

(3) Dallaire voulait les éparpiller (C'était lui le chef O.N.U.!)

3. Renseignement

a. À l'O.N.U., pas de branche 2. La BE a mis un Offr « earmarked » pour cette fonction.

b. Donc il y avait une cellule 2 dans le Q.G. Force. Dallaire s'était rendu compte du besoin.

c. Il ne faut pas s'imaginer que S.G.R. pouvait aider sur le terrain, c'est au contraire sur base des Infos de là-bas qu'il faisait ses rapports.

d. Tous les jours on faisait une appréciation et on faisait le point.

e. « Si un problème grave de sécurité était apparu, on aurait pu intervenir (= prévenir ?). »

« Durant le déroulement des Ops, personne ne s'en est rendu compte de l'existence d'un tel problème. »

4. Estimation de la menace

a. Fin Oct 93, la menace directe n'existait pas. On partait avec l'idée d'aider. Les 2 parties (F.A.R.-F.P.R.) demandaient la présence de Mil belges Casques bleus.

b. Les F.A.R. étaient souvent très « willing », et n'avaient certainement pas tendance à s'opposer.

c. C'était une mission en principe « sans risques » à Kigali, bien au nord (D.M.Z.).

d. Il y avait des incidents, dus à des pillards, c'était du banditisme même lors des incidents plus violents.

5. Discussion sur l'importance de la participation BE (Oct-Nov 93)

a. Demande initiale de l'O.N.U. à la BE: 850 Tp.

b. L'armée a proposé 650 comme strict Min (Incl unité Comdt).

c. Point de vue politique initial BE: 300 hommes, même 200.

d. Selon Flament, avec 200 Tp, on n'aurait été qu'exécutant. D'où il fallait plus pour garder le Comdt Bn, si possible du Sect.

e. Résultat Recce demande de JS=600 hommes. Résultat final: Max 450.

f. Pour Dallaire, Min pour le Sect=850 Tp. Il a obtenu 1 000 Mil dont une Cie sur B.T.R. (NON-BE). Mais:

— qualité

— il demandait 850 « baïonnettes ».

g. L'analyse au niveau O.N.U. était très basse au niveau des moyens. Pour l'O.N.U. cela suffisait, mais les effectifs étaient trop peu nombreux.

6. Attitude

a. Il s'agissait d'une mission « Peace Keeping ». L'attitude était donc « Low Profile ». Il fallait donc assurer un rôle de policiers.

b. *L'attitude initiale du 1 Para a été autre. La directive «sécurité du Pers» a peut-être entraîné une attitude négative envers la population. Col Flament avait suggéré à Dallaire que la première Cie du 1 Para qui arrivait fasse une Ops «Show the flag» de façon gentille et agréable. Des tracts en ce sens avaient été préparés. Cette Ops n'a pas eu lieu.*

c. *Il faut reconnaître qu'il y a eu des maladroites. Certains Mil BE ont été rapatriés pour cette raison. Ceci a contribué à développer le climat anti-belge. Au lieu de «Show the flag», cela s'est détérioré. (Le rapport 1 Para n'explique pas tout.)*

d. *Il faut ajouter que dans ce genre de conflit, on ne peut être que parfait! La moindre bévue est exploitée sciemment par l'autre partie.*

e. *Au fil du temps, il a eu régression: de militaire au départ, notre attitude s'est assouplie par la suite. Or en Afrique ce n'est pas une bonne chose (Posn de faiblesse).*

f. *D'ailleurs, Dallaire ne connaissait pas beaucoup l'Afrique. Ceci est d'ailleurs un problème du Pers O.N.U.: il est disponible mais souvent sans expérience de la région. Ajoutez à cela un E.M. international qui ne fonctionne pas bien (pas de rouages, les gens ne se connaissent pas) et avec des règles fixées par New York... (C'est la raison pour laquelle la BE y avait mis des Offrs à titre national.)*

7. *Doc remis: farde (préparée à l'intention Lt Col Verstraele).*

EXPOSÉ LT COL LEROY — Comd 1 Para

Kigali : 18 Nov - 21 Mar

1. *Remarque préliminaire - Mon Doc (enseignement Ops UNAMIR I) du 13 Mar est incomplet, certaines de mes Ann manquent.*

2. *Au début, nous avons reçu nos ordres directement de la Force, à partir du 13 Déc, du Secteur.*

3. *Trois grands types d'ordres :*

a. *Directives Ops. en particulier*

N° 1 : Structure de la Force (dans la Doc)

N° 2 : Interim R.O.E. (dans la Doc)

N° 9 : Draft sur Crowd Ctl (n'a jamais été exécuté)

b. *00 18 Nov : K.W.S.A.*

09 Déc N° 1 : K.W.S.A.

10 et 23 Déc : Clean Corridor

26 Déc : Secure C.N.D.

31 Déc : Monitoring Interhamwe et investigating cache d'armes

.. X : Relèves d'unité (intéressant pour savoir que les missions ont toujours changé)

c. *SOP Dec 93 : K.W.S.A.*

OPart N° 3 : K.W.S.A.

d. *En plus, reçu un 00 venant COps, aussi de l'E.M.F.T. (surtout Log)*

e. *Autres types de directives*

(1) Résolution 872 de l'O.N.U.

(2) de l'E.M. New York : UN guidelines for providing notions (p. ex. armement) « en principe nos hommes politiques sont d'accord avec ces guidelines ».

4. *Je dois ajouter qu'avant mon départ, j'ai été reçu au Ministère des Affaires étrangères où j'ai été briefé sur l'atmosphère générale et où j'ai pu lire des Doc du Premier Ministre et du Ministre des Affaires étrangères. Très intéressant.*

5. *J'ai également été reçu par le Lt Gen Charlier qui a insisté sur « Priorité absolue à la Sécurité du Pers ».*

Le Gen, lui aussi, a demandé de lui Tf toutes les trois semaines. « Je l'ai fait deux fois. Je ne l'ai plus fait après l'arrivée du Q.G. Secteur. J'ai préféré mettre les choses sur papier et les envoyer. »

6. *Sur place, j'ai eu l'impression que l'E.M. Force était faible et qu'il fallait attendre la décision du Gen Dallaire lui-même.*

7. *R.O.E. : étaient très limitatives :*

a. *Forces Min*

b. *Ouvrir le feu uniquement en cas de « Self Defence »*

c. *Limité dans le type de feux (coup par coup, Automatique MINIMI après ordre Comd Secteur, Automatique M.A.G. après ordre Comd Force, PAS d'armes Hy) (p.ex. Mi .50)*

d. *Ces R.O.E. étaient décidées par New York, « Ce n'est pas faisable »*

8. *Étant parti avec comme priorité la sécurité du Pers, on avait une attitude Mil. Ensuite on a eu plus une attitude de policiers de quartier. L'attitude des Belges a été mal ressentie par la population.*

9. *S2 Bn a fait une évaluation de la menace :*

a. *On a récolté des tracts, des extraits de la presse locale de Dec, Jan, Fév, Mar, qui prédisent ce qui se passe maintenant. Certains sont explicites. À posteriori, c'est facile à dire.*

b. *Du point de vue sécurité, on se rend compte que Dallaire est de plus en plus soucieux de l'Aer (qui est son « vital ground »), et donc d'une Ev. « À notre niveau, on a senti une augmentation de la menace — On a fait des travaux Def. »*

« À partir du moment où une grenade explose dans le jardin du Comd Sect, il y avait menace. »

« Dans l'attitude de Mil appartenant au régime en place, arrogance, provocation pour tester la composante belge de MINUAR. »

c. Pour ces raisons, mes Comd Cie ont demandé à pouvoir engager une balle dans le canon, ce fut refusé.

On a eu des incidents de tir.

d. La B.E. a forcé la main pour forcer Dallaire à avoir des C.V.R.T. Ce fut une bonne chose.

e. Nous avons demandé à augmenter nos dotations d'armement, des armes plus lourdes.

f. Il est difficile de savoir si la MINUAR (et les BE) était un Obj majeur des F.A.R., ou d'Interhamwe.

(1) On a payé des informateurs (crédits débloqués par JS), car l'O.N.U. n'a pas de branche 2.

(2) Jamais, on n'a eu les moyens de dire « c'est nous qui sommes visés ».

10. Temps de préparation : peu

11. Moyens

a. Dans l'estimation de Dallaire, il fallait 811 Tp (c.-à-d. UN Bn canadien à QUATRE Cie sur APC à roues et ONZE M.P.).

b. Pendant la Recce et après, le nombre de Mil BE pour l'Ops a varié. Dallaire a bien dû prendre tout ce qui se présentait, mais en fait il voulait plus de « baïonnettes ». De plus, la Tp venait d'horizons tellement différents qu'il a dû créer deux Bn, ce qui impliquait la création d'un E.M. Secteur.

c. Dallaire a fait son possible avec ce qu'il avait. Lorsqu'on a essayé de l'attirer dans la D.M.Z., il s'est opposé à dégarnir Kigali.

12. Expérience Afrique du 1 Para

a. Comd a fait Kolwesi, a été à Mogadisho 6 mois (dont un au Kenya). Il est très documenté sur la Somalie, moins sur le Rwanda.

b. Le Bn s'est préparé pendant 1,5 mois et a eu divers Info (ethnologues, C.I.C.R., Croix-Rouge, Info SIDA, S.G.R., ...)

c. « Il conviendrait d'envoyer le Pers de missions « Peace Keeping » à des cours Spec (Vienne, Norvège, O'Gau, ...) »

UITEENZETTING MAJ PODEVIJN*1. Evaluatie van de dreiging*

a. De bronnen van Info waren de dagbladen, pamfletten, Radios. Men kon een schets van de politieke partijen. [→ Doc]

b. Vanaf het begin was de sfeer tegen UNAMIR, vooral de Belgen. De reden was dat we «pro-FPR» waren.

c. In Jan-Feb waren er ernstige betogingen. In Mar was alles gekalmeerd. Dan is het ontploft. Er was geen indicatie daarvan.

d. Er bestond wel een potentieel risico van een gedeelte van de bevolking (de milities). Er was geen aanduiding dat de Gd en de FAR iets tegen de Belgen van UNAMIR zouden doen. (Ze zouden wel neutraal blijven.)

e. Int systeem

(1) Een principe van de UNO is dat ze niet aan Int doen. De Kapt Claeys was zeer beperkt.

(2) Er was Coord van onze activiteiten (Tak 2): mijn Info gingen naar Claeys, en naar S2 KIBAT.

2. Taken

In het HK Force moest ik me bezig houden met:

a. De demobilisatie en de integratie van de gedemobiliseerden in het burgerleven.

b. De gezamenlijke Trg van het toekomstige leger.

c. De vluchtelingen (humanitaire problemen): ik hield wekelijks een vergadering met NGO's.

3. Werking van de Staf (Force HK)

a. Ik vroeg me af wat Booh-Booh daar liep te doen.

b. Dallaire was veel bezig met politieke onderhandelingen te doen. Hij leidde de zaak op het hoogste niveau. Hij was persoonlijk zeer geëngageerd.

c. Van de Deputy had ik een zeer gunstig beoordeling: eens dat de ernstige zaken begonnen waren, was hij daar (Dallaire was aan het praten).

d. De CMil Pers (Jamil) was een toerist.

e. De COO (Moeen) is er niet veel te zeggen: Balis had de zaak in handen.

f. Het HK werkte heel traag.

g. Op het moment van de incidenten is Dallaire begonnen rond te lopen. Balis was er niet (CND), Maggen was er niet (met Dallaire), Van Put was met verlof! Daarenboven de 07 Apr 's morgens is een groot deel van het Pers HK in Meridien gebleven. En vanaf dat moment was er veel tijd nodig om naar het HK te gaan!

h. (1) Tijdens de nacht 06/07 Apr was er de «duty Offr + een OOffr» aanwezig.

(2) Vanaf 07 Apr heeft Dallaire pogingen ondernomen om het staken het vuur te bekomen.

(3) Nadien kreeg het HK oproepen om mensen te Ev: opdracht werd gegeven aan de sector Kigali. Als ze een opdracht gaven aan de Bengalesen weigerden ze.

(4) Ev plan van UNO was gebaseerd op VzP (ik denk zelfs niet dat het volledig af was). Ev plan van UNAMIR was = leiding van het Gev. Er werd punctueel gereageerd.

i. — «Wat heeft het Force HK bevolen?»

— «De Ev van Log Def, en het was tamelijk laat (Na 12 Apr).»

4. KWSA

«Ik weet niet wat te vertellen daarover. Er was niets. Iedereen was gewapend.»

UITEENZETTING LT NEES — S2 KIBAT (18 Nov - 21 Mar)*1. Org van de Int*

a. Ik was nieuw in de functie. Het Sect HK was nog niet opgericht. Het Force HK was beginnende. Er was niets. De UNO kent het Int systeem niet!

b. We hebben een systeem opgebouwd gebaseerd eerst op Belgen (burgers), nadien op Rwandese informanten (toelating werd gekregen van de Sect). We hoorden ook RFI en RTLM (tegen de Belgen, of foutieve Infos).

c. Ik maakte een dagelijks rapport. De synthese werd gegeven aan de Bn Comd. Het werd doorgegeven aan de Sect. Het heeft soms een invloed gehad als we wisten dat er betogingen door 2dComd Sect met S2 RUTBAT-Gd Maj Kesteloot (Provinciael). Ik heb daar niets bijgeleerd.

d. Mijn beste bron was de informanten.

e. Maandelijks maakte ik een overzicht van de incidenten.

2. Dreiging

a. In het begin waren de betogingen telkens aangekondigd (b.v. via pamfletten).

b. Er was geen rechtstreekse dreiging tegen de Belgen. Er waren wel lijsten van Rwandesen.

c. Ik wist van de informanten dat er verborgen wapens waren. Er werd nooit een actie gevoerd. Naar het schijnt stond het niet in de UNO mandaat die wapens weg te halen. Men zei «zolang de regering niet in plaats was, geen actie».

d. Ik vond de Mil FAR niet gereed om samen te werken met FPR.

e. We hebben nooit probleem gehad met de gewone Rwandesen. We hebben probleem gehad met zekere Rwandesen op de check-points die waren anti-Belg en zij behoorden tot dezelfde strekking.

3. ROE

a. Ik had niet veel mee te maken.

b. We hebben ze gekregen van het HK Force (Sect bestond niet in 't begin).

c. Op straat mocht men de individuele wapens dragen, de MAG in het voertuig (initieel zichtbaar, nadien niet meer). Dat werd opgelegd door de Sect, het kwam ofwel van Cdt Noens (ROR), ofwel van Bn Comd.

EXPOSÉ LT COL MASSAUX — G4 Q.G. Force

1. a. Je suis arrivé le 15 mars en tant que Chief Log Offr (G4). La Sec G4 se composait de :

- un Adj (Polonais)
- le Maj Depré (belge): un peu l'homme à tout faire
- un Offr ghanéen: CI I
- un Offr bangladeshi: CI III
- un Offr bangladeshi: Autres CI.

b. Le moyen de communication était le Tf. À la fin, j'avais réussi à obtenir un canal du Motorola (en co-use) afin de créer un réseau Log.

c. Il y avait des problèmes de communication, de différences de mentalité, de manque de confiance.

2. Situation Log

a. J'ai d'abord réglé le problème CI I et de l'eau de manière satisfaisante dans le contexte «Peace Keeping». Au moment des événements, les Belges avaient 30 000 rations et ± 45 000 l d'eau (en bouteille). Normalement la Cie Gn Bangladesh devait produire de l'eau, mais elle n'était pas Ops.

b. Il y avait, dépendant de la Force, une Cie Log (Bangladesh) (205 pers) pauvre en moyens (pas de Rec, 10 Ca Ops), avec peu de savoir faire.

c. Il fallait également assurer l'interface avec la composante civile de l'UNAMIR, avec des problèmes de lenteur Adm, de manque de directives, marche à suivre pour l'Sp.

3. Activités à partir du 07 Avr

a. Je logeais au Méridien. Le 07, on a reçu la directive de rester. J'ai été désigné comme « responsable camp » à Méridien.

b. Je suis retourné au Q.G. Force le 09 Avr Constatation: du 06 au 09 Avr, l'E.M. n'a pas fonctionné au point de vue Log.

c. Le Gen Dallaire tentait d'obtenir un cessez-le-feu. Son mandat n'était applicable que dans le cas du «Peace Keeping», et pas de la guerre.

«Ce devait être le rôle du Représentant Général de l'O.N.U., M. Booh-Booh!».

d. Les activités étaient d'abord concentrées sur l'Ev des expatriés. On a préparé l'exécution du plan Ev.

4. Activités à partir du 07 Avr

a. Le Chef E.M. était présent. Il attendait les solutions, et ne répartissait pas les tâches. Il n'y avait pas assez de Coord entre les différentes cellules d'E.M. J'ai eu des difficultés à obtenir une IMan, de façon à déterminer l'Sp Log.

b. Avant le 06 Avr, il y avait :

(1) Une réunion E.M. par jour présidé par Chef E.M., avec des civils, L.O. des Sect, CIVPOL, A.D.C. Gen, Offr des Br 1, 3, 4.

(2) Une réunion Comdt par semaine présidée par Dallaire, avec les Chefs Br 1, 3, 4, les Comd Sect, les Comd d'unité Force (Gn, Log, Med).

c. Après le 09 Avr, il y avait deux réunions par jour avec les Chefs des Br 1, 3, 4 et les Comd Sect.

5. Commentaires

a. Lors d'une réunion (± 11 avril), j'estimais qu'il fallait regrouper les éléments (le Gen Dallaire voulait un dispositif déployé). Je lui ai dit «Votre mission est logistiquement hors Ctl. La Sit n'est pas acceptable».

b. Col Marchal a répondu que ce n'était pas mon problème.

UITEENZETTING MAJ DE LOECKER (HK Sector)**1. Gebeurtenissen**

a. De 070400 Apr werd ik opgeroepen door Provinciaal. Ik moest naar het Aer om met Heli te vliegen. Onderweg werd ik onder vuur genomen, er waren barrages (de piloten van de Heli waren ook daar vast). Ik ben naar de 14 Cie gegaan.

b. Ik heb contact genomen met de Sector. Ik moest daar blijven (Don Bosco). Dat heeft vier dagen geduurd.

c. Nadien heeft de Sector mij gezegd om naar het vliegveld te gaan om LO te worden.

d. Dan ben ik teruggeroepen naar de Sector en Maj Provinciael heeft mij vervangen.

2. Taal in het HK Sector (voor 06 Apr)

a. Ik was verantwoordelijk voor de escorten en de Rapid Reaction Team.

b. Ik moest de escortes Coord en de eenheden aanduiden.

c. (1) De Rapid Reaction Team bestond uit een Cie Bangladesen met 8 BTR. Het objectief was alle Peace Keeping Ops te kunnen uitvoeren en een Pat die een probleem had te gaan ontzetten (onder het vuur) en terug te brengen.

(2) Die Bangladesen hadden hun opleidingsprogramma gekregen. Ze hadden hun BTR's één maand voordien gekregen [aankomst Vtg = 01 Feb]. Die Trg was georganiseerd door de Trg Offr Force.

(3) Ik had de indruk dat die mensen rekruten waren. Ze zijn begonnen met chauffeurs te vormen (1,5 week!). Nadien is de Trg begonnen op een oefenterrein: in een uitstijgen, peace keeping.

(4) Op 06 Apr waren ze als team niet Ops, nog minder Ops in Pl of Cie verband. Het enige dat ze konden doen was de begeleiding van een escorte. Ze hadden er één gedaan (voordien hadden ze zelfs problemen om te rijden sneller dan 40 Km/Hr, zij verloren de Coln!).

(5) Die opleiding verliep heel traag. Daarboven was het Ramadan. Dan was hun programma beperkt van 0800 tot 1200 Hr. De namiddag was bestemd voor Maint et rust, want ze waren moe! Die heeft 4 à 5 weken geduurd.

(6) De 06 Apr, waren zeker 4 BTR Ops.

3. Werking van de St Sector

a. «Het liep niet gesmeerd».

b. Er waren problemen:

(1) Taal. Er waren Franstaligen die slecht Engels spraken en verstonden (bv.: Van Asbroeck, Puffet).

(2) Een deel van de St Offr was niet geïnformeerd van wat er aan gaande was. Er was wel 's morgens een briefing, maar men sprak van wat op hoog niveau gezegd werd.

(3) De St Chef was een Bangladees (oud-engels manier van werken). Dit gaf aanleiding tot wrijvingen. bv.: ik wou de Cie Bangladesen gaan kijken. «Niet nodig». Dat problemen heb ik naar boven gebracht (van Marchal: «Wij moeten ons aanpassen»).

c. In praktijk heeft het HK gewerkt op de Belgen. «Als we de anderen gemist hadden, had het beter geweest».

d. Er was een groot gebrek aan Info.

4. Opmerkingen

a. (1) Men had de mensen veel meer moeten informeren over de psychologie van de Rwandesen. Bv.: op een bepaald moment heeft Marchal verboden dat de Belgen buiten gingen na 1700 Hr.

(2) Dat werd vertaald door de Rwandesen: de Belgen hebben schrik van ons.

(3) Idem voor de wapens.

b. Ik had de indruk dat men niet voldoende op de hoogte was van wat gebeurde in de stad (en in de wijken). Bv waarom geen Cordon & Search. «Dat mogen we niet doen» zei Marchal.

c. UNAMIR was niet geloofwaardig door de bevolking in Kigali (door de westerlingen ook niet).

5. Bijkomende opmerkingen (niet gezegd aan de Commissie, maar wel aan de Inspecteur Inf)

De beslissingen werden besproken en genomen door een triumviraat:

Col Marchal

Maj Kesteloot

Chauffeur van Col Marchal.

UITEENZETTING MAJ SBH PROVINCIAEL — Ops Offr Sector HK

1. In het HK Sector bestond de Cel 3 uit
 - a. Ops 1 — Planning (LtKol Van Put).
 - b. Ops 2 — Lopende Ops (ikzelf).
 - c. Ops 3 — Escortes (Maj De Loecker).
 - d. Er was geen aangeduide chef. In de Ops room was ik de praktische chef.
2. Gebeurtenissen 06/07 Apr
 - a. In de St was er een permanentie. Ik was aanwezig (ik logeerde daar).
 - b. (1) De echtgenote van de piloot heeft bevestiging gevraagd dat het vliegtuig neergeschoten werd.
(2) In de omgeving van de Méridien werd er geschoten. De mensen die op het Aer waren melden dat iets gebeurd was.
(3) LtKol Pochet wilde naar het Aer. Hij heeft moeten terugkeren.
 - c. Men heeft gepoogd te weten wat waar was langs de Wnr op het Aer, ook via het Bn.
 - V. — «Heeft de Sector geen gevolg getrokken?»
 - A. — «We hadden geen bevestiging. Er was een soort crisisfeer.»
 - V. — «Heeft men iets gezegd?»
 - A. — «Men heeft de informaties doorgegeven aan het Force HK»
 - V. — «Heeft men een analyse gemaakt?»
 - A. — «Er is een lange communicatie geweest — waarin we niet bij betrokken waren — tussen Col Marchal en de Force (Dallaire).»
«Het merendeel van de Int waarvan wij op de hoogte waren kwam van de radio van KIBAT (via Kapt Schepkens).»
 - V. — «Als Marchal weg was, en dat hij terug kwam, wie gaf de Infos?»
 - A. — «De Duty Offr. Op dat moment was het een Bangladees. Ik was aanwezig, maar niet verantwoordelijk.»
 - v. — «Is er een beoordeling gemaakt tijdens de nacht?»
 - A. — «Neen.»
 - «Het HK werkte vierkant (communicatieproblemen).»
 - «De meeste beslissingen zijn door Marchal genomen.»
- Gebeurtenissen van 07 Apr voormiddag
 - a. Men heeft de evenementen gevolgd op de radio van het Bn.
 - b. Er waren rechtstreekse vragen aan Marchal. Bv: Agathe wilde van huis veranderen, dan Marchal «ze moet beschermd worden» nadien communicatie van Pl (Lotin) naar Dewez. We volgden dat.
 - c. V. — «Buiten antwoorden op vragen, is er iets anders gedaan?»
 - A. — «Aan de Force H.Q. hebben we een L.O. van de F.A.R. gevraagd.»
 - d. De contacten met de Force zijn gebeurd van Duty Offr naar Duty Offr (op dat moment was het Marchal zelf).
 - e. V. — Beschrijf de activiteiten van de Sector op het gebeuren van 07 Apr.
 - A. — «Men heeft de zaken gevolgd.»
«Ik probeer mij te herinneren.»
«Er was niets buiten het klassieke kanaal van Duty Offr naar Duty Offr.»
«De sfeer was gespannen. We wisten niet exact wat aan het gebeuren was.»
 - V. — «Dacht men, men moet hier speciale maatregelen nemen?»
 - A. — «Op dat moment was de ernst van de toestand niet gezien.» «Agathe had elke dag een escorte. Wij hadden geen tijd om te beoordelen: de dreiging kwam veel te snel, te onverwachts naar boven.»
 - V. — «Als dan Lotin en zijn mensen gevangen werden, als men zag dat er overal barrages ontstonden, heeft men in de Sector geen gevolg getrokken en we niet meer in de Sit van gisteren waren?»

A. — «—»

V. — «Heb je aangevoeld dat er een breuklijn was?»

A. — «... Er waren andere mensen op het Aër die omsingeld worden.»

V. — «Werd er geen enkele opdracht beslist door de Sector? een reactie?»

A. — «Er werd gemeld aan de Force. Voordien hadden we de problemen opgelost door LO Men had de indruk dat het nog te lijmen was.»

Gebeurtenissen van 07 Apr namiddag

a. Rond 1700 Hr voor de eerste keer werd de vraag gesteld: zijn de Mortieren al dan niet vermoord?

V. — «Heeft men opdracht gegeven aan de Bangladesen met hun BTR die naar de stad gingen?»

A. — «—»

V. — «Heeft iemand suggesties gedaan? Wie, buiten Marchal, was daar creatief om na te denken?»

A. — «We gingen er van uit dat de Bangladesen niet zouden tussenkomen voor de Belgen. Niets werd aan hen gevraagd (Samenwerking was niet gemakkelijk).»

b. In het stadion Amahoro werd de tussenkomst van de Sector direkter. De St Chef Mowla heeft langs de radio gepraat met de Bn Comd om de Belgen te laten binnenkomen.

V. — «Is er ooit een formeel bevel geweest «Doe de poorten open»?»

A. — «Neen

«Maar wel «laat de poorten open» denk ik.»

«Mowla heeft gezegd dat de BnComd zijn Ops Offr gestuurd had.»

«Men wist de ernst van de Sit.»

V. — «Wat heeft de Sector vervolgens gedaan?»

A. — «—»

Als dat probleem afgehandeld was, rond 1700 Hr, werd er gevraagd of de Mortieren dood waren. De bevestiging is gekomen op 07/08.

V.: — «Welke acties heeft de Sector ondernomen?»

A.: — «—»

EXPOSÉ MAJ PUFFET — Q.G. Secteur (Duty Offr)**1. Événements**

a. Le 06 Avr à 2030, j'avais terminé ma permanence. Je suis retourné au Méridien. Je devais reprendre le 07 au soir. Le 07 au matin de ma chambre j'ai vu que les massacres commençaient.

b. Je suis parti d'initiative au Q.G. Tous les réseaux (3) fonctionnaient en même temps. Tous les postes étaient occupés par des Offr. Le Lt Col Beaudoin était là (par accident) qui a dit : « Je connais quelqu'un à l'E.M. F.A.R. ».

c. J'ai essayé et j'ai obtenu un Offr (Maj ?) de mauvaise volonté : « Bon, bon, on va voir ».

« J'ai pensé que j'ai eu tort de faire ce genre de démarche à mon niveau (plutôt celui de Dallaire ou Booh-Booh).

d. Le Chef E.M. m'a dit de retourner au Méridien et d'y rester jusqu'au 08 au matin. À partir de ce moment, je suis resté au Q.G., que l'on a quitté le 16 Avr.

2. Activités du Q.G. Secteur

a. J'aurais beaucoup de peine à dire les décisions qui ont été prises à l'E.M. Secteur.

b. Les activités les plus importantes ont été les convois pour les expatriés. Toutes les Ops étaient menées Force et Sect ensemble (Notre Tf était en panne, tout venait par le Q.G. Force).

c. Les convois étaient prévus au niveau Force (avec F.A.R. et Gd), et la règle était de faire fonctionner le Bn belge (car Kigali).

d. Hors Kigali, le Secteur recevait des missions d'Ev. Cela n'a jamais marché.

e. Il n'y a pas eu de Coord au niveau Secteur avec Silver Back.

f. Pour l'Ev de KIBAT, j'ai entendu dans le réseau Bn les ordres donnés.

3. Travail au sein de l'E.M.

a. Mon chef, le « Senior Duty Offr » était Bangladeshi. Il n'avait pas d'esprit de synthèse, mais pour les problèmes de routine, cela allait. Il y avait une réunion chaque matin.

b. Quand on était confronté à un problème, on devait chercher soi-même.

c. Il n'y avait pas de Chef Ops

d. Il y avait trois chefs :

— Col Marchal

— Maj Kesteloot

— LtCol bangladeshi Chef E.M. (pour une question de forme)

e. Les Bangladeshis avaient une autre mentalité, une autre culture.

f. L'O.N.U. ne veut pas de Br 2. Chez nous, personne ne récoltait des Rens.

« On aurait peut-être pu, avec un Br 2, prévoir cette Sit »

« L'O.N.U. est trop naïve. »

4. R.O.E.

a. L'objectif du Secteur était de respecter les R.O.E. (ne rien changer).

b. Même après les événements, elles n'ont pas changé.

c. Certaines décisions avaient été prises par Marchal dans le domaine de l'armement (il y avait des dialogues — discussions entre le Cmd Secteur et le Comd Bn).

d. Pour moi, la règle disant que les mitrailleuses ne pouvaient pas être montées n'existe pas.

5. Expérience de l'Afrique : Kitona (2 ans), Lubumbashi (1 an), Kinshasa (2 ans).

UITEENZETTING LT KOL POCHE — HK Sector (Vanaf 23 Mar)

1. Ik ben vertrokken als St Chef Sector, maar daar heeft Marchal mij gezegd dat ik Chef van de Civil Affairs was. Ik kreeg ook de taak van 2d Comd Belgisch Det.

Ik moest ook SOP schrijven.

Initieel had ik geen verantwoordelijkheid in de schoot van het HK. In het begin vroeg ik me af wat ik daar kwam doen.

2. Gebeurtenissen op 06/07 Apr

a. De 061200 Apr (±) dacht ik naar het Aer te gaan. Op het rond punt van de Méridien werd ik gestopt door FAR. Ik heb op de grond moeten liggen — onder bedreiging. Een paar minuten mocht ik terug naar het hotel.

b. Dan ben ik naar het HK Sector (en negen dagen gebleven). Vanaf dat moment heb ik meegewerkt in de shiften. Mowla zag men niet veel. Marchal had de leiding.

c. De nacht zelf werd er geschoten. Dat was de eerste keer dat het gebeurde in de onmiddellijke omgeving.

d. Ik herinner me niet dat we bevelen gekregen hebben. We hebben berichten doorgegeven. Er werden geen specifieke bevelen naar KIBAT gezonden.

e. Niemand wist dat er eigenlijk gebeurde.

3. Gebeurtenissen van 07 Apr

a. Rond 0800 Hr heeft de LO 2 Cdo aan mij gevraagd wat de escorte van Agathe moest doen.

«Agathe wil te voet weggaan, wat moeten ze doen?»

Mijn antwoord was «De escorte moet met Agathe blijven». Juist nadien, van de LO «Agathe is weg, ze konden niet volgen met hun jeeps». Dat heb ik medegedeeld aan Kol Marchal. Nadien «Rwandese soldaten willen ze meenemen naar een Mil installatie». Dan «Ze zijn meegenomen, ze zijn gevangen.»

b. Marchal zat meestal in zijn bureel op de eerste verdieping (daar had hij de Tf en de Motorola).

c. Het enige dat ik gehoord heb is dat ze moesten meegaan (de tien Mortieren).

d. Marchal zelf heeft gevraagd aan de Force om tussen te komen. Er werden meerdere oproepen gedaan.

e. Iedereen dacht: «ze zijn gevangen, maar iedereen is geblokkeerd (elders)».

f. Rond 0930 Hr werd vermeld (van de Force) «ROE ongewijzigd».

g. Rond de middag hebben we nieuws proberen te hebben.

h. Langs de Tf heeft de Col Marchal de Sit gegeven aan de pers:

«De toestand was spannend maar er was een crisiscel.

Opggericht door RW Mil en ze trachten politiekers te betrekken.

De Sit in stad «est confuse». Er zijn 15 Belgische gijzelaars in het stadion Amahoro, 20 bij het Aer en een deel van het Pl Mor in het Kamp Kigali.»

Ik heb hetzelfde herhaald in de avond.

i. Amahoro

(1) We hebben de vraag gekregen langs de LO, en bevelen gegeven aan Duty Offr.

(2) «Het is open» — «Nee» — ... Marchal heeft zelf gezegd «Dat moet open». De St Chef zelf is tussengekomen.

(3) V. - «Was de Sector bewust dat de Belgen in levensgevaar waren?»

A. - «Ik beseftte het niet (ik zat ook in de COps) «Men hoorde dezelfde berichten overal van andere Secties die alleen waren.»

j. V. - «Welke was de reactie van de Sector?»

A. - «Dat is een ongeval (10 doden), het is geen georganiseerde moord door het Rwandese leger.

«Het Force HK heeft niet veel geholpen.»

V. - «De FPR breekt uit. 10 doden, incidenten overal en niemand zegt «het is een nieuw concept?»

A. - «Men heeft nooit een analyse, een brain storming gedaan.»

Maar buiten waren de Belgische burgers niet bedreigd.

We dachten dat we de Sit onder Ctl zullen houden. »

3. Gebeurtenissen 07/08 en 08 Apr

a. *Tijdens de nacht 07/08 zijn er geen speciale activiteiten geweest (buiten de Sit doorgeven).*

b. V. - *«Zijn er inputs of vragen geweest van beneden, van boven?»*

R. - *«LtKol Dewez heeft het gedaan.»*

«Er is iets geweest kwa Bew en Mun. Een discussie is ontstaan tussen Marchal en Dewez.»

c. V. - *«Zijn er later bevelen geweest?»*

R. - *«Hergroeperen (om meer veiligheid).»*

4. Gebeurtenissen vanaf 09 Apr

a. (1) *De 09 Apr 's morgens is KIBAT op eigen initiatief begonnen met de Belgen te groeperen in hun installaties.*

(2) *Het was nog niet voorzien. Kol Marchal heeft gezegd «Ze moeten thuis blijven». Dat werd gezegd aan de LO*

(3) *Voor Marchal moest men het Ev Plan uitvoeren (de ambassadeur heeft nooit bevolen van de Belgen te verzamelen). Dat plan werd uitgevoerd. De Bde Para had dat plan niet in haar bezit (2 Cdo wel).*

b. *De 10 Apr hoorden we via België dat de Bde Para in Kenya was. Het heeft een ganse dag geduurd totdat het Aer vrij was. Er is een Coord vergadering geweest met Dallaire, Marchal en een Del Bde.*

c. (1) *De 11 Apr heb ik gevraagd aan Marchal «Wat moeten we doen?» «(Marchal hield veel zaken voor zich). «Gaan we beginnen met Ev?» «Wie gaat dat doen?»*

(2) *Marchal — «Wij».*

(3) *Ik — «Hoe?»*

(4) *Marchal — «Trek u plan».*

d. *Ik ben begonnen met een Ev plan, met «Wie Ev?» aanvragen (plaats ...) — ze kwamen ook via de COps —, resultaten (zelden).*

e. *Nadien hebben we een Ev plan (gedateerd 11 Apr) van geëxpatrieerden gekregen. Dat werd nooit uitgevoerd.*

5. Commentaar

a. *Ik ken Marchal zeer goed. Zijn enige nadeel is dat hij alles voor zich houdt. Het is moeilijk te weten.*

b. *Op een vraag van Gen Briquemont «Wat denkt u van het afgeven van de wapens?» — «Op dat ogenblik was dat een aanvaardbare oplossing, dachten we».*

c. *Men heeft de houding behouden na de 06 Apr. «Er was geen dreiging tegen de Belgen (de burgers). De 10 Mortieren is een ongeval».*

d. *De plannen die bestonden waren*

(1) *Ev Plan*

(2) *OPO N° 1 (Force?)*

(3) *Ev Plan UNAMIR (± 14 Apr).*

EXPOSÉ LT COL B.E.M. DUVIVIER — C.T.M.*1. Les accords d'Arusha*

a. Ces accords ont été imposés par l'Europe. Ils étaient très difficilement applicables pour les Hutus. Les Tutsis ont toujours voulu dominer, et avaient obtenu énormément dans ces accords.

b. On a voulu imposer au Rwanda un système qui ne leur convenait pas (la démocratie).

Les Rwandais confondent partis politiques et ethnies.

2. Attitude des Rwandais

a. Pour eux, nous n'avons pas assuré la continuité au pays dans nos actions successives. P. ex : en 90, nous avons refusé la livraison de Mun (qu'ils avaient payées).

b. La majorité des Rwandais était cependant pro-belge.

Il y avait un mouvement extrémiste (la C.D.R.) formé des nantis du régime : ce n'était plus l'élite qui était au pouvoir mais des (Offr) pensionnés, devenus commerçants. Ils sentaient de plus en plus qu'ils allaient devoir rendre des comptes. Ces gens n'avaient plus rien à perdre.

c. À plusieurs reprises, ils ont testé la MINUAR pour provoquer sa réaction. La MINUAR n'est pas intervenue. Ils en ont déduit qu'ils pouvaient tout se permettre.

3. Attitude de la MINUAR

a. Au lieu de montrer sa force (et avoir plus de liberté d'action), la MINUAR a pris des mesures inverses, notamment dans le domaine de l'armement.

b. Les Rwandais en ont déduit qu'ils ne pouvaient plus rien faire et ont compris qu'ils avaient réussi leur coup. En effet, au début, les F.A.R. se posaient des questions sur l'attitude de la MINUAR en particulier en cas d'Att des F.P.R.

c. (1) Au début, lors de l'arrivée de la MINUAR, les Belges et les autres expatriés se sont sentis rassurés par leur présence.

(2) Il y a eu avec le 1 Para quelques bavures : pour les résoudre, on a pris des mesures générales.

(3) À la fin, les Belges disaient :

« Ils ont encore fait moins que ce que l'on avait imaginé qu'ils pourraient faire. »

d. Leur mandat était très mauvais. Il est possible que la MINUAR ait été victime du syndrome de la Somalie.

4. R.T.L.M.

a. R.T.L.M. émettait régulièrement des critiques vis-à-vis des Belges. Par ex. Les Belges sont à la solde du F.P.R.

b. À la mort du Président, R.T.L.M. a diffusé :

« Les Belges sont responsables de la mort du Président. » Ils ont proposé que dans chaque ville, il fallait tuer un Belge.

EXPOSÉ DU LT COL AVI ROMBOUX*1. Incidents*

a. *J'étais chef de la mission stand-by C130. Je logeais à l'hôtel « Mille Collines ».*

b. *Le 062000 Avr, j'avais envoyé une Eq pour accueillir le C130 qui devait venir nous remplacer. Elle a été arrêtée au rond-point du Méridien et a été Recup par une Pat KIBAT, et s'est retrouvée à Pegasus.*

c. *L'avion a essayé d'atterrir et est retourné à Nairobi.*

d. *J'ai reçu l'ordre de rester à l'hôtel. La journée du 07 a été calme. On a eu plusieurs visites d'un Capt sénégalais, un Obr O.N.U. Le matin, il nous a dit : « Nous essayons d'aller Recup Agathe ». Je ne sais plus s'il était accompagné de Dallaire ou non.*

e. *Le soir, il y a eu des tirs dans le bar et le restaurant. Les Américains parlaient d'Ev (les Américains) par la route. L'Attaché Mil U.S. qui était à l'hôtel a dit « Non, on ne prend pas les Belges ».*

f. *Pendant la nuit 07/08, il y a eu des rafales sur l'hôtel. Le 08 il y avait des sentinelles devant l'hôtel (en Posn). De plus en plus de Mil Rw venaient et partaient avec des gens.*

g. *À partir du 09 Avr, tout l'hôtel se vidait (sauf nous). J'ai demandé (deux fois) de venir nous chercher. Finalement, on est venu et on a passé la nuit du 09/10 à Mirador.*

Le 10 Avr, on est venu nous chercher avec un B.T.R. J'avais demandé que l'on Ev également l'Eq de la Sabena, qui se trouvait à l'hôtel. Réponse : KIBAT : « On ne va pas chercher les non-résidents ».

2. Commentaires

a. *Un avion en stand-by doit avoir une radio dans le réseau (en plus du Tf).*

b. *À un moment, on s'est trop attaché aux termes du contrat UNAMIR. Les Paras ont fait preuve de faiblesse devant ces brigands.*

c. *Le patron de l'UNAMIR avait traité les soi-disants excès de Somalie.*

EXPOSÉ DU LT COL B.E.M. BEAUDOIN. — C.T.M.*1. Incidents*

a. *Voir Doc remis.*

b. *Lotin.*

On a essayé de contacter les autorités rwandaises. C'était très difficile car il n'y avait pas de L.O. Au Tf, on n'a pas pu toucher les responsables.

2. E.M. secteur

a. *Pendant les quatre premiers jours à partir du 06 Avr au soir, il y a eu beaucoup d'appels Tf d'expatriés. Le Sect retransmettait vert KIBAT pour escorte éventuelle.*

b. *Je n'ai pas constaté que l'on discutait d'une attitude éventuelle.*

3. Plan Ev

a. *Un plan Ev existait. L'Ambassadeur, et en particulier M. Collin en étaient responsables.*

b. *Ce plan était connu. Il y avait eu des réunions auparavant.*

c. *Il a été exécuté en partie.*

4. Perception d'une menace

a. *Environ un mois avant les événements, on a appris qu'il y avait un quadrillage de Kigali, sous prétexte d'aider la Gd. À posteriori, il est apparu qu'il était préparé dans l'optique de ce qui se passe maintenant.*

b. *Lors d'une réunion fin Fév avec des autorités rwandaises — C.I.M. — Comd Sect, il est apparu qu'ils ne voulaient pas d'Arusha. Quinze jours avant l'attentat, lors d'un dîner chez chef C.T.M., le G3 F.A.R. a déclaré que « si Arusha était exécuté, ils étaient prêts à liquider les Tutsis ».*

Ceci a été répété à l'Ambassadeur.

« C'était un scénario parmi d'autres. »

c. *Il n'y a jamais eu de signes montrant qu'il y avait un danger contre la MINUAR.*

5. Commentaires

a. *Appréciation de Dallaire*

(1) La nuit du 06/07, après une réunion « de crise », Dallaire (et Marchal) croyait que tout allait se calmer, Dallaire voulait continuer les Pat.

Il est resté naïf, même après le 06 Avr.

(2) Il ne connaissait pas l'Afrique.

Il s'est fait rouler par les Rwandais.

b. *L'accord d'Arusha ne pouvait pas marcher: il n'est pas possible de partager le pouvoir à 50% avec des gens qui ont été mis à la porte en 1960 et devenus agresseurs en 1990.*

Ils étaient plus pour un système de protection des minorités (Tutsis). Attitude de la FR est ambiguë. FR ont déclaré à leur départ que s'ils (les gouvernementaux) avaient des problèmes, ils reviendraient.

c. *Tenir compte des résultats de la Recce. Min 700 à 800 Pers.*

Prévoir le « Worst Case » (prévoir peace making).

d. *Problème des cantonnements. Garde, Ln, Rav —*

Ne pas descendre en dessous de l'Ech Cie.

e. *Erreurs psychologiques de la MINUAR:*

— *Escorte Clean Corridor*

— *Garde à l'entrée du C.N.D.*

— *Extension de la D.M.Z. jusqu'aux collines nord de Kigali*

Dans l'esprit des Rwandais, il s'agissait d'une collaboration avec les Tutsis.

f. *Essayer d'avoir un suivi politique de l'utilisation des B.E. dans le cadre de MINUAR*

Meilleure coordination entre C.T.M. et MINUAR

g. *Préparer les gens à ne pas réagir aux provocations des Rwandais (cf. incidents du 1 Para).*

EXPOSÉ DU COL B.E.M. VINCENT — C.T.M.*1. Déploiement KIBAT*

Lors de la reconnaissance, en Oct 93, nous avons pensé ne pas descendre en dessous du niveau Cie. Par la suite, on (Belgique) nous a dit de ne plus nous occuper de ce problème (professionnellement, il ne pouvait pas y avoir de contacts entre la C.T.M. et la MINUAR).

2. Menace

a. Les gens sur place ne croyaient pas que le sentiment anti-belge avait cette ampleur.

b. À partir du 07 Avr, il valait mieux ne pas être belge pour circuler en ville : les milices cherchaient « le Belge ».

c. On ne peut pas parler d'un massacre des Belges.

d. Lors d'un repas chez moi quinze jours avant les événements, j'ai constaté que le Chef E.M. F.A.R. était pro-belge. Mais pour les Hutus, Arusha n'était pas réalisable, c'était une prise de pouvoir par les Tutsis.

3. Commentaires

a. Dallaire croyait fermement au succès de sa mission. Il était persuadé de la bonne volonté des intéressés. Mais

(1) Une enquête MINUAR sur un massacre de Hutus dans la région des volcans (mi-Nov) n'a pas donné de résultats : la confiance des Hutus envers Dallaire en a pris un coup.

(2) La MINUAR ramène un Bn F.R.P. en ville !

(3) La MINUAR a été testée par les Hutus le 08 Jan 94 : ils ont bloqué deux Carf de part et d'autre du C.N.D. gardé par la MINUAR. Celle-ci n'a pas réagi.

b. L'attentat est l'affaire d'un groupe extrémiste proche du Président (pas F.P.R.).

c. À un moment donné, les petits chefs doivent prendre les décisions (et ne pas attendre celles des hautes autorités).

d. Il faut négocier avec les Rwandais en Posn de force (surtout ne pas remettre les armes).

AUDITION DE L'AMIRAL VERHULST — J.S.O.

(051100 Oct 94)

1. *Introduction*

Lors de sa dernière audition (26 Sep), le Col Marchal a dit ne pas avoir reçu de directive de la part du COps dans le cas où des Comb éclateraient au Rwanda, ni avoir eu de réponse rapide en ce qui concerne sa demande de Mun (Doc remis à la commission). De plus, la commission a demandé à J.S.O. de déterminer qui n'a pas voulu envoyer de Veh Bl avec KIBAT.

2. *Demande de directives*

a. La demande de directives est arrivée le 15 Jan via le Tf Secure. Il s'agissait d'une question dans le cadre d'une Ev des expatriés.

b. J.S.O. se rappelle avoir discuté de ce problème avec son E.M.

c. Contacté à New York, le Lt Col B.E.M. Briot a répondu qu'une réponse avait été fournie verbalement à l'E.M. Secteur Kigali mais qu'il ne se rappelait plus si un texte écrit avait été envoyé.

d. J.S.O. a chargé le Col B.E.M. Flament d'essayer de retrouver cette réponse.

3. *Demande de Mun*

a. Dans le cadre de la Def de l'Aer de Kigali, une demande de Mun a effectivement été introduite Mi Jan.

b. Le COps y a répondu, avec des Rens complémentaires fin Jan.

c. Suite à un contact Tf (Mi-Mar), le COps a indiqué au Col B.E.M. Marchal que le Force Comd devait introduire la demande à New York.

d. En conséquence, si on a perdu du temps dans cette affaire, cela ne semble pas être dû au COps.

4. *Pas de Veh Bl avec KIBAT*

a. La commission a essayé de savoir pourquoi la Belgique n'a pas fourni une Cie sur Veh Bl comme le souhaitait le Gen Dallaire.

b. Suite à l'interview avec J.S.O., il appert que c'est le Gen Dallaire lui-même qui a refusé car il voulait des Veh Bl sur roues et pas sur Chen.

c. C'est contre l'avis du Gen Dallaire que la Belgique a inclus quelques C.V.R.T. dans le Det KIBAT, car elle voulait garantir au mieux la sécurité de son Pers.

ANNEXE B

EXPOSÉ LT COL B.E.M. DEWEZ — Comd 2 Cdo

1. Préparation

a. Recce en fin Jan, ordre Pr reçu du Para.

b. En BE, s'est attaché à faire la différence Somalie-Rwanda. Au Rwanda, on était invité par les deux parties. Il fallait plutôt voir la mission comme agent de quartier (d'où ne pas se montrer agressif).

A insisté sur la collaboration avec Gd RA.

Ce message est bien passé, car d'après le L.O. auprès du Gd, le Det 2 Cdo passait mieux que le 1 Para pour diverses raisons (langue, préparation plus longue).

c. Le Bn s'est préparé pendant 2,5 mois à partir de Jan. Tout le monde était bien préparé (orientation agent de quartier, Pat orientées pour contact avec la population).

d. Documentation : on en avait assez : Doc S.G.R., contact avec les Jésuites, Doc O.N.U., Trg guidelines (venant du COps).

e. La reprise-remise s'est bien faite. Tous les chefs P1 & Sec ont eu 4 à 5 jours et ont eu l'occasion de faire toutes les activités.

2. Menace

a. Appréciation faite par S2 (Lt Decuyper) qui connaissait le Rw : de plus, présence de 5 informateurs payés par la BE.

b. On n'avait pas le sentiment d'être menacés. Il y a bien sûr des actions de banditisme et de R.T.L.M.

c. Les Infos que l'on avait tournaient autour du fait que Habyarimana menait un Comb retardateur, qu'à la longue, il se trouverait à court d'arguments, que nous étions obligés de prendre des dispositions pour assurer sa sécurité lors de la mise en place du gouvernement provisoire, et que chaque fois on constatait qu'il y avait progrès.

d. Après coup, je repense que j'ai reçu une Info bizarre. Vers le 04 ou 05 Avr, le COps m'a averti que le C130 belge qui devait arriver le 07 Avr pourrait recevoir un tir de Msl, qu'il était équipé de système Anti-Msl, et que l'on me demandait de fournir la garde. Or le C130 suivait l'avion présidentiel à quelques Min. Hasard ?

3. Moyens

a. « Avec ce que j'avais, je faisais en sorte que les missions correspondaient. »

« C'était une sit normale. »

On avait fait remarquer au Gen Dallaire qu'au Centre-ville, il y avait 250 000 personnes et que j'avais 89 Paras, j'en aurais eu 100 que cela n'aurait rien changé.

b. Dans le cadre de la Def de l'Aer, des moyens supplémentaires avaient été demandés (par 1 Para) : Msl Milan, Mor 81 mm, Mun Scimitar.

« C'est très bien d'avoir des armes, des Mun, mais faut savoir quoi en faire ! »

c. « Si j'avais eu à l'Aer un Pl Tk, une Cie A.I.F.V., ce n'était plus pour faire du Peace Keeping. »

4. R.O.E.

« Étaient fort restrictives, sur papier »

« Dans les faits, les gars ont risposté »

« La seule chose que j'ai décidée, c'est lorsqu'une M.A.G. était installée »

« c'était en plus donner au tireur une F.N.C. »

« Je ne me faisais aucune illusion en donnant ces directives. »

« Encore une fois, ce n'est pas parce qu'on a une arme que l'on se sent menacé. »

5. Événements du 07 Avr

a. Capt Schepens (L.O. auprès du Q.G. Sect) est chargé de faire la synthèse des événements à partir du 06 Avr.

b. Journal Campagne : dans Doc — Mais il n'est pas sûr p. ex. que la conversation avec Lt Lotin soit inscrite.

c. Avion du président abattu ± 062100 Avr.

15 Pers étaient parties pour accueillir le C130 qui devait suivre : elles se sont fait désarmer en dehors de l'enceinte de l'Aer. Dans ce groupe : Lt Gn — Capt Madalyns — Adjt Cantineaux.

d. Du Col Marchal, j'ai reçu l'ordre d'envoyer une Pat pour monter la garde de l'épave de l'avion (Dallaire insiste pour avoir une présence UNAMIR sur place). J'ai envoyé une Sec avec Lt Vermeulen qui fut stoppée à l'entrée du camp Kanonbe. Je l'ai fait revenir en restant près de l'Aer pour contacter un L.O. Rw.

e. J'ai reçu comme directive de supprimer les escortes le lendemain sauf celle de Mme Agathe, et d'intensifier les Pat.

f. Pl Mor

(1) Chaque personnalité avait le Tf de l'unité qui escortait.

(2) Vu les événements, j'ai donné Instr de doubler les escortes.

(3) Lt Lotin était à l'Aer (à l'intérieur), parvient à sortir par le Sud. Quoique bloqué en cours de route, il rejoint la maison d'Agathe avec 4 jeeps, après être entré en Ln avec le Comd 16 Cie et une Sec 16 Cie bloqués eux aussi mais qui avaient trouvé une possibilité de passer.

(4) ± 070600 Avr

Chez Agathe, Lotin prend contact avec élément F.A.R. dont un Offr et une Sec Ghanéens qui servait de Prot. Explique sa mission. Offr RW refuse. Dewez lui dit que sa mission devient Protection.

Il y avait des tirs un peu partout. On apprend que la Gd. des Mil RW arrêtent des gens un peu partout.

(5) ± 070730 Avr

Agathe dit à Lotin qu'elle se sent menacée et veut partir.

Dewez à Lotin : — hors de question de suivre Agathe dans sa fuite

— essaye de la convaincre de rester

— demande s'il ne serait pas mieux à l'intérieur (R = NON)

(6) ± 070845 Avr

Lotin : — « Agathe est partie. Offr RW nous propose de nous rendre et de nous ramener à la MINUAR ».

— « On doit rendre nos armes »

R : NON, tu pars avec les armes

— « Ils veulent prendre les armes, d'ailleurs il y en déjà trois désarmés »

(7) Dès qu'ils ont été faits prisonniers, je l'ai communiqué au Sect.

(8) Sur le réseau MOTOROLA — contact avec Lotin

« On va nous lyncher »

R : « Vous allez peut-être passer un mauvais quart d'heure. »

Dewez savait qu'il y avait un Obr O.N.U. sur place.

(9) — Contact avec Sect (expliquer Sit)

— Contact avec le Chef des Obs

— Contact avec LtCol Beaudoin (C.T.M.) qui a donné le Tf civil du Q.G. F.A.R., où Comd2d 2 Cdo a expliqué la Sit et demandé d'intervenir

— Contact avec Gd RW, idem

(10) Après, plus de nouvelles particulières

(11) ± 071200 Avr

Via Q.G. Secteur « On a de mauvaises nouvelles »;

07 Soir

Via Col Marchal « Dallaire a vu onze corps belges ! »

g. Dispositif 16 Cie

(1) Une Sec Pl A avec Capt Marchal qui s'est replié vers Vitamine vers ± 0700 Hr.

(2) Deux Sec (une Pl A et une Pl B) à Butamwe (Pat) qui se sont plus tard repliées vers Nyamirambo.

- (3) Une Sec Pl B à Mirador, qui a essayé de prendre Posn autour de Radio RW et qui a été bloquée.
- (4) Une Sec de garde à Nyamirambo.
- (5) Une Sec qui avait escorté des civils à partir d'American Club et qui est rentrée à Mirador.
- (6) Les C.V.R.T. étaient à l'Aer.

h. Rft extérieur

(1) Bn Bangladesch devait envoyer 3 B.T.R. vers Centre ville (on ne sait pas pourquoi), ces Veh ont été bloqués, et ont fait demi-tour.

(2) Les Héli étaient à l'Aer 06/07, les pilotes ont essayé d'y aller, mais ont été bloqués, n'ont jamais réussi à atteindre l'Aer.

i. Au même moment, j'avais un Gp 15 prisonniers (Cantineaux) à l'Aer (désarmés) et l'Eq Vermeulen bloquée entre deux barrages F.A.R.

Fin de matinée, ces 2 Gp se sont regroupés et finalement avec un Offr Gd, sont passés et se sont dirigés vers le stade.

Les Bangladeshis n'ont pas ouvert, ils ont été menacés par la foule.

« Là, on a eu de la chance »

Événements du 08 Avr

a. Col Marchal avec une escorte de 2 A.M.L. est parti avec moi, Eq Aud Mil, et un Ca pour aller rechercher les corps.

b. « Avant d'aller les chercher, en prétextant avoir besoin de Mil pour identifier les corps, j'ai profité de la présence des AML pour Recup 07 gars (4 du Pl Mor et 3 de Ngongo) qui étaient seuls à Viking. J'en ai gardé 2 (Pl Mor) avec moi, et remis le reste au Gp à Don Bosco ».

c. « Arrivés à l'hôpital KIGALI, l'Eq Aud Mil a commencé. Cela durait trop longtemps. On a pris des photos là où « c'était spécial ». Les deux gars du Pl Mor ont identifié les corps, qui ont été chargés dans le Ca ».

« Les bodybags feraient bien d'être munis de fermeture éclair ».

d. « Comme j'avais des nouvelles de la Sec à Rutongo qui avait des problèmes, j'ai demandé au Capt RW avec ses AML de m'aider à aller les chercher, ce qui fut fait. »

e. Pendant ce temps, le SLT RW, l'Eq Aud Mil et le Ca avec les corps devaient rejoindre l'hôpital Feysal, ce qui n'a pas été possible car ils sont tombés sous le feu. Les corps ont été transvasés dans un Ford Transit, sur un Pk et sont restés la nuit 08/09 avec une garde.

7. Évacuation

a. L'Ev a commencé dès le 07 Avr fin de matinée. On a commencé le ReGpt. Quand il y avait appels au secours, sans prendre de risques, on y allait.

b. De la part du Col Marchal, il fallut stopper l'Ev: « Tant qu'il n'y avait pas de Tp belges à l'Aer, l'Ambassadeur ne pouvait faire appliquer le plan d'Ev ».

c. Communication Tf de l'Ambassadeur: « Si vous pouvez et s'il y a un appel, faites-le ».

d. Les Français sont arrivés le 09 a.m. et ont eu contact avec la Cie Aer. Aussitôt, l'Ambassadeur FR a déclenché le Plan d'Ev français. Donc les Tp FR ont essentiellement évacué des Français (quelques Belges se sont mis avec eux).

e. Quand les premiers Mil BE sont arrivés, le plan d'Ev des Belges fut exécuté.

f. La période d'Ev fut une période de prises d'initiatives, aussi pour les Cies. Je n'ai pas reçu de directives de la Force, pas beaucoup du Sect.

8. Autres considérations

a. L'O.N.U. voulait montrer par une présence symbolique que l'on aidait Gd, F.A.R.,... p.ex. nos escortes se faisaient avec des jeeps, les autorités avaient dans leur Veh des gardes particuliers: on était là en appui des forces existantes.

b. On a annoncé dans le réseau Bn que le bruit courait que les Belges avaient descendu l'avion présidentiel (c'est R.T.L.M. qui avait lancé cette Info), ce qui a provoqué des réactions anti-belges.

c. Cependant, tout n'était pas hostile. Le lendemain des événements, j'ai lu la coopération d'un Capt RW du Bn Recce pour Recup la Sec Rutongo (ainsi que de la Gd locale).

d. On pouvait tirer si on était Att, mais pas si on attaquait l'autorité RW. Mes gars ont vu la population civile se massacrer SANS pouvoir intervenir (à cause des R.O.E., ou parce qu'ils étaient impuissants ?). Quand on voit 100 ou 200 personnes se massacrer à la machette, que peut-on faire ?

« Ceux qui ont dit qu'il fallait intervenir n'ont pas dit qu'eux seraient intervenus. »

SECONDE AUDITION DU LT COL B.E.M. DEWEZ

(27 Sep 94)

— Introduction par le Président de la Commission.

— Q: La mission principale de la MINUAR était d'établir une K.W.S.A. Pourquoi avoir imposé à vos Sub des missions au sein de cette K.W.S.A. alors qu'elle n'existait pas encore ?

Les missions imposées l'étaient par le Sect. C'était des Pat dans le cadre de la sécurisation. Il fallait se montrer, c'est ce qui s'est passé. Il y avait bien eu des Ops de saisie d'armes (1 Para), mais ils avaient dû le rendre sous la pression de l'O.N.U. Pour ces Ops, c'est la Gd qui était responsable. Quand on était là, il y a eu des Ops Cordon & Search, à faible échelle, et avec la Gd.

La zone K.W.S.A. existait effectivement, elle était délimitée, les armes Hy y avaient été répertoriées par les observateurs O.N.U. Mais, selon l'O.N.U., la notion d'arme englobe également machettes et gourdins; or, au Rwanda, tout le monde a une machette!

— Q: Il semble bien que les C.V.R.T. dont vous disposiez furent essentiellement utilisés pour escorter des personnalités. Pourquoi ne pas les avoir fait intervenir plus souvent, notamment lorsque la situation se dégradait ?

Avant le 06, les C.V.R.T. servaient à la garde du C.N.D. Ils n'avaient pas de Mun, et d'un point de vue mécanique, seuls trois sur les cinq tournaient. Durant le 06/07, ils ne furent pas utilisés car les missions de Pat, Esc imposées se faisaient normalement en jeep et ils avaient été envoyés pour défendre l'aérodrome. C'était un choix, et je n'en ai pas changé durant la nuit.

Le 07 au matin, il y a eu un essai par le Sect de faire utiliser les B.T.R. 60 des Bengalis; ils ne passaient pas plus les barrages que les UNIMOG. Par la suite, ils ne furent pas utilisés.

Pour passer un barrage, les ordres étaient de discuter, le fait d'avoir un C.V.R.T. n'aidait donc pas. Ensuite, le Sect a fait appel aux C.V.R.T. pour assurer la Prot du Q.G. Sect.

Moi, je n'en avais plus besoin, et ils n'ont plus été utilisés que pour des missions extérieures: escorter les personnalités, c'était le travail du Sect.

Il faut aussi dire que les C.V.R.T. étaient d'une autre unité, d'un autre régime linguistique, et que les utiliser posait des problèmes de communication.

Je les ai utilisés aussi pour escorter des missions humanitaires.

— Q: Les C.V.R.T. auraient-ils été utiles pour appuyer Lotin ?

Le problème était de parvenir jusque Lotin... Ils n'avaient pas d'arme! Quand Lotin a quitté l'Aer, la situation était tout à fait différente de ce qu'elle est devenue par après.

À la fin, on a utilisé des M113 de l'O.N.U. et on est arrivé à la Sit cocasse, quand le Col Marchal et moi nous déplaçons (il demandait un Veh d'escorte), on était escortés par une jeep occupée par des observateurs.

— Q: La Cie de Bengalis sur B.T.R., dépendait-elle du Sect ou de la Force ?

Elle était « quick reaction force » pour la Force, mais devait dépendre en partie du Sect, avec un fil à la patte pour la Force.

— Q: Concernant la perception de la menace, comment expliquez-vous qu'aucun plan de ReGpt de vos sous-unités n'avait été préparé, au cas où... ?

Des plans existaient pour la Def de l'Aer. Ils impliquaient un ReGpt du Bn à l'Aer pour le défendre. Le ReGpt des sous-unités était uniquement centré sur l'Aer. Ailleurs, ce n'était pas possible, puisque la dispersion était imposée; tout ce qu'on pouvait faire, c'était abandonner les Cant, mais pour aller nulle part, si ce n'est en cas de crise.

— Q: Un plan de crise existait-il ?

Oui, il s'agissait d'un plan de ReGpt à l'Aer, mais il n'a pas été appliqué délibérément. Vivant sur place, on était de plus en plus endormi par l'ambiance.

— Q: Qui était au courant de ce plan de Def de l'Aer ?

Les Comd Cie étaient au courant, mais ce plan s'appelait Def Aer, et non pas ReGpt de Bn en temps de crise. Au niveau des esprits, cela peut être différent.

Ce plan avait été repris du 1 Para, réactualisé par le Comd 2Cie. Il devait encore être rediscuté aux Niv Sect et Force. Il n'était pas finalisé, des pourparlers au Niv O.N.U. avaient encore cours quelques jours avant les événements, avec les responsables de l'Infra de l'Aer.

Il y avait aussi un plan O.N.U. d'Ev des expatriés, qui prévoyait qu'on tienne tous les carrefours.

L'Aer était ± le seul endroit de ReGpt ± à long terme; qui plus est, certains bâtiments m'étaient interdits.

C'était un plan d'Ev dans le calme, avec dégradation possible. On ne pouvait s'installer à l'Aer qu'avec certains accords (interdit au Niv planing).

Personne n'a pensé que cela allait déraiper aussi loin.

— *Q: Concernant les R.O.E., il semble bien que l'aide-mémoire concernant ces R.O.E. et mis à la disposition de vos hommes n'était pas très pratique à l'emploi. Pourquoi ne pas les avoir traduites en termes simples, clairs et précis, sous forme de drills ?*

On a essayé d'améliorer les termes qui étaient en anglais. Je sais que c'était compliqué, mais c'est tout ce qu'on avait reçu comme directives. Le problème avec les R.O.E., c'est qu'il ne faudrait pas de R.O.E. !

Ces R.O.E. sont faites par des juristes, et cela dépasse le niveau de nos soldats. La seule chose qu'il faut dire aux Mil, c'est s'ils peuvent utiliser la force ou non. On a essayé d'éclaircir ces R.O.E., mais le principe était de faire ce que le chef commande. On a, en fait, repris ces directives pour montrer dans quel cadre le Bn vivait... Soit on ne dit rien (seulement obéir), soit on dit plus, on informe au maximum. L'aide-mémoire a été remis, je l'espère, par le Chef Pl, en commentant le contenu...

— *Q: Fallait-il leur donner toutes les règles ? À quel niveau ?*

Si les règles avaient été gardées au Niv Bn et simplement divulguées en cas de nécessité, la Tp n'aurait pas pu être correctement préparée. Ici, le transfert d'une règle à l'autre, est plus facile. Je suis sûr que si je n'avais pas donné le Doc, on me l'aurait reproché par la suite.

Mon opinion est que ces R.O.E. sont une erreur, elles sont faites par des juristes et leur lecture est impossible. Moi-même, j'ai essayé de comprendre certaines règles, dont la 6ème, j'ai demandé des explications au Sect et à la Force, on ne m'a pas répondu.

Pour la Tp, seule compte l'autorisation ou non de pouvoir utiliser la force. C'est le gars qui décide sur place s'il peut ou non ouvrir le feu.

— *Q: Il ne semble pas y avoir eu de différences entre les règles avant et après le 07 Avr...*

Au niveau des règles que j'ai reçues, il n'y a eu aucun changement.

— *Q: Certains ont donné des interprétations fort différentes en matière d'utilisation des armes ...*

Beaucoup ont eu cette impression qu'ils ne pouvaient pas tirer. Or, ils le pouvaient en certaines circonstances. Suite à la Somalie, où il y eu des pressions d'en haut selon lesquelles on avait tiré un peu vite, on a bien répété de faire attention. J'ai eu l'impression qu'ils se sentaient pieds et mains liés, bien plus qu'ils ne l'étaient en réalité.

Ils ont retenu des briefings : « Pas de gaffe ! »

Même moi, j'ai eu des difficultés avec la règle n° 6.

— *Q: Dans l'aide-mémoire, la différence entre légitime défense et le cas normal n'apparaît pas ...*

Peut-être ... Ça a peut-être été donné dans les briefings, c'est vrai qu'on aurait pu le souligner ...

Je crois que les types ont un peu hésité à tirer. Ils se sentaient un peu coupables, c'est le résultat de la Somalie.

— *Q: Le n° de règle et de stade, a-t-il changé en trois semaines ?*

Non, tout était fixé par le Q.G. Force. Maintenant, encore une fois, il y avait des choses un peu hypocrites et irréalistes dans cette histoire-là ...

À partir du moment où on est arrivé, la collaboration avec la Gd a été meilleure qu'avec le 1 Para : parce que le L.O. de la Gd est finalement arrivé et les contacts se sont améliorés, la Gd a montré sa bonne volonté ... et c'est eux qui représentaient la légalité.

— *Q: Cette modification a-t-elle été demandée ? L'avez-vous suggérée ?*

Non, parce que ces différentes règles ne servent pas à grand'chose dans la pratique.

Lors des événements, je n'ai plus reçu de directives de l'Ech Sup. Mon souci primordial était de regrouper mes gens, puis on a évacué des expatriés et je n'avais rien à attendre d'un changement des R.O.E. Elles me permettaient d'ailleurs de remplir mes missions.

— *Q: Une escorte d'expatriés tombe sur un road block ... Comment exclure l'action offensive ? ...*

Elle n'est pas exclue ...

— Si !

J'avais Ln avec mes escortes ... S'ils étaient bloqués et s'ils me demandaient l'autorisation de tirer, je la leur donnait (règle n° 3). S'ils étaient pris sous le feu, c'était de la légitime défense et ils pouvaient tirer.

Le problème des R.O.E., c'est qu'elles permettent de rien et de tout faire et laissent la possibilité d'ergoter par après. J'en reviens à ce que je disais tantôt : il faut vous dire clairement si on vous autorise ou non à utiliser la force. Dans la pratique, avec l'Ev, si on était interceptés à un barrage et qu'on nous interdisait de passer, on s'exécutait. Par après, heureusement, on a chaque fois eu un concours de circonstances qui a fait que les types nous ont laissé passer ... ou bien le Maj commandant le Bn Para est intervenu et on est passé ...

— Q: *Pouvez-vous rappeler quelle était la politique en vigueur en matière d'emploi des armes avant et après les événements du 06/07 Avr ?*

Je vous l'ai envoyé par fax, je ne l'ai pas devant les yeux ...

Il fallait une F.N.C. ...

On pouvait monter la M.A.G., j'ai dit à un OGp qu'on pouvait la monter avec le canon vers le haut. Pour certains UNIMOG, il y avait un problème technique de berceau, alors, j'ai dit qu'il fallait la prendre et la mettre dans le camion. Le tireur M.A.G. devait quand même avoir une F.N.C.

J'admetts quand même que toutes ces restrictions ne faisaient qu'embrouiller les choses ... On en revient à la même chose : il faut nous dire si oui ou non on peut employer la force pour la mission. Quelle force choisir, c'est pour les gens sur le terrain !

Les Mi.50, je les avais fait sortir; c'était l'armement des chefs de Pl. Avant les événements, elles n'ont jamais été sorties; pour moi, elles n'étaient pas employées ...

— Q: *Les R.O.E. ont-elles été modifiées après le 06 Avr ?*

Le Msg a été répété plusieurs fois, de la Force et du Sect, que les R.O.E. étaient inchangées. Bêtement, on l'a répété.

— Q: *Le montage des Mi.50, à la limite, on peut comprendre que c'est de l'insubordination ...*

C'est possible, oui ... Les R.O.E. étaient inchangées, mais on a quand même distribué les L.A.W., les Gren, ce qui n'était pas le cas précédemment ... On a distribué les Mun Milan, ...

— Q: *Le climat avait changé, et pourtant les règles ne changeaient pas ...*

Le 16 ou le 17, lors d'un briefing, Dallaire avait dit qu'on pouvait essayer de s'interposer s'il y avait des problèmes entre Rwandais, mais il fallait laisser passer s'ils ne voulaient rien entendre.

— Q: *Il fallait les laisser à leur sort ? ...*

Il n'avait pas été jusque-là, aussu crûment, mais enfin, vous deviez laisser comme ça ... de là mon souci de faire reconnaître l'Aer comme zone O.N.U., mais ça n'a pas été accepté.

Dans la pratique, cela n'a rien changé, le gars sortait avec sa Gren, sa .50. Après coup, il aurait pu dire : « Je suis en insubordination, ... ». Enfin, c'est théorique ...

— Q: *Pourquoi ne pas les avoir dites, ces mesures permises concernant l'armement ?*

Je suis étonné que les LAW n'aient pas été avec les autres Mun. Le 1 Para avait demandé de les distribuer. Ça a été refusé. Il y a eu un ordre de les distribuer : Rwandex ne l'aurait pas fait d'initiative. En fait, les R.O.E. ne traitent pas de ces cas pratiques.

— Q: *Le message du C.D.G. fut assez mal perçu par vos hommes. Quelles mesures avez-vous prises pour y remédier ?*

En réalité, sur place, je ne me suis pas rendu compte des problèmes entre lui et les autres. L'incident à la .50 sur le parking du Méridien, je m'en souviens. Les types étaient venus me trouver et j'avais dit : « Remettez la .50, c'est bon comme ça. » À l'occasion, j'ai revu le type (le C.D.G.) et lui ai dit que ce n'était pas ça que j'avais dit... Je ne m'étais pas rendu compte, mais il semble qu'il était déjà brûlé avant, à Vogelsang... J'avais essayé de l'intégrer à l'unité. Certains Comd Cie l'ont considéré comme quelqu'un qui s'immisçait dans la chaîne de Comdt : il était le C.D.G. et non conseiller en R.O.E.

Je devais utiliser ce Maj, je lui ai fait faire un tour. Soit il s'agit comme tout Offr de l'unité pour les cas criants, soit il me rend compte. En fait, il avait un rôle complexe; où commençait-il et où finissait-il ?

— Q: *Quelles tâches lui donneriez-vous maintenant ?*

Je garderais le même rôle que celui qu'il a tenu. Je le ferais tourner et me faire rapport.

Mais au départ, en l'obligeant à venir avec moi, et je mettrais les points sur les i, avoir une ligne de conduite.

C'était intéressant pour moi, mais j'aurais préféré quelqu'un de mieux intégré.

— *Q: Est-il venu avec des idées pour améliorer certaines choses, par exemple pendant les événements ?*

Au départ, on se dit qu'il est spécialisé, qu'on va pouvoir lui poser un tas de questions.

On s'aperçoit qu'il n'en connaît pas beaucoup plus que vous. Pour les cas des .50, il m'en a appris.

Il n'a pas pu donner de réponse à certaines questions...

— *Q: A-t-il demandé la modification de telles règles ?*

Non, car ces règles n'étaient d'aucune utilité dans les circonstances. À certains moments, il est venu me trouver pour améliorer les choses. Il semblait motivé par ce qu'il faisait.

— *Q: Le 07 Avr au soir, alors que les réfugiés rwandais et les expatriés affluent vers les Cant belges, le PC KIBAT ordonne à ses sous-unités que les réfugiés devront avoir quitté tous ces Cant pour le lendemain 0600 Hr au plus tard. Comment avez-vous été conduit à donner cet ordre ?*

L'ordre m'a été donné par le Secteur et je l'ai transmis. Une série de réactions me sont venues de Don Bosco. J'ai répondu d'attendre le lendemain, qu'on verrait bien... En fait, cet ordre, je me sentais obligé de le transmettre... et il n'a d'ailleurs jamais été exécuté...

J'ai eu le même genre de problème avec les expatriés : j'ai reçu l'ordre du Sect d'arrêter l'Ev des expatriés pour ne pas provoquer la panique. J'ai demandé des explications; je ne les ai pas trouvées satisfaisantes. J'ai alors mis l'ambassadeur au pied du mur en lui posant la question: il m'a donné raison à ce moment-là.

— *Q: Pouvez-vous exposer le rapport de force BE/RW lors de l'épisode Agathe du 07 Avr, au cours duquel le Lt Lotin et ses hommes ont trouvé la mort ?*

Je ne sais pas... Je savais, suite aux communiqués du Capt. Marchal ou de Lotin, qu'il y avait 2 ou 3 A.M.L., une section probablement. Quant à savoir s'il y avait 5, 30 ou 100 types, je ne sais pas. J'ai quand même vu, le lendemain, en allant voir les corps, qu'il y avait des armes aux barrages dans ce coin-là. J'imagine que, quand il m'a appelé la dernière fois pour me dire qu'il y avait 3 types au sol, il avait plus de 3 types en face.. il m'a aussi parlé d'un Maj rwandais... quand un Maj vient, il doit y avoir plus de trois hommes...

— *Q: Avez-vous le sentiment que le Secteur dominait la situation lors des événements du 06/07 Avr, ainsi que par la suite ? Si non, quand situez-vous la perte de contrôle et quels événements vous permettent de l'affirmer ?*

La nuit du 07 au 08, plus personne ne dominait la situation ! C'est là que la situation a dérapé. Je me demande si les Rwandais eux-mêmes la dominaient...

Jusqu'au 07 au matin, il y avait une volonté du Sect de donner des ordres; c'était faire des Pat, mais pour ça, il fallait aller chercher les gendarmes, essayer de continuer le travail pour essayer d'éviter que ça ne dérape.

Dans la nuit du 06/07, on a essayé de travailler dans la légalité avec la Gd, pour essayer que ça ne dérape pas. Et au Niv Sect, l'impression qu'ils me donnaient, c'est qu'ils faisaient ça avec la Gd et l'E.M. des Forces rwandaises, qui œuvraient dans la même direction.

À partir du 07, on a été fort occupé avec l'histoire Lotin au matin, après avec la Sit des gars à Amahoro. Ce qui fait qu'au Niv Sect,... enfin, on ne peut se consacrer qu'à une tâche à la fois ! Du coup, du Sect, on n'a pas reçu d'autres directives que « Tout le monde reste dans les Cant, personne ne sort. » Une fois qu'on a reçu cette directive, il n'y a plus grand'chose à dire. Moi, de mon côté, je commençais, dès le 07, à retrouver mes gars qui étaient à Viking, mais pour cela, il fallait disposer d'un crêneau, d'une accalmie...

— *Q: Y avait-il encore une mission au Niv Secteur ?*

On a fait rentrer tout le monde, parce que, quand on sortait, ça n'allait plus. Je ne sais même plus si j'ai reçu un ordre du Sect de rester à l'intérieur du Cant ou si c'est moi qui l'ai donné. Au départ, on voulait continuer à travailler, mais, poussés par les circonstances, on a dû rentrer...

Je me rends compte qu'au-dessus, ils étaient impliqués dans des discussions politico-militaires et qu'ils essayaient d'arranger un cessez-le-feu.

Mon souci était de regrouper mes gens, c'était mon problème à moi. J'ignorais complètement les intentions du Sect, sauf quelques jours après, quand on s'est regroupés à l'Aer après le 10.

Le 08, j'ai tenu à aller personnellement chercher les corps à l'hôpital de Kigali — le Col Marchal était venu lui-même aussi.

Le 08, c'est vrai, il y a eu un vide, mais j'étais toujours dans le réseau radio. Mais c'est vrai qu'il y a eu un vide car personne ne pouvait dire pendant deux ou trois jours ce qu'allait être la mission.

Q: Comment KIBAT a-t-il été informé durant les événements ?

C'est vrai que, vu après, j'aurais dû faire un message de synthèse à la radio. On était habitués à faire un briefing tous les jours. Je n'ai pas pensé à faire d'INTSUM chaque jour à la radio ...

Attention, je n'ai pas la prétention de dire qu'il n'y a pas eu de lacunes dans ce qu'on a fait, mais c'est vrai, c'est un enseignement ...

Attention, j'en parlais chaque fois avec des groupes particuliers quand il y avait des problèmes ...

Q: Quel jugement de valeur portez-vous sur les membres de votre E.M. ?

Je ne sais pas encore tout ...

Je crois que j'ai été amené, à certains moments, à trop m'absenter du P.C. et à trop laisser mon S3 mener la barque seul.

Quant à mon S3, c'est un gars valable techniquement et intellectuellement; par contre, d'un point de vue contacts personnels, ce n'est pas un grand psychologue, ce n'est pas un diplomate. Il y a certainement eu des interventions de sa part qui, si d'un point de vue pur et dur, elles étaient correctes, ne l'ont pas été dans la manière de les donner. Quand je revenais, je demandais ce qui s'était passé. Je me contentais peut-être un peu trop vite, je n'allais pas assez dans le détail.

Mon S2 n'a pas été tellement utilisé, ... enfin, il avait pas mal de contacts avec la population blanche et noire aussi.

Son boulot de S2 était limité car sa seule source d'Info, c'était son réseau Motorola qu'on avait récupéré et avec ça, on était en contact avec certains Blancs et certains Noirs.

Il a montré beaucoup de courage physique, parce qu'il a participé lui-même à certaines opérations. Je crois qu'il a beaucoup payé de sa personne et je ne crois pas qu'il aurait pu jouer un autre rôle.

Pour mon Comd2d, je n'ai rien à signaler, il reprenait le Comdt quand je partais et prenait les choses en main ...

Pour les autres Offr, il y a eu un problème avec l'Adj S3 (combat shock). Il a eu 24 Hr de black-out. Est-ce ça foirer ? Ce n'est pas ça qui a empêché les choses de tourner. Il a essayé de reprendre ses fonctions après, mais ça n'a pas été tellement bien considéré à certains moments : il reprenait des permanences et il a été amené à donner des ordres aux Comd Cie ...

Je crois que de toute façon, la personne est grillée pour le Bn, il s'en rend bien compte et il a bien réagi. Je n'ai pas voulu le fusiller dans ses notes et il en a d'ailleurs été étonné. Il a quand même pris un coup de Mor dans son smoke, les autres pas ...

Il est intellectuellement valable pour d'autres fonctions — très peu d'Offr ont été soumis à de telles circonstances —, je crois qu'il peut être très utile à la Force Terrestre. Mais au Niv du Bn, c'est fini et au Niv Comdt, dans la Bde, je lui ai dit de s'arranger ... Je crois que l'intéressé lui-même en est conscient ...

Maintenant, il faut aussi remettre les pendules à l'heure : après 24 Hr, il est revenu et a fonctionné plus ou moins normalement ...

Pour le Lt Leconte, j'ai discuté avec lui sur place, quand il est revenu de Gitarama. Il avait vu des Blancs menacés et n'avait rien pu faire. Le S3 avait dit d'y retourner et d'agir. Je suis intervenu pour dire que ça ne servait à rien, que c'était trop dangereux. Il a demandé mutation, ça a été refusé et il est toujours au Bn. Il fait son boulot de Comd2d Cie et il est très bon ... Au quartier, il n'essaie pas de monter quelqu'un contre un autre.

Q: ... tout le monde semblait mauvais, sauf ce qu'il faisait ...

Il est certain que je le suis d'un peu plus près. Mais, à part les propos qu'il a tenus avec la Reine et vous, il est très correct envers la Tp. Il est quelqu'un de discipliné et au Niv Bn, c'est vrai qu'il a des griefs qu'il n'est pas prêt d'oublier, mais il est suffisamment discipliné pour que ça ne dénote pas sur la Tp. Il y a eu le choc de son meilleur ami qui est mort et le cas des évacués à la 14 Cie.

Le Lt Vermeulen s'est aussi opposé à certains membres de l'E.M. Le Col Van de Weehe m'avait déjà parlé de lui pour la Somalie ... Pour moi, j'ai entièrement confiance en lui.

EXPOSÉ ADJT CANTINEAUX — I.S.C.*1. Événements des 06-07 Avr*

a. *Le 06 au soir, j'avais été prévenu qu'un CI30 allait arriver. Je suis parti de mon Cant Franciscus vers l'Aer en passant par RWANDEX. Là, un Mil de garde m'a prévenu « qu'on tirait des Msl du côté de l'Aer ».*

b. *Je suis arrivé à la grille de l'Aer: fermée. Devant moi, il y avait déjà un Veh de la C.T.M. On a discuté, les Gd nous ont dit de partir. On s'est mis sur le côté. Il y avait une grosse excitation. D'autres Veh sont arrivés avec le Chef Leconte, des civils dont le Père Greindl, Lt Demeyere, Maj Dr Thiry.*

c. *Les G.P. et Gd étaient très menaçants. En voulant former la Coln et passer, j'ai vu trois Mil par terre, menacés. Je suis descendu, j'ai voulu discuter. Finalement, Maj Thiry, Lt Demeyere (Noir de mère tutsi) et le Cpl Chef Janssens (Gn) ont pu repartir sans leurs armes.*

d. *J'ai remis tous les Veh sur le parking et j'ai donné la Sit. On ne recevait pas d'ordre. Les G.P. ne voulaient rien entendre. On est resté à l'écoute radio toute la nuit.*

e. *Le 07 au matin, après discussion, on est finalement parti. Un peu plus loin on a été bloqué par un barrage et on s'est joint au Gp du Lt Vermeulen.*

f. *Dans le quartier de Kanonbe, ils commençaient à « nettoyer » et notre présence les gênait. Le Lt Vermeulen a entamé un dialogue et finalement un F.A.R. a accepté de nous escorter. Après avoir passé beaucoup de barrages, notre Coln est arrivée devant le stade Amahoro.*

g. *Les grilles étaient fermées, un B.T.R. devant. Les Bangladeshis nous refusaient l'entrée. Alors, la foule s'est agglutinée autour de nous avec bâtons, machettes, arcs, Gren... « Les Belges, vous avez tué le Président ».*

h. *D'une part, on discutait avec les Bangladeshis (qui avaient rentré leur B.T.R.), d'autre part on renseignait au Bn que l'on était en danger. La foule était de plus en plus menaçante.*

i. *Des Rwandais ont voulu que je mette ma jeep le long d'un Combi bloqué par un barrage. J'ai foncé dans celui-ci en tirant avec mon G.P. pour créer un effet de surprise. Je croyais que les autres Veh allaient suivre. J'ai fait ±300 m pour arriver à l'hôtel Amahoro où se trouvait un Offr Sup bangladeshi. Je suis monté au-dessus du bâtiment et j'ai vu que les Veh étaient vides.*

j. *J'ai téléphoné à Pegasus pour donner la Sit.*

2. Quartier Général Dallaire

a. *Au Q.G., des Mil étaient en train de regarder (sur le toit, il y avait un P.O. avec des gens armés). J'ai rencontré cet Offr Sup Bangladesh à l'entrée et un Offr Canada dans le bureau du Gen Dallaire. Il y avait très peu de monde dans les bureaux.*

b. *J'ai pu téléphoner. L'Offr bangladeshi m'a dit que 25 Belges étaient dans le stade. Des Obr sont venus par la suite. Un Égyptien m'a dit qu'on avait massacré des Belges.*

c. *Ce Q.G. me semblait déserté, sûrement pas Ops. Le soir, le chef E.M. a donné un briefing. Pour eux, la Sit était grave. Ils ne savaient pas très bien ce qu'ils allaient faire.*

d. *Le 08 Avr, cela tirait beaucoup près des Q.G. (le F.P.R. était sorti). Ils sont partis vers le stade Amahoro (voulait d'abord faire Mov vers le Méridien). Cette fois, les Bangladeshis ont ouvert les grilles!*

3. Commentaires

a. *Manque d'Info.*

b. *Pas d'ordres clairs: « Gardez votre calme, votre sang-froid ».*

« Mais dans cette affaire, chacun a eu ses problèmes à résoudre. Si en plus on demande de régler ceux des autres... »

c. *Trop de dispersion dans le Cant.*

d. *Il y avait des C.V.R.T. chez nous. Quand les a-t-on utilisés? Ils n'étaient pas équipés (sans Mun, même les Scimitar).*

e. *Droits de la guerre: on nous a demandé d'être bien gentils avec la population, qui ne connaît ni ne respecte ces règles.*

« Quand ça tire, il faut utiliser les armes, et pas enlever les .50 comme on nous a obligés à le faire! »

EXPOSÉ CPL CHEF LAMBRETTE — Adj I.S.C.*1. Événements*

- a. Le 06 au soir, j'étais de sortie à « Kigali-Night ». J'ai dû rentrer à Franciscus. L'I.S.C. était parti.*
- b. On s'est mis en Posn Def. Cela tirait de très près. Le Sgt Bulinckx est rentré en ferrailant. On se trouvait entre les tirs.*
- c. On est restés quatre jours sur place. On a Recup des réfugiés.*
- d. Deux ou trois fois, on est allé se mettre dehors pour Recup le reste du Pl Mor qui était à Viking. Ils ne sont pas venus, mais bien avec le Comd Bn qui est passé en allant identifier les corps.*

2. Commentaires

- a. Ce fut une surprise totale.*
- b. On avait un sentiment d'impuissance (on devait se terrer).*
« J'ai déjà été cinq fois en Ops; ici, c'était la fuite en Égypte! ».
- c. On sentait qu'il fallait garder son sang-froid, vu l'hostilité qu'il y avait envers nous.*
- d. Manque d'ordres. Pendant 4 jours au Méridien, ce que j'ai fait, c'est d'initiative. C'est sur l'initiative de l'I.S.C. qu'un briefing a été donné. Sur l'Aer, c'est par R.F.I. qu'on a su qu'on rentrait en BE.*

3. Expérience en Afrique: Kolwezi, Kitona, Rwanda 90, Somalie.

EXPOSÉ MAJ THIRY — CMed KIBAT

1. *Événements: Voir Adjt Cantineaux (Ann B — App 2)*

À ajouter: Le Col bangladeshi Comd RUTBAT n'a jamais admis qu'on laisse entrer les Belges. À un certain moment, il est sorti du stade et il y a eu une discussion entre lui, Lt Vermeulen, un F.A.R. et un Père.

2. *Commentaires*

a. La Sit des Sv Med n'était pas idéale. Le but était de s'installer pour du bon à l'Aer après la construction de Kigalodge.

b. On a retrouvé à Meridien quelques civils qui habitaient à côté de la maison du pilote français de l'avion abattu. Ils ont rapporté une conversation avec la veuve du pilote (qui a conversé avec son mari dans l'avion). Un élément les a frappés, plusieurs fois, on a demandé avec insistance si le Président du Burundi était dans l'avion.

EXPOSÉ MAJ TIMSONET — Comd2d 2Cdo*1. Avant le 07 Avr**a. Préparation : les gars savaient. Mais ils ont été aussi surpris que nous.**b. Danger**(1) Le système d'Infos n'était pas encore bien en place.**(2) On ne devinait pas de gestes d'agressivité de la population ni des Mil vis-à-vis de nous.**c. Log : les problèmes (Infra, charroi, groupes électrogènes) étaient en train de se régler.**2. Occupations à partir du 07 Avr**a. On a très vite su que c'était l'avion du président qui était abattu. Ma première réaction fut qu'il s'agissait d'un coup d'État. On est resté de permanence pendant presque toute la nuit.**b. Le 07, je suis allé à Caillou pour ramener quelques Mil (Ils y sont restés).**c. Le 08 au matin, on a eu la visite d'un Offr F.P.R. qui voulait l'hôtel. J'ai refusé. Il a fallu instaurer un Sv intérieur dans l'hôtel. L'après-midi, les occupants français de l'hôtel sont partis. On a dû s'occuper de la gestion de cet hôtel.**d. Je me suis occupé de l'aménagement du P.C. Bn.**e. Puis de Recup le Mat laissé à Pegasus.**f. Après, j'ai Recup des expatriés.**g. Le 11 Avr, j'ai Recup une Allemande près du C.N.D.**h. Au moment de l'arrivée sur l'Aer, je me suis occupé de la remise-reprise aux Ghanéens.**3. Plans d'évacuation**a. MINUAR**Il y avait un plan. Je crois l'avoir vu.**b. Civils belges**(1) Il y avait un plan. Kigali était divisé en secteurs, avec un responsable (civil), des PRas prévus.**(2) « Je connaissais le responsable du secteur du Méridien qui tenait sa liste à jour. Je ne parle que de la partie du terrain Méridien, je n'étais pas au courant de ce qui se passe au Centre-ville ».**(3) Il y avait un plan, pas distribué aux Cies, pour Ctl au niveau Bn. Si cela a marché, c'est dû au hasard, et aux bonnes volontés.**c. Repli 2Cdo**(1) S'est fait Cant par Cant, le moment étant choisi en fonction des Rens et attitude des F.A.R.**(2) Il n'y a pas eu de coopération avec Silver Back, sauf quand on est arrivé sur l'Aer.**Questions — Réponses**Q: — Comment fonctionnait l'E.M. ? Comment évaluait-on la Sit ?**R: — Normalement et traditionnellement (Pas d'S4 → Base Log). Le COps fonctionnait en permanence. Mon travail au COps était de veiller à ce que le rôle soit appliqué et qu'il n'y ait pas trop de monde. L'appréciation était continue au COps.**Q: — Qui planifiait ?**R: — À partir du 07 au matin, on était en permanence au COps. Le S2 s'occupait du trafic Tf (jusqu'au dimanche).**Q: — Les 07 et 08 Avr, quelle était la perception au niveau Bn ?**R: — La dernière communication avec Lotin a eu lieu vers 08.09 Hr. Loin de nous l'idée de s'imaginer ce qui se passait réellement. On n'a appris que le soir.**Q: — A-t-on réévalué la situation ?**R: — À notre niveau, on était de plus en plus inquiet. On n'avait pas de nouvelles. Notre premier réflexe était d'éviter au Max les Mov. On a essayé de se ReGp le plus possible, mais il n'y avait pas beaucoup d'axes praticables.**Q: — A-t-on posé des questions au Secteur, sur la mission, la Sit... ?**R: — On a demandé au Sect d'examiner un changement d'attitudes ou des règles.*

Q: — A-t-on reçu des directives du Sect?

R: — Une seule chose : quand on a été confronté au problème des expatriés, on a reçu l'interdiction de les Recup (jusqu'au dimanche 10 matin).

EXPOSÉ LT DECUYPER — S2*1. Récolte des Infos*

a. *J'avais cinq informants rwandais dont M. France, un ancien président de parti et le secrétaire privé de M. Faustin, le futur Premier ministre dans le futur gouvernement provisoire. Ils me disaient ce qu'ils entendaient. M. France mettait tout sur papier.*

b. *Je connaissais assez bien le Rwanda (mon épouse est rwandaise).*

2. Exploitation des Infos

a. *Je contrôlais si possible, faisais rapport. Le Chef de Corps filtrait Infos et donnait Rens à l'OGp.*

— *Rapports sur disquette.*

b. *Après le 06, il n'y a plus eu de rapport.*

3. Estimation d'un danger

a. *On n'a jamais eu d'indication qu'un attentat se préparait. On avait bien observé la tension qui montait.*

b. *On savait qu'il y avait des caches d'armes. J'avais demandé l'autorisation de procéder à des fouilles. Refusé. Une fois, la Gd (seule) a exécuté une Ops rien trouvé. Cela m'a semblé bizarre. Officiellement.*

c. *Avant le 06, je ne me suis pas fait de soucis quant à la sécurité de KIBAT.*

4. Composition de l'E.M.Bn à partir du 06 au soir

a. *Outre le Comd et Comd2d, il y avait*

S3: qui ne participait pas au rôle COPS.

S2: j'allais chercher des expatriés, étais rarement à l'E.M. (Il n'y avait plus moyen de récolter d'Infos).

AS3: NON-Ops (Combat shock).

S1: s'occupait du Méridien.

b. *J'ai eu l'impression que c'était le Chef de Corps qui faisait la cellule. Quand il y avait un problème, c'est lui qui aidait.*

c. *« Je suis déçu de mes égaux. »*

5. Travail de l'E.M.

a. *Selon les appels des expatriés, on allait les chercher.*

b. *Il n'y avait pas de vision d'ensemble, pas d'analyse.*

c. *J'avais l'impression que le P.C.Bn n'en savait pas plus que les Cies.*

d. *On tenait à jour l'avancement du F.P.R. (Les Cies n'étaient pas tenues au courant).*

e. *Il n'y a jamais eu de réunion d'E.M.*

6. Attitude du R.O.R.

Le Maj Bodart (R.O.R.) rouspétait parce que j'avais fait installer la .50 et la M.A.G. pour aller Recup des expatriés. Son appréciation était très erronée (n'a jamais évolué en fonction des événements).

7. Attitude de R.T.L.M.

a. *Dans un premier temps, il ont fait de l'intoxication.*

b. *Ensuite, ils n'incitaient plus directement.*

c. *Après le 06 Avr, j'ai entendu: « Tous les Hutus devaient prendre les armes, tuer des Tutsis et comme dessert un Belge. »*

EXPOSÉ CAPT SCHEPKENS — L.O. Bn au Secteur*1. Événements*

a. Le 06 soir, j'étais dans mon Cant (Dolce Villa).

Par Tf, l'AS3 m'a dit de rejoindre le Sect, car l'avion du Président était abattu. Au secteur, le Comd Sect et l'Offr « on duty » (Maj Puffet ?) étaient présents.

Pendant la nuit, le LtCol Provinciael sont arrivés.

b. Pl Mor

(1) Le Sect était au courant des difficultés de Lotin. Il était intervenu auprès Q.G. Force pour avoir un L.C. au barrage près des « Mille Collines ».

(2) Ensuite, le Bn avait demandé au Sect d'intervenir.

Col Marchal a dit dans le réseau Bn à Lotin : il est sur place, c'est à lui d'estimer. (= Del la responsabilité à l'Offr en place).

Le Sect a eu l'impression que c'était en ordre, et que les Rwandais allaient remettre les dix Mortiers à la MINUAR.

c. Amahoro

(1) Quand Vermeulen est arrivé, il a demandé de faire ouvrir. À ce moment le Chef E.M. Sect, le Col Moeen (= Bangladeshi) était là. J'ai transmis au Col Marchal qui s'est adressé à son Chef E.M. pour qu'il fasse ouvrir par RUTBAT. Rép: NON.

(2) On a demandé plusieurs fois pour ouvrir: NON — le Comd Sect n'a pas donné d'ordre formel.

*« Donner un ordre à un Bangladeshi, cela ne fonctionne pas! »
(Autre Ex: RUTBAT a reçu l'ordre de recevoir une Cie ghanéenne au stade → NON. « Ils sont musulmans »)*

(3) Le Comd Rutbat disait que les portes étaient ouvertes, Vermeulen disait que c'était faux (plusieurs fois).

(4) Bangladeshis ont demandé d'entrer dans le réseau Bn: Ils ont dit « ne pas tirer ».

(5) Ils n'ont pas voulu utiliser les B.T.R.

(6) Col Marchal a dit à Vermeulen qu'il pouvait utiliser les règles d'engagement. Ce qui, dans le contexte, devait signifier qu'on pouvait tirer en cas de légitime Def.

2. Commentaires

a. Sur l'E.M. Secteur

(1) J'ai toujours trouvé qu'au Sect, on était trop calme.

À la fin de l'incident du stade, cela se passait entre le Col Moeen et moi. Les Offr Sup belges n'ont pas tellement réagi. Pourtant, ils savaient, ils étaient conscients du danger de la Sit.

(2) Le Sect était au courant de la Sit des Det en ville.

Mais n'a pas essayé de trouver une solution à leurs problèmes.

Sur RUTBAT

(1) Lors de l'incident du stade, les Offr bangladeshis du Sect ont transmis des ordres au Bn qui n'a pas exécuté.

(2) Ils ont reçu des missions de Recup d'expatriés: ils ont refusé (ils NE sont jamais sortis — pour d'autres missions — SANS B.T.R.).

(3) e.a. le Sect avait demandé à Rutbat d'aller chercher les Mil à Viking avec des B.T.R.: NON.

c. Ev réfugiés

(1) Il y a eu beaucoup de demandes d'Ev.

(2) Je n'ai pas eu l'impression qu'il y avait des priorités, mais bien que cela se faisait au fur et à mesure.

d. Demandes Q.G. Force

Il demandait chaque jour que le Sect fournisse la Sit eau et Mun des Bn.

e. Ordre vers KIBAT

Hormis aller chercher M. X et Mme Y, pas d'ordre.

f. R.O.E.

(1) KIBAT a demandé de modifier les R.O.E.

(2) Concernant l'installation des M.A.G. et .50 sur les Veh, le Col Marchal avait fait un exposé (fin Mar) aux Offr belges et a expliqué ces mesures.

C'est depuis ce moment que ces armes avaient été enlevées.

EXPOSÉ 1SGT MAJ SIEBEN — Adj S2

1. *Le Lt s'occupait de l'analyse des Infos.*
2. *Le 06 jusqu'au 07 Avr, j'étais de permanence au COps. On a appris que l'avion du président était abattu. Pendant la nuit, le Sect nous a demandé de faire des Pat.*
3. *À partir de 0700Hr, l'ambiance a commencé à changer. On voyait les F.A.R. faire des massacres dans la vallée. Ce n'est qu'en début d'après-midi qu'on s'est rendu compte de la gravité de la Sit.*
4. *On a quitté Pegasus en catastrophe. Au Méridien, on nous a laissé d'abord tranquille. Il a fallu longtemps pour installer la permanence. J'ai toujours su quand je devais être de Sv.*
5. *Dans le rôle COps, il y avait AS3, S1, S2, Sec Pers, quatre SOffr (dont moi). Il y avait d'autres SOffr à l'E.M. (OTr, R.S.M., ...).*

EXPOSÉ CAPT CHOFFRAY — S3*1. Préparation*

a. La préparation s'est étalée sur 2 mois, avec des cours, des briefings (Chef de Corps), Conseiller Droits de la guerre. On a fait deux Ex sur le terrain.

b. Elle s'est faite sur base des R.O.E., et de la reconnaissance.

c. Le 1 Para avait quatre ordres Ops (qu'il nous a remis):

Un 00 de base (K.W.S.A.) et trois ordres ponctuels (exécutés).

d. Le 2 Cdo a écrit un ordre (à remettre).

e. Pour les R.O.E., le 2 Cdo (avec le Maj Bodart) a distribué un aide-mémoire jusqu'au niveau Sec. La Tp devait prendre contact, parlementer. Il y avait toujours un gradé par Eq, Sec ...

On avait fait marquer la différence entre la Somalie et le Rwanda.

2. Armement

a. D'après les R.O.E., on ne pouvait utiliser les armes (uniquement en cas de légitime Def).

b. Les mitrailleuses pouvaient être emportées, les M.A.G. installés sur le Veh (le canon ne pouvait pas être pointé). C'étaient les directives du Chef Corps. Elles n'ont pas été modifiées.

c. La riposte en cas de légitime Def se faisait avec les armes qu'on avait. [sic].

d. «La limitation d'emporter une arme était fonction de l'autorisation de tir».

e. Le Secteur avait imposé au Bn de ne pas emporter les .50.

f. Dès le 07, on a fait revenir des L.A.W. de RWANDEX:

(1) Un B.T.R. allait chercher des armes et Mun au profit du Sect, j'ai donné l'ordre à la Base Log de préparer une quantité équivalente pour nous (Ce B.T.R. devait aller à Amahoro, il fallait y envoyer des Ca pour chercher les Mun) [!]

«Les unités n'étaient pas au courant» [!]

«Aucun ordre n'a été donné au B.T.R. pour distribuer Mun pour nous.»

(2) Je suis pratiquement certain que le Chef Corps a dit aux Cies de se ravitailler en L.A.W. lorsqu'elles passaient à RWANDEX.

3. Événements 06/07 Avr

a. Vers 2000Hr, on a reçu un Msg concernant des tiers Msl, puis de Dep Mun explosé. Finalement c'était un avion abattu.

b. On a transmis 1 Info et on a envoyé un élément pour aller voir.

c. On a dû envoyer (par Sect) une Eq vers Kanonbe (chute de l'avion).

d. La nuit a été assez calme.

e. Q — «Qu'a fait le Bn?»

R — — Récup les gens de sortie

— Rft la sécurité des Cant.

— Essayer de relancer les Pat (ordre Sect)

— Pour Agathe, 2 missions:

— Pl Recce: escorter — assurer sécurité — Incl dans la maison de la radio

— Cie Ville: assurer sécurité à l'Ext du bâtiment de la radio.

4. Événements 07 Avr

a. «Le Chef de Corps a toujours été présent.

«Moi, j'étais dans un shift

«Non.

«J'étais présent.»

b. Massacre de Lotin

(1) Lorsque Agathe a dit qu'elle voulait s'en aller, en même temps, le Capt Marchal a demandé l'autorisation de quitter sa Posn car il était sous le feu des F.A.R.

La perception du Bn était que Capt Marchal courait des risques.

(2) Q: «Lorsqu'Agathe est partie, Lotin a-t-il été déchargé de sa mission?»

R — «Sa mission était terminée, il allait dégager.»

(3) Q — «D'autres en ville auraient pu être envoyés? De Chinatown?»

R — «Ils ne seraient pas arrivés.»

Q — «A-t-on demandé?»

R — «Je ne sais pas.»

(4) Q: «Y a-t-il eu des demandes d'intervention du Secteur?»

R — «Chef Corps a fait remarquer au Secteur que les éléments chez Agathe se faisaient matraquer.

Le Secteur est intervenu.

Après sur le Motorola, le Chef de Corps a dit au Secteur

«J'ai des éléments qui se font tabasser!»

(5) Q: «Pourquoi n'a-t-on pas fait intervenir les C.V.R.T.?»

R — «Ils étaient en Posn à l'intérieur de l'Aer (on les avait intégrés dans le dispositif de la Cie)»

— «On a essayé de faire descendre des B.T.R. du Secteur.»

c. Autres réactions

(1) *On a essayé de regrouper les Cant. Cela n'a pas réussi.*

(2) *On a essayé d'envoyer une Pat Héli.*

(3) Q — «Quelle était l'image de la Sit?»

R — «C'était clair: on isolait les forces de l'O.N.U. et eux réglait leur problème.»

«Il n'y a pas eu de réaction, car il n'y avait pas d'atteinte aux Casques bleus (il y avait bien eu obstruction) — On assistait en spectateurs.

(4) Q — «A-t-on donné des instructions aux unités, dit ce que l'on comptait faire?»

R — «Le Chef Corps a décrit la Sit — Leur attitude était de rester au Cant. Cela a été dit clairement.»

d. Amahoro

(1) *Les F.A.R. ramenaient nos forces au stade.*

(2) *Personne au niveau Rw ne tirait sur nos Tp, ils n'en voulaient pas aux forces de l'O.N.U. [sic. !]. C'était de la faute d'une autre nation de l'O.N.U.*

(3) «C'était un malheureux malentendu.» *J'étais au Secteur, je suis intervenu une fois pour donner des directives pour qu'ils se calment.*

(4) *Vermeulen était vraiment menacé. On essayait de gagner du temps pour ouvrir ces barrières.*

Commentaires

a. «Tous les ordres ont été donnés par radio. Tout ce qui devait être dit, a été dit. Tous les ordres vers les Cies ont été donnés.»

Q — «Les Cies disent qu'on ne savait pas où on allait (?)»

R — «Eux voyaient leur Cant. Nous on voyait le cadre général.»

Q — «Les Cies disent qu'elles ne connaissaient pas les intentions (?)»

R — «Nous ne les connaissions pas non plus, ni si le Bn allait se replier.»

b. Du Secteur, on n'a pas reçu d'ordres du 07 au 10.

c. Au niveau du Pers Comdt (EM Bn), tout le monde a bien fonctionné. Des individualités ont eu des «downs» à certains moments.

EXPOSÉ DE L'ADJT MARTINUS — R.S.M.

1. a. Mon travail a été essentiellement la Def du P.C., qui était avant les événements une garde, aussi la vie intérieure du P.C., des visites des Cies avec le Chef de Corps. Avec les sorties, on n'a pas eu de problèmes.

b. Le souci du Chef de Corps était la dispersion des Cant (pas pour des raisons de guerre, mais de Comdt).

c. Notre gros souci était où on allait manger au soir et si le bassin du Méridien était ouvert le matin. C'était « Club Med ».

d. On n'avait aucun problème avec les autochtones, ni avec les F.A.R., ni avec la Gd. Aucune animosité.

2. Événements

a. Le 06 au soir, on a entendu une explosion. La première action du Chef de Corps a été de faire rechercher les gens de sortie.

b. Avant minuit, j'ai été chercher ceux du P.C. qui étaient à l'A.T.S. Don Bosco. Les barrages qui avaient été signalés vers 2100 Hr étaient partis. Je n'ai pas eu de problèmes.

c. Le 07, des coups de feu ont éclaté dans un restaurant à ± 500 m. L'après-midi, on a vu le F.P.R. qui se mettait en Def. Il y a eu des coups directs sur Pegasus.

« J'ai eu l'impression qu'on nous tirait dessus. »

d. On est allé au Méridien. J'ai été occupé par l'installation dans l'hôtel, la Def du P.C., la sécurité des biens et des chambres.

3. R.O.E.

a. Des briefings avaient été donnés par le Chef de Corps et par Col Marchal (± 3 Hr).

b. On ne pouvait pas mettre les armes automatiques en Bie (les .50, on ne les avait pas). Selon le Maj Bodart, après le 06 Avr, on ne pouvait toujours pas.

c. Après le 06 Avr, on a vu apparaître les M.A.G., les .50, les L.A.W. avec les Cies.

4. Commentaires

a. Pour les dix Mortiers, on n'aurait rien su faire (dans l'ambiance qu'il y avait).

b. Dans les réseaux Tr, cela n'arrêtait pas.

c) De la pagaille onusienne (incohérence, lenteur et impuissance). À titre de documentation, entendre l'enregistrement réalisé par le Cpl Vanderlinden sur « l'incident du stade Amahoro ». Élogieux!

Le Cdt fait de cet incident un bel exemple obtenu par la négociation. N'oublions pas que pour s'en sortir les Belges ont dû tuer 15 personnes.

Dans le même ordre d'idées, il faut raconter l'incident du désarmement de la 16^{ci}e. Les F.A.R. ont finalement rendu les armes confisquées aux Belges. On fait encore une fois de cette fin heureuse, l'exemple du succès de la négociation. On omet de dire que le Sgt Dessambre avait disposé ses gars en défensive et avait signalé haut et clair son intention d'ouvrir le feu.

Nous sommes restés une journée les bras croisés avant de pouvoir commencer les évacuations.

d) de non-assistance à personnes en danger.

— (à prouver) Nos dix camarades.

— aux blessés se présentant chez nous et que nous n'avons pu soigner.

— aux gens massacrés devant nous.

— aux réfugiés Tutsis que nous avons abandonnés dans nos cantonnements. (Nous avons dû tirer en l'air pour écarter les gens qui nous suppliaient de rester).

— à la famille Rolando pour laquelle nous n'avions pas d'ordre... etc.

e) d'impuissance.

— pas la possibilité d'arrêter ou de neutraliser les criminels de guerre que nous avions devant nous.

À ce propos, on nous signale qu'avec un bérêt vert, nous aurions été tout aussi impuissants. Mais toute la différence est que nous étions troupes O.N.U.

f) d'incompétence de certains chefs...

— chassés-croisés entre C.O. Kibat/secteur/ambasse/Général.

- *décisions incohérentes et futiles: voulez-vous des exemples! (dernière page).*
- *désobéissance obligée des subalternes.*
- *refus de se laisser interpellé par les collaborateurs sur le terrain.*
- *pas de gestion du facteur humain.*
- *tentative de récupération de l'histoire.*
- *lâcheté de certains chefs (3 cas).*
- *manque d'information.*
- *erreur tactique: d'avoir continué jusqu'au bout d'accepter dans notre dispositif des éléments F.A.R.*
- *les secrets de polichinel de I.O.B. (qui ont eu au moins l'avantage de nous faire rire un peu!).*
- e) *par la perte importante de matériel individuel et collectif.*
- e) *par les pillages commencés par le 3para poursuivis par le 2Cdo. Vols par la Brigade au détriment du 2Cdo.*
- f) *par des exactions.*

**TÉMOIGNAGE DE M. QUERTEMONT,
aumônier au 2 Bn Cdo**

*Note de la rédaction : le Doc transmis à la Commission est intégralement reproduit ici.
Aucune modification de quelque nature que ce soit n'a été apportée*

Même si certains veulent faire croire que toute cette mission, c'est tout compte fait bien déroulée, je prétend que mis à part l'évacuation des ressortissants (travail de routine pour nous), la mission UNAMIR est entachée :

a) d'un manque de prévoyance militaire

— dispersion des cantonnements et leur division en petites unités ... en cas de problèmes, c'était indéfendable.

Ne pas perdre de vue que la situation s'était dégradée déjà en fin de mission du IPara (émeute, assassinat ...). On devait militairement prévoir le pire.

— dispersion inconsciente des moyens (hélicoptères à l'aéroport et pilotes en ville) (A.C.P. à Kicikuro/ chirurgiens en ville) (base log hors protection).

Dès le début des hostilités, nous avons perdu ces moyens.

— installation (gratuite!) dans des écoles ...

Nous avons ainsi compromis les corps professoraux ... voir tuerie d'A.T.S.

— armement lourd resté en Belgique

— pas de réserve de munitions substantielle dans chaque cantonnement

— A.C.P. limitée au strict minimum.

b) d'un manque d'analyse pertinente

— pas de service de renseignements

— pas analyser que la situation politique s'enlisait dangereusement

— pas tenu compte du sentiment anti-belge

— pas avoir compris le signal de la mort du président

— pas avoir changé les règles d'engagement.

Même les règles de légitime défense étaient subordonnées aux règles de pacification.

Nous avons vu des Casques bleus, machettes sur la gorge ou fusil sur la tempe, être obligés de négocier.

c) de la pagaille onusienne (incohérence, lenteur et impuissance)

À titre de documentation, entendre l'enregistrement réalisé par le Cpl Vanderlinden sur « l'incident du stade Amahoro ». Élogieux!

Le Cdt fait de cet incident un bel exemple obtenu par la négociation. N'oublions pas que pour s'en sortir les Belges ont dû tuer 15 personnes.

Dans le même ordre d'idées, il faut raconter l'incident du désarmement de la 16 cie. Les F.A.R. ont finalement rendus les armes confisquées aux Belges. On fait encore une fois de cette fin heureuse, l'exemple du succès de la négociation. On omet de dire que le Sgt Dessambre avait disposé ses gars en défensive et avait signalé haut et clair son intention d'ouvrir le feu.

Nous sommes restés une journée les bras croisés avant de pouvoir commencer les évacuations.

d) de non-assistance à personnes en danger

— (à prouver) nos dix camarades

— aux blessés se présentant chez nous et que nous n'avons pu soigner

— aux gens massacrés devant nous

— aux réfugiés Tutsis que nous avons abandonnés dans nos cantonnements. (Nous avons dû tirer en l'air pour écarter les gens qui nous suppliaient de rester.)

— à la famille Rolando pour laquelle nous n'avions pas d'ordre, etc.

e) d'impuissance

— pas la possibilité d'arrêter ou de neutraliser les criminels de guerre que nous avions devant nous.

À ce propos, on nous signale qu'avec un béret vert, nous aurions été tout aussi impuissants. Mais toute la différence est que nous étions troupes O.N.U.

f) d'incompétence de certains chefs ...

- chassés-croisés entre C.O. KIBAT/secteur/ambasse/Général
- décisions incohérentes et futiles : voulez-vous des exemples ? (dernière page)
- désobéissance obligée des subalternes
- refus de se laisser interpeller par les collaborateurs sur le terrain
- pas de gestion du facteur humain
- tentative de récupération de l'histoire
- lâcheté de certains chefs (3 cas)
- erreur tactique : d'avoir continué jusqu'au bout d'accepter dans notre dispositif des éléments F.A.R.
- les secrets de polichinelle de I.O.8 (qui ont eu au moins l'avantage de nous faire rire un peu!).
- g) par la perte importante de matériel individuel et collectif.
- h) par les pillages commencés par le 3Para poursuivis par le 2Cdo.
- Vols par la Brigade au détriment du 2Cdo.
- i) par des exactions.

LETTRE OUVERTE À NOS CHEFS ...

« Un soldat mort, victime des lacunes de son instruction ou de l'incapacité d'un chef, est un spectacle atroce et un crime devant Dieu ...

Il gît là, mort, inutile par-dessus le marché, lui qui ne reverra plus jamais, ni son pays, ni les siens.

Ne sois pas le gradé responsable de son manque d'entraînement;

Celui qui n'a pas su l'instruire, ni le conduire.

Prolonge tes veillées studieuses,

Gradé, de peur qu'un jour en regardant tes mains, tu ne les trouves tâchées de sang ! »

LtCol James Bellah. »

Quelques-uns de ces gradés auront-ils aujourd'hui le courage de regarder leurs mains ???

Ou bien continueront-ils à se cacher derrière le drapeau bleu de l'O.N.U. et ses règles d'engagement pour justifier leur inaction ...

Solidaires, lucides, calmes et déterminés, ayant gardé leur sang-froid par-delà ces événements, les survivants du peloton Mortier du 2 Bn Commando, appuyés par leurs camarades des compagnies et les familles des disparus, c'est-à-dire les seuls ayant été en contact direct avec la réalité; nous accusons le commandement de non-assistance à personnes en danger, de manque d'esprit de corps et nous mettons en doute la compétence de certains officiers en situation de crise.

Quelle ait pu être la motivation ou les raisons du commandement, nous sentons tous un manque de soutien, un manque de spirit, une sensation d'abandon.

Il est clair que l'on veut étouffer cette affaire et après trois jours de deuil national et une minute de silence, après avoir distribué des médailles à titre posthume, certains veulent oublier ou faire oublier que dix hommes ont été sacrifiés sur l'autel de je ne sais quels intérêts.

Ces accusations ne se fondent pas sur la colère ou sur des suppositions.

Nous sommes tous des témoins ...

Les radios du Bataillon étant réglées sur la même fréquence, nous avons entendu ...

Étant tous sur le terrain, nous avons vu ...

Nous connaissons notre métier, notre force ...

Nous aurions pu tenter quelque chose pour eux!!!

« Qui n'essaie rien, n'a rien! »

APPEL AU SOUTIEN DE LA MAJORITÉ SILENCIEUSE ...

*Signé : Peloton Mortier
2 Bn Cdo
Flawinne
et les familles.*

ANNEXE C

EXPOSÉ CAPT VANDRIESSCHE — Comd 12 Cie*1. Préparation*

a. Une semaine à Vogelsang. Le but était de diminuer l'agressivité. On y a fait des Ex de Pat, Check point, Ex anti-émeute.

b. Un conseiller en droit humanitaire était là. Il a fait des commentaires, ça s'est très mal passé.

Je ne crois pas qu'il faut y donner un titre. On l'a pris pour un flic. Il vaudrait mieux que ce soit un Para. Pourquoi un titre pompeux ? Cela pourrait être un Offr de notre E.M. qui a reçu la Fmn.

2. Situation - Mission

a. Je suis arrivé le 23 Mar. J'ai reçu un quartier comprenant l'Aer, le camp Kanonbe, la Primature, Kasibu (beaucoup Gd) et Franciscus.

b. J'ai installé le P.C. Cie (-) et le P1 A à l'Aer, le reste du P.C. et le P1 B à Franciscus.

c. J'avais reçu en Rft et, de fait, aux ordres : 6 (5) C.V.R.T. (3 Spartans, 2 Scimitar), 1 canonier (sans Mun), 1 chauffeur, 1 Mec C.V.R.T.

d. Les « Mortiers » logeaient dans mon quartier, mais n'étaient pas sous ma responsabilité.

e. Les missions étaient de routine

(1) Pat à Kanonbe et à Kasiru (Min 8 Pat/jour)

(2) Occuper des check points

(3) Garder les Cant

« C'était militairement incompréhensible. Les Pat, pour quoi faire ? »

Réponse au Comd Sect « prendre contact avec la population ».

On a donc fait des Pat « coca-cola ». C'était la motivation des gens. »

(4) La mission des C.V.R.T. était d'être présents de 08 à 1800 Hr à l'entrée de Cnd. À mon initiative, d'observer et de noter tout Mov.

4. Forces en présence

a. Dans le camp Kanonbe

(1) Un Bn Para (de plus en plus gros)

(2) Un Bn Aie (beaucoup Mor, une Bie AA déployée)

(3) Une grosse partie G.P.

(4) Autres

b. À l'Aer, une Cie Gd (commandée par un Lt Col)

c. Le F.P.R. (± 600) dans le Cnd

d. À Kasiru, beaucoup de Gd

e. Au total ± 3 000 (« et nous étions 89 »)

f. Remarques

(1) J'avais signalé 2 jours avant les incidents, de plus en plus de Paras en ville.

(2) Campagne anti-belge : « Les Belges gardent les F.P.R., ils sont avec eux ».

(3) Les G.P. ne laissaient pas passer les Belges.

(4) « Je n'ai jamais imaginé d'Att directe, bien des émeutes ».

4. Exécution

a. On m'a donné un quartier avec mission de faire des Pat. Je l'avais divisé en 6 s/quartiers. Dans certains, il y a eu contact avec la population. Les P1 rapportaient Info dans mon réseau Cie (Un seul pour la Cie).

b. P1 Mor passait dans le réseau Bn (Tout le monde d'ailleurs), mais j'avais un contact personnel avec le Chef P1.

c. Dallaire avait dit que la mission Pr était l'Aer.

(1) Mon prédécesseur « Ne rêve pas, tu ne sauras pas y aller »

(2) J'ai été accueilli sèchement »

(3) Après demande au Bn (et Bn → Sect), j'ai eu finalement l'autorisation de commencer les Tvx de campagne. Ils allaient débiter.

(4) Un plan existait pour augmenter les forces à l'Aer, jusque six Cie (Incl RUTBAT)

(5) Ma Cie était trop dispersée. Après les Tvx de Kigalodge, ma décision était de rassembler ma Cie à l'Aer.

(6) Je croyais que les Gd pouvaient coopérer, pas les F.A.R. (non crédibles). Au contraire, ceux-ci nous narguaient solidement. On n'a eu des problèmes qu'avec les F.A.R.

d. On parlait de K.W.S.A., donc de Ctl d'armes : je n'ai jamais rien vu de cela. Il faut dire que l'ambiance était avant les événements celle d'un grand camp de vacances. Il fallait « trouver » des missions : « moi, j'étais méfiant, c'est « épidermique ».

5. R.O.E.

a. J'ai essayé de traduire ces R.O.E., mais il est difficile d'expliquer « Du moment qu'on tire, on peut répondre ».

b. Ces R.O.E. n'ont jamais changé (ni règle, ni stade). Deux jours après les incidents, on a répété dans le réseau Bn que ni le mandat ni les R.O.E. n'avaient changé.

c. Après le 6 Avr, on a été limité dans les moyens (avant le 6, non). Quand on tombait sur un barrage, les gars n'étaient pas bien armés : pas assez de Mun, on n'avait pas non plus reçu les Law ni les Mor 60.

6. Événements 06 - 07

a. ± 062030 Avr : on abat un avion, tirs partout à Kanonbe

Dans tour Ctl, beaucoup de G.P. : savaient que le Président était dans l'avion abattu.

Mon souci était : Recup mes Sec qui étaient de sortie.

b. ± 070300 Avr : Ordres reçus

(1) Recup le Pers en sortie

(2) Envoyer des Pat sur les axes. (Comd Bn pas fort d'accord avec Sect)

(3) Envoyer une Sec vers avion abattu

c. Sit le 07 Avr matin

(1) Deux Sec à Franciscus

(2) Une Sec à Rutongo

(3) Une Sec à Pegasus (PC Bn)

(4) Une Sec chez moi (Aer) avec les deux chefs PI

(5) Une Sec prisonnière

d. Amahoro

« J'ai bien cru que mon Comd2d allait y passer »

« Je n'ai rien su faire pour l'aider : ou bien j'y allais (baroud) et c'était le carnage (car trop faible) ou bien j'attendais ».

e. Franciscus

« On leur tirait dessus. Sortir eût été une folie ». Après 3 jours, ils ont été Ev sur le Méridien.

7. Commentaires

a. L'armée est l'instrument de la politique. Au niveau du soldat, il faut donner des ordres Mil. Ici, ce n'était pas possible.

b. Si on part en Ops, il faut un solide basic load. On ne sait pas sortir avec trois chargeurs : c'est juste assez pour engager et donner quelques coups de semonce.

c. De temps en temps, il faut être plus chef. À Amahoro, les Bangladeshis n'ont pas ouvert la porte. Le Q.G. Force était (avec Cie tunisienne) à ± 200 m. Ils n'ont rien fait.

d. Ne plus envoyer des Veh (UNIMOG) pourris, c'est dangereux (sans parler de crédibilité).

8. *Commandement*

a. *Ni avant, ni pendant, il n'y a eu d'immixtion du Bn dans ma Cie. Au niveau Cie, c'était une gestion de crise (travail des sergents).*

b. *Avant le 06 Avr, il y avait une réunion Coord à 1700 Hr*

Après, il n'y a pas eu d'ordre, ni de plan, ni d'Infos (même lors de l'extraction).

c. *Le réseau Bn était saturé - entre autres par le Comd Sect qui parlait pendant plus de 30 Min!*

d. *Pour moi, le seul qui commandait (ou essayait) au-dessus, c'était Dewez.*

9. *Expérience de l'Afrique : Somalie.*

EXPOSÉ LT VERMEULEN — Comd 2d — 12 Cie*1. Événements*

a. *Mon Cant était Franciscus. Le 061900 Avr, j'étais avec une Sec en Obn au C.N.D. (voir si F.P.R. ne faisait pas le mur).*

b. *2030 Hr: explosion. À 2115 Hr, j'ai reçu l'ordre de décrocher et je suis arrivé à Top Gun (Aer). J'ai essayé d'aller voir les 15 gars bloqués à l'Ext de l'Aer (les premiers avaient été désarmés).*

c. *Vers 070430 Hr, j'ai reçu mission d'aller à Kanobe vers l'endroit où l'avion avait été abattu. Notre R.V.: Deux L.O. du F.A.R. au camp. On a été reçus chaudement, encerclés. Il n'y avait pas de L.O. On a décroché avec, comme but, rejoindre Top Gun. On était bloqués par deux barrages. On s'est joints au 15 en Mov vers la ville, mais bloqués comme nous. Au total 31 Pers, dont 13 F.N.C., les autres avec G.P. ou rien.*

d. *Début d'après midi, à force de tractations, on a accepté de nous conduire vers Amahoro. Les Bangladeshis étaient à l'entrée Pr, ils n'ont pas ouvert. Il y avait un Ras de civils (avec machettes) et quelque Mil. Après l'arrivée des Belges, il y a eu de plus en plus de monde.*

e. *Au Q.Q. Force, on entendait et on pouvait voir. Pas de réaction.*

f. *Du Comd Sect passé sur réseau Cie « Calmez-vous, on envoie des L.O. »*

→ *jamais vus.*

Ordre a été donné au Bangladeshis d'ouvrir (il y avait un Bn avec A.P.C.)

→ *pas ouvert.*

h. *Une Coln d'Obs O.N.U. est entrée sans problèmes.*

i. *Adjt Cantineaux s'est échappé avec son Veh sur le côté (l'Adjt se trouvait avec un Lt Gn qui avait compris les menaces des Rw en souahéli). Cela a fait diversion. On est sorti des Veh. On a reculé vers le stade en drill de Comb. On n'a arrêté de tirer que lorsque le monde était à l'intérieur du stade (les Bangladeshis n'ont pas tiré un coup de feu).*

2. Commentaire sur la menace

a. *Avant de partir, on a répété: « La Somalie et le Rw sont différents » Le Rw est un pays en paix.*

b. *Au début, il n'y avait pas de menaces. Les autorités Rw se moquaient de nous (p.ex. nos escortes larguées par Veh des autorités).*

Le seul problème était les barrages mis en place par G.P.

Il y avait beaucoup de tourisme O.N.U.

c. *On a eu très peu de marques de bonne volonté*

(1) *À l'A.T.S. Don Bosco; d'un Père « Vous n'êtes pas les bienvenus ».*

(2) *Le 07 Avr, il y a certainement eu un ordre général dans les F.A.R. pour bloquer tout Mov BE.*

(3) *Temps mis pour Recup les corps.*

(4) *S'il y a coopération avec F.A.R., c'était de personne à personne.*

3. Commentaire armement — attitude

a. (1) *L'auto-défense ne se conçoit qu'en coup par coup. → D'où pas de MINIMIS*

(2) *L'arme automatique sur Veh, c'est trop agressif (même les Tvx campagne)*

(3) *Une balle dans la chambre, c'était interdit. Au niveau Cie, on l'a fait (on avait le choix)*

(4) *Nombre Mun = strict Min*

(5) *On avait enlevé le max moyens pour limiter les bavures. D'où beaucoup d'éléments se sont retrouvés coincés, avec peu de moyens, et presque pas de Mun.*

b. *Lorsqu'on a eu ces moyens, et qu'on les a montrés:*

(1) *Les barrages s'ouvraient*

(2) *On n'a presque pas utilisé ces armes*

c. *Les directives sur la menace (conseiller en droit humanitaire):*

« *Un type qui se promène avec une Gren près d'un Cant, ce n'est pas une menace* »

« *Un type qui lance une Gren et qui s'en va, on ne peut pas lui tirer dessus* ».

d. *Être gentil avec la population, cela n'empêche pas d'avoir des L.A.W., des Mun à disposition.*

4. *Griefs envers le Secteur*

a. *Le 06 au soir, le Q.G. Sect a demandé des L.A.W. et des Mun pour sa Def.*

(pour nous, c'était interdit)

b. *3 C.V.R.T. ont été utilisés pour la Def du Q.G. Sect, alors qu'il y avait des convois pratiquement pas protégés.*

c. *Du Comd Sect «La seule chose qui m'intéresse maintenant, c'est d'arriver à l'Aer».*

«Quand j'ai Ev le Q.G. Sect, le Col M a plongé dans le Spartan».

d. *Les hommes regardent le chef, ses décisions, mais surtout son comportement.*

e. *Le Bn bangladeshi n'a quasiment pas été actionné.*

5. *Expérience en Afrique : en 90 Green Beam (Rw), en 93 : Somalie.*

EXPOSÉ SGT BULINCKX — Chef Sec Pl B (au Rw)*1. Avant les événements du 07*

a. *Je suis arrivé avec le Pl. On a directement vu qu'on était très disséminés, le Comd Cie voulait réunir sa Cie à Top Gun.*

b. À Franciscus

(1) *La Sit ne me plaisait pas. On était au début mélangés avec des élèves = hommes de 18 à 40 ans.*

(2) *Du Padre «vous êtes ici, vous ne payez rien, soyez contents».*

c. *Au niveau Bn et Cie, il y avait deux ambiances différentes (Bn c'était les vacances, à la Cie pas).*

d. *Les Gd qui nous accompagnaient aux check points ne bougeaient pas.*

2. Événements à partir du 07

a. *Le 070530 Avr, j'ai dû effectuer une Pat (prévue) 070630 Avr, incident (durée ± 40 Sec), on a tiré, et ce, malgré les R.O.E. qui disaient «Faut convaincre en négociant».*

b. *Je me suis retrouvé à Franciscus avec deux Sec et j'ai Org la Def. Tout ce que je faisais, je le disais au Comd Cie (il y avait des plus gradés sur place).*

c. *J'étais dans les réseaux Cie et Bn. J'ai rappelé trois fois au S3 qu'on se battait très près de nous. On a été pris à partie par des snipers.*

d. *Le Comd était débordé, il savait que «Franciscus» était groupé.*

e. *On a fait deux sorties vers Viking, mais personne n'est venu.*

f. *C'est le Comd Bn qui est venu avec ceux de Viking. On était 39.*

g. *Le 10 Avr, pour rejoindre le Méridien, on n'avait plus mis de couleur bleue, on a mis tous les moyens dehors. Sans les utiliser, on a passé les barrages.*

3. Commentaires sur l'attitude

a. *«En tant que casque bleu, il faut garder la tête haute, rester lucide et au départ accepter les R.O.E. Quand il y a escalade, il faut montrer sa détermination et garder sa fierté. Moi, je n'étais pas lié par les R.O.E. J'ai pris l'initiative et je suis rentré vivant. On nous avait tellement martelé «Show the flag» que je me suis senti en faute après avoir utilisé les armes pour me défendre.»*

b. *«En gardant mon autorité et ma fierté, moi, je n'ai pas eu de problèmes: mais certains... Offrs (Capt Marchal) se sont fait fouiller et désarmer par les F.A.R. en passant un road block.»*

4. Commentaires sur le Comdt

a. *«À un certain moment, le très haut Comdt (Col Marchal) s'est senti menacé. Il est parti au Kenya. La Tp ne se sent pas soutenue ainsi.*

b. *Il faudrait baser le Trg du Para en sensibilisant plus le Chef Sec. C'est-à-dire lui faire confiance et arrêter que le Chef Pl fasse le concierge dans les Sec.*

5. Expériences africaines: Kolwesi, Kamina, Kinshasa (2 x), Somalie

EXPOSÉ SGT TEYSSIER — Chef Sec PIA*1. Récit des événements*

- a. Je me trouvais à Rutongo le 06 soir, près d'un camp de 40 000 Pers.*
- b. La mission était de veiller à la distribution de la nourriture et d'assurer les trois Sœurs belges.*
- c. Un de mes gars a vu les deux missiles et l'avion exploser en vol.*
- d. Du curé, on a su qu'on nous accusait d'avoir tué le Président.*
- e. J'ai demandé au Capt de revenir. Les Sœurs: « Partez, vous êtes un danger pour nous. »*
- f. « On a passé un premier barrage, puis on est tombé sur un second. On était encerclés, on était piégés. J'ai eu le sentiment que si je donnais mon arme, c'était fini aussi. Mon attitude a été menaçante. Puis on a fait jonction avec Comd Bn qui est aussi tombé sur un barrage. Il a palabré sur un ton ferme. On est passés. »*

2. Commentaires

- a. Dès le départ, on était trop dispersés.*
 - b. Avant le 06, on ne se sentait pas menacés. On ne nous a jamais parlé de se défendre. On partait en vacances.*
 - c. On a sous-estimé la Sit politique (1 Para: « il n'y a pas de problèmes »).*
 - d. Si, à un barrage, on demandait, c'était fini.*
- Si, à un barrage, on avait une attitude ferme, pas de problèmes.*

EXPOSÉ DU CPL GILSOUL

1. Récit des événements

a. Le 06 au soir, j'étais de sortie. Par radio, on a reçu l'ordre de rentrer.

b. On a été bloqué et on s'est retrouvé dans un Gp (Adjt Cantineaux). On était en contact avec la Cie (de l'autre côté de la clôture).

c. Une Sec était sur le toit de l'aérogare. La G.P. est arrivée. Comd Cie a refusé de rendre les armes, et a rejoint Top Gun.

d. Suite = récit Lt Vermeulen (Amahoro).

«Après le premier tir, la plupart des RW se sont retirés. Des Mil RW ont lancé des Gren, nous avons riposté. On est rentré de force dans le stade. C'était eux ou nous. On a eu de la chance.»

2. Commentaires

a. Au départ, on a pris tout à la rigolade «Ne vous tracassez de rien, tout est calme».

b. (1) Contacts avec la population : pas de problèmes. Mais en ville, on nous regardait méchamment.

(2) Contacts avec les F.A.R. : tout était négatif pour nous (avec les Français, c'était l'inverse.)

(3) Contacts avec le F.P.R. : gens très disciplinés, très ouverts.

c. J'ai vu des réactions peu glorieuses d'Offr et SOffr. J'étais dans le premier Veh de la Coln partant du Méridien. Les (très) gradés derrière.

d. Quand ça a mal tourné, le Comd Sect a fait venir deux Bl, il a traversé la ville, est monté dans le premier avion.

e. On nous a dit «Ne pas tirer, rester pacifique».

On ne nous a jamais dit «vous pouvez riposter». «Je l'ai fait d'initiative, et à ce moment, j'avais l'impression d'être dans mon tort.»

EXPOSÉ CPL CHEF DINJART — Brancardier

1. Événements vécus

- a. Le soir du 06, j'étais de sortie. Par radio, on a reçu l'ordre de rentrer par l'entrée Pr de l'Aer.*
- b. On a été bloqué par des Mil armés. J'ai rejoint l'Adjt Cantineaux.*
- c. Récit : voir Lt Vermeulen - Adjt Cantineaux.*

2. Commentaires

- a. Pour les Rwandais, c'étaient les Belges qui avaient abattu l'Avn du Président. Ils s'en prenaient donc aux Belges.*
- b. Le lendemain, les Rwandais (\pm 1 000) qui voulaient nous lyncher la veille sont venus se réfugier dans le stade.*
- c. Le manque d'ordres m'a écœuré. « Calmez-vous. »*
On est resté 4 jours dans le stade, isolés de tous les événements.
- d. On s'est sentis très menacés. Si on a tiré, c'est pour se défendre. Lt. Vermeulen et Chef Leconte ont fait preuve d'un sang-froid extraordinaire.*

3. Expérience de l'Afrique : Rwanda (90), Gabon, Somalie.

ANNEXE D

EXPOSÉ CAPT MARCHAL — Comd 16 Cie

1. Je suis arrivé le 09 Mar. J'ai repris trois Cant: Chinatown, Mirador et Ramadan, ainsi qu'un quatrième, Vitamine (Psec pour ma Cie avec Maj Thiry).

2. La Sit était relativement calme. On n'avait pas de menace directe. Vis-à-vis des F.A.R., on n'était pas menacés, mais je me méfiais, car on voyait de quoi ils étaient capables (après chaque nuit, cadavres à ramasser). Je savais aussi que les Rwandais étaient capables de rassembler beaucoup de gens en peu de temps.

3. Au sein de la ville, on a remarqué une évolution de l'attitude.

Au début, les relations étaient bonnes, ensuite moins.

« Peut-être à cause de notre réaction de ne rien faire, qui s'est retournée contre nous. » Aussi suite à des évolutions politiques en BE: Info sur la suppression de la C.T.M., R.T.L.M. en a fait état. Après, on a eu des jets de pierre.

4. Événements du 06 et 07 Avr

06 soir: ReGpt des gens en sortie très vite fait.

± 070100 Avr: Ordre « Se tenir prêt à assurer la sécurité de Radio RW » et « Ouvrir un Itin en ville et voir où cela passait pour aller chez Agathe ».

0345 Hr: Lotin avait reçu sa mission d'escorte d'Agathe et

0430 Hr: est arrêté à un barrage. Confirmé par Sgt Schuermans.

— Réaction Bn « Wait, on va essayer d'avoir un L.O. de la F.A.R. » (On devait également ramener des gens de l'American Club).

— J'ai retrouvé Sgt Schuermans au barrage. Pendant que Lotin attendait le L.O., je suis parti pour ramener les gens de l'American Club.

— Je suis revenu vers Lotin, L.O. n'était toujours pas disponible.

— J'ai essayé de contourner par un autre chemin. On a été bloqué à un barrage avec Schuermans (avec 2 jeeps) et moi avec 1 jeep. On a discuté et les F.A.R. ont accepté de laisser passer. J'ai communiqué à Lotin que l'on pouvait passer.

— J'ai dit à Schuermans de continuer ses Pat.

— Lorsque Lotin est arrivé chez Agathe, il s'est fait « allumer » par un A.M.L.

Il l'a communiqué dans le réseau Bn (« contact »).

— Ensuite Lotin « La meilleure Prot, ce n'est pas à l'intérieur car il y a un jardin entre la maison et la rue ». « Si je rentre dans la maison, je perds contact radio ».

— R. (Bn) « Non, laisse la Pri au contact radio ».

— Moi aussi, j'étais engagé (communiqué au Bn, par radio, « contact »).

Cette attitude est due au drill inculqué pour le RW. « On nous tire dessus → on se met à couvert ». On nous a tellement répété que tirer venait en dernière extrémité, qu'on n'a pas tiré. En Somalie, Lotin comme moi aurions riposté.

— Le barrage qui nous avait été ouvert s'est refermé. J'étais au milieu. Cela a duré ± 10 min. Après le barrage de derrière a disparu.

— Lotin est rentré chez Agathe.

— J'ai signalé au Bn que je reculais, et j'ai demandé à

± 0615 Hr: la Sec Bleses de rejoindre. On s'est mis en Def au Car

— Du S3 Bn « Reste en place sur le Car, éventuellement pour intervenir au profit de Lotin ».

— Une Mi est venue se mettre dans notre dos.

± 0630 Hr: — Je le signale au Bn en ajoutant: « Soit on me renforce, soit je me retire. »

E: « Replie-toi ».

± 0640 Hr: — Je me suis retiré sur Vitamine où on s'est mis en Def rapprochée. En ville, il y avait de plus en plus de barrages.

— On a entendu toute une discussion au sujet d'Agathe (désire s'enfuir avec Lotin → NON — Part...).

— Lotin, de l'Offr RW « Si tu rends tes armes, tu seras ramené à la MINUAR ».

R — (Bn) « Ne rends pas tes armes, discute, ne tire pas ».

— Plus tard Lotin « J'en ai 3, non, 4 par terre. Que dois-je faire ? »

R — (Bn) « Alors, fais ce qu'il demande ».

N.B. La Def Radio RW devait être réalisée pour 0545 Hr. Prévus : une Sec Pl A (Rugg) et une Sec Pl B (Hiernaux plus tard). Elles ont été bloquées.

5. Événements du 07 au 09 Avr

a. Je n'ai pas donné d'ordre particulier à ma Cie (Mun: Ctl — ReOrg Pl — Def Cant).

b. Incident avec A.M.L. et Pl F.A.R. à pied. A.M.L. a voulu désarmer une de mes Mi. — Comd Bn « Hors de question de se laisser désarmer »

À Dessambre « Tous en Posn et chacun une cible ».

Je suis sorti (sans arme) à la rencontre du Chef Pl Rw

« Si vous essayez de nous désarmer, on se défend »

Il s'est replié d'une centaine m.

c. Le 07 p.m., j'avais vu que Vitamine était difficilement défendable. Par contre, la résidence de l'ambassadeur belge (en face) se prêtait nettement mieux. J'ai demandé à l'ambassadeur belge s'il acceptait que je vienne avec ma Sec pour mieux me défendre (et lui aussi). Réponse : non.

6. À partir du 09 Avr, du Comd on devait se tenir prêts à faire Mov pour se ReGp.

J'ai fait vider Ramadan et Chinatown, et je les ai rassemblés à Mirador, sauf moi à Vitamine.

Le 09 au soir, on a commencé une Ev sporadique de ressortissants vers Mirador.

7. Événements après le 09 Avr

a. Le 10 Avr, ordre du Comd Bn « Tu récupères un des Pl à Mirador et tu assures la Prot de la résidence de l'ambassadeur belge ». J'y suis allé avec le Pl B.

b. (1) Le 10 au soir, les Français évacuaient (et les massacres commençaient).

(2) Des ressortissants belges la trouvaient mauvaise (les Française : oui, les Belges non et des Mil belges — quoique Casques bleus — étaient en ville!).

(3) J'en ai parlé à l'ambassadeur, qui a demandé d'aller chercher les Belges.

(4) J'ai obtenu l'accord du Comd Bn.

(5) L'Ev a commencé. Dans certains secteurs, très bien. Dans d'autres, moins : il a fallu y retourner plusieurs fois.

c. Un matin (11 ou 12 Avr), Comd Bn a eu une altercation avec Col Marchal qui trouvait que « le fait de faire Ev provoque un climat de psychose dans la population en ville ». On a demandé à l'ambassadeur de prendre position. Il a dit oui pour l'Ev. (mais le plan « officiel » d'Ev n'était pas encore en exécution!).

d. D'autres problèmes ont encore dû être résolus. P. ex. avec quels Veh Ev les ressortissants. Finalement, j'ai dû décharger mes Ca M.A.N.

8. Divers

a. Ctl des armes

(1) Je ne Ctl rien. Je n'avais pas la possibilité. De plus, la Gd n'était pas efficace.

(2) L'impression générale était « Show the flag ». On avait l'impression qu'au niveau Bn on attendait que le gouvernement provisoire soit en place pour commencer à désarmer.

b. R.O.E.

« Dans mon esprit, ce n'était pas clair »

(1) R.O.E. ont été redéfinies plusieurs fois. Les Sdt les connaissaient, je crois même qu'on a trop insisté là-dessus.

(2) Quant à ce qu'on ne pouvait pas faire, dès le début on a dit qu'on ne pouvait pas tirer.

c. Dans l'art Mil, il existe certains principes (Unité Comdt, L.O.C.,...) Si on ne les respecte pas, il ne faut pas s'étonner de ce qui s'est passé.

d. À partir du moment où les F.A.R et les F.P.R. s'entrebattent, il faut changer notre attitude (Prot de certaines personnes p. ex.).

e. Expérience Afrique : Somalie (15 j.).

9. *Q: « Lotin crie au secours. Vous étiez le plus haut gradé le plus près.*

Qu'avez-vous fait ?

R: « Si Lotin avec ses 4 jeeps ne savait pas s'en sortir, moi je n'avais qu'une Sec. »

« Je m'attendais à ce que le Bn ait une réaction. Je ne l'ai pas suggérée. »

« À aucun moment, je n'ai pensé qu'il fallait le renforcer.

« Et encore, il aurait fallu y arriver. Peut-être ma Sec mais j'avais une Mi dans le dos. Peut-être une deuxième Sec, mais je ne sais pas comment elle serait arrivée. »

EXPOSÉ LT KOENINGS — Chef Pl A 16 Cie

1. Je suis arrivé le 09 Mar avec le Pl. Jusqu'au 06 Avr, la Cie était installée à Ramadan (Pl A), Mirador (Pl B) et Chinatown (PC Cie).

2. a. Le 06 Avr a.m., j'ai eu pour mission de faire des Pat à pied vers le SUD de KIBAT (Show the Flag, contact avec la population).

b. Le 06 Avr p.m., je suis arrivé à Butamwe avec deux Sec et nous nous sommes installés en Biv.

c. Pendant la nuit, sur le réseau R Cie «Avn du président abattu, TO BE CONFIRMED».

d. Vers 070300 Avr, j'ai entendu que le Comd Cie envoyait une Sec pour ramener la Pat. Nous sommes arrivés en ville juste avant l'aube (\pm 0530 Hr).

3. Événements du 07 Avr

a. Une de mes Sec (Sgt Rugg) était partie pour assurer la Ln avec les Mor (?). Elle a demandé ce qu'elle devait faire car elle était bloquée par un barrage.

b. Quand j'ai repris les rennes du Pl, ils s'étaient déjà repliés. Vers 0630 Hr, je l'ai rejointe et «on s'est fait allumer». Je me suis rendu compte que la Sit était totalement différente par rapport à la veille. Il y avait des FAR qui tenaient tous les Carf. À partir de midi, il n'y a plus eu de Mov de la part de MINUAR.

c. Le Comd Cie était en ville pour effectuer la jonction et a demandé qu'une de mes Sec renforce le PC Cie. J'y suis allé avec une Sec et me suis retrouvé à Chinatown où on a Org la Def.

4. Événements du 07 au 09 Avr

a. Je suis resté là 2 jours et je n'ai jamais reçu d'ordres.

b. J'ai demandé au Capt s'il existait un plan d'Ev. NON.

c. Les consignes étaient: Rester dans son Cant, assurer Def.

d. Après l'incident des Mortiers, on devait observer, renseigner et laisser faire! On n'était pas tellement franc, car tout l'armement était à RWANDEX. Une semaine avant, on avait reçu l'ordre de retirer les MINIMIS. Je ne les avais pas retirées.

e. Le 09 p.m. on s'est regroupé à Mirador et à partir du 09 soir, on a commencé à Ev d'initiative des ressortissants à Mirador et de là vers l'École Française.

5. Commentaires

a. R.O.E.

(1) La mission était d'observer, d'éviter tout contact.

«Si on subit une Att directe, répliquer avec des moyens proportionnels.

D'où riposte au coup par coup (même si Att à la .50)

(2) Après l'incident des Mor, il y a eu down moral pour les types.

On se rendait compte qu'on était visé. J'ai dit à mes gars:

«Si vous vous sentez menacés, vous tirez.»

(3) On n'a jamais dit que les R.O.E. avaient changé.

b. Paras et Peace Keeping

C'est une erreur que d'envoyer des Paras pour remplir un rôle de police, de Def en surface.

c. Moyens

(1) Il fallait aider les Gd au RW, donc dissuader, donc Veh BI (A.I.F.V.).

(2) Il fallait distribuer l'armement jusqu'à la Tp (ou envoyer une force ARMÉE, ou non).

La mission des paras était déjà dénaturée, alors sans moyens!

(3) Le coup de la MINIMI, c'est inadmissible.

d. Infos

Après les événements du 07, le problème c'était l'Info (Noms des 10 Mortiers; on ne recevait que «Wait» comme consigne).

EXPOSÉ SGT POUCKET — Adj PIA

1. Je suis resté à Ramadan plusieurs jours (jusqu'au 10 Avr). Au début, on faisait des Pat, tout allait bien. Après que l'Avn ait été abattu, tout a changé en peu de temps : autour du camp, des Gren sautaient partout. Avec tout le monde, c'était plus difficile.

2. Ordres reçus

- a. Def camp, consolider — On devait rester là.
- b. Pat supprimées.
- c. Aller rechercher les Pat vers Sud de KIBAT (070300 Avr).
- d. Envoyer Pat (070300 Avr) : Sgt Rugg. Puis, quitter sa Pat et partir assurer la sécurité de Radio Rw (0515 Hr) : il a été bloqué à 100 m.
- e. Envoyer Sec (Sgt Bleses) vers Comd Cie.

3. À Ramadan, il y avait de plus en plus de coups de feu, de Gren (il y avait 900 Paras à M^r Kigali, qui nous voyaient). On voyait qu'on lançait des Gren et qu'on tirait dans les maisons.

Du Comd Cie : « Vous ne pouvez pas intervenir, sauf si on vous tire dessus. » « Vous ne pouvez pas réagir. » Cela a été dur.

4. Infos

- a. On savait que l'Avn avait été abattu, par l'incident des Mortiers.
- b. Un Gd du camp nous apprend le 07 soir : « Agathe est morte, c'est grave. »
- c. Demande dans le réseau Cie : « Ne sait pas. »
- d. Via R.F.I., « Agathe est morte, il y a 10 otages prisonniers, 3 morts ».
- e. On téléphone à nos femmes en Be. « il y avait 3 morts ». Officiellement par le réseau Cie, on ne savait toujours rien !
- f. On a eu contact avec des journalistes qui nous téléphonaient !
- g. On a repassé du bas vers le haut les noms des dix Mortiers !!!

5. Armement

Pendant tous ces événements, on n'a pas pu distribuer les Gren, pas de L.A.W. Une seule cassette Mun pour la M.A.G. La MINIMI, c'est trop agressif ! L'arme vers le bas, c'est trop agressif !

EXPOSÉ SGT SCHUERMANS — Chef Sec PI B

1. Événements

a. (1) J'étais 6 ou 7 avec ma Sec (total: 3 jeeps) en Pat dans la ville. C'était une mission de routine. Je devais être rentré à Mirador à 0300 Hr.

(2) Vers 2200 Hr, cela s'anima. J'arrive à un barrage près de la Sta d'épuration d'eau, où il y avait une milice. Je connaissais bien le chef de cette milice. J'ai stoppé ma jeep. Il était avec des gens armés, excités (machettes, lances, arcs). Quand j'ai voulu commencer à parler, il m'a dit :

« Vaut mieux partir, les Belges ne peuvent plus circuler dans Kigali. »

« Les Belges ont abattu l'avion du Président. »

J'ai embarqué, fait demi-tour et fait rapport.

(3) Ordre : « OK, reprenez votre Pat. Wait. »

(4) En quelques Min, tout a changé. J'ai quitté cette zone : j'étais isolé, pas d'Info de l'Ech Sup. En ville, il y avait des attroupements. Par la population, j'ai appris que le Président avait été abattu.

b. (1) Je me suis retrouvé près de l'hôtel des Milles Collines avec la Sec Leroy (Mor) bloqué par un barrage F.A.R. (avec A.M.L.). Sur place, il y avait Lotin et une Sec et mes trois jeeps. On a discuté, on ne pouvait pas passer.

(2) J'ai fait reculer mes éléments (sauf 1 jeep laissée en place). J'ai fait le tour et à environ 150 m de la maison d'Agathe, j'ai rencontré un tout petit barrage avec trois Mil de la G.P. (dont un Lt) qui n'ont opposé aucune résistance au passage des Belges. J'ai appelé le Comd Cie qui est arrivé. On a passé le Rens aux Mor et Lotin et ses 5 jeeps sont passées.

(3) Lt G.P. a eu une hésitation pour nous laisser ressortir. Moi, j'ai repris ma Pat (ordre de mon Comd Cie).

c. (1) Ma jeep a crevé, des éclats Gren ont volé. Les 2 Gd qui étaient dans ma jeep sont partis et je me suis retrouvé seul avec un Sdt.

(2) J'ai demandé des Rft. La Sec Rugg (PI A) est arrivée.

(3) Plus tard dans la soirée, j'ai eu ordre de rejoindre Mirador (entretemps, j'ai encore eu un accrochage avec un A.M.L. qui voulait nous désarmer).

d. Arrivés à Mirador, on a renforcé la garde et suivi les Infos via R.F.I.

« Les gens qui devaient commander, ne savaient plus commander. »

« Les gens qui devaient faire de la Log, ne savaient plus non plus. »

« Tout le monde était trop occupé. »

2. Commentaires

a. Durant la nuit 06/07, mon gros problème a été l'isolement. Quant tout allait bien (début nuit), on était accompagné de gradés Gd; après, on a eu à la place des Sdt Gd qui ont déserté.

b. Incident (qui a fort marqué mes gars).

(1) 2 jours après, on avait pour mission de Def la résidence de l'Ambassadeur.

Arrive un combi de l'armée Rw avec un Col de la G.P. Dans le combi, une famille de Noirs. On a appelé de gros moyens pour cette famille. « Quand nous, on a dû Ev des gens, même pour aller les chercher dans des quartiers « très chauds », on n'a pas eu d'appui de C.V.R.T. »

(2) J'ai revu une deuxième fois ce Col, lors de l'Ev vers l'Aer. Il était en tenue Mil et est arrivé en queue de Coln. Il voulait rencontrer immédiatement l'Ambassadeur belge.

Comd Cie : « Wait ».

(3) Comd 2d Cie est entré dans le réseau :

« En aucun cas, vous ne laissez passer ce type. C'est un assassin, il est responsable de la mort des Mortiers. »

(4) Il a arraché ses vêtements Mil (il y avait des civils en dessous) et a fait demi-tour.

EXPOSÉ CPL CHEF BUISSERET — Magasinier Q.M.

1. *Durant la nuit du 06/07, j'étais de garde devant la barrière à Chinatown. Dès que par la radio, j'ai appris que l'avion du Président avait été abattu, j'ai vu les barrages se mettre en place.*

Pendant la nuit, cela commençait à tirer. On était bloqué.

2. *Moi, je n'ai pas reçu de R.O.E.*

« Si on allait courir, il fallait être à trois au moins.

« Si on sortait en civil, l'arme devait être cachée.

3. *On est resté 2 ou 3 jours à Chinatown, puis on s'est regroupé à Mirador.*

De là, on est allé à l'ambassade de BE.

4. *Un Col F.A.R., Chef de Corps du camp où les 10 gars ont été tués a demandé protection pour sa famille, ce qui fut autorisé par Col Marchal.*

5. *Commentaires*

a. *Lorsqu'on a demandé pour avoir des L.A.W., réaction Col Marchal « Mon souci est de retourner entier à l'Aer. »*

b. *Pourquoi pas l'armement dans les Cant ? Pourquoi à RWANDEX ?*

c. *Manque d'Info. Dans le réseau R, très souvent « Wait, wait. »*

6. *Expérience en Afrique : Rwanda 90, Somalie (avec 1 Para)*

EXPOSÉ ISGT HEYLEN — Chef Sec PI B

1. *Ma Sec était de garde à Mirador le 06 au soir et y est restée jusqu'au dimanche. Puis on est parti vers la résidence de l'Ambassadeur.*

2. *R.O.E.*

a. *On ne pouvait riposter en cas de légitime défense que lorsqu'on était engagé. (Pour un lancement de pierres, de cailloux : on ne peut riposter).*

b. *Les règles sont restées les mêmes avant et après les événements du 07.*

c. *D'où, on n'attend plus les ordres.*

3. *Divers*

a. *Les trois premières semaines, il y a eu des incidents mineurs. C'étaient les vacances. À partir de la nuit 06/07, ce fut le jour et la nuit.*

b. *Infos.*

(1) *Rien ne descendait vers le Pl, pas même les Infos importantes. Cela aurait été utile, ne serait-ce que pour éviter les rumeurs.*

(2) *On a appris les noms des victimes via le BE.*

c. *C'est un peu dommage d'envoyer des Paras pour aller se promener.*

d. *Expérience en Afrique : Rwanda 90, Gabon Somalie.*

EXPOSÉ CPL SCULIER — PI B, Sec armes Hy

1. a. *J'ai été à Mirador, ensuite à l'Ambassade.*
b. *Ma fonction est TS, là-bas j'étais chauffeur.*
c. *À Mirador, j'ai monté de garde. Ensuite on a amélioré la Posn.*
d. *On a sorti l'armement; MINIMI, M.A.G., pour finir la .50 quand même (on ne pouvait pas, par après on a pu).*
2. *R.O.E. Avant le 06 Avr, il y avait 7 règles, dans l'ordre :*
 - a. *On faisait intervenir la Gd*
 - b. *Gd avec nous*
 - c. *Élever la voix*
 - d. *Élever la voix*
 - e. *Gren lacrymogène*
 - f. *Élever son arme*
 - g. *Tirer en l'air*
3. *On nous demandait d'être neutres (F.P.R. — F.A.R.)*
4. *On était éparpillés et on n'avait pas l'armement habituel.*
5. *Je n'ai jamais eu le sentiment d'être menacé.*
6. *Expérience en Afrique : Rwanda 90 — Zaïre (91) — Somalie.*

EXPOSÉ SGT BLESES — Chef Sec PI A

06 Avr, j'étais parti en Pat vers le sud du Secteur avec le Chef Pl. Dans la nuit, on est venu nous rechercher pour nous ramener à Ramadan.

Je suis parti en Pat et vers 070430 Avr, j'étais en Posn au Carf à 300 m de chez Agathe. Le Comd Cie, un TS et un Mec étaient ± 150 m devant nous.

Vers 0500 Hr, sur ordre du Comd Cie, on s'est replié car c'était trop dangereux. Des F.A.R. avaient pris Posn. Un gars de la Sec a vu une Mi .50. On n'était pas visé, mais vulnérable.

Vers 0515 Hr, on est descendus tous ensemble vers Vitamine.

On y est resté 3 ou 4 jours.

Là, il y a eu un incident. Un Cdo (avec M.A.G.) s'est fait engager par les F.A.R. : on lui a tiré dessus. Il a riposté.

Ambassadeur avait sa résidence juste en face. On y est allé avec le Pl B. On est resté 1 jour et 1 nuit; puis on est parti vers Mirador. On a participé à l'Ev de ressortissants.

Au début, pas de problème. Il ne se passait rien.

Après, ça a été difficile. Les gars avaient envie de tirer.

Les R.O.E. auraient pu changer vu l'évolution des choses.

EXPOSÉ SGT RUGG — Chef Sec PIA*1. Événements du 06-07 Avr*

a. *Le 06 Avr, j'étais à Ramadan et j'avais reçu l'ordre de Pat en jeep en ville durant la nuit 06/07.*

b. *Vers 2000 Hr, l'Avn du Président a été abattu. On est resté au Cant. On a entendu des tir. On a consolidé la Posn.*

c. *Vers 070130 Avr, j'ai reçu l'ordre de Pat (ouverture d'Itin) et d'aller assurer la sécurité à Radio Rw. On a vu des barrages non occupés. J'ai pris contact avec la Bde Gd Ter SUD qui m'a signalé :*

« Les Belges ont tué le Président » diffusé sur Radio Rw. « Vous feriez mieux de rester dans vos Cant ».

On m'a Rens d'autres barrages. On entendait des bruits Gren (dans secteur rouge), puis des tirs. Les barrages étaient occupés par des civils.

d. *Vers 0430 Hr, j'ai entendu (Radio) qu'une jeep de chez nous était en panne. On y est allé. C'était Schuermans. Après le reste de sa Sec est arrivée.*

e. *À 0445 Hr, comme j'avais reçu ordre d'aller à Radio Rw., je suis parti. J'ai passé Mirador, puis en arrivant à la Radio, j'ai vu 2 A.M.L. Je suis passé entre, ma dernière jeep restant bloquée entre ces 2 Veh. J'étais à 20 m de l'entrée. Il y a avait ± 30 Mil. Je me suis fait refoulé. « Le ministre Agathe ne travaille plus pour nous » (Un Gd RW). Leur dispositif était concentré à droite (côté de la Radio); j'ai voulu me mettre à gauche. « Les Belges, on ne veut plus vous voir ». J'ai reculé à hauteur de l'École Belge (± 100 m de la Radio). Les A.M.L. ont tourné leur tourelle dans ma direction → on s'est mis au Carf encore plus bas, ça a commencé à tirer dans tous les sens. Je ne savais plus bouger. J'ai demandé ce qu'il fallait faire. R: (Lt Koening) — « All Round Defense ». Ce que j'ai fait et je suis resté toute la journée. J'ai essayé quelques coups de feu.*

f. (1) *Puis on s'est regroupé dans une maison derrière Chinatown. Là, on ne nous a pas attaqués directement. Mais on avait l'impression qu'on nous en voulait (F.A.R. nous ont observés, puis ont pris Posn).*

(2) *Chinatown était bloqué. On n'a pas essayé de sortir: avec l'armement qu'on avait, on ne pouvait pas forcer. (Dans nos consignes, on ne pouvait pas non plus).*

2. *Le 10 Avr vers 1530 Hr, on est parti pour Mirador (ReGpt Cie). Puis j'ai été vers l'ambassade belge (sur le toit), et j'ai aussi effectué des missions de rapatriement d'Européens vers Mirador, puis vers l'École Française.*

3. R.O.E.

a. *On était dans un dilemme: on est parti comme gardien de la paix et on a été entraîné dans ce but.*

b. *Puis, on a perdu 10 copains. Il fallait gérer cette crise.*

c. *Il y avait beaucoup de consignes et d'autorisations à demander (pour la MINIMI au Bn, le M.A.G. au Sect, ...), soit beaucoup de temps, et de demandes par la Radio.*

« La vie de mes hommes est plus importante que les réseaux Radio ».

d. *Au départ, j'ai essayé de parlementer (beaucoup). Si l'armement avait été plus adéquat, on aurait eu plus facile.*

e. *Ce qui limitait, c'était l'armement. On aurait dû avoir notre basic load complet (Incl L.A.W.). On aurait été plus sûrs de nous (cela ne veut pas dire qu'on s'en serait servi).*

4 Menace

a. *Il y avait des F.A.R. partout. S'ils avaient voulu, on aurait été « rasés »!*

b. *Le bruit a couru que les Belges avaient tué le Président. Les Rw. étaient très excités. Plus on discutait, plus ils s'énermaient.*

5. Commentaires

« L'O.N.U. est trop lente aux décisions.

Il faut dire que je n'ai j'amaï vu une telle violence de ma vie.

On aurait pu rester là-bas, empêcher les massacres de population.

On savait où il y avait des caches d'armes → rien n'a été fait. »

6. Expérience en Afrique: Rwanda 90

EXPOSÉ LT THEUNISSEN — Comd2d — 16 Cie**1. Récit événements 06-07 Avr**

- a. *Je me trouvais à Chinatown la nuit du 06/07 Avr. J'ai suivi les événements sur le réseau Bn.*
- b. *Vers 2030 Hr, on a observé deux tirs Msl en bout de piste Aer. Tout de suite après (environ 10 Min), les GP près de la tour Ctl s'éneraient.*
- c. *On a rappelé le Pers qui était de sortie en ville. À 2145 Hr tout le monde était rentré. Il y avait des tirs en ville. Cela ne nous a pas étonnés: les quelques jours qui précédaient, il y avait eu un regain de tension.*
- d. *Le capt Marchal est parti en ville, vers les « Mille Collines » car Schuermans était bloqué. Il devait aussi fournir une escorte à Mme Deniso à partir de l'Americain Club jusque chez elle (village O.N.U.) (environ de 0350 à 0450 Hr).*
- e. *Il fallait récupérer la Pat Sud (Butamwa), qui est rentrée vers 0510 Hr.*
- f. *C'est moi qui suivais la Sit sur les deux réseaux (Bn — Cie). Au P.C. Cie, je disposais d'une partie P.C., Lt Koenings et Sec Rugg (après retour de la ville). Quand les ordres venaient du Bn, ils transitaient par Comd Cie.*
- g. *Le 07 au matin, j'avais déduit que les Belges étaient les cibles (Lotin avait reçu des tirs Gren; à Vitamine, il y a avait eu des tirs dirigés.*
- h. *Le 07 p.m., j'ai demandé un Rft Mun au Bn (L.A.W., A.F.L.A., petites Mun) → Non. J'ai décidé d'aller les chercher et de les distribuer. Mais au Secteur — qui n'avait pas une seule Mun depuis 5 mois — on a envoyé au B.T.R. pour aller chercher des Mun, Incl des L.A.W.!*

2. Événements concernant Lotin (Réseau Bn)

- a. *Lorsqu'il est arrivé chez Agathe, Lotin a signalé qu'on lui a tiré dessus (2 jeeps out).*
- b. *Il a signalé que les F.A.R. étaient de la force d'un Pl, qu'il a reçu des tirs de 2 Gren à fusil, qu'il reserrait son dispositif, qu'il restait près des jeeps qui étaient entrées.*
- c. *Il a reçu l'ordre de ne pas tirer, de ne pas rendre les armes, de négocier.*
- d. *Il a signalé qu'Agathe était partie, puis qu'un Offr F.A.R. lui a dit que s'il se rendait, il serait remis à l'UNAMIR.*
- e. *Il a dit que trois de ses hommes étaient couchés par terre.*
- f. *[?!] Le Comd Sect (K9) dans le réseau Bn: « C'est toi qui es sur place, c'est toi qui décides ».*
- g. *Ensuite le Comd Bn « Si c'est comme ça, tu peux rendre tes armes ».*

3. Ordres

- a. *Le 07 Avr, j'ai donné, d'initiative, l'ordre à toute la Cie de sortir les M.A.G., les MINIMIS (du Bn, on ne recevait pas beaucoup d'ordres). Peu avant, le Sgt Rugg signalait que cela tirait de partout.*
- b. *Le 09 Avr, j'ai reçu du Bn l'ordre de se récupérer et de se préparer à quitter l'UNAMIR.*
- c. *Le 12 Avr vers 1500 Hr, c'est moi qui, d'initiative, ai évacué l'ambassade (en devant persuader l'Ambassadeur).*
- d. *On savait plus en écoutant R.F.I. que le réseau Bn.*
- e. *On a recommencé à avoir des ordres sur l'Aer.*

4. Plans d'Évacuation

- a. *Un plan d'Ev des ressortissants belges existait, avec des directives pour les personnes concernées et des PRas. Par contre, il n'y a jamais eu d'exercice et, à l'exécution, il y a eu des problèmes.*
- b. *Quant à une Ev de l'UNAMIR, c'était repris parmi les missions de KIBAT. Au niveau Cie on n'a rien reçu.*
- c. *Il n'existait pas de plan de repli de la Cie, pas plus que de mission pour la Cie dans un plan Def de l'Aer.*

5. Problèmes avec le Secteur

- a. *Le Comd Sect estimait que l'Ev des ressortissants en ville créerait des problèmes psychologiques. Il a fallu forcer l'intervention de l'Ambassadeur.*
- b. *Le Comd Sect a obligé la Cie à Ev la famille du Col Rusatira.*
- c. *Ces deux points contre l'avis Comd Bn.*

6. R.O.E.

a. Les Doc établis par 2 Cdo étaient destinés à tout le Pers.

b. Pour les soldats, on avait fait noter quelques règles.

« Pour nous, c'était clair. On s'était entraîné à Vogelsang ».

c. « Les gens avaient plutôt peur de réagir que l'inverse ».

7. Commentaires

a. Beaucoup ont essayé d'incriminer LtCol Dewez.

b. Problèmes avec le Secteur.

c. La cellule S3 n'était pas au top niveau (déjà des problèmes avant le départ).

d. On a trop essayé de respecter les R.O.E. (et de dialoguer).

e. Pour les 10 Mortiers :

« Il ne faut jamais laisser du Pers blanc aux mains des Noirs ».

« On aurait dû aller les Récup sur place ».

8. Expériences africaines : Somalie; vacances en Afrique

9. Remarque : copie du cahier de veille 16 Cie a été remis.

ANNEXE E

EXPOSÉ LT LEMAIRE — Comd 14 Cie

1. a. *Ma Cie venait de recevoir dix anciens et quinze jeunes venant du C.E. Cdo.*
- b. *J'avais le secteur Sud à Kigali, ma Cie était concentrée à Don Bosco.*
- c. *Mes missions étaient :*
- (1) *Assurer la garde à Pegasus et Dolce Villa.*
 - (2) *Assurer la garde de M. Ngongo (à côté de Viking) et de M. Ngulinzira (Minafet dans le futur gouvernement).*
 - (3) *Exécuter des Pat montées le matin et le soir afin de voir si les grands axes étaient libres.*
- d. *Autres éléments de mon quartier : Rwandex, PSec (le Chir et l'anesthésiste étaient à Kanombe la nuit 06/078). Agusta (avec neuf Mil Lt Avn), Padre (qui logeait chez les Pères).*
2. *Événements 06/07 Avr*
- a. *Lorsque l'Avn a été abattu, ma Cie était dans la Sit suivante*
- (1) *Gardes de nuit (3 hommes) à Pégasus, à Dolce Villa, chez Ngongo, chez Ngulinzira*
 - (2) *Une Pat qui regardait si la route vers l'Aer était ouverte, rentrée vers 2200 Hr*
 - (3) *Dix hommes de sortie à Kigali Night*
 - (4) *Le reste groupé à Don Bosco*
- b. *On a récupéré les gens du dancing à 2125 Hr*
- c. *Vers 2330 Hr, j'ai reçu l'ordre du S3 de « prendre contact avec la Gd pour « monitorer » l'action de la Gd »*
- « Cela ne voulait rien dire du tout.*
- Je suis repassé à la Bde Gd, en demandant si on pouvait m'adjoindre un Gd pour des Pat supplémentaire. Ils l'ont fait, mais de mauvaise grâce, »*
- d. *Durant la nuit, on avait reçu l'ordre de ne pas bouger.*
3. *Événements 07 Avr*
- a. *Problèmes chez Ngongo*
- (1) *Tirs — Présence de Gd et gens armés de plus en plus agressifs.*
 - (2) *Mes gars sur place « Ils veulent prendre la famille ».*
- R — (Bn) — « Vous pouvez aller à Viking avec la famille »*
- Ils veulent la famille.*
- R — (Moi) — « Vous allez à Viking sans la famille, et vous passez sous Ctl Viking ».*
- b. *Mes gens à Pegasus et Dolce Villa ont été pris sous Ctl Bn et je les ai retrouvés une semaine plus tard.*
- c. (1) *Un Rwandais a demandé notre Prot, je lui ai répondu qu'il pouvait se déplacer vers Don Bosco (± 500 m) (Comme beaucoup d'autres).*
- (2) *Ensuite, du Bn, j'ai reçu l'ordre d'aller le chercher.*
 - (3) *J'ai demandé de ramener Ngulinzira en même temps à Don Bosco.*
 - (4) *On a entendu ± 20 Min devant la maison de ce Rw. Entretemps, les Gd Rw sont arrivés et il n'est pas venu avec nous.*
 - (5) *Je suis allé à la Gd, j'ai obtenu qu'il puisse retourner chez lui. L'attitude des Gd était très agressive.*
- d. *On a reçu un autre ordre pour aller chercher une Pers dans un zone très chaude.*
4. *Événements du 08 au 11 Avr*
- a. *Dans le courant du 08 et les jours suivants, on a fait des missions d'Ev d'initiative sur appel pressant de la population, souvent par les Rens d'une Italienne.*
- b. *On a récupéré 147 expatriés à Don Bosco, et beaucoup de Rwandais. Il y avait ± 2 000 réfugiés à Don Bosco. Après, j'ai demandé que l'on stoppe l'arrivée des réfugiés. Ils étaient trop nombreux et entraient dans mon dispositif de Def.*

c. Le 10 Avr, on (Bn) nous a dit qu'on ne pouvait plus évacuer les Rwandais ni les gens qui n'avaient pas de passeport en règle.

C'était illogique.

d. On est resté à Don Bosco, et j'ai organisé la Def. On a sorti les MINIMI, M.A.G. et .50 pour montrer notre puissance.

e. Je savais que je ne pourrais pas tenir indéfiniment à Don Bosco. Il y avait de plus en plus de passages, essentiellement d'Interhamwe, le long des bâtiments.

f. Du 07 au 11 Avr, je ne me souviens pas avoir reçu un ordre, ni une attitude imposée du Bn. Je le prévenais des Sec qui sortaient et qui rentraient.

g. Dans le réseau Bn, je savais ce que les autres Cies faisaient (ReGpt). On savait que le P.C. Bn avait eu un coup de canon à Pegasus. On commençait à sentir (Mortiers, incident Capt Marchal) que l'agressivité des Rw se tournait contre nous.

h. Pour moi, il était logique de partir (vers l'Aer). J'ai demandé l'IMan Bn concernant ma Cie. Pas de réponse → J'ai proposé la mienne. Pas de réponse.

i. On ne pouvait rien demander au Bn. Si on le faisait, ils avaient l'impression qu'on exagérait. « Restez calmes. »

5. Contacts avec autorités locales

a. Avant le 06 Avr, j'avais pris contact avec le bourgmestre (homme fiable), mais dont certains conseillers étaient des Interhamwe, distribuaient des armes, et tout le monde le savait.

b. J'ai assisté à une réunion suite aux massacres du 23 Fev avec e.a. le bourgmestre, Col Marchal, le curé, un Maj Gd. Le bourgmestre avait été choqué par ces massacres. Le Maj Gd n'a pas voulu arrêter les Interhamwe connus.

c. Les Gd étaient réticents à faire des Ctl. Il y a eu quelques incidents où j'ai obligé un Gd à faire son travail.

d. Nous avons commencé à faire une liste « afin de ne plus se laisser mener par le bout du nez par la Gd ».

e. (1) J'ai dit au Bn que le nombre de réfugiés allait commencer à entraîner des problèmes Cl I, Med (diarrhées, choléra) — Pas de réponse.

(2) Le Maj De Loecker (Offr E.M. Sect) était à Don Bosco avec un MOTOROLA. Il avait de longs échanges dans le réseau Sect (dans le réseau Bn aussi!). Je lui ai demandé d'intervenir via le Sect — Pas de réponse.

(3) C'est grâce aux Pères et aux autorités locales que les réfugiés ont pu être aidés pendant quelques jours.

6. Évacuations

a. Le 11 Avr, les Français sont arrivés et ont Ev les expatriés (d'abord leurs expatriés) vers l'Ecole Française, puis vers l'Aer.

b. Je n'ai jamais eu connaissance d'un plan d'Ev de la MINUAR.

c. Je ne connaissais pas le plan Ev des Belges (sauf, grâce à un Père, que Don Bosco était un PRas).

d. (1) J'ai rappelé au Bn que je leur avais donné une IMan pour mon Ev (vers l'Aer, par le sud, accueil et fonction avec 12 Cie).

(2) Les réfugiés avaient été prévenus qu'on allait partir (le bourgmestre aussi).

(3) Pour quitter Don Bosco, on a dû se replier en tiroirs.

(4) On a fait Mov vers le Méridien via l'Aer.

7. a. À partir de ce moment cela a été organisé par le Bn

b. Au Méridien, j'ai assisté à des discussions Bn-Sect. Le Bn n'était pas fort aidé par le Sect.

8. R.O.E.

a. À partir du 07 Avr, je me rendais compte que, à mon niveau, les R.O.E. étaient boiteuses. J'ai cependant rappelé aux briefings journaliers ces R.O.E. (qui étaient les mêmes qu'avant les événements). Mais les gens avaient leur arme. (Pour la Tp, ces règles sont difficiles à avaler.)

b. Les SOffr transmettaient aux hommes. On a eu très peu de tirs instinctifs.

c. On était menacé de telle façon que les règles tombaient.

d. Il aurait fallu que ces règles aient pu changer très rapidement. Mais ce n'est pas possible avec l'O.N.U. C'est rêver.

9. *Utilisation de Veh Bl*

- a. *Le 12 Avr, j'ai demandé à S3 un C.V.R.T. pour mon Comd2d lors d'une mission vers le sud (Gitarami) — « On m'a regardé comme un rigolo. » J'ai dû réinsister pour l'obtenir.*
- b. *Pour le Sect, il y avait des Veh Bl pour Ev.*

10. *Commentaires*

- a. *La préparation était « légère » et rapide. Surtout la préparation pour des missions en Veh.*
- b. *Le Mat et le charroi surtout était dans un état lamentable (c'est honteux). On a eu un brûlé grave à cause de Mat (cuisine) non en état.*

EXPOSÉ LT LÉCONTE — Comd 2d — 14 Cie*1. L'installation*

a. *Était conçue dans le sens du bien-être. Exemples : Med en ville au lieu d'être à l'A.C.P. L'A.C.P. à Don Bosco a.l.d. l'Aer (facilité d'Ev). Les pilotes Heli dans une villa... Personne n'avait perception d'un danger.*

b. *Le Mat repris du 1 Para était là, mais vieux et mal entretenu, ou pas en ordre :*

cuisine roulante (on a eu un blessé), groupes électrogènes, Rem frigo, Veh (il a fallu deux semaines pour les remettre en ordre), IMMARSAT du Comd Cie ne fonctionnait pas (adresses étaient celles de Somalie!).

c. *Pendant les premières semaines, l'esprit était aux vacances, mais mes gens (et moi) avons eu beaucoup de travail.*

d. *En Mun, on avait à peine UN basic load (200 coups/F.N.C., 5 C/G.P., 900 C/M.A.G., pas de L.A.W.). On s'est dit « Si jamais on doit défendre Don Bosco, on ne sait résister qu'à un, Max deux assauts. »*

Mais le Sect a demandé des Mun et des L.A.W. le 06 au soir!

2. a. *La nuit 06/07, tout le monde a été surpris. On a vu la tension monter, des barrages s'installer. Le Maj Thiry a été arrêté. Le C130 est retourné au Kenya.*

b. *On a vécu en Def à Don Bosco pendant quelques jours avec des problèmes (CI I).*

3. Ordres

a. *Les ordres étaient bizarres. P. ex. le 06 Avr on devait escorter des Français qui voulaient faire une excursion!*

b. *Les ordres étaient contradictoires entre ce qu'on nous imposait dans le réseau Bn et ce qu'on disait dans le réseau Sect (qu'on écoutait aussi!).*

c. *Les ordres donnés étaient cohérents, mais changeaient tout le temps!*

d. *En fait, pendant quatre jours, on a été SANS ordre normal, et SANS Info. C'était le flou artistique = très frustrant.*

e. *On a reçu l'ordre d'abandonner les réfugiés ($\pm 1\ 500$) à Don Bosco, « Je suis assommé par un ordre pareil. » « On aurait pu, sans gros problèmes, amener les réfugiés à l'Aer. »*

4. Utilisation Veh Bl

a. *On a reçu l'ordre d'Ev la présidente du Comité des droits de l'homme dans un Veh Bl. Elle exigeait d'être avec l'Ambassadeur. Nous avions 1 500 réfugiés sous notre Prot, sans Bl, et on les a laissés là!*

b. *On a évacué le Pers des QG Force et Sect dans des Veh Bl. pourquoi pas Agathe ?*

5. Attitude anti-belge

a. *Lors d'une mission à Gitarama (le 12 Avr) avec un Pl, on est tombé sur une Cie F.A.R. en Def. Les F.A.R. nous ont beaucoup plus qu'agressés — Des gars ont été en Comb shock.*

b. *Un convoi français est passé, ils se sont mis à applaudir « Vive la France ».*

c. *Aussitôt après, ils ont recommencé : fusil dans la nuque. Gren dans nos jambes...*

6. R.O.E.

a. *Elles n'ont pas changé du premier au dernier jour.*

b. *On nous avait tellement matraqués avec ces règles que lorsqu'on aurait pu tirer, on ne l'a pas fait.*

c. *Pour changer ces règles, nous devions passer par le Bn. En fait, Dallaire pouvait changer le numéro de règle, et le Sect le numéro de stade. Ils ne l'ont pas fait. Mais nous devions enlever les MINIMIS!*

7. Infos sur le Rwanda

a. *En BE, avant notre départ, un Père trappiste nous a donné un briefing sur le Rw.-Burundi. Il disait e.a. « Ça pouvait démarrer très vite, devenir une poudrière, les luttes ethniques pouvaient resurgir, les Rwandais peuvent être très sanguinaires et meurtriers. »*

b. *Si lui, avec son expérience, savait cela, d'autres aussi (p. ex. la C.T.M.).*

c. *Il était possible de prévoir la manière, pas la date.*

8. *Remarques sur le retour*

- a. *Des Offr belges sont partis avant la Tp.*
- b. *Un Bn BE était en Def Aer (= peu). Des Ghanéens arrivent en touristes et ne renforcent pas le dispositif (une Sec BE relevée par un Pl ghanéen!).*
- c. *On a expliqué à ces gens en cinq Min comment se servir d'une .50, alors que du Pers PC Bn aurait pu le faire pendant une Hr ou deux.*
- d. *Pourquoi évacuer 40 Pers pendant que les hommes sont encore sous la pression de l'Eni (sentiment fut: l'armée est le JOUET de la politique).*
- e. *À Nairobi, on est resté à l'aéroport, sous tentes. On a envoyé un Fax en BE. Pourquoi ne pas permettre aux gens de téléphoner chez eux? (alors que toutes les facilités existaient à proximité).*
- f. *La SABENA a fourni des Boeings pour ramener des expatriés, pourquoi pas pour les Mil?*
- g. *L'attitude fut différente envers les Paras par rapport aux réfugiés rwandais et aux rapatriés belges. Éviter cela vaudrait mieux que de faire un « cinéma » avec des psychologues.*

9. *Autres commentaires*

- a. *Au sein de la Cie, l'esprit fut très bon.*
- b. *Le Bn fut mal pris, mais il a perdu toute confiance de la Tp.*
- c. *J'ai été très affecté par la mort de Lotin (c'était un ami). Mais je ne sais pas si à la place du Chef de Corps, j'aurais pu faire autre chose.*

10. *Expérience en Afrique*

- a. *J'ai quitté le Zaïre à l'âge de 7 ans.*
- b. *Rw en 89 (échange E.R.M.-E.S.M.).*

ANNEXE F

EXPOSÉ ISGT LECONTE — Adj PI Mor

1. Récit des événements vécus

a. Le 06 au matin, je me suis blessé. Le soir, je devais changer de pansement à Don Bosco. On devait aussi faire le plein à l'Aer.

b. On arrive à la grille, on ne pouvait pas rentrer. J'ai entendu la nouvelle que l'Avn était abattu. Il y avait déjà là un petit convoi avec le Maj Thiry, l'I.S.C., un Lt Gn, des civils de l'Ambassade, un Adjt Chef Chef FAé... On était bloqué à l'Ext de l'Aer, mais libres de nos Mov. Personne ne nous menaçait. On est resté là jusqu'à l'aube.

c. Toutes les heures, on appelait le Bn. On a essayé en vain de rentrer dans l'Aer avec l'aide de la 12 Cie.

d. De plus en plus de Mil et de civils venaient dans notre direction. Un G.P. nous a dit de partir pour rentrer dans nos Cant. Deux Carf plus loin, on était bloqué et on a retrouvé l'Eq Vermeulen.

e. Un Offr Rw est venu nous chercher. Pendant ce temps, on entendait des rafales, Gren... On a eu l'impression que notre présence les gênait.

f. On est arrivé près du stade Amahoro. Il y avait une foule de ± 250 Pers (avec quelques Mil), tous armés. La foule était très hostile et menaçante. « Vous avez tué le Président, on va vous tuer. »

g. Pendant une Hr on a essayé de rentrer (Via Bn ...), la foule grossissait et nous barrait devant et derrière.

h. À un moment, Cantineaux a démarré. On est tous sortis des Veh. On s'est repliés en « feu et Mov. ». On a escaladé la grille. On a continué à se replier jusqu'à l'intérieur du stade.

i. On avait laissé les Veh à l'Ext. Le lendemain, on a essayé de les récupérer (on en a laissé deux sur le carreau).

j. Après l'histoire du stade, on es resté 2 jours sans ordre concret.

2. Attitude des Bangladeshis

a. Ils ont refusé de nous ouvrir les grilles. Ils n'ont pas tiré une cartouche pour nous aider!

b. Une fois rentrés en force, ils ont voulu retirer nos armes. On a refusé. Après, ils ont été très gentils.

c. Ils mangeaient, dormaient, priaient et montaient de garde.

3. Attitude du Q.G. Dallaire

a. Le Q.G. Force était tout près du stade.

b. L'I.S.C. a démarré vers cet endroit.

c. Nous on ne le voyait pas à cause de la foule, de plus on était près des grilles.

d. Le Q.G. Dallaire voyait tout cela aux fenêtres, sans jumelles, sans problème.

e. Par la suite, je suis allé deux fois à ce Q.G. J'avais l'impression que c'était le « bousouf » complet.

4. Questions

Comment n'a-t-on pas prévu qu'un coup d'État était possible ?

N'a-t-on pas de Sv Rens ?

R.T.L.M. bavait sur les Belges.

Des coopérants, même des Belges avaient tiré la sonnette d'alarme.

5. Commentaires sur la lettre ouverte

a. L'expression « Quelques-uns de ces gradés... » veut dire :

« A-t-on vraiment tout fait pour sauver les copains ? »

Notre sentiment est non. On a eu le sentiment d'être abandonnés à partir du niveau Bn.

« Ils auraient dû réagir en Para. »

« Quand on connaît la valeur de son unité, et qu'on voit ce qu'il y a en face, on ne doit pas hésiter. »

b. L'expression « Certains veulent faire oublier... » signifie : « il est clair que l'on veut étouffer cette affaire ».

Cela a été une réaction primaire. Ce sentiment n'existe plus; au Bn, apparemment c'est fini.

c. On devrait faire un debriefing à tous les échelons. On prend de moins en moins de temps pour les faire. Il faudrait prendre plus de temps pour faire les choses.

EXPOSÉ SGT PAUWELS — Pl Mor*1. Événements du 06 et 07 Avr*

a. La nuit du 06/07, tout le Pl était à Viking, sauf la jeep avec Leconte qui était au Cant 14 Cie. Lotin était Chef Pl, mais faisait aussi Chef Sec ou Chef Eq. Chaque jour, on devait fournir trois escortes de 2 jeeps chacune.

b. Quatre Veh n'avaient pas fait le plein. Nous sommes partis à Rwandex, puis à l'Aer. On voyait des barrages et des Mil, plus que d'habitude. L'entrée Pr était bloquée par la G.P. On est entré par le sud.

c. Le 062130 Avr, on savait que c'était l'Avn du président qui avait été abattu. Notre mission est devenue « Rft 12 Cie à Top Gun ». Moi, je devais rester sur la piste. Lotin est parti à l'aérogare.

d. À ce moment, il a vu une vingtaine de types à nous avec Leconte, l'I.S.C., ... qui étaient prisonniers à l'Ext de l'Aer, certains désarmés.

e. Le 070200 Avr, nouvelle mission pour Pl Mor: Recce sur Carf dont celui près du Méridien: Chef Leroy est parti.

f. Le 070300 Avr, autre mission pour Pl Mor: Escorter Agathe de sa maison jusque Radio Rw. Lotin a demandé si on pouvait me récupérer à l'Aer — R —. Non, le Veh est à Viking.

En cours de route, il reçoit l'ordre de doubler l'escorte (4 Veh).

g. Vers 0500 Hr, Lotin est bloqué à un barrage au niveau des Mille Collines.

h. (1) Plus tard, Lotin au P.C. Bn: « Agathe veut bien aller à la Radio, mais elle dit qu'elle a perdu ses compétences ».

(2) Ensuite Agathe voulait s'enfuir. Elle était gardée par ue vingtaine de Gd, qui sont partis. Elle a demandé à Lotin de lui servir de garde.

(3) Lotin a dit (en NL) au Comd Bn que c'était de plus en plus dangereux. Il a dit qu'on leur tirait dessus avec des Gren à fusil.

(4) Vers 0900 Hr, un Gd voulait bien les rendre à l'UNAMIR, mais sans armes.

(5) J'ai entendu Comd Bn au Sect « J'ai dix types qui se font tabasser, il serait temps de s'en occuper ».

i. Pendant ce temps, il y a une vingtaine de prisonniers à l'Ext de l'Aer.

j. Moi j'étais à l'intérieur. Je suis resté à Top Gun.

2. Menace

Avant la nuit du 06/07, il n'y avait pas de menaces. Les deux semaines où on était là, c'était très calme. Mais:

a. Selon le F.P.R., « Dans un mois ou deux, on va faire la guerre ».

b. Quand on faisait des escortes pour les mises en place du gouvernement provisoire, on voyait qu'il y avait des problèmes.

c. Il y avait des bruits comme quoi il se préparait quelque chose.

3. R.O.E.

a. On avait donné les règles. Si on se bat devant vous, vous observez sans intervenir.

b. On ne pouvait pas montrer d'agressivité, au contraire.

c. Après les incidents, quand le Maj Bodart voyait qu'on armait, il faisait enlever la Mun!

4. Attitude de Lotin

a. Pour moi, Lotin a tout fait pour garder ses hommes en vie.

b. Il a suivi les ordres qu'on lui donnait.

c. Il a eu trop confiance envers les Rw, c'est ce qui les a tués. (La Gd avait peut-être vraiment l'intention de les ramener.)

d. Il ne voulait pas rentrer dans la maison, estimant que ce serait fini pour eux: le Comdt n'a pas senti cette menace.

5. Commentaires sur la lettre ouverte

a. « Quelques-uns de ces gradés ... ». On ne pensait pas au niveau Bn,

(1) mais au Sect qui aurait pu faire beaucoup plus: Faire quelque chose de l'Ext avec les moyens et l'armement qu'on avait, c'était suicidaire. Mais les Bangladeshis avaient des B.T.R. On ne les a jamais utilisés.

(2) *mis pour du Mat ou leur vie, ils y pensaient :*

(a) *2 B.T.R. devaient aller chercher Mun et armes pour le Sect. [→A Ctl]*

(b) *L'Att par Mor sur l'Aer a été vite finie.*

(c) *Les tirs de Grens vers le Q.G. Dallaire ont stoppé tout de suite.*

b. *«Non-assistance ... » : On n'a jamais dit à Mirador ou à Chinatown de se préparer à intervenir. Le Comd Bn a fait confiance au Sect.*

c. *« Certains veulent oublier ... » Lors de son discours à Nairobi, le Comd Bn a dit « Il y a eu un incident, oubliez ce que vous avez vu ... »*

6. *Autres commentaires*

a. *On a trop respecté les règles de l'O.N.U. Si les 10 Mortiers avaient montré leur force, on les aurait laissé tranquilles. Plus personne n'avait confiance dans le Comdt.*

b. *On était 2 500 Mil de l'O.N.U. En réalité, on était 500 à faire le boulot.*

c. *Après le 07, le reste du Pl était à Méridien, sans ordres. On nous avait même oubliés !*

EXPOSÉ CPL WALBECQ — PI Mor*1. Événements*

- a. La nuit du 06/07 Avr, on était huit à Viking. J'étais de garde. J'ai entendu les coups de Msl.*
- b. Les massacres ont commencé dans notre rue le 07 au matin. On est allé rechercher 3 types de la 14 Cie avec un UNIMOG. On n'a pas su récupérer les Rwandais.*
- c. Le 07, le F.P.R. est sorti du C.N.D. Heureusement pour nous qu'ils ont attaqué, car les F.A.R. entouraient la maison et commençaient à écarter les bambous.*
- d. Les F.A.R. sont partis en laissant des gardes. On n'aurait pas su sortir. De plus, on avait un blessé.*
- e. On est resté 2 jours et 1 nuit à compter les obus. Le 08 au soir, le Comd Bn est venu avec 2 A.M.L. On est parti avec du Mat à Franciscus et on est remonté seuls avec l'UNIMOG pour rechercher les gars à Viking. Puis, on est parti de Franciscus au Méridien.*

2. Commentaires

- a. Avant les événements, la population n'était pas agressive (sauf dans certains quartiers).*
- b. Sur R.T.L.M. on expliquait des tas de choses: comment tuer, comment rendre un Tutsi égal à un Hutu, campagne anti-belge.*
- c. On a eu l'impression d'être totalement oublié (à Viking, puis au Méridien).*
- d. On n'a pas dû tirer pendant la mission. On a bien été menacé. Le Maj Bodart a fait, après les événements, enlever la .50 qu'on avait mise sur l'UNIMOG.*

EXPOSÉ CPL MATHYS — PI Mor*1. Événements vécus*

a. *Le 06 Avr, on avait reçu un briefing pour le 07. Certains devaient aller faire le plein. Certains en sont revenus (Sauf Lotin et 2 jeeps).*

b. *J'ai entendu une explosion, puis on a appris que c'était l'Avn du Président. Il y avait une garde. J'ai été dormir à minuit jusqu'à 0300 Hr.*

c. *Pendant la nuit, Lotin a demandé une jeep en Rft. C'est Leroy qui est allé car il venait de finir sa mission.*

d. *Au lever du jour, on a été chercher 3 gars de la 14 Cie dans une maison à côté (± 20 m). Il y avait ± 30 Gp. Il a fallu discuter ± 15 Min. Cela allait mal.*

e. *Dès le 07 matin, je n'ai pas arrêté de Rens notre Sit. Le lendemain, on se demandait « Quand va-t-on venir nous chercher? ». On a eu une réponse du Sect le vendredi « Sorry, on vient de se rendre compte qu'on avait une Sec en ballon à Viking ». Cela faisait 2 jours qu'on renseignait.*

f. *Le 08, le Comd Bn est venu avec 2 A.M.L. pour aller reconnaître les corps. On est allé à l'hôpital. Les corps étaient couchés, rangés, déjà blancs, la peau frippée.*

g. *Après on est remonté à Franciscus, puis au Méridien. Là, on n'a pas eu de briefing. Puis on est parti à l'Aer. Même pour le retour, on ne s'était pas occupé de nous : je n'étais prévu nulle part.*

2. Événements relatifs à la mort des dix Mortiers

(on a entendu et suivi les conversations radio)

a. *Lotin a mis toute la nuit pour arriver chez Agathe.*

b. *Quand il est arrivé, ils se sont fait tirer dessus. La jeep de Lotin était Out. - Réponse Bn : « Roger ».*

Réplique Lhoir (Un des 10): « Moi, je fais mon boulot, je renseigne »

Ce que Lhoir a voulu dire : « Si ça ne vous intéresse pas, dites-le ».

c. *Lotin : « Agathe est partie, il y a 2 ou 3 types par terre... ».*

d. *Quand la Sec 16 Cie s'est repliée, ils ont dit « on recule, cela sent mauvais ».*

On n'a rien dit aux gens de chez Agathe. On aurait pu leur dire de se replier aussi.

3. Commentaires

a. *Il y a eu tir Mor sur Q.G. Sect. Dallaire a vite réglé le problème. Mais pour nos gars, on n'a rien su faire. Des B.T.R. ont été chercher de la C1.I. un Col. un Gen...ou sont restés là!*

b. *Quand les gens sont menaçants, il ne faut pas y aller « comme ça », « la fleur au fusil ». On s'est fait engueuler par le Maj Bodart parce qu'on avait équipé nos Veh de .50.M.A.G.... Pour nous, on était menacé on menaçait aussi.*

4. Commentaire sur la lettre ouverte

«...Certains veulent faire oublier... » On a eu un sentiment de nous retirer ce qu'on a vécu. Pour moi, c'étaient pas de copains, c'étaient des frères. Le Comd Bn nous a dit « Faut oublier les sentiments ». Cela n'est pas possible.

ANNEXE G**EXPOSÉ DU CAPT TEFNIN — S4***1. Événements*

- a. Le 06 au soir, je suis allé à l'Aer par le Sud. Je suis resté bloqué à l'intérieur.*
- b. Le 09 Avr, j'ai rencontré le Comd Camp Kigali et, sous son escorte, je suis rentré à RWANDEX.*
- c. Pendant mon absence, les Bangladeshis sont venus chercher des F.N.C. et des L.A.W. pour le Sect.*
- d. Le 09, on a commencé à aller chercher des expatriés (± 180), qui ont été évacués vers l'Aer les 11 et 12 Avr.*

2. Situation Log

- a. Cl I et IV. Pas de problème. On avait mis en place un système « push » qui a entraîné trop de stock Cl IV.*

b. Le Cl V

(1) On n'avait pas un basic load. Le 1 Para avait demandé un complément (petites Mun, L.A.W., Milan, Mun Scimitar). J'avais refait cette demande.

(2) La quantité Mun suffisait pour la période avant le 06 Avr, pas après.

c. Mat

(1) Les Veh étaient dans un état lamentable : ± 50 % Unimog roulaient. ± 60 % à 70 % des MAN. Les stocks de pièces de rechange ne correspondaient pas aux besoins.

(2) Groupes électrogènes (toutes catégories) : 75 % en panne!

(3) Des commandes de pièces de rechange dataient de trois mois!

3. Commentaires

a. Sur « l'extrait » du Mat de Nairobi vers la BE. Le souci des responsables Log était d'abord de suspecter le 2 Cdo d'avoir des stocks en noir. J'ai dû laisser inspecter à Nairobi des conteneurs (au lieu de pouvoir le faire en BE). Résultat : Manque ± 20 m³ Mat au 2 Cdo. Rapport a été transmis au Comd Bn.

b. On a eu l'impression que les Offr de la Br 4 de l'E.M.G. ne se rendaient pas compte des besoins sur le terrain. Systématiquement, ils demandaient des justifications, d'où le délai de livraison s'est allongé de plusieurs semaines.

c. Dans divers Cant, on a Recup des expatriés. Cela n'a pas du tout été apprécié par le Sect.

EXPOSÉ ADJT CHEF MABILLE — C.S.M. Cie E.M.S.

1. *J'étais à RWANDEX (base Log des Belges) avec 2 Offr - 15 SOffr - 27 Tp.*
2. *Durant la nuit 06/07, on a appris officieusement que l'Avn du Président avait été abattu. On s'est mis en alerte. Les Mil de sortie sont rentrés.*
3. *Le Capt Tefnin (Comd Base) est parti en direction de l'Aer. On ne l'a plus revu avant le 12 Avr.*
4. *À partir du 07, toutes les missions ordinaires ont été suspendues.*
On s'est dit :
« C'est grave »
5. *On a Org RWANDEX avec 4 postes de Surv et 4 postes de garde.*
On a assisté à des scènes de pillage et de meurtre en direct.
On avait comme consigne de rester dans la base.
« On avait un sentiment d'impuissance ».
6. *Le 12 Avr, le Capt Tefnin est réapparu. On avait recueilli 177 réfugiés de 13 nationalités différentes, que l'on a évacués le 13 Avr vers l'Aer.*
7. *Le 14 Avr, on a reçu l'ordre d'Ev vers l'Aer.*
8. *Info*
 - a. *Il y eu manque total d'Info. Pas de SITREP, même après ma demande : on suivait à la radio.*
 - b. *On a appris la morts des dix Mortiers le 08 Avr a.m. (on savait par la radio qu'il y avait un problème).*
9. *Expérience en Afrique : Rwanda, Kolwezi, toutes Ops.*

EXPOSÉ DU ISGT MAJ DENIS — Réparateur Radio

1. J'étais à RWANDEX. Avant 06/07 Avr, tout fonctionnait normalement. À partir du 06 Avr, vu le peu d'Opr Tr, j'ai joué le rôle de SOffr Tr.

a. Le réseau où tout le monde était (Incl Log), était le réseau SAIT de Comdt Bn.

b. Il n'y avait pas de MOTOROLA à RWANDEX (« je n'étais pas dans ce réseau »).

c. On n'avait un INMARSAT C pour les commandes de pièces.

3. C'est moi qui ai prévenu le Capt Tefnin que l'Avn était abattu. Ensuite il est parti à l'Aer. Là-bas, il a signalé qu'il était bloqué.

4. À RWANDEX, le C.S.M. a d'abord fait doubler les Pat. On ne savait pas ce qu'il fallait faire. On a mis des sentinelles. Lorsque le Lt Bellière est descendu, il a redressé le plan Def.

5. Le matin, cela tirait de très près, violemment. Traverser la rue était difficile. Les Msg radio arrivaient de tous les Cant.

6. Commentaires

a. « Je suppose qu'avant d'envoyer des gens au Rwanda, les règles avaient été vues et étudiées par l'E.M.G. » → on a dû accepter des rispotes en coup par coup, des demandes d'autorisation pour employer ses M.A.G.,...!

b. « Si c'est les vacances, pourquoi envoyer des Mil ? »

c. « On a sous-évalué les menaces potentielles, les risques. »

d. « Pourquoi n'a-t-on pas prévu diverses Sit ? et n'a-t-on pas envisagé diverses possibilités ? »

7. Expérience en Afrique : Rwanda (90), Somalie.

EXPOSÉ CPL CHEF OSCAR — Opr 54

1. *Je suis resté à RWANDEX jusqu'au 081400 Avr.*
2. *Le Chef de Corps est venu (avec un A.M.L.), et on est allé chercher les corps des Mortiers à l'hôpital. On les a mis dans des body-bags.*
3. *On les a mis dans le MAN. Un peu après être passés devant Vitamine, le chef Corps et un A.M.L. sont partis, et avant d'arriver au Méridien, le Col Marchal est parti.*
4. *À ce moment, on a commencé à nous tirer dessus. L'Aud Mil a décidé de rester à la Villa Dolce. On a attendu un jour.*

EXPOSÉ CPL CHEF WATELET — Chauffeur Opr Radio

1. Evénements

a. J'étais à RWANDEX le 06 au soir, on est venu me réveiller. Je suis allé à la radio.

b. Le 07, on était de garde. On observait, on renseignait. On n'a jamais été attaqué (on voyait des pillages et des meurtres).

c. On avait des F.N.C. et des G.P. On avait préparé deux .50 sur trépied dans un hangar.

d. Le 08 Avr, il fallait un Ca pour aller chercher les corps des Mortiers.

L'après-midi, le Comd Bn est venu. On est parti à l'hôpital via le camp Kigali. On a mis les corps dans les body-bags.

e. On est parti. Le Comd Bn, puis le Col Marchal ont quitté la Coln. Restaient notre MAN et un Veh Gd. Cela sifflait au-dessus de nos têtes.

On s'est réfugié à la Dolce Villa.

f. Le 09 Avr, on est resté là. Puis Timsonet est venu avec un Combi. On a transféré les corps pour aller au Méridien.

g. On a aussi essayé d'aller chercher les corps de trois Français. C'était en pleine zone de tirs. On ne les a pas trouvés.

2. Commentaire

Manque total d'Info (jusqu'au dernier moment). Même pour aller rechercher les corps je ne savais pas qu'il fallait aller à l'hôpital Feyssal, ni l'Itin (on n'avait même pas de cartes).

EXPOSÉ LT BELLÈRE — M.T.O.

1. Événements

a. Le 06 au soir, j'étais à RWANDEX. Le Capt Tefnin est parti à l'Aer pour aider Pl Mor. Il n'est revenu que le 09 Avr. J'ai repris Comdt Base Log pendant quelques jours.

b. J'ai fait tout regrouper à RWANDEX même et occuper des postes Def. On savait qu'il fallait être attentif, et assurer chacun la Def du Cant (et y rester).

c. On n'a jamais été attaqué directement.

2. R.O.E.

Elles se sont avérées suffisantes à RWANDEX parce qu'on a pas été attaqué. Quand on a dû sortir pour aller chercher des réfugiés, on nous a tiré dessus : on a risposté.

Les instructions reçues étaient « Rien de changé par rapport aux règles ».

3. Sit Log

a. Cl V

Pas eu de Rav les quelques jours après le 06 (après je ne sais pas). SAUF au profit de RUTBAT qui est venu avec B.T.R.80 chercher petites Mun, F.N.C., L.A.W. J'avais reçu l'ordre depuis P.C. Bn, j'ai demandé confirmation.

b. Charroi

Relativement riche (quantitativement), mais beaucoup de problèmes, surtout les UNIMOGS, aussi les MAN (moins).

c. CL IX

On attendait certaines pièces (depuis longtemps). Par contre, il y avait beaucoup trop de lubrifiant.

d. La Sit des groupes électrogènes était catastrophique.

UITEENZETTING KAPT MADALYNS — Comd Det Logt

1. Gebeurtenissen

- a. Zie Adjt Cantineaux (Amahoro).*
- b. In het stadion Amahoro heb ik nadien gesproken met Bn Comd (RUTBAT) «U moet begrijpen, de Rwandesen hebben iets tegen de Belgen, ik moet zorgen voor mijn mensen (± 400 Pers).*

2. Log problemen

- a. Zie nota (in Doc) Gpg As noor GS4 (A2/van 30 Mei 94).*
- b. Dedouaneren was een opdracht van de Force. Ik heb het moeten doen.*
- c. De Del van Fin bevoegdheid moet op voorhand bepaald worden.*

3. Commentaar

- a. De contacten met UNO namen dagen in beslag.*
- b. We waren daar als Belgen, anderen als Bengalesen, niet als blauwhelmen: iedereen werkte naast mekaar.*

UITEENZETTING CDT VL VANDERGEETEN — Chef Det Heli*1. Gebruik van de Heli's*

- a. Er waren twee Al II die rechtstreeks onder bevel van KIBAT waren.*
- b. Van 0800 tot 1700 Hr was er altijd één Heli met MAG in Stand By waarvan twee piloten, een Mec en een Wnr Para bij de Heli waren.*
- c. Er was nooit een noodzaak van KIBAT II om een Heli bij nacht te houden (dus geen crew).*
- d. De Heli waren in het Aer, het Pers in Don Bosco (logement) op ± 5 km van de Helis. Dat ging opgelost worden met Kigalodge.*
- e. De tweede Heli kon gebruikt worden door HK Force en Sector door hun LO (Cdt Mansel = G3 lucht) en de toelating van KIBAT Comd. Er werden ± 5 opdrachten uitgevoerd voor hen.*
- f. Het was een vakantie - opdracht.*

2. Gebeurtenissen

- a. De 06 Apr 's avonds, was ik in de Villa. Wij hebben twee raketten horen vertrekken, we zijn overgegaan in rode alarm.*
- b. Rond 070400 Apr heb ik opdracht gekregen om toch te vliegen. We waren op ± 300 m van 14 Cie (Don Bosco). We zijn naar het Aer gegaan. We vielen onder vuur. De Rwandezzen waren zeer gespannen. We zijn terug naar het Cant gegaan.*
- c. Tot de middag was het in de villa niet meer haalbaar. De 14 Cie is ons komen eruithalen. We zijn gebleven in Don Bosco tot de 10 Apr (ter beschikking van de 14 Cie).*
- d. De 10 Apr hebben we het vliegveld vervoegd met de Cie. Alles (de Helis) waren in orde. We zijn daar gebleven (de 14 Cie naar Méridien). «Er was praktisch geen mogelijkheid van inzet van Heli gezien het gevaar. Ik had geen rechtstreekse Ln meer met Comd KIBAT».*
- e. Tot de 12 Apr hebben we opdrachten gedaan om mensen te gaan halen. Vanaf een bepaald moment was de spanning groter, er werd op ons geschoten. De piloten hebben veel moorden gezien. De Col Roman heeft opdracht gegeven van te stoppen met vliegen, want het werd te gevaarlijk.*

3. Vragen

- V: — «De 070400 Apr hebt U de opdracht gekregen?»*
- A: — «We hebben geprobeerd, we zijn onder vuur genomen.»*
- V: — «Zijn er andere pogingen geweest?»*
- A: — «We wisten dat de Zuiden ingang van het vliegveld open was. We hebben een beetje gereden, terug onder vuur.»*
- V: — «Is het vermeld geweest dat de opdracht niet kon?»*
- R: — «Ik veronderstel van Ja maar, we hadden geen verbinding.»*

4. Commentaar

- a. «Men schoot overal. Het was niet mogelijk in stad te vliegen. Wat konden we in stad gaan doen. Daarenboven was de Vij overal en nergens.»*
- b. «De verdediging in dat geval is zo laag mogelijk vliegen:»*
- c. «Voor de tien Mortieren, hadden we in het Aer geweest, was onze tussenkomst zelfs met Heli te laat. Ofwel moesten we met de MAG vuren, maar dat was een andere aanpak.»*
- d. «De Rwandezzen zijn blijven vliegen met hun Heli, tot in het Kigali Camp.»*